

United Nations
ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL

Nations Unies

UNRESTRICTED

E/CN.4/AC.1/3/Add.1

2 juin 1947

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

COMITE DE REDACTION

DECLARATION INTERNATIONALE DES DROITS

PROJET ANNOTE

PREMIERE PARTIE - TEXTES

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Index des sections relatives à chaque article	3 - 6
Article 1	7 - 13
Article 2	14 - 15
Article 3	16 - 21
Article 4	22 - 27
Article 5	28 - 30
Article 6	31 - 49
Article 7	50 - 62
Article 8	63 - 70
Article 9	71 - 76
Article 10	77 - 81
Article 11	82 - 100
Article 12	101 - 104
Article 13	105 - 106
Article 14	107 - 125
Article 15	126 - 129
Article 16	130 - 131
Article 17	132 - 147
Article 18	148 - 149
Article 19	150 - 158
Article 20	159 - 170

	<u>Page</u>
Article 21	171 - 180
Article 22	181 - 215
Article 23	216 - 223
Article 24	224 - 231
Article 25	232 - 235
Article 26	236 - 252
Article 27	253 - 264
Article 28	265 - 273
Article 29	274 - 275
Article 30	276 - 286
Article 31	287 - 293
Article 32	294 - 300
Article 33	301 - 303
Article 34	304 - 307
Article 35	308 - 312
Article 36	313 - 331
Article 37	332 - 336
Article 38	337 - 353
Article 39	354 - 357
Article 40	358 - 364
Article 41	365 - 374
Article 42	375 - 378
Article 43	379 - 382
Article 44	383 - 385
Article 45	386 - 408
Article 46	409 - 416
Article 47	417 - 419
Article 48	420
Autres dispositions figurant dans les Constitutions nationales sans rapport direct avec un article quelconque du projet	421 - 437

INDEX

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME AU COURS DE SA PREMIERE SESSION, 27 JANVIER - 10 FEVRIER 1947.

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME PAR LES GOUVERNEMENTS.

A. Déclarations

Chili
Cuba
Panama

B. Propositions

Etats-Unis d'Amérique
Inde

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES (CLASSEES PAR ORDRE ALPHABETIQUE)

Afghanistan	Principes fondamentaux de la Constitution de l'Afghanistan (Addendum 22 février 1933)	31 oct. 1931
Arabie saoudite	Constitution de l'Arabie saoudite	29 août 1926
Argentine	Constitution de la nation argentine (révisée en 1860, 1866 et 1898)	1er mai 1855
Australie	Pas de dispositions écrites	
Belgique	Constitution du royaume de Belgique	mai 1896
Biélorussie	Constitution de la République socialiste soviétique de Biélorussie	23 déc. 1936
Bolivie	Constitution politique de l'Etat	28 oct. 1938
Brésil	Constitution des Etats-Unis du Brésil	18 sept. 1946
Canada	Pas de dispositions écrites	
Chili	Constitution politique de la République du Chili	18 sept. 1925
Chine	Constitution de la République de la Chine	Déc. 1946
Colombie	Constitution politique de la République de Colombie	4 août 1886

Costa-Rica	Constitution politique du Costa-Rica	7 déc. 1871
Cuba	Constitution de la République de Cuba	10 oct. 1940
Danemark	Constitution du Royaume-de Danemark (avec les modifications du 19 septembre 1920)	5 juin 1915
Egypte	Rescrit royal n° 42, établissant en 1923 le régime constitutionnel de l'Etat égyptien	1923
El Salvador	Constitution politique d'El Salvador	13 août 1886
Equateur	Constitution politique de la République de l'Equateur	31 déc. 1946
Etats-Unis d'Amérique	Constitution des Etats-Unis d'Amérique Amendements	
Ethiopie	Constitution de l'Ethiopie	16 juillet 1931
France	Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	26 août 1789
	Constitution de la République française	27 oct. 1946
Grèce	Constitution de la Grèce	1er juin 1911
Guatemala	Constitution de la République du Guatemala	11 mars 1945
Haïti	Constitution de la République d'Haïti	22 nov. 1946
Honduras	Constitution politique de la République du Honduras	28 mars 1936
Inde	Loi sur le Gouvernement de l'Inde	1935
Irak	Constitution de l'Irak (amendée le 29 juillet 1925 et le 27 oct. 1943)	10 juillet 1924
Iran	Complément à la loi constitutionnelle (modifié le 12 déc. 1925)	7 oct. 1907
Islande	Loi constitutionnelle du Royaume d'Islande (modifiée le 17 juin 1940)	18 mai 1920

Liban	Constitution de la République libanaise (amendée le 29 juillet 1925 et le 27 octobre 1943)	23 mai 1926
Libéria	Constitution du Libéria (modifiée en octobre 1927 et mai 1929)	26 juillet 1847
Luxembourg	Constitution (modifiée le 15 mai 1919)	17 oct. 1868
Mexique	Constitution des Etats-Unis du Mexique (modifiée le 5 nov. 1942)	31 janv. 1917
Nicaragua	Constitution politique de la République de Nicaragua	22 mars 1939
Norvège	Constitution du Royaume de Norvège	17 mai 1814
Nouvelle Zélande	Pas de dispositions écrites	
Panama	Constitution politique de la République de Panama	1er mars 1946
Paraguay	Constitution de la République de Paraguay	10 juillet 1940
Pays-Bas	Constitution des Pays-Bas (modifiée en 1938)	30 nov. 1887
Pérou	Constitution politique de la République du Pérou	29 mars 1933
Pologne	Constitution de la République de Pologne	17 mars 1921
République Dominicaine	Constitution de la République Dominicaine	10 janv. 1942
République des Philippines	Constitution de la République des Philippines	8 fév. 1935
Royaume-Uni	Pas de dispositions écrites	
Siam	Constitution du Siam	10 déc. 1932
Suède	Constitution du Royaume de Suède (modifiée le 30 juin 1933)	6 juin 1809
Syrie	Constitution de l'Etat de Syrie	14 mar. 1950
Tchécoslovaquie	Charte constitutionnelle de la République tchécoslovaque	29 fév. 1920
Turquie	Constitution de la République turque	20 avril 1924

Ukraine (RSS d')	Constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine	30 janv. 1937
URSS Union des Républiques socialistes soviétiques	Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques	5 déc. 1936
Union sud-africaine	Loi de 1909 sur l'Afrique du sud	1909
Uruguay	Constitution de la République orientale de l'Uruguay	24 mars 1934
Venezuela (1)	Constitution des Etats-Unis de Venezuela	
Yougoslavie	Constitution de la Yougoslavie	29 nov. 1945

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A. (2)

American Federation of Labor

-
- (1) Le texte de la constitution du Venezuela a malheureusement été reçu trop tard pour figurer au présent document, mais il sera publié séparément.
- (2) C'est-à-dire, organisation non gouvernementale reconnue conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la quatrième partie du rapport de la Commission sur les décisions prises en vue de la consultation des organisations non gouvernementales, adopté le 21 juin 1946 par le Conseil économique et social.

ARTICLE 1

Tout individu a un devoir de loyauté envers l'Etat dont il relève et envers (la société internationale) les Nations Unies. Il doit prendre sa juste part responsabilité dans l'accomplissement de ses devoirs envers la société et sa part des sacrifices communs nécessaires au bien général.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Hodgson (Australie) :

"...lorsque nous soumettrons la question au groupe de rédaction, allons-nous lui demander de donner une définition quelconque, d'examiner un par un les prétendus droits et de dire, par exemple, qu'aucun de ces droits n'est absolu, qu'ils ont tous leurs limites; le groupe de rédaction va-t-il déterminer ces limites ou imposer une restriction de caractère général en déclarant que dans l'établissement de ces droits, il doit être tenu compte des autres droits du groupe, de l'Etat, de la communauté et des autres personnes humaines ?" +

"...A chacun de ces droits correspond un devoir. Nous en arrivons ainsi aux questions qui ont été soulevées hier lorsqu'il a été dit que les intérêts de l'Etat s'opposent aux intérêts de l'individu ou de la communauté. Or, aucun de ces droits dont nous parlons n'est absolu. Prenez par exemple celui de ces droits qui est le plus généralement reconnu, le droit d'expression. A ce droit d'expression correspond un devoir. Il existe un droit, il existe un devoir de respecter les droits d'autrui, qui consiste à ne pas pratiquer la diffamation. Si je dispose par exemple d'un journal pour m'exprimer, si mes écrits peuvent être taxés de trahison ou de corruption, ou si je sape les fondements mêmes de l'Etat en exerçant mon droit d'expression, je me trouve automatiquement limité dans l'exercice de ce droit. Alors, je me demande : allons-nous dans chaque cas indiquer le devoir correspondant au droit ou allons-nous nous borner à les mentionner tout simplement en tant que droits absolus ?" ++

M. Wu (Chine) :

Selon M. Wu, il s'agit simplement de définir les droits de l'être humain et en même temps d'exiger de lui qu'il accepte les obligations correspondantes.+++

+ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 14ème séance - pages 65-70

++ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 9ème séance - pages 42-43

+++ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 9ème séance - pages 56-60

M. Dukes (Royaume-Uni) :

"...Je répète que d'après le contexte il semble que nous ouvrons les portes toutes grandes en attendant, à tort je crois, que se manifeste la liberté individuelle sans prévoir en même temps les obligations qui, dans les relations entre les individus ou dans leurs relations avec leur Etat ou avec celui auprès duquel ils espèrent trouver asile, incomberont à l'individu ou aux individus qui bénéficieraient de ces libertés" +

"...Il est inutile à mon avis de chercher à définir la liberté individuelle en la dissociant entièrement de l'obligation qui lie les individus soit à l'Etat soit à des organisations volontaires tout en réclamant en même temps les prérogatives et avantages définis dans ce groupe à l'alinéa 3" ++

M. Cassin (France) :

".... Il existe, disons-nous, un droit à la nourriture; mais si chacun possède ce droit et si personne n'accepte l'obligation de travailler, comment la collectivité pourra-t-elle pourvoir à ses besoins alimentaires? Il importe donc, à ce sujet, de bien préciser les droits qui s'affrontent. Nous devons définir d'une part le droit de l'individu et d'autre part celui de la collectivité. En ce qui me concerne, j'admets, d'une manière générale tout au moins, que si un individu qui fait partie de l'Etat ou de la collectivité refuse de travailler et de participer à l'effort commun, les droits de cet individu doivent en conséquence être fonction du travail qu'il est requis d'accomplir.

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili - pas de dispositions
Cuba - pas de dispositions
Panama - pas de dispositions

B. Propositions

Inde - pas de dispositions
Etats-Unis - pas de dispositions

+ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 14ème séance - page E-21
++ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 14ème séance - page E-51
+++ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 14ème séance - page E-61

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Argentine

Article 21

Tout citoyen argentin est obligé de prendre les armes pour la défense de la patrie et de la présente constitution, conformément aux lois votées à cet effet par le Congrès et aux décrets du pouvoir exécutif national. Les citoyens par naturalisation sont libres d'accepter ou de refuser le service militaire pendant un délai de dix ans, à dater du jour où ils auront obtenu un brevet de naturalisation.

Constitution de la Biélorussie

Article 105

Voir constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 130.

Constitution de la Chine

Article 19

Le peuple sera astreint à payer des impôts, conformément à la loi.

Article 20

Tous les citoyens sont tenus au service militaire, conformément aux dispositions prévues par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 127

1. Tout citoyen valide de la République Tchécoslovaque sera soumis à une formation militaire et sera tenu de répondre à l'appel fait pour la défense de l'Etat.

Constitution du Danemark

Article 88

Tout homme en état de porter les armes est tenu de contribuer de sa personne à la défense de la patrie, conformément aux règles spéciales prescrites par la loi.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

5° La loi établira les peines applicables aux personnes qui agiront à l'encontre de l'ordre social ou de la tranquillité publique.

Constitution de l'Equateur

Article 159

Tous les habitants du territoire national sont tenus de respecter la constitution, les lois et les autorités de la République et de leur obéir.

Constitution de l'Éthiopie

Article 20

Tous ceux qui appartiennent à l'armée éthiopienne doivent fidélité et obéissance absolue à l'Empereur, conformément aux dispositions de la loi.

Article 21

La nation est tenue au paiement des impôts légaux.

Constitution de Haïti

Article 33

A la qualité de citoyen, aux droits civils et politiques, se rattache le devoir civique.

Le devoir civique est l'ensemble des obligations du citoyen dans l'ordre moral, politique, social et économique vis-à-vis de l'Etat et de la Patrie. L'inobservance de ces prescriptions est punie par la loi.

Les fonctionnaires et employés de tous ordres doivent dans l'exercice de leurs fonctions, se conduire en homme d'honneur, de dignité et de conscience et témoigner en toutes circonstances du souci de la chose publique.

Constitution de l'Islande

Article 75

Tout homme en état de porter les armes est tenu de contribuer de sa personne à la défense du pays, conformément aux dispositions légales qui seront fixées ultérieurement.

Constitution de la République de Libéria

Article 1, section 12

Le peuple a le droit de conserver et de porter des armes pour la défense commune.

Constitution du Mexique (Etats-Unis du Mexique)

Article 31

Les Mexicains sont tenus :

...D'être présents aux jours et aux heures fixés par le conseil municipal du lieu où ils résident pour recevoir l'instruction civique et militaire qui les rendra aptes à exercer les droits de citoyen, pour être formés au maniement des armes et instruits des disciplines militaires;

3. De s'enrôler et de servir dans la Garde nationale, conformément à la loi organique, pour assurer et défendre l'indépendance, le territoire, l'honneur, les droits et les intérêts de la Patrie, ainsi que la tranquillité et l'ordre intérieur;

4. De contribuer aux dépenses publiques, tant de la Fédération que de l'Etat et du municipe où ils résident, dans la mesure proportionnelle et équitable que fixeront les lois.

Article 35

4. De porter les armes, dans l'armée ou la Garde nationale, en vue de défendre la République et ses institutions, aux conditions fixées par la loi.

Article 36

Il est du devoir de tout citoyen de la République :

1. De s'inscrire au bureau du trésor municipal en déclarant les biens qu'ils possèdent, l'industrie, la profession ou le travail auxquels il se consacre, et de s'inscrire sur la liste électorale dans les conditions fixées par la loi.

Constitution des Pays-Bas

Article 181

Tous les Néerlandais qui sont en état de le faire sont obligés de contribuer à maintenir l'indépendance du Royaume et à défendre son territoire.

Cette obligation peut s'appliquer également aux habitants du Royaume qui ne sont pas Néerlandais.

Article 182

La loi règle le service militaire obligatoire.

Constitution du Nicaragua

Article 96

Le travail est un devoir social. Tout habitant de la République a l'obligation d'employer son énergie physique et intellectuelle d'une façon favorable au bien de la communauté.

Constitution de la Norvège

Article 109

Tous les citoyens de l'Etat seront, d'une manière générale, tenus d'accomplir le service militaire pendant un temps déterminé, pour la défense de la patrie, sans distinction de naissance ou de fortune.

L'application de ce principe et les restrictions qu'il devra subir seront déterminées par la loi.

Constitution de la Pologne

Article 90

Tout citoyen doit respect et obéissance à la constitution de l'Etat ainsi qu'aux autres lois et ordonnances en vigueur, édictées par l'Etat et les autorités dotées d'un pouvoir autonome.

Article 91

Tous les citoyens sont astreints au service militaire.

Article 89

La fidélité à la République polonaise est le premier devoir de tout citoyen.

Article 93

Tous les citoyens sont tenus de respecter le pouvoir légitime et de faciliter l'accomplissement des obligations que leur assigneront la nation ou l'autorité appropriée.

Article 92

Tous les citoyens sont tenus d'accepter toutes charges publiques, services publics et obligations qui leur sont imposés par la constitution.

Constitution du Siam

Article 15

Chacun a le devoir de respecter les lois, de défendre le pays et d'aider le gouvernement par le paiement des impôts et d'autre manière, sous les conditions et de la façon prescrites par la loi.

Constitution de l'Ukraine

Voir constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 130.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques Article 130

Tout citoyen de l'Union des Républiques socialistes soviétiques est tenu d'observer la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, d'exécuter les lois, d'observer la discipline du travail, de remplir honnêtement son devoir social, de respecter les règles de la vie de société socialiste.

Constitutions des Etats-Unis

Article III, section 3

1. La trahison envers les Etats-Unis consistera uniquement à provoquer la guerre contre eux ou à se joindre à leurs ennemis, en leur prêtant aide et assistance. Nul ne pourra être condamné pour trahison que sur le témoignage de deux témoins du même fait patent, sur aveux devant un tribunal siégeant publiquement.

2. Le Congrès aura le pouvoir de fixer la peine pour trahison; mais aucune condamnation de ce chef n'entraînera de déchéances pour les membres de la famille du coupable (corruption of blood) ni la confiscation des biens (forfeiture), sauf pendant la vie du coupable.

Constitution de la Yougoslavie

Article 22

Les citoyens de la République fédérative populaire de Yougoslavie ont le devoir d'observer la constitution et les lois.

Article 34

La défense de la patrie est le plus grand devoir et honneur de chaque citoyen.

La trahison de la patrie est le plus grand crime envers le peuple. Le service militaire est obligatoire pour tous.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES
PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de proposition.

ARTICLE 2

Les droits de chacun sont limités par ceux d'autrui et par les justes exigences de l'Etat et des Nations Unies.

(Voir ci-dessous l'article 18 du projet de déclaration internationale présenté par la République de Panama).

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

(Voir observations de MM. Hodgson, Dukes, Cassin relatives à l'article 1)

SECTION 2. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR LES GOUVERNEMENTS A LA COMMISSION

A - Projet de déclarations internationales :

Chili (Projet de la Commission juridique interaméricaine)

Article XIX

Il y a corrélation entre les droits et les devoirs; le devoir de respecter les droits d'autrui constitue en tous temps une restriction à l'exercice arbitraire des droits.

Cuba - pas de dispositions

Panama

Article 18

Dans l'exercice de ses droits, chacun est limité par les droits des autres et par les justes exigences d'un Etat démocratique.

B - Propositions

Inde - pas de dispositions

Etats-Unis - pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Article 23

Constitution de la Chine

Aucune des libertés et aucun des droits mentionnés aux articles précédents ne peuvent faire l'objet de mesures restrictives, sauf dans le cas où ces mesures seraient justifiées pour prévenir un empiètement sur les droits des autres citoyens, parer à une crise imminente, maintenir l'ordre social ou favoriser l'intérêt public.

Article 22

Aux termes de la Constitution, sont également garantis tous autres droits et libertés des citoyens qui ne sont pas incompatibles avec l'ordre social ou l'intérêt public.

France, déclaration des droits de l'homme et du citoyen, (26 août 1789)

Article 4

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Constitution du Paraguay

Article 35

Les libertés que garantit la présente Constitution sont toutes de caractère social. Les exigences de l'ordre public en limitent l'exercice de la façon et dans les formes établies par la loi. Il n'est pas permis de prêcher la haine ou la lutte de classes entre les Paraguayens.

Constitution de la Turquie

Article 68

Tout citoyen Turc naît libre et vit libre.

La liberté consiste à se livrer à des actes qui ne causent pas préjudice à autrui.

Tout individu a un droit naturel à la liberté; qui n'est limité que dans la mesure où l'exercice de ce droit empiète sur la liberté dont jouissent ses concitoyens. Seule la loi définit ces limites.

Article 79

La loi déterminera les restrictions imposées à la liberté des contrats, du travail, de la propriété, du droit de se réunir et de s'associer, et de constituer des sociétés.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions

ARTICLE 3

"Tout individu a droit à la vie. Ce droit ne peut être refusé qu'aux personnes qui ont été condamnées conformément à la loi pour un crime passible de la peine de mort."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Cassin (France) :

"..... la question qui nous occupe est celle de la protection de la vie humaine et du droit à l'existence. Ce problème n'est pas aussi élémentaire qu'il peut sembler. En 1933, lorsque l'Allemagne a commencé à violer ces principes mêmes, toutes les nations du monde se sont demandé si elles avaient ou non le droit d'intervenir, afin d'assurer le respect de ces principes et de sauver l'humanité, et elles ne sont pas intervenues. Nous avons par la suite subi la perte de millions de vies humaines. C'est pourquoi j'estime qu'il est fondamental d'affirmer le droit des êtres humains à l'existence.†

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES * PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS.

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Commission juridique interaméricaine)

Article I

Toute personne a droit à la vie. Ce droit comprend le droit à la vie dès l'instant de la conception; le droit à la vie pour les incurables, les faibles d'esprit et les aliénés. Il comprend le droit à la subsistance et à l'entretien pour ceux qui ne peuvent subvenir par eux-mêmes à leurs besoins; il implique que l'Etat a le devoir de veiller à ce que cette subsistance soit effectivement assurée.

L'Etat ne peut dénier le droit à la vie qu'aux personnes convaincues de crimes les plus graves, qui peuvent entraîner la peine de mort.

Cuba

Article 1

Le droit à l'existence, à la liberté, à la sécurité personnelle et au respect de sa dignité en tant qu'être humain.

Panama

Pas de dispositions

+ Commission des Droits de l'Homme - 13ème séance - pages E-94, E-95.

B. Propositions

Inde - pas de dispositions
Etats-Unis - pas de dispositions

SÉCTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de Bolivie Article 25

La peine capitale ne sera infligée que dans les cas d'assassinat, de parricide et de trahison envers la patrie. La trahison s'entend de la complicité avec l'ennemi en temps de guerre étrangère.

Constitution du Brésil Article 141

N° 31. Il n'y pas de peine de mort. On fera exception quant à la peine de mort, pour les dispositions de la législation militaire en temps de guerre avec un pays étranger.

Constitution de la Chine Article 15

L'Etat garantit à tous les citoyens le droit à la subsistance.

Constitution de Colombie Article 29

Un législateur ne pourra en aucun cas imposer la peine capitale.

Constitution du Costa-Rica Article 45

La vie humaine est inviolable au Costa-Rica.

Constitution de Cuba Article 25

La peine de mort ne peut être infligée sauf pour les infractions de caractère militaire commises par les membres des forces armées, pour les crimes de trahison ou d'espionnage pour le compte de l'ennemi en période de guerre avec une nation étrangère.

Constitution de l'Equateur Article 187

"L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

1) l'inviolabilité de la vie. La peine de mort n'existe pas"

Constitution de l'El Salvador Article 19

La peine de mort n'est applicable que pour les crimes très graves, purement militaires et commis en campagne, qui seront déterminés par le code militaire, et pour les crimes de parricide, assassinat, vol ou incendie s'ils ont entraîné la mort.

Constitution des Etats-Unis

5ème Amendement

Nul ne sera tenu de répondre à une accusation pour un crime capital ou infamant; sauf sur la dénonciation (presentment), ou l'accusation (indictment) d'un grand jury, exception faite des délits commis dans les armées de terre ou de mer, ou dans la milice lorsque celle-ci est en service effectif, en temps de guerre ou de danger public.

Constitution de la Grèce

Article 18

... La mort civile est abolie.

La peine capitale n'est pas appliquée aux crimes politiques, réserve faite des crimes complexes.

Constitution du Guatemala

Article 23

"L'Etat protège avant tout la vie humaine. Les autorités de la République sont instituées pour maintenir les habitants dans la jouissance de leurs droits qui sont avant tout : La vie ..."

Constitution de Haïti

Article 5

La vie et la liberté des Haïtiens sont sacrées et doivent être respectées par les individus et par l'Etat.

Article 20

La peine de mort ne peut être établie en matière politique, excepté pour cause de trahison. Le crime de trahison s'entend de tout fait consistant à prendre les armes contre la République de Haïti, à se joindre aux ennemis déclarés de Haïti, à leur prêter aide et assistance.

Constitution du Honduras

Article 31

La peine de mort est abolie au Honduras; mais en attendant que soit organisé le système pénitentiaire, elle sera appliquée dans les cas déterminés par la loi et seulement aux parricides, aux assassins et aux traîtres, si l'acte de trahison a été commis en service actif et en campagne.

Dans les affaires relatives à ces crimes, les condamnations seront prononcées par les cours d'appel et seront transmises pour révision à la

Cour suprême de Justice, s'il s'agit d'infraction de droit commun, et à la Cour suprême de la République si l'appel relève des tribunaux militaires.

La Cour suprême de Justice et la Cour suprême militaire ne statueront que sur les questions de forme.

Article 44

Le droit de défense est inviolable.

Iran, Complément à la loi constitutionnelle du 8 octobre 1907

Article 9

Les individus, pour leur corps, leurs biens, leur domicile et leur honneur, sont protégés et garantis contre les offenses de toutes sortes: Nul ne peut être inquiété, sauf sur l'ordre et conformément aux dispositions établies par les lois du pays.

Constitution du Luxembourg

Article 18

La peine de mort en matière politique, la mort civile et la flétrissure sont abolies.

Constitution du Mexique (Etats-Unis du Mexique)

Article 22

La peine de mort est supprimée pour les délits politiques; quant aux autres délits, elle ne pourra être infligée qu'aux traîtres envers la patrie en cas de guerre étrangère, aux parricides, à l'homicide ayant agi avec préméditation, acharnement et trahison, aux incendiaires, aux coupables de séquestration, aux bandits de grand chemin, aux pirates et aux coupables de délits graves d'ordre militaire.

Constitution du Nicaragua

Article 36

La vie humaine est inviolable au Nicaragua; mais en attendant l'établissement du système pénitentiaire, la peine de mort est applicable dans les cas déterminés par la loi aux traîtres à la patrie, au cours d'une guerre étrangère; aux coupables d'un délit grave d'ordre purement militaire, aux parricides, aux incendiaires, aux bandits de grand chemin, aux pirates et aux assassins.

Constitution de la République de Panama

Article 30

La peine de mort, le bannissement et la confiscation des biens n'existent pas.

Constitution du Paraguay

Article 25

En aucun cas on n'appliquera la peine de mort pour des raisons politiques, ni la confiscation des biens.

Constitution de la République du Pérou

Article 54

La peine de mort sera appliquée pour les crimes de trahison à la patrie et d'homicide qualifié, et pour tous les autres motifs déterminés par la loi.

Constitution de la Pologne

Article 95

La République de Pologne garantit à tous sur son territoire, une complète protection de leur vie, de leur liberté et de leurs biens, sans distinction d'origine, de nationalité, de langue, de race ou de religion.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

Sont reconnus comme inhérents à la personne humaine :

1. L'inviolabilité de la vie.

La peine de mort ne pourra pas être appliquée ni aucune autre peine qui portera atteinte à l'intégrité physique de la personne. Toutefois la loi pourra prévoir la peine de mort pour ceux qui, en période de guerre contre un pays étranger, se rendraient coupables d'actes délictueux préjudiciables au succès des armées nationales, ou de trahison ou d'espionnage en faveur de l'ennemi.

Constitution de la Suède

Article 16

Le Roi doit ne léser ni laisser léser quiconque dans sa personne, s'il n'est légalement convaincu et condamné.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 106

2. Tous les habitants de la République tchécoslovaque jouissent sur son territoire, dans la même mesure que les ressortissants de cette république, d'une pleine et absolue protection de leur vie et de leur

liberté sans considération d'origine, de nationalité, de langue, de race ou de religion. Les exceptions à ce principe ne sont admissibles que pour les cas prévus par le droit international.

Constitution de la Turquie

Article 71

La vie, les biens, l'honneur et le domicile sont garantis contre toute violation.

Constitution de l'Uruguay

Article 25

La peine de mort ne sera pas appliquée. En aucun cas, il ne sera infligé de mauvais traitements dans les prisons. Elles ne serviront qu'à garder les inculpés et les condamnés, en vue de les rééduquer, de les rendre aptes au travail et de prévenir les causes du délit.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de disposition.

ARTICLE 4

"Nul ne peut être soumis à la torture ou
à des peines ou indignités inaccoutumées."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Commission juridique interaméricaine)

Article XII

"...sans peines cruelles ou inusitées."

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions

Etats-Unis - Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, Principes fondamentaux du gouvernement

Article 19

La torture et les autres espèces de tourments sont abolis de façon
absolue. Nul ne peut être puni en dehors des règles de la Sainte Chariat
et des lois du pays.

Constitution de l'Argentine

Article 18

Aucun habitant de la nation ne peut être puni sans jugement préalable
fondé sur une loi antérieure aux faits de la cause, ni jugé par des
commissions spéciales, ni distrait des juges désignés par la loi
antérieurement aux faits de la cause. Nul ne peut être forcé de témoigner
contre lui-même, ni arrêté, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de
l'autorité compétente. La défense en justice de la personne et des

droits est inviolable. Le domicile est inviolable ainsi que la correspondance épistolaire et les papiers privés; une loi déterminera dans quels cas, et pour quels motifs pourront avoir lieu l'entrée dans le domicile ou la saisie. Sont abolies à jamais la peine de mort pour raison politique, les tortures de toute espèce et la flagellation. Les prisons de la nation seront salubres et propres, destinées à la garde et non au châtiement des coupables qui y sont détenus et toute mesure qui, sous prétexte de précautions à prendre, entraînera des rigueurs que n'exige pas la sécurité, engagera la responsabilité du juge qui l'aura autorisée.

Constitution de la Bolivie

Article 14

...En aucun cas il ne sera fait emploi de la torture ni d'aucune autre espèce de sévices.

Constitution du Chili

Article 18

...Il ne pourra être fait usage de la torture...

Constitution du Costa-Rica

Article 24

La peine d'infamie est personnelle. L'usage de la torture et la peine de la confiscation sont interdits.

Constitution de l'Equateur

Article 161

"3)... et les lois ne pourront contenir de dispositions qui amoindrissent la dignité humaine."

Article 187

"1)...la mutilation, la flagellation et les autres tortures, et les traitements avilissants sont irrévocablement défendus, soit comme peines, soit comme mesures correctionnelles, soit enfin comme procédés d'enquêtes en matière de délits."

Constitution d'El Salvador

Article 19

Les peines perpétuelles sont interdites, de même que l'emploi de la bastonnade et toute espèce de tortures.

Constitution des États-Unis

8ème amendement

... ni infliger de peines cruelles et inusitées.

Constitution de la Grèce

Article 18

La torture et la confiscation totale des biens sont interdites...

Constitution du Guatemala

Article 45

"...En aucun cas, on ne peut leur infliger des tortures, des vexations, des mauvais traitements ou toute autre forme de coercition..."

Constitution de Haïti

Article 12

Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique, notamment pendant l'interrogatoire, sont interdites.

Constitution du Honduras

Article 47

La fustigation, la bastonnade et toute espèce de torture sont absolument prohibées. La prison, lorsqu'elle est inutile, est également prohibée, de même que toutes rigueurs inutiles.

Article 53

Il est interdit de faire des lois ou d'édicter des dispositions de proscription, de confiscation, ou imposant des peines infamantes ou perpétuelles.

La durée des peines ne pourra être supérieure à douze ans, et celle des peines cumulées pour plusieurs délits ne pourra être supérieure à vingt ans.

Constitution de l'Irak

Article 7

...La torture et la déportation de sujets Irakiens d'Irak sont formellement interdites.

Constitution du Mexique (Etats-Unis du Mexique)

Article 19

Tout mauvais traitement lors de l'arrestation ou dans les prisons, toute rigueur infligée aux inculpés sans motif légal et tout tribut ou contribution dans les prisons, constituent des abus qui devront être corrigés par des lois et réprimés par les autorités.

Article 22

Sont abolies les peines de la mutilation et de l'infamie, la marque, le fouet, la bastonnade, la torture de tout genre, l'amende excessive...

Constitution du Nicaragua

Article 55

Sont interdites les lois de proscription et celles qui établissent des peines infamantes ou supérieures à vingt-cinq ans de prison.

Article 76

Les prisons sont des établissements de sécurité et de défense. On réalisera, grâce à elles, la prévention du délit, la rééducation du condamné et sa préparation au travail.

Article 76

Il est interdit de faire preuve de cruauté à l'égard des condamnés ou de les torturer.

Article 221

Lorsque la République se trouvera entraînée dans une guerre internationale ou que la guerre civile éclatera à l'intérieur du pays, ou qu'il y aura danger de l'un ou l'autre cas, ou en cas d'épidémie, de tremblement de terre ou de tout autre calamité publique, ou lorsque pour une raison quelconque, la défense, la paix et la sécurité de la nation ou de ses institutions ou la forme du gouvernement l'exigeront, le Président de la République, d'accord avec les ministres, pourra, par décret, limiter ou suspendre, dans tout ou partie du territoire national, l'exercice des garanties constitutionnelles à l'exception, dans tous les cas, de celles qui sont relatives à :

1. L'inviolabilité de la vie humaine.
2. La défense aux juges qui ne sont pas désignés par la loi de rendre des jugements.
3. La défense d'appliquer des peines infamantes y compris la fustigation et toute espèce de torture.
4. La défense de promulguer des lois à effet rétroactif ou confiscatoire, et
5. La levée des impôts.

Constitution de la Norvège

Article 96

La torture ne sera jamais appliquée.

Constitution de la République de Panama

Article 28

Les prisons sont des lieux de sécurité et d'expiation. Toute rigueur qui n'est pas nécessaire pour les fins énoncées y est défendue.

Constitution du Paraguay

Article 28

Les prisons doivent être salubres et propres. Il est interdit d'avoir recours à la torture et aux sévices.

Constitution des Philippines

Article III
Section 1. (19)

Il ne peut être imposé d'amendes excessives, ni prononcé de peines cruelles et inusitées.

Constitution de la Pologne

Article 98

Les châtements qui impliquent des souffrances physiques sont interdits et nul ne sera soumis à ces châtements.

Constitution de la Syrie

Article 11

Les châtements corporels sont interdits.

Constitution de la Turquie

Article 73

La torture, les mauvais traitements, la confiscation des biens et la corvée sont interdits.

Constitution de l'Uruguay

Article 25

En aucun cas il ne sera permis que les prisons servent à mortifier les prisonniers. Elles ne serviront qu'à garder les inculpés et les condamnés en vue de les rééduquer, de les rendre aptes au travail et de prévenir les causes de délits.

SECTION IV. PROJETS DE DÉCLARATIONS INTERNATIONALES PRÉSENTÉES
PAR LES INSTITUTIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATÉGORIE A

American Federation of Labor

Article 12

Pour aborder l'ensemble du problème des droits de l'homme, il convient de placer le respect de la personnalité humaine et du bien-être humain au-dessus de tout. Dans cet esprit, les droits ci-dessus mentionnés ne peuvent avoir de signification tangible et d'application pratique que :

e) si la liberté est garantie contre la terreur de la surveillance par la police secrète et contre l'arrestation ou la torture. Ceci ne pourra être assuré que par l'abolition de toute police politique et de tout camp de concentration au sein de tous les pays.

ARTICLE 5

"Tout individu a droit à la liberté personnelle."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES
DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Commission interaméricaine)

Article II

Paragraphe 1 - Chacun a droit à la liberté individuelle.

Cuba - Pas de dispositions

Panama - Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

I. a) Tout être humain a droit à la liberté, et notamment à la
liberté individuelle.

Etats-Unis - Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux de gouvernement

Article 11

La liberté personnelle est garantie contre toute espèce d'atteinte.
Nul ne peut être arrêté ou puni en dehors des dispositions de la Chariat
et des lois. Toute forme d'esclavage est prohibée de façon absolue en
Afghanistan. Nul homme ni femme ne peut asservir une autre personne sous
la forme de l'esclavage.

Constitution de la Belgique

Article 7

Paragraphe 1 - La liberté individuelle est garantie.

Constitution de la Biélorussie

Article 102

Voir constitution de l'URSS, article 127.

Constitution de la Chine

Article 8

Paragraphe 1 - La liberté individuelle est garantie à tous les
citoyens.

Egypte, Rescrit royal n° 42

Article 4

La liberté individuelle est garantie.

Constitution d'El Salvador

Article 9

Tout habitant d'El Salvador a un droit incontestable à la conservation et à la défense de sa vie, à sa liberté et à sa propriété, et celui de disposer librement de ses biens conformément à la loi.

Constitution de l'Equateur

Article 187

"L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

... 3) la liberté individuelle..."

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Article 2

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression..

Constitution de la Grèce

Article 4

La liberté individuelle est inviolable...

Constitution du Guatemala

Article 23

"... Les autorités de la République sont instituées pour maintenir les habitants dans la jouissance de leurs droits, qui sont avant tout... la liberté ..."

Constitution de Haïti

Article 5

La vie et la liberté des Haïtiens sont sacrées et doivent être respectées par les individus et par l'Etat.

Article 12

La liberté individuelle est garantie.

Constitution de l'Irak

Article 7

La liberté individuelle de tous les habitants de l'Irak est garantie contre toutes violations et son exercice ne sera pas entravé. Personne ne sera arrêté, détenu, puni, contraint de changer de domaine ou soumis à des obligations ou au service militaire si ce n'est conformément à la loi.

Constitution du Liban

Article 8

La liberté individuelle est garantie et protégée.

Constitution du Luxembourg

Article 12

La liberté individuelle est garantie.

Constitution du Nicaragua

Article 109

L'Etat garantit la liberté individuelle. Celle-ci ne peut être limitée que conformément aux lois.

Constitution de la Pologne

Article 95

"La République de la Pologne garantit à tous sur son territoire une complète protection de leur vie, de leur liberté et de leurs biens, sans distinction d'origine, de nationalité, de langue, de race ou de religion."

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrit, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 107

"1) La liberté individuelle est garantie..."

Constitution de l'Ukraine

Article 126

Voir article 127 de la Constitution de l'URSS.

Constitution de l'URSS

Article 127

L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'URSS.

Constitution de la Yougoslavie

Article 28

Paragraphe 1 - "L'inviolabilité de la personne du citoyen est garantie."

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES
PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 6

"Nul ne peut être privé de sa liberté sans un jugement rendu par un tribunal, conformément à la loi et après un procès régulier et public, au cours duquel il aura eu toute faculté de se faire entendre, ou dans l'attente d'un procès qui devra intervenir dans un délai raisonnable après son arrestation. La détention sur simple ordre administratif est illégale, sauf en cas de péril national."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME .

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projet de déclaration internationale

Chili (Commission juridique interaméricaine)

Article XII

Toute personne accusée d'un délit aura droit à ce que la cause soit entendue équitablement en audience publique, d'être confrontée avec les témoins et d'être jugée par les tribunaux établis et conformément à la loi en vigueur lorsque l'acte incriminé a été commis.

Cuba

Article 18

Le droit d'être jugé sans retard anormal, le droit à la défense...

Panama (Institut de droit américain)

Article 7

Tout homme a le droit de voir sa responsabilité criminelle et civile ainsi que ses droits déterminés, sans délai injustifié, au moyen d'un jugement public et loyal, rendu par un tribunal compétent auprès duquel il a eu pleine possibilité de se faire entendre.

L'Etat a le devoir d'entretenir les tribunaux appropriés et d'édicter les procédures nécessaires pour rendre ce droit effectif.

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions

Etats-Unis

II. (2)

Les catégories de droit dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient les suivants ...

b) Droit en matière de procédure, tel que les garanties pour les personnes accusées d'un crime ou d'un délit.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux du Gouvernement

Article 11

La liberté personnelle est garantie contre toute espèce d'atteinte. Nul ne peut être arrêté ou puni en dehors des dispositions de la Chariat et des lois. Toute forme d'esclavage est prohibée de façon absolue en Afghanistan. Nul homme ni femme ne peut asservir une autre personne sous la forme de l'esclavage.

Constitution de la RSS de Biélorussie

Articles 102, 86
87, 81

Voir Union des Républiques socialistes soviétiques, articles 127, 110, 111, 103.

Constitution du Brésil

Article 141

25. La loi garantit aux inculpés la défense la plus complète avec tous les moyens et recours nécessaires à cet effet, à partir de la communication au détenu, dans les vingt-quatre heures, de l'acte d'accusation signé de l'autorité compétente et portant les noms de l'accusateur et des témoins. L'instruction criminelle sera contradictoire.

26. Il n'y aura ni juridiction privilégiée ni juges ou tribunaux d'exception.

Constitution du Chili

Article 11

Nul ne peut être condamné, si ce n'est par un jugement légal et en vertu d'une loi promulguée avant le fait sur lequel se fonde le jugement.

Article 12

Nul ne peut être jugé par des commissions spéciales, mais seulement par le tribunal spécifié par la loi et établi antérieurement en vertu de celle-ci.

Constitution de la Chine

Article 8

Nul ne peut être jugé, si ce n'est par un tribunal régulier et dans les formes prévues par la loi. Toute personne arrêtée, détenue, jugée ou punie, suivant des formes qui ne respectent pas les dispositions de la loi, peut faire opposition.

Constitution de La Colombie

Article 25

Nul n'est tenu de témoigner contre lui-même ou contre ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou au second degré de parenté par alliance en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police.

Article 24

Le délinquant surpris en flagrant délit peut être appréhendé et conduit devant le juge par n'importe qui. S'il est poursuivi par les agents de l'autorité et s'il se réfugie dans son propre domicile, ceux-ci pourront y pénétrer afin de procéder à son arrestation. S'il se réfugie dans la maison d'un tiers les agents devront demander au propriétaire ou aux locataires la permission d'y entrer.

Article 26

Nul ne peut être jugé si ce n'est conformément aux lois antérieures à l'acte qu'on lui implique, devant le tribunal compétent et en observant strictement les formes propres à chaque procès.

Article 27

La disposition précédente n'empêche pas de punir, sans jugement préalable, dans les cas suivants et dans les limites spécifiées par la loi :

1. Les fonctionnaires exerçant une autorité ou une juridiction qui peuvent imposer une amende ou arrêter celui qui les injurie ou leur manque de respect pendant qu'ils remplissent les fonctions de leurs charges.
2. Les chefs militaires qui peuvent imposer des peines immédiates pour réprimer une subordination ou une mutinerie militaire ou pour maintenir l'ordre en face de l'ennemi.
3. Les capitaines de navires qui jouissent des mêmes facultés pour réprimer les délits commis à bord lorsqu'ils ne sont pas au port.

Constitution du Costa Rica

Article 40

Nul ne peut être détenu s'il n'y a un indice certain qu'il a commis un délit, et sans ordre écrit du juge ou de l'autorité chargée de l'ordre public, à moins qu'il ne s'agisse d'un inculpé déclaré en fuite ou qu'il

n'y ait flagrant délit. Mais de toute façon, l'individu arrêté doit être mis à la disposition du juge compétent dans le délai impératif de vingt-quatre heures.

Article 44

Nul ne peut être emprisonné pour dettes sauf au cas de fraude légalement prouvée.

Constitution de Cuba

Article 26

Les détenus ou prisonniers politiques ou sociaux seront gardés dans des locaux séparés de ceux qui sont réservés aux délinquants de droit commun, ils ne seront astreints à aucun travail et ne seront pas soumis au règlement pénitentiaire applicable aux prisonniers de droit commun.

Article 27

Tout détenu sera mis en liberté ou remis à l'autorité judiciaire compétente dans les vingt-quatre heures qui suivront son arrestation.

Toute détention sera sans effet ou sera transformée en emprisonnement par un ordre judiciaire motivé dans les soixante-douze heures après la remise du détenu au juge compétent. Dans ce même délai, notification sera faite à l'intéressé, de la décision prise à son égard.

Des lieux distincts et complètement séparés de ceux où les peines sont subies seront réservés aux inculpés en détention préventive qui ne seront astreints à aucun travail ni soumis au règlement pénitentiaire applicable aux condamnés purgeant des peines.

Article 26

La loi pénale déterminera les garanties nécessaires à l'établissement de la preuve de tout délit, indépendamment des déclarations de l'accusé, de son conjoint, de ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité et de ses alliés jusqu'au second degré. Tout accusé sera réputé innocent jusqu'à ce qu'il ait été jugé coupable.

Dans tous les cas, les autorités et leurs agents dresseront un acte d'écrou que le détenu signera. On fera connaître à celui-ci l'autorité

qui l'a ordonné, le motif qui l'a provoqué et le lieu où il sera conduit. L'acte d'écrou mentionnera tous les détails.

Les registres des détenus et des prisonniers sont publics.

Ceux qui procèdent à l'arrestation d'un détenu et ceux qui en ont la garde seront réputés responsables, sauf preuve contraire, de toute atteinte portée à l'intégrité de sa personne, à sa sécurité ou à son honneur. Un subordonné pourra refuser d'exécuter les ordres qui enfreignent cette garantie. Le gardien de prison qui ferait usage de ses armes contre un détenu ou prisonnier tentant de s'évader sera nécessairement inculpé et responsable aux termes de la loi, du délit ainsi commis. Aucun détenu ou prisonnier ne sera mis au secret.

Les infractions à cette disposition relèveront de la compétence exclusive de la juridiction ordinaire, quels que soient le lieu et les circonstances de la détention et les personnes en cause.

Constitution d'El Salvador

Article 20

Nul ne peut être privé de la vie, de sa liberté et de ses biens, sans avoir été entendu préalablement et traduit en justice conformément aux lois; de même nul ne peut être actionné en justice au civil ou au criminel deux fois pour la même cause.

Article 28

Le pouvoir exécutif ni le pouvoir judiciaire, ni aucune autre autorité, ne peut donner un ordre de détention ou d'emprisonnement, si ce n'est conformément à la loi. Cet ordre doit toujours être écrit sauf en matière criminelle quand le délinquant est pris en flagrant délit; auquel cas il peut être arrêté par n'importe qui pour être remis immédiatement à l'autorité compétente. La détention préventive ne peut excéder quarante-huit heures et le juge d'instruction est tenu, dans ce délai, de décider la mise en liberté ou l'arrestation provisoire de l'individu.

Article 39

Le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et non plus aucun tribunal, aucune autorité ou personne, ne pourra restreindre, altérer ou violer les garanties constitutionnelles sans encourir les responsabilités établies par la loi. La loi d'état de siège déterminera les garanties qui pourront être suspendues et les cas dans lesquels cette suspension pourra avoir lieu.

Constitution de l'Equateur

Article 94

Dans le cas de menace éminente d'invasion étrangère ou de conflit international ou de troubles intérieurs, le pouvoir exécutif demandera au Congrès.... de lui accorder ... en tout ou en partie, les pouvoirs extraordinaires suivants :

8. Arrêter toute personne suspecte de favoriser l'invasion étrangère ou les troubles intérieurs, et d'y prendre part; toutefois, dans un délai maximum de six jours, le pouvoir exécutif devra mettre les intéressés à la disposition du juge compétent, en soumettant un rapport sur l'enquête faite ainsi que des autres documents justificatifs de l'arrêt, ou il devra les condamner à l'emprisonnement dans le même délai de six jours.
9. Emprisonner toute personne susceptible de favoriser la guerre, et de prendre part aux troubles intérieurs."

Constitution de l'Ethiopie

Article 23

Aucun sujet éthiopien ne pourra être arrêté, condamné, emprisonné si ce n'est en vertu de la loi.

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Article 9

Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Article 7

Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires

doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant: il se rend coupable par la résistance.

Constitution de la Grèce

Article 4

Nul ne peut être poursuivi, arrêté, emprisonné, ou autrement séquestré, que dans les cas et les formes déterminés par la loi.

Article 5

Sauf dans le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté ou emprisonné qu'en vertu d'un mandat motivé, délivré par l'autorité judiciaire, et signifié au moment de l'arrestation ou de l'incarcération. Tout individu arrêté en flagrant délit ou en vertu d'un mandat d'amener sera conduit sans délai devant le juge d'instruction compétent, au plus tard dans les vingt-quatre heures à compter du moment de l'arrestation, ou, si l'arrestation a été opérée au delà des limites de la localité où siège le juge d'instruction, dans le délai strictement nécessaire au transfert de la personne arrêtée. Le juge d'instruction est tenu, au plus tard dans les quarante-huit heures qui suivront la comparution, soit de remettre en liberté l'individu arrêté, soit de délivrer contre lui un mandat d'arrêt. Ces deux délais écoulés sans qu'aucune décision soit intervenue, tout geôlier ou tout autre fonctionnaire civil ou militaire préposé à la garde de l'individu arrêté est tenu de mettre celui-ci immédiatement en liberté. Les contrevenants aux dispositions ci-dessus sont punis, et poursuivis d'office, pour détention arbitraire; ils sont en outre tenus à la réparation de tous dommages causés à la personne lésée, ainsi qu'à une indemnité, qui est laissée à l'appréciation du juge, mais ne saurait en aucun cas être inférieure à dix drachmes par jour.

Constitution du Guatemala

Article 47

On ne peut délivrer de mandat d'emprisonnement sans qu'il y ait eu préalablement une enquête sommaire permettant de constater qu'il y a eu délit, ni sans qu'il y eût motif suffisant, selon la loi, pour faire croire que le détenu est coupable de ce délit.

Article 43

Nul ne peut être détenu ou arrêté si ce n'est pour cause de délit, de fraude ou de contrainte judiciaire et sur un ordre écrit de l'autorité compétente délivré conformément à la loi...; cependant les détenus doivent être mis sans délai à la disposition de l'autorité judiciaire et retenus dans les locaux destinés à la détention provisoire.

Constitution de Haïti

Article 12

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Au surplus l'arrestation et la détention n'auront lieu que sur le mandat d'un fonctionnaire légalement compétent.

Pour que ce mandat puisse être exécuté, il faut :

- 1) Qu'il exprime formellement le motif de la détention et la disposition de la loi qui punit le fait imputé;
- 2) Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissé copie au moment de l'exécution à la personne détenue, sauf le cas de flagrant délit.

Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit heures devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation. Cette juridiction sera organisée par la loi. Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique, notamment pendant l'interrogatoire, sont interdites.

Toutes violations à cette disposition sont des actes arbitraires contre lesquels les parties lésées peuvent, sans autorisation préalable, se pourvoir devant les tribunaux compétents en poursuivant, soit les auteurs, soit les exécutants quelles qu'en soient les qualités et à quelque corps qu'ils appartiennent.

Constitution du Honduras

Article 35

La détention pour enquêtes ne peut être prolongée au delà de six jours.

Article 36

La mise au secret d'un détenu ne peut être prolongée au delà de quarante-huit heures.

Article 37

Aucun mandat d'emprisonnement ne peut être décerné sans qu'il y ait preuve complète qu'un crime ou qu'un délit entraînant une peine privative de liberté a été commis et sans qu'il existe un indice vraisemblable concernant l'auteur. L'acte d'inculpation est soumis aux mêmes conditions.

Article 38

L'emprisonnement pour dettes est interdit sauf au cas de dol.

Article 39

L'emprisonnement ou l'arrestation pour peine ou contrainte est autorisé dans les cas et pour le temps fixés par la loi. La contrainte ne pourra dépasser trente jours.

Article 40

Le délinquant surpris en flagrant délit peut être arrêté par n'importe qui afin d'être livré à l'autorité compétente.

Article 41

Nul ne peut être emprisonné ou détenu si ce n'est dans les lieux indiqués par la loi. Les prisons serviront uniquement à assurer la garde des accusés et des condamnés.

Article 42

Nul ne peut être emprisonné ou détenu alors même qu'existerait un mandat d'emprisonnement s'il fournit une caution suffisante et si le délit ne comporte pas une peine supérieure à trois ans.

Article 56

Les lois fixeront l'ordre et les formes de la procédure en matière civile et criminelle.

Iran. Complément à la loi constitutionnelle

Article 12

Aucune peine ne peut être infligée et exécutée que conformément à la loi.

Constitution du Libéria

Article 1
(section 9)

Aucune perquisition domiciliaire ne sera effectuée, ni aucune personne arrêtée sur accusation ou suspicion criminelle, si ce n'est en vertu d'un mandat régulier, sur un motif plausible, confirmé par serment ou affirmation solennelle, et désignant spécialement le lieu, la personne et l'objet de la recherche.

Article 1
(section 10)

Il ne pourra être exigé de cautions excessives, ni imposé des amendes excessives, ni infligé des punitions excessives. La législature ne pourra faire aucune loi affaiblissant les obligations résultant des contrats ou rendant un acte quelconque punissable d'une autre manière que celle en vigueur au temps où il a été commis.

Article 1
(section 20)

Tous les prisonniers pourront être mis en liberté sous caution moyennant des sûretés suffisantes sauf pour les infractions capitales, quand la preuve est évidente ou les présomptions grandes. Le privilège et le bénéfice de l'ordonnance d'habeas corpus seront accordés dans cette république de la façon la plus libérale, facile, peu dispendieuse, rapide et large, et ils ne seront pas suspendus par la législature; sauf dans des cas de nécessité urgente et absolue et pour un temps limité qui ne pourra excéder douze mois.

Constitution du Mexique

Article 16

Il ne pourra être décerné aucun mandat d'arrêt ou d'emprisonnement, sauf par l'autorité judiciaire, sans qu'il y ait eu au préalable dénonciation, accusation ou plainte d'un fait déterminé puni par la loi d'une peine afflictive, et sans que lesdites dénonciations, accusations ou plaintes soient appuyées par une déclaration sous serment d'une personne digne de foi ou par d'autres faits qui rendent probables la culpabilité de l'inculpé; réserve est faite des cas de flagrant délit, où toute personne peut appréhender le délinquant et ses complices et les mettre immédiatement à la disposition de l'autorité.

Dans les cas urgents seulement, lorsqu'il n'y aura dans la localité aucune autorité judiciaire et lorsqu'il s'agira de délits qui se poursuivent d'office, l'autorité administrative pourra, sous sa plus stricte responsabilité ordonner la détention d'un accusé en le mettant immédiatement à la disposition de l'autorité judiciaire...

Article 17

Nul ne peut être emprisonné pour dettes de caractère purement civil.

Article 19

Aucune détention ne pourra se prolonger plus de trois jours sans être justifiée par un mandat d'emprisonnement formel, lequel devra mentionner le délit imputé à l'accusé, les éléments qui constituent ce délit, le lieu, le temps et circonstances d'exécution et les données fournies par les premières recherches; tout devra être suffisant pour constater le corps du délit et rendre vraisemblable la culpabilité de l'accusé. L'infraction à cette disposition engage la responsabilité de l'autorité qui aura ordonné la détention ou qui la maintiendra et des agents de tout ordre qui l'exécuteront.

Article 21

A l'autorité judiciaire seule, et de façon exclusive, il appartient d'infliger les peines. La poursuite des délits incombe au ministère public et à la police judiciaire, laquelle se fera sous l'autorité et sous les ordres immédiats du ministère public. A l'autorité administrative appartient la répression des infractions aux règlements gouvernementaux et de police, laquelle consistera uniquement en une amende ou en une détention ne dépassant pas trente-six heures; toutefois si le contrevenant ne paie pas l'amende qui lui aura été infligée, celle-ci sera transformée en un emprisonnement qui, en aucun cas, n'excèdera quinze jours.

Si le contrevenant est un journalier ou un ouvrier, il ne pourra être frappé d'une amende supérieure à son salaire d'une semaine.

Constitution du Nicaragua

Article 221

Lorsque la République se trouvera entraînée dans une guerre internationale, ou que la guerre civile éclatera à l'intérieur du pays, ou qu'il y aura danger de l'un ou l'autre cas, ou en cas d'épidémie, de tremblements de terre, ou de toute autre calamité publique, ou lorsque pour une raison quelconque, la défense, la paix et la sécurité de la nation ou de ses institutions ou la forme du gouvernement l'exigeront, le Président de la République, d'accord avec les ministres, pourra par décret limiter ou suspendre dans tout ou partie du territoire national l'exercice des garanties constitutionnelles à l'exception dans tous les cas de celles qui sont relatives à :

- 1) L'inviolabilité de la vie humaine.
- 2) La défense aux juges qui ne sont pas désignés par la loi de rendre des jugements.
- 3) La défense d'appliquer des peines infamantes y compris la fustigation et toutes espèces de tortures.
- 4) La défense de promulguer des lois à effet rétroactif ou confiscatoire.
- 5) Celle de lever des impôts.

Article 110

Nul ne peut être arrêté que sur ordre écrit du fonctionnaire public expressément habilité par la loi.

En cas de flagrant délit, son auteur peut être arrêté par n'importe quel particulier pour être livré à l'autorité ou au juge compétent.

Est punissable tout ordre de détention qui n'émane pas de l'autorité compétente ou qui n'a pas été lancé dans les formes légales.

Article 111

Le détenu sera mis en liberté ou remis à l'autorité judiciaire dans les vingt-quatre heures qui suivront son arrestation plus, le cas échéant, le délai de distance.

Article 114

On ne pourra prendre une décision d'emprisonnement sans avoir au préalable preuve complète qu'un fait punissable a été commis qui mérite une peine supérieure

aux peines correctionnelles et sans qu'au moins une présomption grave indique qui en est l'auteur.

Article 115

Lorsque le délit pour lequel on poursuit ne mérite pas un emprisonnement supérieur à deux ans, les juges pourront mettre le détenu en liberté moyennant une caution conforme à la loi.

Article 116

Toute détention aux fins d'enquête sera sans effet ou sera transformée en emprisonnement, dans les dix jours qui suivront la mise du détenu à la disposition du juge compétent.

Article 117

Est interdite toute restriction de la liberté personnelle pour dettes ou obligations purement civiles, sous réserve de la contrainte judiciaire dans les cas et pour la durée que la loi prévoit.

Article 118

L'Etat garantit le droit d'habeas corpus. Toute personne illégalement arrêtée ou menacée de détention en vertu d'un ordre arbitraire, ou tout autre habitant de la République agissant à sa façon pourra invoquer l'habeas corpus, verbalement ou par écrit, devant le tribunal compétent, pour que l'auteur de l'arrestation présente devant lui la personne arrêtée et explique et justifie immédiatement la raison légale de la détention ou de la menace; il faudra s'en tenir à ce qu'aura décidé le tribunal.

Article 221

Ce décret sera abrogé dès que les causes qui l'ont motivé cesseront d'exister et le pouvoir exécutif devra sans délai rendre compte au Congrès des dispositions qu'il a prises.

La restriction des garanties n'affectera en aucune façon le fonctionnement des pouvoirs publics de la nation et leurs membres continueront à jouir des prérogatives que leur accorde la loi. Le Président de la République et les secrétaires d'Etat seront tenus pour responsables lorsqu'ils déclareront suspendu ou restreint l'ordre constitutionnel sans que se soit produit aucun

des cas qui justifient cette mesure; ils le seront également, ainsi que les autres fonctionnaires, pour tout abus qu'ils auront commis dans l'exercice des pouvoirs conférés par le présent article.

En cas de guerre étrangère, le pouvoir exécutif, par le même décret qui restreint ou suspend l'exercice des garanties constitutionnelles, convoque le Congrès pour une date éloignée d'au plus trente jours; s'il ne le fait pas, le Congrès pourra se réunir de sa propre autorité.

Constitution de la Norvège

Article 99

Nul ne peut être détenu en personne, si ce n'est dans les cas légalement déterminés, et de la manière prescrite par les lois. Toute arrestation injustifiée ou détention illégale engagera la responsabilité de celui qui l'aura ordonnée envers la personne qui en aura été victime.

Constitution du Panama

Article 22

Nul ne peut être privé de sa liberté si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente, rédigé dans les formes légales et pour un motif défini préalablement par la loi. Les agents chargés de l'exécution d'un mandat sont tenus d'en remettre copie à l'intéressé, s'il en fait la demande.

Toute personne peut appréhender un délinquant surpris en flagrant délit et celui-ci doit être remis immédiatement entre les mains de l'autorité.

Nul ne peut être détenu plus de 24 heures sans être remis à l'autorité compétente. Les membres de la police qui violeront cette prescription perdront immédiatement leur emploi, sans préjudice des peines prévues par la loi à cet effet. Il n'existe pas d'emprisonnement, de détention, d'arrestation pour dettes ou pour des obligations purement civiles.

Article 24

Toute personne détenue en dehors des cas et sans les formalités prévues par la présente Constitution et par la loi sera mise en liberté sur sa demande ou à la demande de n'importe qui. A cet effet, la loi réglementera le recours d'habeas corpus par une procédure judiciaire sommaire sans qu'il soit tenu compte de la peine applicable.

Constitution des Pays-Bas

Article 164

Hors les cas déterminés par la loi, nul ne peut être détenu si ce n'est sur une ordonnance du juge exprimant les motifs de l'arrestation. Cette ordonnance doit être, au moment de l'arrestation ou le plus tôt possible, notifiée à la personne contre laquelle elle est rédigée. La loi détermine la forme de cette ordonnance et le délai dans lequel toutes les personnes arrêtées doivent être entendues.

Constitution du Pérou

Article 56

Nul ne peut être arrêté sans mandat écrit et motivé du juge compétent ou des autorités chargées du maintien de l'ordre public, sauf le cas de flagrant délit. Dans tous les cas, le prévenu devra être mis à la disposition du tribunal compétent dans un délai de 24 heures ou à l'expiration du délai nécessaire pour parcourir la distance qui l'en sépare. Ce tribunal ordonnera la mise en liberté ou délivrera un mandat d'emprisonnement dans les formes légales.

Article 58

Nul ne peut être emprisonné pour dettes.

Article 69

Tous les droits individuels et sociaux reconnus par la présente Constitution donnent lieu au recours d'habeas corpus.

Constitution des Philippines

Article III, section I (12)

Nul ne peut être emprisonné pour dettes ou pour non-paiement de l'impôt de capitation.

Article III, section 1 (16)

A l'exception de cas de crime capital, entouré de fortes présomptions de culpabilité, tout individu, avant sa condamnation, peut être mis en liberté sous caution moyennant des garanties suffisantes. Il ne peut être exigé de caution excessive.

Article III, section 1

Le privilège de l'ordonnance d'habeas corpus ne peut être suspendu, sauf en cas d'invasion, d'insurrection ou lorsque la sécurité publique l'exige. Dans chacun de ces cas, ce privilège peut être toujours suspendu pendant la période au cours de laquelle cette suspension sera nécessaire.

Constitution de la Pologne

Article 98

Nul ne peut être soustrait aux tribunaux dont il relève de droit.

Les tribunaux d'exception ne peuvent être saisis que dans les cas prévus par les lois promulguées antérieurement à l'acte incriminé.

Constitution de la Suède

Article 16

Le roi ... doit ne léser ni laisser léser quiconque dans sa personne ... sa liberté personnelle ... s'il n'est légalement convaincu et condamné.

Constitution de la Syrie

Article 9

Aucun délit n'est punissable, aucune condamnation ne peut être prononcée si ce n'est conformément à la loi.

Article 10

Nul ne sera jugé par d'autres tribunaux que ceux indiqués par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 107

2. La restriction ou la suppression de la liberté individuelle n'est possible qu'en vertu des lois ...

Article 94

2. Nul ne peut être soustrait à son juge légal.

Article 95

4. Les fonctions du jury peuvent être interrompues temporairement et dans des cas fixés par la loi.

Constitution de la Turquie

Article 86

En cas de guerre, d'insurrection, ou lorsqu'il y a des indices décisifs établissant que des attentats sont préparés contre la patrie ou la République, le Conseil des ministres peut, après une période ne dépassant pas un mois, proclamer l'état de siège général ou local; il soumet immédiatement

cette mesure à l'approbation de la Grande Assemblée. L'Assemblée peut, en cas de besoin, prolonger ou diminuer la durée de l'état de siège. Si l'Assemblée n'est pas réunie, elle est convoquée immédiatement. La prolongation de l'état de siège dépend de la décision de l'Assemblée. L'état de guerre entraîne la restriction ou la suspension temporaire de l'inviolabilité de la personne ou du domicile, des libertés de la presse, de correspondance, de réunion et d'association.

La zone où l'état de siège est établi, ainsi que le mode d'exécution des mesures qui y seront appliquées, sont déterminés par une loi spéciale; celle-ci indiquera également la manière dont seront restreintes ou suspendues, en temps de guerre, les inviolabilités et les libertés.

Constitution de l'Ukraine

Articles 126, 109, 110, 103

Voir la Constitution de l'URSS, articles 127, 110, 111, 103.

Constitution de l'URSS

Article 127

Nul ne peut être mis en état d'arrestation autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Article 110

La procédure judiciaire se fait dans la langue de la république fédérée ou autonome ou de la région autonome, toute possibilité étant assurée aux personnes ne possédant pas cette langue de prendre entièrement connaissance du dossier, par l'intermédiaire d'un interprète, et d'user du droit de s'exprimer à l'audience du tribunal dans leur langue maternelle.

Article 111

Les débats dans tous les tribunaux de l'URSS sont publics, sauf les exceptions prévues par la loi, et le droit de défense est assuré à l'accusé.

Article 103

L'audition des affaires dans tous les tribunaux a lieu avec la participation d'assesseurs populaires, sauf les cas spécialement prévus par la loi.

Constitution de l'Uruguay

Article 26

A n'importe quel stade d'un procès criminel qui ne peut entraîner condamnation au pénitencier, les juges pourront mettre l'accusé en liberté moyennant caution, conformément à la loi.

Article 15

Nul ne peut être arrêté si ce n'est en cas de flagrant délit ou s'il n'y a des indices sérieux de preuve, et sans lettre écrite du juge compétent.

Article 16

Dans le cas prévu à l'article précédent, et sous la plus grave responsabilité, le juge interrogera le détenu dans les vingt-quatre heures et commencera l'enquête au plus tard dans les quarante-huit heures. La déclaration de l'accusé devra être entendue en présence de son défenseur. Celui-ci aura également le droit d'assister à tous les actes d'instruction.

Article 12

Nul ne peut être condamné ou mis en résidence forcée sans procès régulier ni sans une sentence légale.

Article 51

Nul ne pourra être privé de sa liberté pour cause de dette.

Article 30

Dans les cas de rébellion ou de conspiration contre la patrie, la liberté individuelle ne pourra être suspendue qu'avec l'assentiment de l'Assemblée générale, ou, lorsque celle-ci est dissoute ou n'est pas en session, avec celui de la Commission permanente. Elle ne sera suspendue qu'en vue de procéder à l'arrestation du délinquant, sans préjudice des dispositions du paragraphe 18 de l'article 157.

Constitution de la Yougoslavie

Article 2

Nul ne peut être puni pour infraction à la loi sans une décision du tribunal compétent apportée en vertu de la loi par laquelle est fixée la compétence du tribunal et prévue l'infraction.

Article 28, paragraphe 5

Nul ne peut, s'il est accessible aux autorités d'Etat, être jugé sans avoir été soumis à un interrogatoire conformément à la loi et sans avoir été invité réglementairement à se défendre.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 12

Pour aborder l'ensemble des problèmes des droits de l'homme, il convient de placer le respect de la personne humaine et du bien-être humain au dessus de tout. Dans cet esprit, les droits ci-dessus mentionnés ne peuvent avoir de signification tangible et d'application pratique que : e) si la liberté est garantie contre la terreur de la surveillance par la police secrète et contre l'arrestation ou la torture. Ceci ne pourra être assuré que par l'abolition de toute police secrète et de tous camps de concentration dans tous les pays.

Article 11

La suppression de l'arrestation, de la détention, de la fouille et de la saisie arbitraires; la fixation par les tribunaux dans les formes convenables des modalités de l'arrestation et des chefs d'accusation; un jugement équitable en audience publique devant un jury ou un tribunal compétent et sans préjugés, constitué conformément à la procédure judiciaire régulière, le droit d'habeas corpus et la suppression des jugements imposant des peines arbitraires.

ARTICLE 7

"Tout individu doit être garanti contre les arrestations arbitraires et non autorisées. Il a un droit à ce qu'une décision de justice intervienne immédiatement concernant la légalité des mesures de détention dont il serait l'objet."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULÉES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTÉES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projet de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XII

Toute personne accusée d'un délit doit avoir le droit de ne pouvoir être arrêtée qu'en vertu d'un mandat dûment établi dans les conditions prévues par la loi, à moins que cette personne n'ait été prise en flagrant délit. Elle aura droit d'être jugée sans retard et d'être convenablement traitée pendant la durée de sa détention.

Cuba

Article 19

Le droit d'échapper à toute arrestation arbitraire, et le droit, en cas d'arrestation, de voir la régularité de cette mesure examinée par les tribunaux ordinaires.

Panama (Institut de droit américain)

Article 8

Tout individu qui est détenu a droit à ce qu'une autorité judiciaire statue immédiatement sur la légalité de sa détention.

L'État a le devoir d'édicter des procédures appropriées pour rendre ce droit effectif.

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions

Etats-Unis d'Amérique - Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Belgique

Article 7 (paragraphe 3)

Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation ou, au plus tard, dans les 24 heures.

Constitution de la Bolivie

Article 7

Nul ne pourra être arrêté, détenu ni prisonnier, que dans les cas et dans les formes prescrites par la loi. Aucun mandat ne peut être exécuté, s'il n'émane pas de l'autorité compétente et s'il n'est pas signifié par écrit.

Article 8

Toute personne qui estimerait être indûment détenue, prévenue ou prisonnière pourra exercer un recours personnellement ou par mandataire avec ou sans procuration notariée, devant la cour supérieure du district ou devant le juge de circonscription à son choix pour demander que les formes prescrites par la loi soient observées. L'autorité judiciaire fera immédiatement comparaître l'individu en sa présence et sa décision sera obéie, sans commentaires ni excuses, par les personnes qui ont la charge des prisons et lieux de détention. Après avoir pris connaissance des faits, l'autorité judiciaire ordonnera la mise en liberté, prendra les mesures nécessaires pour réparer les erreurs judiciaires, ou mettra l'individu à la disposition du juge compétent dans les vingt-quatre heures. La décision rendue pourra donner lieu à un recours en annulation devant la Cour suprême de justice, sans que le pourvoi soit suspensif de l'exécution de la sentence.

Les fonctionnaires publics ou les particuliers qui refuseraient d'exécuter les décisions judiciaires, dans les cas prévus au présent article, seront, en tout temps, déclarés coupables d'atteinte aux garanties constitutionnelles sans que l'ordre de l'autorité supérieure puisse y servir d'exécution.

Constitution de la Biélorussie

Article 102

Voir la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 127.

Constitution du Brésil

Article 141

No. 20. Nul ne sera arrêté sauf en cas de flagrant délit ou sur un ordre écrit de l'autorité compétente dans les cas prévus par la loi.

No. 21. Nul ne sera incarcéré ou maintenu en prison, s'il fournit la caution autorisée par la loi.

No. 22. L'incarcération ou la détention de tout individu sera immédiatement portée à la connaissance du juge compétent, qui fera relâcher le détenu s'il y a illégalité et qui, dans les cas prévus par la loi, intentera une action en responsabilité contre l'autorité qui a provoqué cette mesure.

No. 32. Il n'y aura pas d'emprisonnement civil pour dettes, pour non paiement d'amende, ou de dépens, sauf dans le cas d'un dépositaire infidèle ou d'une personne qui ne s'acquitte pas de l'obligation alimentaire prévue par la loi.

No. 23. L'habeas corpus sera accordé toutes les fois qu'un individu sera victime ou sera en danger d'être victime d'une violence ou d'une contrainte dans sa liberté de mouvement du fait d'un acte illégal ou d'un abus de pouvoir. Les cas de punition disciplinaire ne peuvent donner lieu à l'habeas corpus.

No. 24. Lorsqu'il s'agit de protéger un droit certain non couvert par l'habeas corpus, il sera accordé une ordonnance de protection quelle que soit l'autorité responsable de l'illégalité ou de l'abus de pouvoir.

Constitution du Chili

Article 13

Nul ne peut être détenu que sur l'ordre d'un fonctionnaire public expressément autorisé par la loi, et après notification de cet ordre dans les formes légales, sauf le cas de flagrant délit, et dans ce dernier cas, uniquement en vue de faire comparaître le délinquant devant le juge compétent.

Nul ne peut être détenu, soumis à la prison préventive ou emprisonné que dans sa maison ou dans les lieux publics destinés à cet usage.

Les fonctionnaires chargés de l'administration des prisons ne peuvent recevoir personne en qualité de détenu, d'inculpé, ou de prisonnier sans inscrire sur leurs registres l'ordre correspondant, émanant de l'autorité compétente. Ils peuvent toutefois admettre dans l'enceinte de la prison comme détenus les personnes qui y seraient conduites en vue de comparaître devant le juge compétent mais avec obligation de rendre compte au juge dans un délai de vingt-quatre heures.

Article 16

Toute personne qui serait détenue, inculpée ou prisonnière, en violation des dispositions de l'article précédent, pourra recourir d'elle-même, ou par l'intermédiaire d'un tiers, au magistrat indiqué par la loi, en exigeant que soient observées les dispositions de la loi. Ce magistrat pourra ordonner de faire comparaître devant lui l'intéressé, et sa décision sera rigoureusement respectée par toutes les personnes chargées de l'administration des prisons ou lieux de détention. Après avoir pris connaissance des faits, ce magistrat pourra décider la mise en liberté immédiate, prendre les dispositions nécessaires pour réparer les illégalités, ou mettre la personne à la disposition du juge compétent; ce magistrat devra toujours statuer de façon rapide et sommaire en corrigeant les irrégularités, ou en les faisant connaître à qui de droit en vue de leur correction.

Article 15

Si les autorités ont fait prisonnière une personne, elles devront en aviser le juge compétent dans les quarante-huit heures suivant l'incarcération et mettre le détenu à sa disposition.

Article 17

Aucune mise au secret ne peut empêcher les fonctionnaires chargés de la maison d'arrêt de faire visite à toute personne détenue, inculpée ou prisonnière qui se trouve dans ladite prison.

Ces fonctionnaires ont l'obligation, sur la demande du détenu, de transmettre au juge compétent la copie du décret de détention, de réclamer que cette copie lui soit remise ou de délivrer un certificat de détention, au cas

Article 19

Sous caution suffisante de la personne ou de la réparation du dommage causé, dans les formes fixées par la loi suivant les cas, nul ne devra être détenu ni soumis à la prison préventive s'il n'a à répondre d'un délit entraînant une peine afflictive.

Article 20

Toute personne en faveur de laquelle interviendra une sentence d'acquiescement ou une décision d'abandon définitive de poursuite aura droit à une indemnité dans les formes déterminées par la loi pour le préjudice matériel ou simplement moral qu'elle aura indûment subi.

Constitution de la Chine

Article 8 (paragraphe 1)

Sauf dispositions contraires prévues par la loi dans le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté ou détenu, si ce n'est par l'autorité judiciaire ou la police, conformément à la procédure prévue par la loi...

Article 8 (paragraphe 2)

Lorsqu'une personne est mise en état d'arrestation ou de détention préventive, l'autorité responsable de cette mesure doit informer par écrit ladite personne et ses parents ou amis désignés, des raisons qui justifient l'arrestation ou la détention et le prévenu doit être remis dans les vingt-quatre heures entre les mains du tribunal compétent aux fins de jugement. Le prévenu ou toute autre personne peut adresser une pétition au tribunal compétent pour que celui-ci enjoigne à l'autorité intéressée de lui remettre le prévenu dans les vingt-quatre heures aux fins de jugement.

Article 8 (paragraphe 3)

La Cour ne peut ni rejeter la pétition mentionnée ci-dessus, ni ordonner à l'autorité intéressée de procéder d'abord à une enquête et de faire rapport. L'autorité intéressée ne peut retarder ou refuser d'exécuter l'arrêt de la Cour lui enjoignant de livrer ladite personne aux fins de jugement.

Article 8 (paragraphe 4)

Lorsqu'une personne est mise en arrestation ou détenue de façon illégale, ladite personne ou toute autre personne peut demander à la Cour de procéder à une enquête. La Cour ne peut pas rejeter cette demande et doit, dans les vingt-quatre heures, procéder à l'enquête auprès de l'autorité intéressée, et poursuivre l'affaire conformément aux dispositions de la loi.

Constitution de la Colombie

Article 23

En aucun cas il ne pourra y avoir détention permanente ou arrestation pour dette ou obligations purement civiles, exception faite du cas de cautionnement judiciaire.

Nul ne peut être molesté dans sa personne ou sa famille, ni emprisonné ou arrêté, ni détenu, et son domicile ne peut être violé si ce n'est en vertu d'un ordre écrit émanant de l'autorité compétente, dans les formes légales et pour un motif préalablement indiqué dans la loi.

Constitution du Costa Rica

Article 41

Tout habitant de la République a le droit d'habeas corpus.

Constitution de la République de Cuba

Article 29

Toute personne détenue ou prisonnière en dehors des cas prévus par la Constitution et les lois, ou sans que les formalités et les garanties qui y figurent aient été respectées sera mise en liberté sur sa demande ou sur la demande d'une personne quelconque sans qu'il soit nécessaire de produire une procuration ou de faire intervenir un avocat, après une procédure très sommaire d'habeas corpus devant le tribunal ordinaire.

Le tribunal ne pourra pas se déclarer incompétent ni admettre qu'en aucun cas et pour aucun motif sa compétence soit mise en doute, ni ajourner sa décision qui devra être rendue par priorité. La comparution devant le tribunal qui a ordonné l'habeas corpus de toute personne détenue ou emprisonnée est absolument obligatoire quelques soient l'autorité,

les fonctionnaires, la personne ou l'institution qui la détiennent sans que l'on puisse se prévaloir de l'obéissance due à un ordre. Toutes les dispositions tendant à empêcher ou retarder la comparution de la personne privée de liberté, ainsi que celles qui entraîneraient un retard quelconque de la procédure d'habeas corpus seront nulles et l'autorité judiciaire déclarera d'office la nullité.

Dans le cas où le détenu ou le prisonnier ne serait pas mis à la disposition du tribunal qui connaît de l'habeas corpus, celui-ci ordonnera la détention du délinquant, lequel sera jugé conformément aux dispositions de la loi.

Les juges et les magistrats qui se refuseraient à accepter la requête d'habeas corpus ou ne se conformeraient pas aux dispositions du présent article seront destitués de leur charge par la Chambre des gouvernements de la Cour suprême.

Constitution du Danemark.

Article 78

Toute personne arrêtée sera dans les vingt-quatre heures traduite devant un juge. Si elle ne peut être immédiatement mise en liberté le juge décidera par une ordonnance motivée qui sera rendue le plus tôt possible, et au plus tard dans les trois jours, si elle doit être détenue, et si elle peut être mise en liberté sous caution, il fixera la nature et le montant de cette caution.

L'ordonnance rendue par le juge peut être immédiatement et spécialement frappée d'appel par l'intéressé devant la juridiction supérieure.

Nul ne saurait être détenu préventivement pour un délit qui ne peut entraîner que la peine d'amende ou de l'emprisonnement simple.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

12... e) Toute personne privée de la liberté sans cause ou sans accomplissement des formalités légales, ou en dehors des cas prévus par les lois, sera immédiatement remise en liberté sur sa demande ou celle de toute autre personne. La loi déterminera la procédure sommaire à

d) Toute personne privée de la liberté sera conduite devant le juge ou le tribunal compétent dans les quarante-huit heures de sa détention, sinon elle sera mise en liberté. Toute arrestation sera déclarée sans effet ou sera transformée en emprisonnement dans les quarante-huit heures qui suivront la comparution de la personne arrêtée devant le juge ou le tribunal compétent, et la décision prise à cet effet devra être notifiée à l'intéressé dans le même délai.

b) Nul ne pourra être emprisonné ni voir sa liberté diminuée sans ordre motivé et écrit du fonctionnaire judiciaire compétent, sauf au cas de flagrant délit.

Sécurité individuelle. En conséquence ; a) il n'y aura pas de contrainte par corps pour dette ne provenant pas de fraude ou d'infraction à la loi pénale.

Egypte. Rescrit royal N° 42

Article 5

Nul ne peut être arrêté ou détenu que conformément aux prescriptions de la loi.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

4) Le droit de l'habeas corpus. Excepté pour le flagrant délit, les contraventions de police ou les infractions d'ordre militaire, nul ne peut être détenu, arrêté ou emprisonné sans un ordre signé par l'autorité compétente indiquant le motif qui devra être un de ceux que fixe la loi.

Constitution des Etats-Unis

6ème amendement - Dans toute poursuite criminelle, l'accusé jouira du droit d'être jugé promptement et publiquement par un jury impartial de l'état et du district où le crime aura été commis et dont les limites auront été antérieurement déterminées par la loi. Il aura le droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'exiger par des moyens légaux l'appel des témoins à décharge, et d'être assisté d'un conseil pour sa défense.

4ème amendement - ... Aucun mandat ne sera décerné si ce n'est pour un motif plausible, appuyé par serment ou affirmation, et avec la désignation précise du lieu où devra se faire la perquisition, des personnes à arrêter ou des objets à saisir.

Article I, Section 9, clause 2. Le privilège de l'ordonnance d'habeas corpus ne pourra être suspendu, à moins que la sûreté publique ne l'exige en cas de rébellion ou d'invasion.

Constitution de la Grèce

Article 6

En matière de crimes politiques, la Chambre du conseil du tribunal correctionnel a toujours le droit d'ordonner, à la requête du prévenu, une mise en liberté sous caution, dont le montant est fixé par décision judiciaire contre laquelle le prévenu peut former opposition. En aucun cas la durée de la détention préventive pour les crimes politiques ne peut excéder trois mois.

Constitution de Haïti

Article 12

La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Au surplus, l'arrestation et la détention n'auront lieu que sur le mandat d'un fonctionnaire légalement compétent.

Pour que ce mandat puisse être exécuté il faut :

1) Qu'il exprime formellement le motif de la détention et la disposition de la loi qui punit le fait imputé;

2) Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissé copie au moment de l'exécution, à la personne détenue, sauf le cas de flagrant délit.

Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit heures devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation. Cette juridiction sera organisée par la loi.

Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique notamment pendant l'interrogatoire, sont interdites.

Toute violation à cette disposition est un acte arbitraire contre lequel les parties lésées peuvent, sans autorisation préalable, se pourvoir devant les tribunaux compétents en poursuivant, soit les auteurs, soit les exécutants, quelles qu'en soit les qualités et à quelque ordre qu'ils appartiennent.

Constitution du Honduras

Article 32

La Constitution reconnaît la garantie de l'habeas corpus. En conséquence, toute personne illégalement détenue, ou toute autre personne en son nom, a le droit de faire recours au tribunal, verbalement ou par écrit, pour demander la présentation de la personne détenue.

Article 34

Le mandat d'arrêt qui n'émane pas d'une autorité compétente, ou qui a été émis sans les formalités légales requises, constitue un attentat.

Iran. Complément à la loi constitutionnelle

Article 10

En dehors des cas de flagrant délit de crime ou de délit, nul ne peut être arrêté sur-le-champ, si ce n'est sur l'ordre écrit du Président du tribunal de justice et conformément à la loi. Même dans ce cas, l'inculpé doit être informé, immédiatement ou au plus tard dans les vingt-quatre heures, de la faute qui lui est imputée.

Constitution de l'Islande

Article 65

Toute personne arrêtée sera sans délai traduite devant un juge. Si elle ne peut être immédiatement mise en liberté, le juge ordonnera, avant que vingt-quatre heures ne soient écoulées, sa détention par une ordonnance motivée. Si elle peut être mise en liberté sous caution, le juge fixera par ordonnance la nature et le montant de la caution.

L'ordonnance rendue par le juge peut être immédiatement frappée d'appel par les intéressés devant la juridiction supérieure; pour la signification et l'appel d'une telle ordonnance, la procédure est la même que pour les sentences rendues dans les affaires criminelles.

Nul ne peut être détenu préventivement pour un délit qui ne peut entraîner que la peine d'amende ou d'emprisonnement simple.

Constitution du Liban

Article 8

Nul ne peut être arrêté ou détenu que suivant les dispositions de la loi.

Constitution du Libéria

Article 1

Section 9. Aucune perquisition domiciliaire ne sera effectuée, ni aucune personne arrêtée sur accusation ou suspicion criminelle, si ce n'est en vertu d'un mandat régulier, fondé sur un motif plausible, et confirmé par serment ou affirmation solennelle, et désignant spécialement le lieu, la personne et l'objet de la recherche.

Constitution du Luxembourg

Article 12

Paragraphe 3. Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures.

Constitution du Paraguay

Article 26

...Nul ne peut être... arrêté sans un ordre écrit de l'autorité compétente, ni détenu pendant plus de vingt-quatre heures sans que lui soit communiqué le motif de sa détention, ni détenu ailleurs que dans sa maison ou dans les endroits publics destinés à cette fin. Le recours à l'habeas corpus est garanti à tous les habitants. La loi tient pour innocent ceux qui n'ont pas été déclarés coupables ou légalement soupçonnés de l'être par la sentence d'un juge compétent.

Constitution de la Pologne

Article 97

Paragraphe 1. Les restrictions à la liberté individuelle, spécialement les fouilles corporelles et les arrestations, ne sont admises que dans les cas spécifiés par la loi, et sur mandat délivré par les autorités judiciaires dans les formes fixées par la loi.

Paragraphe 2. Si le mandat judiciaire n'a pu être délivré immédiatement, il doit être remis au plus tard dans les quarante-huit heures avec notification des motifs ayant provoqué la fouille ou l'arrestation.

Paragraphe 3. Les personnes arrêtées qui, dans le délai de quarante-huit heures n'auront pas reçu une notification écrite, signée par l'autorité

judiciaire, des motifs de leur arrestation, seront immédiatement remises en liberté.

Article 124

La suspension temporaire des droits civiques et de la liberté individuelle (article 97) pourra être décrétée sur tout le territoire de l'Etat ou dans certaines localités, si la mesure apparaît nécessaire, pour des raisons de sécurité publique.

Constitution de la Syrie

Article 7

La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Article 8

Toute personne arrêtée ou détenue devra être informée dans les vingt-quatre heures des raisons qui ont motivé cette détention ou cette arrestation et de l'autorité qui l'a prescrite; elle devra dans le même délai recevoir toute facilité pour se défendre.

Constitution de la Turquie

Article 72

Nul ne peut être arrêté ou détenu si ce n'est dans les cas déterminés par la loi et selon les formes établies par elle.

Constitution de l'Ukraine

Article 127

Voir la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 127.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 127

Nul ne peut être mis en état d'arrestation autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

Constitution de l'Uruguay

Article 17

En cas d'emprisonnement injustifié, l'intéressé, ou une personne quelconque, pourra introduire devant le juge compétent le recours d'habeas corpus, afin que l'autorité qui a ordonné l'arrestation en explique et en justifie sans délai le motif légal; la décision du dit juge sera définitive.

Constitution de la Yougoslavie

Article 28

Paragraphe 2. Nul ne peut être gardé plus de trois jours en état d'arrestation sans une décision écrite et motivée du tribunal ou du procureur public. Le délai maximum d'arrestation est fixé par la loi.

SECTION IV. PROJETS DES DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor - Pas de dispositions

ARTICLE 8

L'esclavage et le travail forcé sont incompatibles avec la dignité humaine et sont interdits par la présente Déclaration des droits. Toutefois, un individu peut être requis d'assumer une part équitable d'un service public incombant également à tous, et son droit à des moyens d'existence est subordonné à son devoir de travailler. Le travail forcé peut également être imposé à titre de peine prononcée par un tribunal.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Cassin (France) :

M. Dukes (Royaume-Uni) :

"... Nous parlons du droit au travail. Mais nous avons éprouvé d'énormes difficultés à mettre en oeuvre le droit au travail sans imposer aux membres oisifs de la communauté l'obligation de travailler.

... Il est difficile, à mon avis, de tenter d'assurer le droit au travail ou d'imposer à un pays d'assurer ce droit, s'il ne doit en être fait qu'une application unilatérale. Qu'arrivera-t-il si une personne refuse et prétend se trouver dans l'état d'indigence? Aura-t-elle le droit de rejeter sur l'Etat la charge de son entretien, sans être redevable d'aucune obligation envers cet Etat, alors qu'elle revendiquera tour à tour le droit au travail ou le droit de s'absenter de son travail? ++

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain) Article II (paragraphe 5)

Le droit qu'a l'Etat de faire appel aux services des particuliers en temps de crise ou pour répondre aux nécessités

+ Commission des Droits de l'Homme - 1ère session - 13ème séance - p. 4. 95

++ Commission des Droits de l'Homme - 1ère session - 14ème séance - p. E. 20

de la défense nationale, ne doit pas être considéré comme une limitation du droit fondamental à la liberté individuelle, mais simplement comme une restriction temporaire appliquée aussi longtemps que l'exigent les besoins de la nation.

(paragraphe 6)

Nul ne doit être emprisonné ou privé de sa liberté à la suite d'un simple manquement à des obligations contractuelles.

Article XIV (paragraphe 5)

L'Etat a le droit, en période de crise, de requérir les services de l'individu, lorsque ces services sont nécessaires pour satisfaire un intérêt public supérieur.

Cuba - Pas de dispositions

Panama - Pas de dispositions

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions

Etats-Unis - Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux du gouvernement

Article 11

La liberté personnelle est garantie contre toute espèce d'atteinte. Nul ne peut être arrêté ou puni en dehors des dispositions de la Chariat et des lois. Toute forme d'esclavage est prohibée de façon absolue en Afghanistan. Nul homme, ni femme ne peut asservir une autre personne sous la forme de l'esclavage.

Article 18

La confiscation et la corvée sont interdites; sont exceptés de cette disposition le travail et les services nécessaires en cas de guerre.

Constitution de l'Argentine

Article 15

Il n'y a point d'esclaves dans la nation argentine; le petit nombre de ceux qui existent encore sera libre du jour où cette Constitution aura été jurée, et une loi spéciale réglera les indemnités auxquelles donne lieu cette déclaration. Tout contrat d'achat ou de vente de personnes est un crime, dont seront responsables les parties contractantes et le notaire ou le fonctionnaire qui l'aurait authentifié. Tout esclave devient libre par cela seul qu'il met le pied sur le territoire de la République, de quelque manière qu'il s'y introduise.

Article 21

Tout citoyen argentin est obligé de prendre les armes pour la défense de la patrie et de la présente Constitution, conformément aux lois votées à cet effet dans le Congrès et aux décrets du pouvoir exécutif national. Les citoyens par naturalisation sont libres d'accepter ou de refuser le service militaire pendant un délai de dix ans, à compter du jour où ils ont obtenu leur naturalisation.

Constitution de la Biélorussie

Article 12 et article 107

Voir la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 12 et article 132.

Constitution de la Bolivie, 28 octobre 1938

Article 5

L'esclavage n'existe pas en Bolivie. Aucune espèce de servitude n'est reconnue et nul ne pourra être astreint à des prestations de travail sans une juste rétribution et sans son plein consentement.

Il ne pourra être exigé de service personnel que conformément à la loi.

Constitution du Chili, 18 septembre 1925

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

1... Il n'existe pas d'esclaves au Chili, et celui qui pénètre sur le territoire du Chili devient libre. Les Chiliens ne peuvent se livrer à la traite des esclaves. L'étranger qui s'y livre ne peut habiter le Chili ni obtenir la nationalité chilienne.

Constitution de la Chine

Article 20

Tous les citoyens sont tenus au service militaire, conformément aux dispositions prévues par la loi.

Constitution de la Colombie, 4 août 1886

Article 22

Il n'y a pas d'esclaves en Colombie. L'esclave qui pénètre sur le territoire de la République est affranchi.

Constitution du Costa-Rica

Article 27

Tout homme est libre dans la République : celui qui se trouve sous la protection de ses lois ne peut être esclave.

Constitution du Danemark

Article 88

Tout homme en état de porter les armes est tenu de contribuer de sa personne à la défense de la patrie, conformément aux règles spéciales prescrites par les lois.

Constitution d'El Salvador

Article 10

Tout homme est libre dans la République. Celui qui pénètre sur le territoire est affranchi, et celui qui fait le trafic des esclaves ne peut être citoyen.

Article 15

Nul ne peut être obligé de fournir ses services ou son travail sans une juste rétribution et sans son plein consentement, sauf en cas de nécessité ou d'utilité publique établies par la loi. La loi ne peut autoriser aucun acte ou contrat ayant pour objet la perte ou le sacrifice irrévocable de la liberté de l'homme, que ce soit par cause de travail, d'éducation ou de vœu religieux.

De même, n'est valable aucun accord par lequel un homme s'engage à s'exiler.

Constitution des Etats-Unis d'Amérique,

13ème amendement, section 1 - Dans les Etats-Unis, non plus qu'en aucun lieu soumis à leur juridiction, n'existera ni esclavage ni servitude forcée, sauf pour la punition d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu.

Constitution de la Grèce

Article 13

En Grèce les êtres humains ne peuvent être ni achetés, ni vendus; tout esclave acquis par l'achat ou par tout autre moyen, quelles que soient sa race et sa religion, est libre dès qu'il aura pénétré sur le territoire grec.

Constitution de l'Irak, 21 mars 1925

Article 10

3) Le travail forcé ... est formellement interdit.

Constitution de l'Islande

Article 75

Tout homme en état de porter les armes est tenu de contribuer de sa personne à la défense du pays, conformément aux dispositions légales qui seront fixées ultérieurement.

Constitution du Libéria

Article 1

Section 4. Il n'y a pas d'esclaves dans cette République; et aucune personne y résidant ne pourra faire le commerce des esclaves dans les limites ou en dehors de cette République, directement ou indirectement.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 2

L'esclavage est interdit aux Etats-Unis mexicains. Les esclaves de l'étranger qui entreront sur le territoire national acquerront par ce seul fait leur liberté et la protection des lois.

Article 5

Nul ne pourra être contraint à fournir des travaux personnels sans une juste rétribution et sans son libre consentement; exception est faite pour le travail imposé à titre de peine par l'autorité judiciaire, lequel sera soumis aux dispositions des paragraphes 1 et 2 (c'est-à-dire première et deuxième dispositions) de l'article 123.

Quant aux services publics, ne pourront être obligatoires, dans les conditions fixées par les lois respectives, que celui des armes, celui du jury, les charges municipales et celles conférées par l'élection populaire, directe ou indirecte. Les fonctions relatives aux élections et au recensement seront obligatoires et gratuites; les services professionnels de caractère social seront obligatoires et rémunérés conformément à la loi...

... De même ne peut être admis un accord par lequel un homme consentirait à sa proscription ou à son bannissement, ou s'engagerait à renoncer, pour un temps ou pour toujours, à exercer une profession, industrie ou commerce déterminé.

Le contrat de travail n'obligera à fournir le service convenu que pendant le temps fixé par la loi; il ne pourra lier le travailleur que pendant un an, et en aucun cas il ne pourra comporter la renonciation, la perte ou l'amointrissement de l'un quelconque des droits politiques ou civils.

L'inexécution de ce contrat, en ce qui concerne le travailleur, n'entraîne pour celui-ci que la responsabilité civile qu'elle comporte sans que, en aucun cas, il puisse être exercé de contrainte sur la personne.

Constitution de la Norvège

Article 109

Tous les citoyens de l'Etat sont en général obligés également au service militaire, pendant un temps déterminé, pour la défense de la patrie, sans distinction de naissance ou de fortune. L'application de ce principe et les restrictions qu'il devra subir seront déterminées par la loi.

Constitution du Paraguay, 10 juillet 1940

Article 24

Aucun service personnel n'est exigible si ce n'est en vertu d'une loi...

Article 33

...Il n'y a pas d'esclaves sur le territoire de la République du Paraguay.

Constitution des Pays-Bas

Article 181

Tous les Néerlandais qui sont en état de le faire sont obligés de contribuer à maintenir l'indépendance du Royaume et à défendre son territoire.

Cette obligation peut être étendue aussi aux habitants du Royaume qui ne sont pas néerlandais.

Constitution de la République du Pérou

Article 55

Nul ne peut être astreint à fournir un travail personnel sans son libre consentement et sans la rémunération due.

Constitution des Philippines (Déclaration des droits)

Article III

Section 1. (13) Toute servitude involontaire, sous quelque forme que ce soit, est abolie sauf dans le cas d'une peine prononcée pour un

crime, après condamnation régulière.

Constitution de la Pologne

Article 97

(Paragraphe 4) : Les lois déterminent les moyens de contrainte auxquels pourront avoir recours les autorités administratives pour la mise en exécution de leurs décisions.

Article 91

Tous les citoyens sont astreints au service militaire

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 107

2... L'autorité publique ne peut imposer de service personnel à un citoyen que dans les cas prévus par la loi

Article 127

1. Tout ressortissant valide de la République tchécoslovaque est tenu de se soumettre aux exercices militaires et d'obéir à l'appel fait pour la défense de l'Etat.

Constitution de la Turquie

Article 73

La torture, les mauvais traitements, la confiscation des biens et la corvée sont interdits.

Constitution de l'Ukraine

Article 12 et
Article 131

Voir Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 12 et article 132.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 12

Le travail, en URSS est pour chaque citoyen apte au travail un devoir et une question d'honneur selon le principe :

"Qui ne travaille pas ne mange pas"

En URSS se réalise le principe du socialisme :

"De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail."

Article 132

Le service militaire général obligatoire est une loi. Le service militaire dans l'armée rouge ouvrière et paysanne est un devoir d'honneur pour les citoyens de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Constitution de la Yougoslavie

Article 32

Tout citoyen est tenu de travailler selon ses capacités
Celui qui ne donne pas à la communauté ne peut recevoir d'elle.

Article 34

La défense de la patrie est le plus grand devoir et honneur de chaque citoyen.

La trahison de la patrie est le plus grand crime envers le peuple.

Le service militaire est obligatoire pour tous.

Article 33

Le devoir des citoyens est de remplir consciencieusement les fonctions publiques pour lesquelles ils sont élus ou qui leur sont confiées.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 10

La servitude involontaire sous toutes ses formes et sous tous ses aspects sera déclarée hors la loi et abolie par toutes les nations et par tous les peuples.

Article 12

Avant d'aborder l'étude d'ensemble des droits de l'homme, il convient de placer le respect de la personnalité humaine et du bien-être humain au-dessus de tout. Dans cet esprit les droits ci-dessus ne peuvent avoir de signification tangible et d'application pratique que si :

b) il ne peut y avoir de conscription ou de militarisation des travailleurs qui protestent ou font grève à l'occasion de conditions de travail qu'ils considèrent comme injustes et peu satisfaisantes.

ARTICLE 9

Sous réserve des mesures législatives d'une portée générale prise en vue de la sécurité et de l'intérêt national, tout individu peut librement circuler et choisir sa résidence à l'intérieur des frontières de l'Etat.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Mora (Uruguay) :

"... Il nous faut protéger le droit de circuler librement afin de permettre à tout homme de se déplacer d'un point du territoire de l'Etat à un autre..." +

Mme Mehta (Inde) :

"... à propos du droit à la liberté de circuler, il existe une autre liberté dont je voudrais faire état. Ce n'est pas seulement la liberté de migration, mais la liberté de circuler à l'intérieur de l'Etat même. Il existe à l'heure actuelle dans de nombreux états des lois que limitent le droit des individus à se déplacer d'un point à un autre du pays. En conséquence il faut prévoir le droit de circuler à l'intérieur de l'Etat lui-même. Cela est très important". ++

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain) Article II (paragraphe 2)

Le droit à la liberté individuelle comprend le droit de se déplacer librement d'une partie à l'autre du territoire de l'Etat... Il comprend également la liberté de fixer sa résidence dans toute partie du territoire, sous la seule réserve des restrictions que peuvent imposer les lois générales dans l'intérêt de l'ordre public et de la sécurité de l'Etat.

Cuba - Pas de dispositions

Panama - Pas de dispositions

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions

Etats-Unis - Pas de dispositions

* Commission des Droits de l'Homme - 1ère session - 8ème séance - p.43-50.

++ Commission des Droits de l'Homme - 1ère session - 14ème séance - p.E-21.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Argentine

Article 14

Tous les habitants de la nation jouissent des droits suivants, conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir : le droit de travailler ou d'exercer toute industrie licite. Le droit de naviguer et de commercer, d'adresser des pétitions aux autorités, d'entrer sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir, de publier ses idées par la voie de la presse sans censure préalable, d'user et de disposer de sa propriété, de s'associer dans un but utile, de professer librement son culte, d'enseigner et de s'instruire.

Constitution de la Bolivie

Article 6

Toute personne jouit des droits fondamentaux suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice : . pénétrer sur le territoire national, y séjourner, le traverser et en sortir.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :
15. La liberté de séjourner en un point quelconque du territoire de la République, de se déplacer d'un point à un autre... à condition d'observer les règlements de police et de ne pas porter préjudice à un tiers...

Constitution de la Chine

Article 10

Tous les citoyens sont libres de choisir leur domicile et de changer de domicile.

Constitution du Costa Rica

Article 28

Tout Costa-ricien peut se rendre en n'importe quel endroit de la République ou sortir de son territoire, à condition d'être libre de toute responsabilité, et y revenir à sa convenance.

Constitution de la République de Cuba

Article 30

Toute personne pourra pénétrer sur le territoire national, y séjourner, en sortir, se transporter d'un lieu à un autre et changer de résidence, sans avoir besoin de carte de sécurité, passeport ou

autres titres analogues, sous réserve des dispositions des droits sur l'immigration et des attributions de l'autorité en cas de responsabilité criminelle.

Nul ne pourra être contraint de changer de domicile ou de résidence si ce n'est sur mandat d'une autorité judiciaire aux conditions et dans les cas déterminés par la loi.

Aucun Cubain ne pourra être expulsé ou se voir refuser l'entrée du territoire de la République.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

10. La liberté du transit sous réserve des restrictions imposées par les condamnations pénales régulièrement prononcées et par les lois sur l'immigration et la salubrité.

Egypte - Réscrit royal N° 42

Article 7

On ne peut interdire aux Egyptiens le séjour dans une localité quelconque, ni les obliger à se fixer dans un endroit déterminé, que dans les cas prévus par la loi.

Constitution d'El-Salvador

Article 13

Toute personne a le droit de rester dans le lieu qui lui convient, de voyager, émigrer et revenir sans passeport sauf aux cas de sentences exécutoires et sans préjudice de la disposition de l'article 28 de cette Constitution.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

"... 5. La liberté de traverser le territoire de la République, de changer de domicile..."

Constitution des Etats-Unis

Article IV - section 2

Clause 1 - Les citoyens de chaque Etat auront droit à tous les privilèges et immunités dont jouissent les citoyens dans les divers états.

14ème amendement. 1 - Toute personne née ou naturalisée dans les Etats-Unis et soumise à leur juridiction est citoyen des Etats-Unis et de l'état où elle réside.

Constitution de l'Ethiopie

Article 22

Les sujets Ethiopiens ont, dans les limites prévues par la loi, le droit de circuler librement d'un lieu à un autre.

Constitution du Guatemala

Article 25

... nul ne peut être contraint de changer de domicile ou de résidence, excepté par un ordre écrit de l'autorité judiciaire dans les cas spéciaux et dans les conditions que la loi indique...

Constitution du Honduras

Article 67

Toute personne pourra entrer dans le territoire de la République, en sortir, voyager dans ses limites et changer de résidence, en se conformant aux lois en vigueur.

Iran. Complément à la loi constitutionnelle

Article 14

Aucun Persan ne peut être l'objet d'une expulsion ou d'une interdiction de séjour, ni être astreint à séjourner dans un lieu déterminé, sauf dans les cas fixés expressément par la loi.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 11

Tout homme a le droit d'entrer dans la République et d'en sortir, de voyager sur le territoire de celle-ci et de changer de résidence, sans qu'il ait besoin de carte d'identité, de passeport, de sauf-conduit ou d'autres formalités semblables. L'exercice de ce droit sera subordonné au pouvoir de l'autorité judiciaire dans les cas de responsabilités criminelles ou civiles et à celui de l'autorité administrative pour les restrictions que pourront édicter les lois en matière d'émigration, d'immigration et de salubrité générale de la République, ou qui pourront être imposées aux étrangers dangereux habitant le pays.

Constitution du Nicaragua

Article 120

Toute personne pourra circuler librement sur le territoire national et y élire résidence ou domicile sans que l'on puisse l'obliger d'en changer, si ce n'est en vertu d'une sentence confirmée. Sont reconnus les droits d'émigration, et d'immigration dans les limites que la loi établira.

Constitution de la République de Panama

Article 27

Toute personne peut traverser librement le territoire national et changer de résidence sans autres restrictions que celles qu'imposent la loi ou les règlements sur la circulation, le contrôle, la salubrité et l'immigration.

Constitution de la République du Pérou

Article 68

Nul ne peut être banni du territoire de la République ou éloigné du lieu de sa résidence si ce n'est en vertu d'une sentence exécutoire ou par application de la loi sur les étrangers.

Constitution des Philippines

Article III - section 1

4. Il ne peut être apporté de restrictions au libre choix du domicile et aux droits d'en changer dans les limites prescrites par la loi.

Constitution de la Pologne

Article 101

Tout citoyen est libre de choisir sur le territoire de l'Etat, le lieu de son domicile, et de sa résidence, de changer d'habitation... Ces droits ne peuvent être limités que par la loi.

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrit, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession..

Constitution de la Suède

Article 16

... le Roi doit ne bannir personne d'un lieu à un autre...

Constitution de la Syrie

Article 11

Il est interdit d'éloigner les Syriens de leur territoire national, de leur imposer ou de leur interdire une résidence, sauf dans les cas prévus par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 108

"1. Tout ressortissant tchécoslovaque peut élire domicile dans n'importe quel lieu de la République tchécoslovaque...

2. La limitation de ce droit n'est possible que dans l'intérêt public et en vertu des lois.

Constitution de la Turquie

Article 70

L'inviolabilité de la personne, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de presse, de circulation, de contrat, de travail, d'acquisition et de propriété, de réunion, d'association ainsi que celle de former des sociétés sont des droits naturels des Turcs.

Article 78

A l'exception des restrictions résultant des mesures légales prises en cas de mobilisation, d'état de siège ou de maladies épidémiques, la circulation ne peut être soumise à aucune restriction.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR
LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor - Pas de dispositions

ARTICLE 10

"Le droit d'émigrer et de s'expatrier ne peut être refusé."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Mora (Uruguay) :

"... il faut protéger le droit de circuler librement afin de permettre à tout homme de se déplacer librement d'une partie à l'autre du territoire de l'Etat, et le droit de quitter l'Etat lui-même, sous la seule réserve des lois sur l'immigration dans les autres pays" +

M. Cassin (France) :

mentionne le "droit de migration" ++

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain) Article II (paragraphe 2)

Le droit à la liberté individuelle comprend... le droit de quitter le territoire de l'Etat...

Cuba

Pas de disposition_s

Panama

Pas de disposition_s

B. Propositions

Inde

Pas de disposition_s

Etats-Unis

Pas de disposition_s

+ Commission des Droits de l'Homme - 1ère session - 8ème séance - pages 43 à 50. Voir également 14ème séance, page 2.

++ Commission des Droits de l'Homme - 1ère session - 13ème séance, page E-101.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Argentine

Article 14

Tous les habitants de la nation jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir : le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite; le droit de naviguer et de commercer, d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir; de publier ses idées par la voix de la presse sans censure préalable; d'user et disposer de sa propriété, de s'associer dans un but utile; de professer librement son culte; d'enseigner et de s'instruire.

Article 25

Le gouvernement fédéral favorisera l'immigration européenne; il ne pourra restreindre, limiter ni frapper d'aucun impôt l'entrée sur le territoire argentin des étrangers dont le but est de travailler la terre, d'améliorer les industries, d'introduire et d'enseigner les sciences et les arts.

Constitution de la Bolivie

Article 6

Toute personne jouit des droits fondamentaux suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice :

1. Pénétrer sur le territoire national, y séjourner, le traverser et en sortir.

Constitution du Brésil

Article 142

En temps de paix, toute personne pourra entrer dans le territoire national avec ses biens, y séjourner et en sortir, si elle se conforme aux prescriptions de la loi.

Article 141

N° 31. Il n'y aura pas de peine de bannissement...

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

15. La liberté ... de sortir du territoire, à condition d'observer les règlements de police et de ne pas porter préjudice à un tiers, ...

Constitution du Costa-Rica

Article 28

Tout Costa-Ricain peut se rendre en n'importe quel endroit de la République de son territoire à condition d'être libre de toute responsabilité et y revenir à sa convenance.

Constitution de Cuba

Article 30

Toute personne pourra pénétrer sur le territoire national, y séjourner, en sortir, se transporter d'un lieu à un autre et changer de résidence, sans avoir besoin de carte de sécurité, passeport ou autre titre analogue, sous réserve des dispositions des lois sur l'émigration et des attributions de l'autorité en cas de responsabilité criminelle.

... Aucun Cubain ne pourra être expulsé ni se voir refuser l'entrée du territoire de la République.

Article 67

La loi réglementera l'immigration, compte tenu du régime économique national et des nécessités sociales. L'immigration de manoeuvres par contrat est interdite, de même que toute immigration qui tendrait à abaisser le niveau des conditions du travail.

Egypte. Rescrit royal n° 42

Article 7

Les Egyptiens ne peuvent être expulsés du territoire égyptien.

Constitution d'El Salvador

Article 13

Toute personne a le droit de rester dans le lieu qui lui convient, de voyager, émigrer et revenir sans passeport, sauf au cas de sentence exécutoire, et sans préjudice de la disposition de l'article 28 de cette Constitution.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit à tout habitant de l'Equateur :

5. ... la liberté de s'absenter de la République et d'y rentrer en emportant ou ramenant ses biens, sans préjudice de ce que la loi prévoit relativement au patrimoine artistique national et à la défense de la monnaie...

Constitution du Guatemala

Article 25

Toute personne est libre d'entrer, de séjourner sur le territoire de la République et d'en sortir, sous réserve des restrictions que la loi établit.

Constitution du Honduras

Article 67

Toute personne pourra entrer dans le territoire de la République, en sortir, voyager dans ses limites et changer de résidence en se conformant aux lois en vigueur.

Constitution de l'Irak

Article 7

... La torture et l'exil des citoyens de l'Irak hors des territoires du Royaume de l'Irak sont formellement interdites.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 11

Tout homme a le droit d'entrer dans la République et d'en sortir, de voyager sur le territoire de celle-ci et de changer de résidence, sans qu'il ait besoin de carte d'identité, de passeport, de sauf-conduit ou d'autre formalité semblable. L'exercice de ce droit sera subordonné aux pouvoirs de l'autorité judiciaire dans les cas de responsabilité criminelle ou civile, et à ceux de l'autorité administrative pour les restrictions que pourront édicter les lois en matière d'émigration, d'immigration et de salubrité générale de la République, ou qui pourront être imposées aux étrangers dangereux habitant le pays.

Constitution du Nicaragua

Article 120

Toute personne pourra circuler librement sur le territoire national et y élire résidence ou domicile sans que l'on puisse l'obliger d'en changer, si ce n'est en vertu d'une sentence confirmée.

Sont reconnus les droits d'émigration et d'immigration dans les limites que la loi établira.

Constitution de la République du Panama

Article 72

La loi réglementera l'immigration en tenant compte du régime économique national et des nécessités sociales.

Il est interdit d'engager des ouvriers manoeuvres qui pourraient faire baisser les conditions du travail ou diminuer les niveaux de vie des travailleurs panamiens.

Article 30

La peine de mort, le bannissement, la confiscation des biens n'existent pas.

Constitution de la République du Pérou

Article 67

Le droit d'entrer sur le territoire de la République, d'y circuler, d'en sortir, est libre sous réserve des restrictions établies par les lois pénales, sur la santé publique et sur les étrangers.

Article 68

Nul ne peut être banni du territoire de la République ou éloigné du lieu de sa résidence si ce n'est en vertu d'une sentence exécutoire ou par application de la loi sur les étrangers.

Constitution de la Pologne

Article 101

Tout citoyen est libre... d'émigrer ...

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 110

Le droit d'émigration ne peut être limité que par la loi.

Constitution de l'Uruguay

Article 36

Toute personne est libre de pénétrer sur le territoire de la République, d'y séjourner et d'en sortir avec ses biens, à condition que les lois soient observées ou sauf préjudice causé à des tiers.

L'immigration devra être réglementée par la loi, mais en aucun cas l'immigrant ne devra souffrir de défauts physiques, mentaux ou moraux, pouvant nuire à la société.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR
DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor.

Article 7

Le droit de migrer ou d'abandonner de façon temporaire ou permanente un pays dans lequel ils ne désirent pas rester doit être assuré aux citoyens, sous la seule réserve des lois d'immigration du pays dans lequel ils peuvent avoir l'intention d'entrer.

ARTICLE 11

"Nul ne peut être soumis à des fouilles, perquisitions ou saisies arbitraires, à des interventions abusives concernant sa personne, son domicile, sa famille, sa réputation, sa vie privée, ses occupations, ou ses propriétés personnelle. Le secret de la correspondance est garanti."

(Voir article 6 du projet de déclaration internationale présenté par la République de Panama)

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULÉES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTÉES PAR LES GOUVERNEMENTS A LA COMMISSION

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain) Article X (paragraphe 1)

Toute personne a le droit d'être à l'abri de toute immixtion dans ses relations familiales.

Article II (paragraphe 3)

Le droit à la liberté individuelle comprend l'inviolabilité du domicile, de l'individu et de sa correspondance personnelle.

Cuba Article 6

Le droit à la protection contre toute ingérence illégitime touchant sa personne, sa famille, son domicile, sa réputation ou ses activités privées.

Panama (Institut de droit américain) Article 6

Est due à chacun la protection contre toute atteinte portée sans raison à sa personne, à son foyer, à sa réputation, à sa vie privée, à ses occupations et à ses biens.

L'Etat a le devoir de protéger cette liberté de la personne.

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions

Etats-Unis - Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux du gouvernement Article 16

L'habitation de tout sujet Afghan est inviolable; aucun agent du gouvernement ni aucune autre personne en dehors des dispositions de la

Cheriat et des lois existantes, ne peut pénétrer sans autorisation dans l'habitation de quiconque.

Article 109

L'inviolabilité des lettres est un des droits des habitants; les lettres et les correspondances affranchies, remises à la poste, ne peuvent être ouvertes dans aucun bureau de poste ni ailleurs, à moins que ce ne soit en vertu de l'autorisation d'un tribunal. De toute façon elles doivent être remises fermées au destinataire.

Constitution de l'Argentine

Article 18

Aucun habitant de la nation ne peut être frappé d'une peine, sinon en vertu d'un jugement préalable voté sur une loi antérieure au fait incriminé, ni jugé par des commissions spéciales, ni distrait des juges désignés par la loi antérieure au fait de la cause. Nul ne peut être contraint de déposer contre lui-même, ni arrêté, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente.

La défense en justice de la personne et des droits est inviolable. Le domicile est inviolable, ainsi que la correspondance épistolaire, et les papiers privés; une loi déterminera dans quel cas et moyennant quelle justification l'entrée dans le domicile ou la saisie pourra avoir lieu. Sont abolis à jamais la peine de mort en matière politique, les tortures de quelque espèce que ce soit et la peine du fouet. Les prisons de la nation seront saines et propres; elles sont destinées à la garde et non au châtement des coupables qui y sont détenus; toute mesure qui, sous prétexte de dispositions à prendre, entraînerait pour le coupable des souffrances plus grandes qu'il n'est nécessaire, engagerait la responsabilité du juge qui l'autorise.

Article 19

Les actes privés des hommes, lorsqu'ils n'offensent pas l'ordre et la morale publics et ne préjudicient pas les tiers, ne relèvent que de Dieu et ne sont pas justiciables des tribunaux. Aucun habitant

de la nation ne peut être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne prohibe pas.

Constitution de la Belgique

Article 10

Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Article 22

Le secret des lettres est inviolable. La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

Constitution de la Biélorussie

Articles 102-103

Voir articles 127 et 128 de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Constitution de la Bolivie

Article 15

La correspondance et les papiers privés sont inviolables. Ils ne pourront être saisis que dans les cas prévus par la loi et en vertu d'un ordre écrit et motivé de l'autorité compétente. Les lettres ou papiers privés dont le secret a été violé ou qui ont été soustraits ne produiront aucun effet légal.

Article 35

... 5 De même, la censure de la correspondance en général pourra être imposée, et l'emploi de passeports de transit exigé des personnes entrant dans le territoire en état de siège, ou en sortant.

En cas de guerre internationale, la censure sera instituée pour la correspondance et tous les modes de publicité.

Article 16

Toute maison est un asile inviolable. Il ne pourra y être pénétré sans le consentement de l'habitant; de jour, l'entrée n'y sera permise qu'en vertu d'une réquisition écrite et motivée de l'autorité compétente, sauf le cas de flagrant délit.

Constitution du Brésil

Article 141

N° 6. Le secret de la correspondance est inviolable.

N° 15. Le domicile constitue un asile inviolable pour l'individu.

Nul ne peut y pénétrer de nuit sans le consentement de l'occupant sinon pour porter secours aux victimes d'un crime ou d'un sinistre, ni de jour, sinon dans les cas et selon les formes que la loi prévoit.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

12. L'inviolabilité du domicile.

Il ne peut être pénétré dans le domicile de toute personne qui habite le territoire chilien que pour un motif spécialement déterminé par la loi et en vertu d'un ordre de l'autorité compétente.

13. L'inviolabilité de la correspondance épistolaire et télégraphique.

Les papiers ou effets publics ne pourront être ouverts ni interceptés ni contrôlés que dans les cas expressément déterminés par la loi.

Constitution de la Chine

Article 12

L'Etat garantit à tous les citoyens le secret de la correspondance.

Constitution de la Colombie

Article 23

Nul ne peut être molesté dans sa personne ou sa famille ni emprisonné ou arrêté, ni détenu et son domicile ne peut être violé si ce n'est en vertu d'un ordre écrit émanant de l'autorité compétente dans les formes légales et pour un motif préalablement indiqué dans les lois.

Article 24

Un délinquant surpris en flagrant délit peut être appréhendé et conduit devant le juge par n'importe qui. S'il est poursuivi par les agents de l'autorité et s'il se réfugie dans son propre domicile, ceux-ci pourront y pénétrer afin de procéder à son arrestation. S'il se réfugie dans la maison d'un tiers, les agents devront demander au propriétaire ou au locataire la permission d'y entrer.

Article 38

La correspondance postale et télégraphique est inviolable. Les lettres et papiers privés ne pourront être interceptés, ni examinés, si ce n'est par l'autorité et sur un ordre du fonctionnaire compétent dans les cas et suivant les formalités que la loi établit et dans le seul but de rechercher des preuves judiciaires.

Pour l'établissement des impôts et dans les cas d'intervention de l'Etat, on pourra exiger la présentation des livres de comptabilité et autres documents analogues. Le tarif du transport des imprimés par la poste pourra être majoré mais jamais interdit en temps de paix.

Constitution du Costa-Rica

Article 30

Le domicile des habitants de la République est inviolable et il ne peut y être pénétré que dans les cas et avec les formalités que la loi indique.

Article 31

En aucun cas, il ne pourra être procédé à la saisie, ou même à l'examen des papiers privés des habitants de la République.

Article 32

Le secret de la correspondance par lettres ou télégrammes est inviolable, celle qui aura été soustraite ne pourra produire d'effet légal.

Constitution de la République de Cuba

Article 32

Le secret de la correspondance et des autres documents privés est inviolable. Ils ne pourront être saisis ni détournés de leur destination quo par les fonctionnaires et les agents officiels sur ordre motivé du juge compétent. Le secret sera gardé dans tous les cas en ce qui concerne les questions étrangères à l'affaire et ayant motivé la saisie ou l'examen. Le secret des communications téléphoniques, télégraphiques, ainsi que des cablogrammes est, dans les mêmes conditions, déclaré inviolable.

Article 35

Le domicile est inviolable. En conséquence, nul ne pourra pénétrer de nuit dans la maison d'autrui sans le consentement de l'habitant, sauf pour secourir les victimes d'un délit ou d'un désastre, ni de jour sauf dans les cas et dans la forme déterminés par la loi.

En cas de suspension de cette garantie, l'autorité compétente pourra seule pénétrer dans le domicile d'une personne en vertu d'un ordre ou d'une décision écrite dont copie authentique sera remise comme il appartiendra, à l'habitant, à sa famille ou aux voisins l'occupant. Il sera procédé de la même façon lorsque l'autorité déléguera un de ses agents.

Constitution du Danemark

Article 79

Le domicile est inviolable. Aucune perquisition domiciliaire, aucune saisie, perquisition de lettres et autres papiers ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un jugement, sauf les exceptions spécialement déterminées par les lois.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

5..... La loi établira les sanctions applicables à ceux qui attentent à l'honneur des personnes...

Sont reconnues comme inhérentes à la personnalité humaine :

8. L'inviolabilité de la correspondance et autres documents privés, lesquels ne pourront être saisis ni examinés que moyennant l'observation des formes légales dans l'instruction des affaires soumises aux tribunaux. Le secret des communications par télégramme, par téléphone et par câble est également inviolable.

9. L'inviolabilité du domicile. La visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et avec les formalités qu'elle prescrit.

Egypte. Rescrit royal N° 42

Article 8

Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et suivant les formes par elle prescrites.

Article 11

Le secret des lettres, des dépêches et des communications téléphoniques est inviolable sauf dans les cas prévus par la loi.

Constitution d'El Salvador

Article 21

Les perquisitions et les fouilles sur la personne ne peuvent avoir lieu qu'en vue de prévenir ou de vérifier des délits ou des fautes.

Le domicile est inviolable. Il ne peut être ordonné de visites domiciliaires que pour permettre la vérification des délits ou la poursuite des criminels dans la forme et dans les cas fixés par la loi.

Article 30

La correspondance par lettre ou télégramme est inviolable. La correspondance interceptée ne fait pas foi et ne peut figurer dans aucune espèce de procédure.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

6. L'inviolabilité du domicile; nul ne peut pénétrer dans une habitation contre la volonté de l'habitant, à moins de présenter un ordre signé par l'autorité compétente. Si l'on n'est pas en possession de cet ordre, on ne peut s'introduire dans le domicile d'autrui que dans les cas déterminés expressément par la loi.

7. L'inviolabilité de la correspondance épistolaire ou autre. En conséquence, il est défendu d'intercepter, ouvrir ou examiner la correspondance d'autrui excepté dans les cas indiqués par la loi.

Constitution des Etats-Unis

4ème amendement.

Le droit des citoyens d'être garantis dans leur personne, leur mobilier, leurs papiers et leurs affaires, contre des perquisitions et saisies déraisonnables, ne doit être violé. Aucun mandat ne sera décerné si ce n'est pour une cause d'un bien fondé probable confirmé par serment ou affirmation et avec la désignation précise du lieu où devra se faire la perquisition et des personnes à arrêter ou des objets à saisir.

Constitution de l'Ethiopie

Article 25

En dehors des cas prévus par la loi, il ne pourra être procédé à des perquisitions dans le domicile.

Article 26

En dehors des cas prévus par la loi, nul n'a le droit de violer le secret de la correspondance des sujets éthiopiens.

Constitution de la Grèce

Article 12

Le domicile est un asile inviolable. Aucune perquisition ou entrée dans le domicile privé ne peut être opérée en dehors des cas et des formes déterminées par la loi.

Les contrevenants à ces dispositions sont punis pour abus d'autorité et sont en outre tenus de réparer entièrement le dommage, commis, et de payer à la personne lésée une indemnité dont le tribunal apprécie la valeur mais qui ne peut jamais être inférieure à 100 drachmes.

Article 20

Le secret des lettres, télégrammes et messages téléphoniques est absolument inviolable.

Constitution du Guatemala

Article 35

La correspondance de toute personne, ainsi que ses papiers et lettres privées, sont inviolables..... On ne pourra les saisir et les examiner qu'en vertu d'un ordre du juge compétent et en respectant les formalités légales....

Article 37

Le domicile est inviolable. Nul ne peut y pénétrer sans l'autorisation de l'habitant, sauf sur un ordre écrit du juge compétent....

Constitution de Haïti

Article 14

Aucune visite domiciliaire, aucune saisie de papiers ne peuvent avoir lieu qu'en vertu de la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Article 28

Le secret des lettres est inviolable.

La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation des lettres confiées à la poste.

Constitution du Honduras

Article 46

Nul ne peut être inquiété ni poursuivi pour ses opinions. Les actions privées qui ne troublent pas l'ordre public ou qui ne nuisent pas à un tiers demeureront toujours en dehors de l'action de la loi.

Article 48

L'habitation de toute personne est un asile secret qui ne peut être violé, si ce n'est par l'autorité, et dans les cas suivants :

- 1) Pour arrêter un criminel surpris en flagrant délit;
- 2) Au cas de délit à l'intérieur de la maison ou de désordre scandaleux exigeant une prompte intervention, ou de demande venant de l'intérieur de la maison;
- 3) Au cas d'incendie, de tremblement de terre, d'inondation, d'épidémie ou dans un cas analogue, et pour effectuer toute visite ou inspection de caractère purement sanitaire;
- 4) Pour libérer une personne sequestrée illégalement;
- 5) Pour y prendre des objets, rechercher la raison l'un procès, à condition qu'il existe au moins un commencement de preuve de l'existence desdits objets; et pour exécuter une disposition judiciaire légalement rendue;
- 6) Pour arrêter un coupable contre lequel aura été délivré un mandat d'internement ou de détention, à condition qu'il existe un commencement de preuve qu'il se cache dans la maison où il faut pénétrer;
- 7) Dans les deux derniers cas, l'entrée dans le domicile ne peut avoir lieu qu'avec un ordre écrit de l'autorité compétente.

Article 49

Si le domicile qui doit être perquisitionné n'est pas celui de l'accusé poursuivi, l'autorité ou ses agents devront au préalable demander l'autorisation de l'habitant.

Article 50

Il ne peut être effectué de perquisition domiciliaire entre sept heures du soir et six heures du matin, sans l'autorisation du maître de la maison.

Article 51

La correspondance épistolaire et télégraphique et les papiers privés sont inviolables, sans préjudice de ce que la loi sur l'état de siège dispose en la matière.

Ni le pouvoir exécutif, ni ses agents ne pourront saisir, ouvrir ou détenir cette correspondance. Ce qui a été soustrait dans les bureaux de poste ou dans tout autre lieu ne peut faire preuve contre personne.

Article 52

La correspondance privée, les papiers et les lettres privées ne pourront être saisis qu'en vertu d'un ordre du juge compétent, dans les affaires civiles et criminelles déterminées par la loi, ils devront être examinés en présence du possesseur ou, à son défaut, de deux témoins: ceux qui n'ont pas de rapport avec l'objet de la recherche devront être restitués.

Constitution de l'Irak

Article 8

Le domicile est protégé contre toute irruption hostile. Il est interdit d'y pénétrer ou d'y opérer des perquisitions, sauf dans les circonstances et suivant les formes prescrites par la loi.

Article 15

Les messages postaux, télégraphiques et téléphoniques sont secrets; ils ne peuvent être interceptés ni détenus, sauf dans les circonstances et dans la forme prévues par la loi.

Iran. Complément à la loi constitutionnelle

Article 9

Les individus, pour leur corps, leurs biens, leur domicile ...
.... sont protégés et garantis contre les offenses de toute sorte. Nul ne peut être inquiété, sauf sur l'ordre et conformément aux dispositions établies par les lois du pays.

Article 9

Les individus pour leur honneur sont protégés et garantis contre les offenses de toute sorte. Nul ne peut être inquiété, sauf sur l'ordre et conformément aux dispositions établies par les lois du pays.

Article 13

La maison et l'habitation de quiconque est protégée. Nul ne peut pénétrer de force dans aucun domicile, que sur l'ordre et conformément aux dispositions de la loi.

Article 22

Les correspondances postales sont inviolables; elles ne peuvent être confisquées ni ouvertes, hormis les cas prévus par la loi.

Article 23

La divulgation du contenu ou la confiscation des télégrammes, sans la permission de leur propriétaire, est interdite, sauf les cas prévus par la loi.

Constitution de l'Islande

Article 66

Le domicile est inviolable. Aucune perquisition domiciliaire, aucune saisie ou recherche de lettres ou autres papiers ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'un jugement, sauf les exceptions spécialement déterminées par les lois.

Constitution du Liban

Article 14

Le domicile est inviolable. Nul ne peut y pénétrer que dans les cas prévus par la loi et selon les formes prescrites par elle.

Constitution du Libéria

Article 1
Section 9

Aucune perquisition domiciliaire ne sera effectuée, ni aucune personne arrêtée sur accusation ou présomption, si ce n'est en vertu d'un mandat décerné conformément à la loi, pour une cause d'un bien-fondé probable, certifiée par serment ou affirmation solennelle, et s'il ne désigne spécialement le lieu, la personne et l'objet de la recherche.

Constitution du Luxembourg

Article 15

Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Article 28

Le secret des lettres est inviolable. La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste. La loi règlera la garantie à donner au secret des télégrammes.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 10

Les habitants des Etats-Unis mexicains peuvent posséder des armes de tout genre pour leur sécurité et leur légitime défense, sauf celles prohibées expressément par la loi et celles que la nation réserve pour l'usage exclusif de l'armée, de la marine et de la garde nationale; mais ils ne peuvent les porter dans les endroits habités qu'en se conformant aux règlements de police.

Article 16

Nul ne peut être molesté en sa personne, sa famille, son domicile, ses papiers ou ses biens, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente, qui devra indiquer et motiver la cause légale de son action.

.... Dans tous les mandats de visite domiciliaire, que seule l'autorité judiciaire pourra décerner, et qui seront écrits, il sera toujours fait mention de l'endroit qui doit être inspecté, de la ou des personnes qui doivent être appréhendées et des objets qui sont recherchés, la visite domiciliaire devant se limiter à ces seuls points; celle-ci terminée, il en sera dressé un procès-verbal détaillé, en présence de deux témoins proposés par l'habitant du lieu visité ou, en son absence ou sur son refus, par l'autorité qui aura procédé à l'opération...

L'autorité administrative pourra pratiquer des visites domiciliaires dans le seul but de constater que les règlements sanitaires et de police ont été observés; elle pourra exiger l'exhibition des lettres et des papiers

indispensables pour constater qu'il a été tenu compte des dispositions fiscales. Dans tous ces cas, l'autorité administrative devra observer les lois relatives à ces matières et les formalités prescrites pour la visite domiciliaire.

Article 25

La correspondance déposée sous enveloppe dans les boîtes aux lettres ne pourra faire l'objet d'aucun examen, et sa violation sera punie par la loi.

Article 26

En temps de paix, aucun membre de l'armée ne pourra se loger dans une maison particulière contre la volonté du propriétaire, ni imposer de prestations d'aucun genre. En temps de guerre, les militaires pourront exiger le logement, les équipages, aliments et autres prestations, dans les conditions établies par la loi martiale.

Constitution du Nicaragua

Article 123

L'Etat garantit l'inviolabilité du foyer. Les agents de l'autorité ne peuvent s'introduire dans la demeure d'aucune personne, en territoire nicaraguayen, sauf dans les cas suivants :

- 1) Au cours de la poursuite effective d'un délinquant;
- 2) Pour en extraire un criminel surpris en flagrant délit;
- 3) Sur demande venant de l'intérieur de la demeure, parce qu'il s'y commet un délit ou un désordre scandaleux qui exige un prompt remède;
- 4) En cas d'incendie, de tremblement de terre, d'inondation, d'épidémie ou autre cas analogue;
- 5) Pour toute visite ou inspection de caractère statistique, sanitaire ou hygiénique;
- 6) Pour libérer une personne illégalement sequestrée;
- 7) Pour en retirer les objets recherchés en raison d'un procès, quand il y a au moins un commencement de preuve de l'existence desdits objets;

8) Pour exécuter une décision, un mandat ou un ordre judiciaire légalement arrêté;

9) Pour appréhender un coupable contre qui on a pris une décision de détention ou d'emprisonnement, après établissement d'au moins un commencement de preuve qu'il se cache dans la maison dans laquelle les agents de l'autorité doivent s'introduire.

Dans les quatre derniers cas, les agents de l'autorité ne pourront s'introduire dans la maison qu'en vertu d'un mandat écrit de l'autorité compétente,

Quand le domicile dans lequel on doit s'introduire n'est pas celui du coupable que l'on poursuit, l'autorité ou ses agents demanderont préalablement la permission de la personne qui y demeure.

La pénétration dans le domicile, dans les cas où il faut un ordre écrit de l'autorité compétente, ne peut être effectuée entre dix-neuf heures et six heures, sans le consentement du maître de la maison.

Article 131

Sont inviolables ; le secret de la correspondance épistolaire, télégraphique, téléphonique ou de toute autre nature, ainsi que les documents et les papiers privés. Jamais ils ne pourront être ouverts, fouillés ni interceptés, si ce n'est conformément aux lois qui auront été édictées pour des raisons d'intérêt général et sur mandat de l'autorité compétente. Tout examen de papiers devra se faire en présence du destinataire ou du possesseur, ou, à son défaut, de deux témoins, et on rendra la correspondance, les documents ou les papiers sans rapports avec l'objet de l'enquête.

Article 132

La correspondance, les documents et les papiers saisis dans un bureau de poste ou en quelque autre lieu contrairement à la loi, ne peuvent jouer aucun rôle, ni au cours d'un procès, ni en dehors de lui.

Constitution de la Norvège

Article 102

Aucune visite domiciliaire ne pourra avoir lieu qu'en matière criminelle.

Constitution de la République de Panama

Article 26

Le domicile est inviolable. Nul ne peut pénétrer dans le domicile d'autrui qu'avec son consentement, à moins d'être muni d'un ordre écrit de l'autorité compétente ou en vue de secourir une victime de crime ou de désastre.

Les fonctionnaires des services du travail, de la prévoyance sociale et de la santé peuvent effectuer sous réserve d'avertissement préalable, des visites domiciliaires ou d'inspection sur les lieux où s'effectuent des travaux, dans le but de veiller à l'observation des lois sociales et des lois sur la santé publique.

Article 29

La correspondance et les autres documents privés sont inviolables. Ils ne peuvent être saisis ou examinés qu'en vertu d'une décision de l'autorité compétente et dans les formes légales. De toute façon, le secret sera gardé sur les affaires étrangères à l'objet de la saisie ou de l'examen. Il sera toujours procédé à l'examen des papiers en présence de l'intéressé ou d'une personne de sa famille, ou, à leur défaut, de deux habitants honorables de la même localité.

Constitution du Paraguay

Article 26

... Le crime commis ou le déshonneur qu'il entraîne n'atteignent pas les membres de la famille du criminel.

Article 27

... Sont également inviolables le domicile, la correspondance épistolaire et les papiers privés. La loi déterminera dans quel cas on pourra suspendre l'inviolabilité du domicile et celle de la correspondance.

Constitution des Pays-Bas

Article 165

Il n'est permis de pénétrer dans un domicile contre le gré de son habitant que dans les cas prévus par la loi, en vertu d'un mandat particulier ou général d'une autorité désignée par la loi.

La loi règle les formes auxquelles est soumis l'exercice de cette faculté.

Article 166

Le secret des lettres confiées à la poste ou à tout autre service public de transport est inviolable, si ce n'est sur mandat du juge dans les cas spécifiés par la loi.

Constitution de la République du Pérou

Article 61

Le domicile est inviolable. Nul ne peut y pénétrer sans présenter préalablement un mandat écrit et motivé du juge ou de l'autorité compétente.

Article 66

La correspondance est inviolable. Les lettres et les papiers ne peuvent être saisis, interceptés ou examinés que par l'autorité judiciaire, dans les cas et en la forme déterminée par la loi.

Les lettres et les papiers privés violés ou soustraits ne produisent aucun effet légal.

Constitution des Philippines

Article III
Section 1

(3) Le droit des individus à la garantie de leur personne, de leur demeure, de leurs papiers et de leurs biens contre toute perquisition et saisie abusives est inviolable; nul mandat d'amener ne peut être délivré, si ce n'est pour des motifs probants, qui doivent être déterminés par le juge, après interrogatoire sous serment ou affirmation du plaignant et des témoins qu'il peut produire. Le mandat doit spécifier les lieux à perquisitionner, les personnes à appréhender ou les objets à saisir.

(5) Le secret des communications et de la correspondance est inviolable, sous réserve d'un ordre régulier des tribunaux ou lorsque la sécurité ou l'ordre public l'exigent.

Constitution de la Pologne

Article 100

Le domicile des citoyens est inviolable. Hors les cas de nécessité de l'exécution de dispositions administratives expressément autorisées par les lois, nulle atteinte à ce droit par une invasion du domicile, une perquisition, une saisie de papiers ou de biens meubles, ne pourra avoir lieu

si ce n'est sur mandat des autorités judiciaires dans les formes et conditions fixées par la loi.

Article 106

Le secret des lettres et autre correspondance ne peut être violé que dans des cas spécifiés par la loi.

Article 124.

La suspension temporaire des droits civiques... inviolabilité du domicile (article 100), ... secret de la correspondance (article 106)... pourra être décrétée sur tout le territoire de l'Etat ou dans certaines localités, si la mesure apparaît nécessaire, pour des raisons de sécurité publique.

Constitution de la Suède

Article 16

... Le Roi doit ne violer ni laisser violer la paix du domicile de personne ...

Constitution de la Turcie

Article 12

Le domicile est inviolable; nul ne peut y pénétrer, si ce n'est dans les conditions et dans les formes prévues par la loi.

Article 18

Les correspondances postale, télégraphique ou téléphonique sont inviolables et ne peuvent être retardées ni censurées, en dehors des conditions prévues par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 112

1. Le domicile est inviolable.

Article 116

1. Le secret des lettres est garanti.

Constitution de la Turquie

Article 71

La paix, les biens, l'honneur, le domicile sont garantis contre toute violation,

Article 76

En dehors des conditions et des formes déterminées par la loi, il est

interdit de pénétrer dans le domicile de quiconque et de procéder à des recherches sur sa personne.

Article 81

Les papiers, lettres et objets de toute nature confiés à la poste ne peuvent être ouverts, en dehors d'une décision prise par le juge d'instruction ou le tribunal compétent; le secret de la correspondance télégraphique et des communications téléphoniques est inviolable.

Constitution de l'Ukraine

Article 127
Article 128

Voir l'article 127 et l'article 128 de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Article 127

L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Article 128

L'inviolabilité du domicile des citoyens et de la correspondance est protégée par la loi.

Constitution de l'Uruguay

Article 7

Les habitants de la République ont le droit d'être protégés dans la jouissance de la vie, l'honneur, la liberté, la sécurité, le travail et la propriété. Nul ne peut être privé de ces droits si ce n'est conformément aux lois qui seront faites pour des motifs d'intérêt général.

Article 11

Le foyer est un lieu sacré inviolable. Nul ne pourra y pénétrer la nuit sans le consentement de son chef, et le jour, dans les cas déterminés par la loi, sans ordre écrit du juge compétent.

Article 27

Les papiers des particuliers, de même que leur correspondance épistolaire, télégraphique ou de toute autre nature, sont inviolables. On ne pourra jamais les contrôler, les examiner ou les intercepter si ce n'est conformément aux lois établies pour des raisons d'intérêt général.

Constitution de la Yougoslavie

Article 29

Le domicile est inviolable. Nul ne peut pénétrer dans le domicile ou dans les locaux d'autrui, ni opérer une perquisition contre la volonté de leur possesseur sans une décision prévue par la loi. La perquisition ne peut être effectuée qu'en présence de deux témoins. La personne dont le domicile ou les locaux font l'objet de la perquisition a le droit d'y assister.

Article 30.

Le secret des lettres ou de tout autre moyen de correspondance est inviolable, sauf dans les cas d'instruction criminelle, de mobilisation ou de guerre.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 12

Tout individu a droit à la personnalité juridique.

L'exercice des droits civils ne peut être limité qu'en raison de l'âge, de l'état mental ou en suite d'une condamnation pénale.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projet de déclarations internationales

Chili - Pas de dispositions
Cuba - Pas de dispositions
Panama - Pas de dispositions

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions
Etats-Unis - Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Belgique Article 13

Le mort civile est abolie, elle ne peut être rétablie.

Constitution de la Bolivie Article 132

La loi ne reconnaît pas d'inégalité entre les enfants ; ils ont tous les mêmes droits.

Article 23

Toute personne jouit des droits civils ; l'exercice de ces droits est réglé par la loi civile.

Article 25

La peine de l'infamie et de la mort civile n'existe pas.

Constitution de la Colombie

Article 50

Les lois détermineront tout ce qui a trait à l'état civil des personnes et les droits et les devoirs qui en découlent. Elles pourront elles-mêmes établir le patrimoine familial qui sera inaliénable et insaisissable.

Constitution de Cuba

Article 43

3. Le mariage peut être dissout par consentement mutuel ou à la demande de l'un quelconque des deux conjoints, pour les motifs et dans les formes fixés par la loi.

4. La femme mariée jouit de la pleine capacité civile sans devoir recourir à la permission ou à l'autorisation de son mari pour gérer ses biens, pour exercer librement un commerce, une industrie, une profession, un métier ou un art et pour disposer du fruit de son travail.

Article 44

Les parents sont tenus de nourrir, d'assister d'éduquer et d'instruire leurs enfants, et ceux-ci doivent à leurs parents respect et assistance. La loi assurera l'accomplissement de ces devoirs par des garanties et des sanctions appropriées.

Les enfants nés en dehors du mariage d'une personne qui, au moment de la conception, avait capacité de contracter mariage, ont des droits analogues à ceux qui sont indiqués au paragraphe précédent, sous réserve des prescriptions de la loi en ce qui concerne l'héritage. A cet effet, les mêmes droits seront accordés aux enfants d'une personne mariée, nés en dehors du mariage, lorsque cette personne les reconnaîtra ou lorsqu'un jugement déclaratif de filiation sera prononcé. La loi réglera les recherches de la paternité.

Est abolie toute distinction fondée sur la nature de la filiation, il ne sera fait dans les actes d'état civil, attestation, certificat de baptême ou certificat de filiation aucune mention qui établisse une différence entre les naissances ou qui porte sur l'état civil des parents.

Constitution d'El Salvador

Article 15

Nul ne peut être obligé de fournir ses services ou son travail sans une juste rétribution et sans son plein consentement, sauf en cas de nécessité ou d'utilité publique établie par la loi. La loi ne peut autoriser aucun acte ou contrat ayant pour objet la perte ou le sacrifice irrévocable de la liberté de l'homme, que ce soit pour cause de travail, d'éducation ou de vœux religieux. De même n'est valable aucun accord par lequel un homme s'engage à s'exiler.

Constitution de la Grèce

Article 18

La mort civile ne peut être prononcée. La peine capitale n'est pas appliquée aux crimes politiques, réserve faite des crimes complexes.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 5

L'Etat ne peut permettre la mise à exécution d'aucun contrat, d'acte ou accord qui aurait pour but l'amincissement, la perte ou le sacrifice irrévocable de la liberté de l'homme, que ce soit pour cause de travail, d'éducation ou de vœux religieux. En conséquence, la loi ne permet pas l'établissement d'ordres monastiques quels que soient leur dénomination ou l'objet pour lequel ils prétendent se constituer.

Constitution du Nicaragua

Article 83

La loi fournira aux enfants illégitimes les mêmes facilités qu'aux enfants légitimes pour leur développement corporel, spirituel et social.

Constitution de Panama

Article 58

Les parents ont envers les enfants qu'ils ont eu hors mariage les mêmes devoirs qu'envers les enfants issus du mariage. Tous les enfants sont égaux devant la loi et ont les mêmes droits en matière de succession ab intestat.

Constitution du Pérou

Article 44

Dans le contrat de travail, est défendue toute clause restrictive de l'exercice des droits civils, politiques et sociaux.

Constitution de la Turquie

Article 70

L'inviolabilité personnelle, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de circulation, de presse, de contrats de travail d'acquisition de propriétés, de réunion, d'association, ainsi que celle de former des sociétés, sont des droits naturels des Turcs.

Constitution de l'Uruguay

Article 41

Les parents ont envers les enfants nés hors mariage, les mêmes devoirs qu'envers ceux qui sont nés du mariage.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR
LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 13

Tout individu a le droit de contracter mariage conformément aux lois.

SECTION I. OBSERVATIONS FOLLOULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

M. Lebeau (Belgique) :

".....le droit de contracter mariage, de fonder un foyer et
d'avoir des enfants....." +

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projet de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain) Article X,
Paragraphe 1

Toute personne a le droit d'être à l'abri de toute immixtion
dans ses relations familiales.

Paragraphe 2

L'état a le devoir de respecter et de protéger les droits
réciproques du mari et de la femme dans leurs rapports mutuels.

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Belgique Article 16

Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale
sauf les exceptions à établir par la loi s'il y a lieu.

Constitution de Cuba

Article 43

1. La famille, la maternité et le mariage jouissent de la protection de l'Etat.
2. Seul est valable le mariage légalisé par des fonctionnaires régulièrement habilités à le faire. Le mariage civil est gratuit et il sera reconnu par la loi.
3. Le mariage est la base légale de la famille. Il repose sur l'égalité absolue des droits des deux conjoints; son régime économique sera organisé conformément à ce principe.
5. Le mariage peut être dissout par consentement mutuel ou à la demande de l'un quelconque des deux conjoints pour les motifs et dans la forme fixés par la loi.

Constitution du Nicaragua

Article 78

L'Etat tend à l'organisation de la famille sur la base juridique du mariage.

Constitution du Panama

Article 56

L'union de fait entre personnes ayant la capacité légale de contracter mariage, si elle s'est prolongée pendant dix années consécutives avec un caractère permanent exclusif produira tous les effets du mariage civil.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de disposition.

ARTICLE 14

La liberté de conscience, de croyance et de culte public
et privé est garantie.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article VI
(Paragrapes 1, 2, 3, 4)

Toute personne a le droit à la liberté de croyance religieuse
et à la liberté de culte.

Ce droit comprend le libre exercice du culte, tant en public
que dans le privé; le droit de participer librement au culte,
collectivement et individuellement, la liberté d'entretenir des
églises et autres lieux destinés au culte public et de s'y réunir
sans restrictions; la liberté pour les parents de donner à leurs
enfants l'éducation religieuse conforme à leurs convictions; la
liberté de propagande religieuse par la parole ou par l'écrit.

Les seules restrictions que l'Etat peut apporter au droit
à la liberté de culte sont celles qu'exigent la santé et la
sécurité publiques et les bonnes moeurs; toutes ces restrictions
doivent être conformes aux lois générales et appliquées sans
discrimination.

Il est admis qu'il existe une distinction entre l'exercice
d'une activité religieuse proprement dite et l'exercice d'une
autre activité de caractère économique ou financier qui a trait
à l'entretien du culte mais n'en constitue pas un élément essentiel.
Cette activité économique ou financière peut être réglementée par
l'Etat conformément aux lois générales qui la régissent.

Cuba

Article 4

Le droit de choisir et de pratiquer librement sa religion sans
autre restriction que celle qu'impose le respect de la moralité et
de l'ordre public.

Panama

Article 1

La liberté de croyance et de culte est due à chacun, l'Etat
a le devoir de protéger cette liberté.

B. Propositions

Inde

Article I (a)

Tout être humain a droit à la liberté, et notamment à la liberté du culte.

Etats-Unis

Article II (2)

Les catégories de droits dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient, notamment, les suivantes :

- a) les droits individuels tels que la liberté de religion.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, Principes fondamentaux du Gouvernement

Article I

La religion de l'Afghanistan est la sainte religion de l'Islam et son rite officiel et général est le très excellent rite hanafite. Le roi d'Afghanistan doit pratiquer cette religion. Les autres religions des indiens et des hébreux qui se trouvent en Afghanistan sont protégées à condition qu'elles ne contreviennent pas à l'ordre public et autres coutumes publiques.

Constitution de l'Argentine

Article 2

Le gouvernement fédéral soutient le culte catholique, apostolique et romain.

Article 14

Tous les habitants de la nation jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite, le droit de naviguer et de commercer, d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir; de publier ses idées par la voix de la presse sans censure préalable; d'user et de disposer de sa propriété; de s'associer dans un but utile, de professer librement son culte; d'enseigner et de s'instruire.

Constitution de la Belgique

Article 14

La liberté des cultes, celle de leur exercice public ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toutes matières sont garanties sauf la réparation des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

Article 15

Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.

Article 16

L'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque, ni de défendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes sauf en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication.

Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale sauf les exceptions à établir par la loi s'il y a lieu.

Constitution de la Biélorussie

Article 99

Voir article 124 de la constitution de l'URSS.

Constitution de la Bolivie, 28 octobre 1938

Article 156

Les écoles de caractère privé dépendront des mêmes autorités, des mêmes programmes et des mêmes règles officielles. La liberté est accordée à l'instruction religieuse.

L'Etat reconnaît et soutient la religion catholique, apostolique et romaine et garantit l'exercice public de tous autres cultes.

Constitution du Brésil

Article 2

N° 7. La liberté de conscience et de croyance est inviolable et le libre exercice des cultes religieux est assuré à l'exception de ceux qui sont contraires à l'ordre public. Les associations religieuses acquerront

la personnalité juridique de la manière prévue par la loi civile.

N° 8. Nul ne sera privé de l'un de ses droits en raison de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques, sauf s'il les invoque pour se soustraire à des obligations, charges ou services que la loi impose à tous les brésiliens ou s'il refuse de remplir les devoirs par lesquels la loi remplace ces obligations générales afin de tenir compte de l'objection de conscience.

Article 168

L'enseignement religieux est inscrit au programme des écoles publiques. Il est facultatif et il sera donné conformément à la conviction religieuse que déclarera l'élève s'il est capable, ou son représentant légal ou responsable.

Article 141

N° 10. Les cimetières auront un caractère séculier et seront administrés par l'autorité municipale. Toutes les confessions religieuses sont autorisées à y célébrer leurs rites. Les associations religieuses pourront, en se conformant à la loi, entretenir des cimetières particuliers.

Constitution de la Chine

Article 13

Tous les citoyens jouissent de la liberté de conscience.

Constitution de la Colombie, 4 août 1886

Article 53

L'Etat garantit la liberté de conscience.

Personne ne sera molesté à raison de ses opinions religieuses ni obligé à professer des croyances ou à servir des pratiques contraires à sa conscience. La liberté est garantie pour tous les différents cultes qui ne sont pas contraires à la morale chrétienne et aux lois en vigueur. Les actes contraires à la morale chrétienne ou à l'ordre public qui seraient perpétrés à l'occasion de l'exercice de la religion, ou sous prétextes religieux, relèveront du droit commun.

Le Gouvernement pourra négocier des conventions avec le Saint Siègè, sous réserve d'approbation subséquente du congrès en vue de régler sur la base d'une déférence réciproque et d'un respect mutuel les relations entre l'Etat et l'Eglise catholique.

Constitution du Costa-Rica

Article 66

La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat qui contribue à l'entretien du culte sans empêcher le libre exercice dans la République de tous les cultes qui ne s'opposent pas à la morale universelle ou aux bonnes moeurs.

Constitution de la République de Cuba

Article 35

Toutes les religions peuvent être librement professées et tous les cultes librement exercés, sans autre restriction que le respect de la morale chrétienne et de l'ordre public.

L'Eglise sera séparée de l'Etat qui ne pourra subventionner aucun culte.

Constitution du Danemark

Article 3

L'Eglise évangélique luthérienne est l'Eglise nationale danoise et elle est, comme telle entretenue par l'Etat.

Article 73

La constitution de l'Eglise nationale sera réglée par une loi.

Article 74

Les citoyens ont le droit de se réunir en communauté pour adorer Dieu suivant leur conviction, pourvu qu'ils n'enseignent ni ne pratiquent rien de contraire aux bonnes moeurs et à l'ordre public.

Article 75

Nul n'est tenu de contribuer personnellement à un autre culte que le sien.

Article 76

Tout ce qui concerne les associations religieuses dissidentes sera réglé par la loi.

Article 77

Nul ne peut en raison de ses croyances religieuses être privé de la jouissance intégrale de ses droits civils et politiques, ni se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs de citoyen.

Constitution de la République Gambiaise, 10 janvier 1942

Article 6

3. La liberté de conscience et de religion, sans autre restriction que le respect dû à l'ordre public et aux bonnes moeurs et coutumes.

Egypte - Rescrit royal n° 42 - 1923

Article 12

La liberté de conscience est absolue.

Article 13

L'Etat protège, conformément aux usages établis en Egypte, le libre exercice de toute religion ou croyance, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Constitution d'El Salvador

Article 12

Le libre exercice de toutes les religions est garanti, sans autre limite que celle imposée par la morale et l'ordre public. Aucun acte religieux ne peut servir à établir l'état civil des personnes.

Les églises et leurs dépendances seront exemptées de toutes sortes d'impôts sur les biens immeubles.

L'Etat reconnaît la personnalité juridique de l'église catholique, qui représente la religion professée par la majorité des habitants d'El Salvador. Les autres églises pourront obtenir la reconnaissance de leur personnalité juridique conformément à la loi.

Constitution de l'Equateur

Article 68

Est garantie la liberté de conscience sous tous ses aspects et dans toutes ses manifestations à condition qu'elle ne s'oppose pas à la morale et à l'ordre public. La loi n'instituera pas une inégalité de traitement pour des motifs religieux, idéologiques ou raciaux.

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

8. Le droit de ne pas être contraint de déclarer, quel que soit le but poursuivi, ses convictions politiques ou ses croyances religieuses et de ne pas être inquiété pour celles que l'on professe, excepté dans les cas prévus dans la constitution et dans les lois.

Constitution des Etats-Unis

1er amendement

Le congrès ne pourra faire aucune loi pour l'établissement d'une religion ou pour en interdire le libre exercice, ou pour restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit du peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser au Gouvernement des pétitions pour le redressement des torts.

Article VI

... Il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à aucune fonction ou charge publique dépendant du Gouvernement des Etats-Unis.

France - Déclaration des droits de l'homme et du citoyen - 1789

Article 10

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Constitution de la Grèce

Article 1

La religion dominante en Grèce est celle de l'église orthodoxe orientale du Christ.

Les pratiques de tous les cultes connus sont exercées librement sous la protection de la loi, tant qu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. Le prosélytisme est interdit.

Article 2

Les ministres de tous les cultes sont soumis à la même surveillance de l'Etat que ceux de la religion dominante.

Constitution du Guatemala

Article 29

L'exercice de toutes les religions et celui de tous les cultes, sans prééminence d'aucune sorte, est libre à l'intérieur des temples; mais cette liberté ne va pas jusqu'à permettre des actes subversifs ou des pratiques incompatibles avec la paix et l'ordre public et elle n'exempt pas de l'accomplissement des obligations civiles, sociales et politiques.

Les sociétés ou groupements religieux ou leurs membres, en cette qualité, ainsi que les ministres des cultes ne peuvent intervenir dans les affaires politiques ni dans les questions relatives à l'organisation du travail.

Article 24

(Paragraphe 5) On ne peut molester ou poursuivre aucun fonctionnaire ou employé public à raison de ses opinions politiques, sociales ou religieuses.

Constitution de Haïti

Article 22

Tous les cultes et toutes les religions sont également libres et reconnus. Chacun a le droit de professer sa religion et d'exercer son culte pourvu qu'il ne trouble pas l'ordre public.

Constitution du Honduras

Article 57

L'église est séparée de l'Etat. Est garanti le libre exercice de toute religion qui n'est pas contraire aux lois du pays.

Il est interdit de subventionner les cultes ou l'enseignement religieux.

Article 58

Aucun document religieux ne servira à établir l'état civil des personnes.

Article 65

Les majorats et toutes les institutions en faveur d'établissements religieux sont interdites,

Constitution de l'Irak

Article 13

L'islamisme est la religion de l'Etat, et l'accomplissement des rites des diverses sectes islamiques existantes en Irak doit être respecté et ne peut subir aucune entrave; la liberté absolue des croyances est assurée à tous les habitants du pays, ainsi que la liberté de pratiquer les cultes conformément à leurs coutumes sauf dans le cas où ces pratiques seraient nuisibles à l'ordre et à la sécurité publique ou contraires à la morale.

Constitution de l'Islande

L'Eglise évangélique luthérienne est l'Eglise nationale islandaise et elle est, comme telle, entretenue et protégée par l'Etat.

Cette stipulation pourra être modifiée par une loi.

Article 63

Les citoyens ont le droit de se réunir en communauté pour adorer Dieu suivant leurs convictions, sans pouvoir rien enseigner ni pratiquer qui soit contraire aux bonnes moeurs et à l'ordre public.

Article 64

Nul ne peut, en raison de ses croyances religieuses, être privé de la jouissance intégrale de ses droits civils et politiques ni se soustraire à l'accomplissement de ses devoirs de citoyens.

Nul n'a le devoir de contribuer à une autre croyance que celle à laquelle il appartient.

Celui qui n'appartient pas à l'Eglise nationale paie à l'Université d'Islande ou à un fonds y attaché, spécialement désigné, des contributions qu'il aurait dû payer à l'Etat.

Cette contribution n'est pas appliquée à ceux qui appartiennent à une autre communauté reconnue dans le pays.

Ces stipulations pourront être modifiées par une loi.

Constitution du Liban

Article 9

La liberté de conscience est absolue. En rendant hommage au Très-Haut, l'Etat respecte toutes les confessions et en garantit et protège le libre exercice, à condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public.

Il garantit également aux populations, à quelque rite qu'elles appartiennent, le respect de leurs statuts personnels et de leurs intérêts religieux.

Constitution du Libéria

Article 1

Section 3. Tous les hommes ont un droit naturel et inaliénable d'adorer Dieu selon les prescriptions de leurs propres consciences sans être empêchés ni molestés par autrui; quiconque se comporte paisiblement et ne gêne pas les autres dans leurs manifestations religieuses a droit à la protection de la loi pour le libre exercice de sa propre religion. Aucune secte chrétienne ne jouira de préférences ou de privilèges exclusifs au détriment de n'importe quelle autre secte; mais toutes seront également tolérées et il ne sera exigé aucune déclaration de croyance religieuse comme condition d'admissibilité à un emploi civil ou pour l'exercice d'un droit civil.

Constitution du Luxembourg

Article 21

Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale.

Article 19

La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

Article 20

Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos.

Article 22

L'intervention de l'Etat dans la nomination et l'instauration des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que les rapports de l'Eglise avec l'Etat font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.

Constitution du Mexique (Etats-Unis Mexicains)

Article 24

Tout homme peut professer la croyance religieuse qu'il préfère et d'en pratiquer les cérémonies, dévotions ou actes cultuels, dans les temples ou dans son domicile particulier pourvu qu'ils ne constituent pas une faute ou un délit punis par la loi. Tout acte religieux du culte public devra être célébré à l'intérieur des temples, lesquels seront toujours sous la surveillance de l'autorité.

Article 27

2. Les associations religieuses dénommées Eglises, quelles que soient leurs croyances, ne pourront en aucun cas avoir capacité d'acquérir, posséder ou administrer des immeubles, ni des capitaux placés sur ces biens-fonds; ceux qu'elles possèdent actuellement, par elles-mêmes ou par personnes interposées tomberont dans le domaine de la nation, l'action populaire étant accordée pour dénoncer les biens qui se trouveraient dans ce cas. La preuve par présomption sera suffisante pour déclarer fondée la dénonciation. Les temples destinés aux cultes publics sont propriété de la nation, représentée par le Gouvernement fédéral qui déterminera ceux qui devront continuer à être affectés à leur objet. Les évêchés, presbytères, séminaires, asiles ou collèges d'associations religieuses, couvents ou autres édifices qui auront été construit ou destinés à l'administration, propagande ou enseignement d'un culte religieux, passeront

dès à présent dans le domaine direct de la nation, pour être affectés exclusivement aux services publics, de la fédération ou des états dans leurs juridictions respectives. Les temples qui à l'avenir seraient érigés pour le culte public seront propriétés de la nation...

Article 130

Il appartient aux pouvoirs fédéraux d'exercer, en matière de culte religieux et de discipline externe l'intervention déterminée par les lois. Les autres autorités agiront comme auxiliaires de la fédération. Le Congrès ne peut pas faire de lois établissant ou prohibant une religion quelconque.

Le mariage est un contrat civil. Celui-ci et les autres actes de l'état-civil des personnes sont de la compétence exclusive des fonctionnaires et autorités de l'état-civil dans les conditions fixées par les lois, et ils auront la force et la validité que les lois leur attribueront.

...La loi ne reconnaît aucune personnalité aux groupements religieux dénommés Eglises.

Les ministres des cultes seront considérés comme des personnes exerçant une profession et seront directement soumis aux lois édictées en cette matière.

Les législatures des Etats n'auront d'autre pouvoir que celui de fixer selon les besoins locaux, le nombre maximum de ministres des cultes.

Pour exercer au Mexique le ministère d'un culte quelconque, il faut être mexicain par la naissance...

L'affectation aux cultes de nouveaux locaux ouverts au public nécessite la permission du Secrétariat du Gouvernement, le Gouvernement de l'Etat préalablement entendu. Il devra y avoir dans chaque temple une personne qui en aura la charge et qui sera responsable devant l'autorité

de l'accomplissement des lois, de la discipline religieuse dans ledit temple, et des objets appartenant aux cultes...

Sous aucun prétexte, il ne sera accordé d'équivalence, octroyé de dispense, ni fait aucune autre formalité qui aurait pour but de donner validité dans l'enseignement officiel à des études faites dans les établissements destinés à l'enseignement professionnel des ministres des cultes. L'autorité qui enfreindra cette disposition serait pleinement responsable, et les sus-dites dispenses ou formalités nulles et entraînant la nullité du titre professionnel pour l'adoption duquel cette règle aurait été enfreinte...

Aucun ministre d'un culte quelconque ne pourra hériter, par lui-même ou par personnes interposées, d'un immeuble occupé par une association de propagande religieuse ou poursuivant un but religieux ou de bienfaisance. Les ministres sont frappés d'incapacité légale pour être héritiers par testament des ministres du même culte ou d'un particulier dont il ne serait pas parent au quatrième degré.

Constitution du Nicaragua

Article 58

Le registre de l'état-civil ressortit à la compétence de l'état.

Article 59

Les cimetières publics sont laïcs. Les ministres de toutes confessions religieuses peuvent y célébrer leurs rites respectifs.

Article 73

Les temples et leurs dépendances destinées exclusivement aux services d'un culte sont exempts de contributions.

Aucun temple ou objet du culte affecté à une religion, ne pourra être destiné par l'Etat à une autre fin.

Les Eglises, confessions et institutions religieuses de tous cultes auront les mêmes droits que ceux que les lois accordent et reconnaissent aux particuliers pour leurs biens.

Article 74

Il demeure interdit de prendre des lois qui protègent ou restreignent des cultes déterminés.

Article 100

La loi reconnaîtra à tous les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou employés :

1. l'indépendance de leur conscience morale et civique.

Article 135

Sont garanties, la liberté de conscience, la manifestation de toutes les croyances et la pratique de tous les cultes qui ne sont pas contraires à la morale, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

Sont interdits les actes culturels incompatibles avec la vie et l'intégrité physique de la personne humaine.

Les actes contraires à la morale ou de nature à nuire à l'ordre public commis à l'occasion ou sous prétexte de la pratique d'un culte restent soumis au droit commun.

Article 136

Nul ne pourra être contraint à déclarer officiellement ses croyances religieuses s'il ne s'agit pas d'un interrogatoire de nature statistique prescrit par la loi.

Constitution de la Norvège

Article 2

La religion évangélique luthérienne demeure la religion officielle de l'état. Les habitants qui en font profession sont tenus d'y élever leurs enfants. Les jésuites ne sont pas tolérés.

Constitution de la République de Panama

Article 36

Il est reconnu que la religion catholique est celle de la majorité des panamiens. Elle sera enseignée dans les écoles publiques, mais les élèves ne seront pas contraints de suivre l'enseignement religieux ni d'assister à des cérémonies religieuses si leurs parents ou tuteurs

n'en manifestent pas le désir. La loi accordera à cette religion, l'aide qui est nécessaire pour ses missions parmi les tribus indigènes et pour d'autres fins analogues.

Article 35.

La profession de toutes les religions est libre, ainsi que l'exercice des cultes, sans autres limitations que le respect de la morale chrétienne et de l'ordre public.

Article 37

Les associations religieuses possèdent la personnalité morale et elles administrent leurs biens et en disposent dans les limites indiquées par la loi, de la même manière que les autres personnes morales.

Constitution du Paraguay

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants : ...
....droit de professer librement leur culte...

Article 3

La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat, mais les autres cultes qui ne sont pas contraires à la morale et à l'ordre public sont tolérés. Le chef de l'église paraguayenne et les évêques doivent avoir la qualité de citoyens paraguayens.

Constitution des Pays-Bas

Article 169

Une protection égale est accordée à toutes les communautés religieuses du Royaume.

Article 170

Les adhérents des divers cultes religieux jouissent tous des mêmes droits civils et politiques et sont également habilités à revêtir les dignités, fonctions et emplois.

Article 168

Chacun professe ses opinions religieuses en pleine liberté, sauf la protection de la société et de ses membres contre les infractions contre la loi pénale.

Article 173

Le roi veille à ce que toutes les communautés religieuses se maintiennent dans les bornes de l'obéissance aux lois de l'Etat

Constitution de la République du Pérou

Article 59

La liberté de conscience et de croyance est inviolable. Nul ne sera poursuivi en raison de ces idées.

Article 232

Respectant les sentiments de la majorité des citoyens, l'Etat protège la religion catholique, apostolique et romaine. Les autres religions jouissent de la liberté d'exercer leurs cultes respectifs.

Constitution de la République des Philippines

Article 3

Section 1 - (7)

Aucune loi ne peut être promulguée en vue d'établir une religion ou d'en interdire le libre exercice; la libre jouissance et le libre exercice de la pratique et du culte religieux, sans discrimination ni préférence, sont garantis pour toujours.

Constitution de la Pologne

Article 111

La liberté de conscience et de confession est garantie à tous les citoyens. Aucun citoyen ne peut, à raison de sa confession ou de ses convictions religieuses, être gêné dans l'exercice des droits qui appartiennent aux autres citoyens.

Tous les habitants de l'Etat polonais ont le droit de pratiquer leur foi librement, tant en public que dans le privé, et de satisfaire aux prescriptions de leur religion ou de leurs rites, dans la mesure où ses pratiques ne nuisent pas à l'ordre public et aux bonnes moeurs.

Constitution du Siam

Article 13

Chacun est entièrement libre de professer toute religion ou croyance et d'exercer le genre de culte correspondant à sa propre croyance, pourvu que celui-ci ne soit pas contraire aux devoirs d'un national ou à l'ordre public ou à la morale publique.

Constitution de la Suède

Article 16.

... Le Roi ne doit contraindre ni laisser contraindre la conscience de personne, mais protéger chacun dans le libre exercice de sa religion, tant que la tranquillité publique n'en est point troublée, ou qu'il n'en résulte aucun scandale public.

Constitution de la Syrie

Article 15

La liberté de conscience est absolue; l'Etat respecte toutes les confessions et religions établies dans le pays; il garantit et protège le libre exercice de toutes les formes du culte compatible avec l'ordre public et les bonnes moeurs; il garantit également à toutes les populations, à quelque rite qu'elles appartiennent le respect de leurs intérêts religieux et de leur statut personnel.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 121

La liberté de conscience et de religion est garantie.

Article 122

Tous les habitants de la République tchécoslovaque ont, dans la même mesure que ses ressortissants, le droit de pratiquer en public ou dans le privé n'importe quelle confession, religion ou croyance, tant que ces pratiques ne sont pas en désaccord avec les règlements ou l'ordre public ou les bonnes moeurs.

Constitution de la Turquie

Article 75

Nul ne peut être recherché à raison de la religion, du rite ou de l'ordre auquel il appartient, non plus qu'à raison des opinions philosophiques qu'il professe. Toutes cérémonies religieuses sont libres, à condition qu'elles ne soient pas contraires à la tranquillité publique, aux bonnes moeurs et aux lois.

Article 70

L'inviolabilité personnelle, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de presse, de circulation, de contrats de travail, d'acquisition et de propriété, de réunions, d'association ainsi que celle de former des sociétés sont les droits naturels des Turcs.

Constitution de l'Ukraine

Article 123

Voir Constitution de l'URSS, Article 124.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 124

Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise en URSS est séparée de l'Etat, et l'école, de l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de la propagande anti-religieuse sont reconnues à tous les citoyens.

Constitution de l'Uruguay

Article 5

Tous les cultes religieux sont libres en Uruguay. L'Etat ne soutient aucune religion. Il reconnaît à l'Eglise catholique la propriété de toutes les églises qui ont été, en tout ou en partie, construites avec les fonds du Trésor national, exception faite seulement des chapelles destinées au service des asiles, des hôpitaux, des prisons ou autres établissements publics. Il déclare également exempts de tous impôts les temples consacrés au culte des diverses religions.

Constitution de la Yougoslavie

Article 25

La liberté de conscience et la liberté religieuse sont garanties aux citoyens.

L'Eglise est séparée de l'Etat.

Les communautés religieuses dont l'enseignement ne s'oppose pas à la Constitution sont libres d'exercer leur fonctions religieuses et de célébrer leur culte. Les écoles religieuses destinées à la formation des prêtres sont autorisées mais restent sous le contrôle général de l'Etat.

Tout abus de l'Eglise et de la religion pour des fins politiques, toute organisation politique à base religieuse sont interdites.

L'Etat peut aider matériellement les communautés religieuses.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A.

American Federation of Labor

Article 5

La liberté de religion et le droit d'exercer un culte sont indispensables à une société vraiment démocratique.

ARTICLE 15

Tout individu a le droit de se former des opinions, de les affirmer ou de les communiquer, et d'entendre les opinions d'autrui.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS D' L'HOMME

Néant

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS.

A. Projet de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article III

(Paragrapes 1 et 2)

Toute personne a droit à la liberté de parole et d'expression.

Ce droit comprend la liberté de se former une opinion et de penser, d'exprimer son opinion publiquement et en particulier de la publier sous forme écrite ou imprimée.

Cuba

Article 3

Le droit de libre enquête qui lui permettra de se former des opinions, de les exprimer librement, étant bien entendu qu'il est considéré comme responsable de ses actes.

Panama (Institut de droit américain)

Article 2

La liberté de faire et de conserver une opinion, et la liberté d'entendre, de recevoir communication des opinions d'autrui et d'être informé sont dues à chacun.

L'Etat a le devoir de protéger cette liberté.

B. Propositions

Inde

Article I (a)

Tout être humain a droit à la liberté, et notamment ... à la liberté d'opinion...

Etats-Unis

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution du Brésil

Article 141

La manifestation de la pensée est libre et n'est pas soumise à la censure, sauf en ce qui concerne les spectacles et les divertissements publics.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

2. La manifestation de toutes les croyances, la liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes non contraires à la morale, aux bonnes moeurs ou à l'ordre public, les diverses confessions religieuses pouvant par suite créer et conserver des édifices religieux et leurs dépendances, dans les conditions de sécurité et d'hygiène fixées par les lois et ordonnances.

Les églises, les confessions et institutions religieuses de tous les cultes, jouiront des droits accordés et reconnus, en ce qui concerne les biens, par les lois actuellement en vigueur; toutefois elles seront soumises sous les garanties de la présente constitution au droit commun pour l'exercice de la propriété sur leurs biens futurs.

Les temples et leurs dépendances, destinés à l'exercice public d'un culte, seront exempts d'impôts.

Egypte, Rescrit royal

Article 14

La liberté d'opinion est garantie. Dans les limites de la loi, toute personne a le droit d'exprimer librement sa pensée par la parole, par écrit, par image ou autrement.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

8. Le droit de ne pas être contraint de déclarer, quel que soit le but poursuivi, ses convictions politiques ou ses croyances religieuses, et de ne pas être inquiété pour celles que l'on professe, excepté dans les cas prévus dans la constitution et dans les lois...

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen Article 10

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Constitution de la France

5. ... Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

Constitution du Honduras Article 46

Nul ne peut être inquiété ni poursuivi pour ses opinions.

Les actions privées qui ne troublent pas l'ordre public ou qui ne nuisent pas à un tiers demeureront toujours en dehors de l'action de la loi.

Constitution de l'Irak Article 12

Tous les Irakiens sont libres d'exprimer et de publier leurs opinions.

Constitution du Nicaragua Article 128

Nul ne peut être inquiété ni poursuivi pour ses opinions; mais tomberont sous le coup de la loi ceux qui manifesteront des opinions qui sont contraires à l'ordre public, aux institutions fondamentales de l'Etat, à la forme républicaine et démocratique du Gouvernement, à l'ordre social établi, à la morale et aux bonnes moeurs, ou qui causeront un dommage à un tiers.

SECTION IV - PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR
LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A.

American Federation of Labor Article 12.

Pour aborder l'ensemble du problème des droits de l'homme, il convient de placer le respect de la personne humaine et du bien-être humain au-dessus de tout. Dans cet esprit, les droits ci-dessus mentionnés ne peuvent avoir de signification tangible et d'application pratique que dans les conditions suivantes :

... (c) Toutes mesures économiques ou politiques de discrimination et de châtement fondés sur des différences d'opinions politiques, ou de croyances et de pratiques religieuses doivent être supprimées. Il convient d'éliminer complètement la menace de l'envoi dans des camps de concentration ou de travail à titre de punition pour des opinions qui diffèrent de celles de l'autorité gouvernementale ou de la doctrine professée par le parti politique au pouvoir.

ARTICLE 16

L'accès aux sources d'information tant nationales qu'étrangères
est libre et ouvert également à tous.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES
DROITS DE L'HOMME

M. DUKES (Royaume-Uni) :

"... La liberté d'information est le droit fondamental et la
condition essentielle de toutes les libertés que défendent les
Nations Unies".^z

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projet de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article 3
(Paragraphe 4)

Le droit à la liberté de parole et d'expression comprend la liberté
d'accès aux sources d'information tant nationales qu'étrangères.

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

^z Commission des droits de l'homme. 1ère session. 8ème séance, page 4

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution des Etats-Unis

1er amendement

Le Congrès ne pourra faire aucune loi... restreignant la liberté...
de la presse...

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR

LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A.

American Federation of Labor

Article 9

Plus les peuples de toutes les nations auront du monde une
connaissance détaillée et complète, moins les nations et les peuples seront
séparés par la distance et l'incompréhension. En conséquence, il convient
d'assurer le droit de connaître librement et d'échanger des informations
scientifiques, économiques, sociales, religieuses et politiques, ainsi
que le développement des connaissances et des relations culturelles et
la diffusion libre et complète des nouvelles par la radio et par la
presse.

ARTICLE 17

La parole et les moyens d'expression quels qu'ils soient, sont libres, sous réserve des lois répriment la diffamation orale ou écrite. Tout individu aura, dans des limites raisonnables, accès en fait à toutes les formes d'expression. La censure est interdite.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

néant

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projet de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article III
(Paragaphes 1,2,3,5,6,7)

Toute personne a droit à la liberté de parole et d'expression.

Ce droit comprend la liberté de se former une opinion et la liberté de penser, d'exprimer son opinion publiquement et en particulier de la publier sous forme écrite ou imprimée.

Le droit à la liberté de parole et d'expression s'applique à l'emploi de tous les moyens de communication utilisables : liberté d'employer le service des postes, les services publics de communications télégraphiques, téléphoniques et radiophoniques; liberté d'avoir recours aux arts graphiques, au théâtre, au cinéma et autres moyens, pour la diffusion des idées.

Le droit à la liberté de parole et d'expression comprend le droit à la liberté de la presse, auquel s'attache une haute et spéciale prérogative.

Les seules limites que l'Etat puisse imposer à cette liberté sont celles qui sont prescrites par les lois générales destinées à protéger la paix publique en réprimant la diffamation par la parole ou par les écrits, les propos ou les publications contraires aux bonnes moeurs, et les propos ou les publications qui incitent directement le peuple à la violence.

Le cinéma peut être soumis à une censure préalable, eu égard à la forme particulière que revêt ce moyen d'expression, et la nécessité de protéger le public contre tout ce qui choque les règles de conduite généralement admises. L'Etat ne peut se réserver le monopole de la radiodiffusion, de telle manière qu'il prive les particuliers de la possibilité d'exprimer librement leur opinion par ce moyen de communication.

Cuba

Article 3

Le droit de libre enquête qui lui permettra de se former des opinions, de les exprimer librement, étant bien entendu qu'il est considéré comme responsable de ses actes.

Panama (Institut de droit américain)

Article 3

La liberté d'expression est due à chacun.

L'Etat doit s'interdire de limiter arbitrairement cette liberté et doit empêcher qu'on ne refuse un accès normal aux moyens d'expression de la pensée.

B. Propositions

Inde

I (a)

Tout être humain a droit à la liberté, et notamment... à la liberté d'opinion...

Etats-Unis

II (2)

Les catégories de droit dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient notamment les suivants :

alinéa a) les droits individuels, tels que la liberté de parole, d'information...

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES.

Afghanistan. Principes fondamentaux du Gouvernement.

Article 23

La presse et les nouvelles intérieures non contraires à la religion, sont libres conformément aux lois spéciales sur la presse. La publication des nouvelles est réservée au gouvernement, et aux sujets afghans. La presse et les journaux étrangers qui ne contreviennent pas à la religion et à la politique du Gouvernement afghan peuvent entrer librement en Afghanistan.

Constitution de l'Argentine

Article 14

Tous les habitants de la Nation jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir : le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite; le droit de naviguer et de commercer; d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer

sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir; de publier ses idées par la voie de la presse sans censure préalable; d'user et de disposer de sa propriété, de s'associer dans un but utile; de professer librement son culte; d'enseigner et de s'instruire.

Article 32

Le Congrès fédéral ne fera aucune loi restreignant la liberté de la presse ou soumettant celle-ci à la juridiction fédérale.

Constitution de la Belgique

Article 18

La presse est libre; la censure ne pourra jamais être établie; il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs. Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi.

Constitution de la Biélorussie

Article 100

Voir Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Article 125.

Constitution de la Bolivie

Article 6

3. Exprimer librement ses idées et ses opinions par n'importe quel moyen de diffusion.

Constitution du Brésil

Article 141

° 5... La publication de livres et périodiques ne sera pas soumise à autorisation du pouvoir public. Toutefois, aucune propagande ne sera tolérée en faveur de la guerre, du renversement de l'ordre politique et social par la violence, ou des préjugés de classe.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

3. La liberté d'exprimer sans censure préalable, ses opinions, oralement ou par écrit, par voie de la presse ou en toute autre forme sous réserve de répondre des délits et abus qui seraient commis dans l'exercice de cette liberté, suivant la forme et dans les cas déterminés par la loi.

Constitution de la Chine

Article 11

Tous les citoyens ont libre accès à l'enseignement et jouissent du droit de parler, d'écrire et de publier en toute liberté.

Constitution de la Colombie

Article 42

La presse est libre en temps de paix, mais elle est responsable, conformément aux lois, quand elle attente à l'honneur des personnes, à l'ordre social ou à la tranquillité publique.

2. Aucune entreprise d'édition de périodiques ne pourra recevoir, sans l'autorisation du Gouvernement, des subventions d'autres gouvernements ou de compagnies étrangères.

Constitution du Costa Rica

Article 37

Chacun peut communiquer sa pensée par la parole ou par l'écriture et la rendre publique par la voie de la presse sans censure préalable, mais en restant responsable des abus commis dans l'exercice de ce droit dans les cas et de la manière indiqués par la loi.

Constitution de la République de Cuba

Article 33

Toute personne pourra librement et sans être soumise à la censure préventive, exprimer sa pensée verbalement ou par écrit ou par tout autre moyen d'expression oral ou graphique, en utilisant à cette fin tous les procédés de diffusion disponibles ou l'un quelconque d'entre eux.

L'édition de livres, de brochures, de disques, de films, de périodiques, ou de toute espee de publication ne pourra être suspendue que s'il a été porté atteinte à l'honneur des personnes, à l'ordre social ou à la tranquillité publique et à la suite d'une décision motivée de l'autorité judiciaire compétente, sans préjudice des responsabilités résultant du délit commis.

Dans les cas visés au présent article, on ne pourra, sauf pour responsabilité civile, mettre sous séquestre les locaux, l'installation ou l'outillage qu'utilise l'organe d'information publique, ni en interdire l'usage ou la jouissance.

Constitution du Danemark

Article 84

Chacun a le droit de publier ses idées, par la voie de la presse en restant toutefois responsable devant les tribunaux. La censure et les autres mesures préventives, ne pourront jamais être rétablies.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

Sont reconnus comme inhérents à la personne humaine :

5. Le droit d'exprimer sa pensée sans être assujéti à censure préalable.

Egypte. Rescrit royal n° 42

Article 15

La presse est libre dans les limites tracées par la loi. La censure préventive est interdite. Les avertissements, la suspension ou la suppression des journaux par voie administrative sont également interdits, sauf le cas où il serait nécessaire d'y recourir pour la protection de l'ordre social.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

11. La liberté d'expression de la pensée, par la parole, par la voie de la presse ou par d'autres moyens, de la manifester ou de la répandre pour autant que ces manifestations ne contiennent pas d'injures, de calomnies, d'insultes personnelles, et qu'elles ne portent pas atteinte au sens moral, ou ne sont pas contraires aux intérêts nationaux. Dans ces cas, on encourra la responsabilité que la loi établit.

Article 94

En cas d'invasion extérieure imminente, de conflit international ou de troubles intérieurs graves, le pouvoir exécutif s'adressera au Congrès...lequel...lui accordera...tout ou partie des pouvoirs extraordinaires suivants :

13. Instituer la censure préalable, exclusivement pour les nouvelles de presse et de radio;

Constitution des Etats-Unis

Premier amendement

Le Congrès ne pourra faire aucune loi...restreignant la liberté de la parole ou de la presse...

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789

Article 11

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Constitution de la Grèce

Article 14

Chacun peut publier sa pensée oralement, ou par écrit, et par la voie de la presse en observant les lois de l'Etat. La presse est libre. La censure est interdite de même que toute autre mesure préventive.

Est également interdite la saisie des journaux et autres imprimés, soit avant, soit après la publication. Est autorisée par exception, la saisie après la parution, pour cause d'outrage à la religion chrétienne, ou à la personne du roi, dans les cas spécifiés par la loi, et celle des publications deshonnêtes constituant une atteinte manifeste à la pudeur publique. Toutefois, en ce cas, dans les vingt-quatre heures qui suivront la saisie, le Procureur devra porter la question devant la Chambre du Conseil, et celle-ci statuer sur le maintien ou la levée de la saisie. L'opposition contre l'ordonnance de saisie ne peut être formée que par l'auteur de la publication saisie, et non par le Procureur.

La publication de nouvelles ou de communications touchant des mouvements de troupe ou des travaux de fortification du pays peut être interdite dans les formes prescrites par la loi et sous la menace de saisie ou de poursuites judiciaires. Les dispositions qui précèdent sont applicables à la saisie.

L'auteur d'une publication répréhensible relative à la vie privée et l'éditeur du journal qui la publie sont, en outre des peines prévues par la loi pénale, civilement et solidairement responsables de la pleine réparation de tout dommage occasionné et de l'indemnisation de la personne lésée, par une somme dont l'appréciation sera faite par le Tribunal, mais qui ne pourra jamais être inférieure à 200 drachmes. L'édition de journaux n'est permise qu'à des citoyens hellènes

Constitution d'Haiti

Article 21

Chacun a le droit d'exprimer ses opinions en toutes matières et par tous les moyens en son pouvoir.

L'expression de la pensée quelle que soit la forme qu'elle affecte ne peut être soumise à aucune censure préalable, exception faite du cas d'état de guerre déclaré.

Les abus du droit d'expression sont définis et réprimés par la loi, sans qu'il puisse être porté atteinte à la liberté d'expression.

Constitution du Honduras

Article 59

Toute personne pourra librement et sans être soumise à la censure préalable, faire connaître sa pensée soit verbalement, soit par écrit, par la voie de la presse ou par tout autre moyen, sous réserve de répondre des délits et abus commis dans l'exercice de cette liberté, dans la forme et dans les cas déterminés par la loi.

En aucun cas, l'imprimerie et son outillage ne pourront être mis sous séquestre en tant qu'instrument du délit.

Iran : complément à la loi constitutionnelle

Article 20

Toutes les publications sont libres sauf celles susceptibles d'engager dans une mauvaise voie, et les articles contraires à la religion. La censure des publications est interdite. Toutefois, s'il y est relevé quelque chose de contraire à la loi sur la presse, l'éditeur sera puni conformément à cette loi. Si l'auteur est connu et domicilié en Iran, l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne peuvent pas être inquiétés.

Constitution de l'Irak

Article 12

Tous les Iraquiens sont libres d'exprimer et de publier leurs opinions...conformément aux termes de la loi.

Constitution de l'Islande

Article 72

Chacun a le droit de publier ses idées par la voie de la presse, sauf sa responsabilité devant les tribunaux.

La censure et les autres mesures préventives ne pourront jamais être établies.

Constitution du Libéria

Article 1
Section 15

La liberté de la presse est essentielle pour assurer la liberté d'un Etat. En conséquence, elle ne pourra pas être restreinte dans cette République. La presse sera libre pour toute personne qui entreprend d'examiner les actes de la Législature ou d'un service quelconque du Gouvernement, et aucune loi ne sera jamais faite pour restreindre ces droits. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits inestimables de l'homme, et chaque citoyen peut librement parler écrire et imprimer sur tout sujet, sauf à répondre de l'abus de cette liberté. Dans les poursuites à raison de la publication d'écrits mettant en cause la conduite officielle des fonctionnaires ou de personnes revêtues d'un caractère public ou si la question qui a fait l'objet de la publication est passible d'une accusation publique, la preuve des faits allégués pourra être administrée. Dans toutes les accusations pour écrits diffamatoires, le jury pourra statuer en droit et en fait sous la direction de la Cour, comme dans les autres cas.

Constitution du Luxembourg

Article 24

La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés.

La censure ne pourra jamais être établie.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 6

La manifestation des idées ne fera l'objet d'aucune recherche judiciaire ou administrative, sauf le cas où elle porterait atteinte à la morale, aux droits d'un tiers, provoquerait à un délit, ou troublerait l'ordre public.

Article 7

La liberté d'écrire et de publier des écrits sur un sujet quelconque est inviolable. Aucune loi ni aucune autorité ne peut établir la censure préalable, ni exiger une caution des auteurs ou imprimeurs, ni porter atteinte à la liberté de l'imprimerie, dont les seules limites sont le respect de la vie privée, de la morale et de la paix publique. En aucun cas, il ne pourra être procédé à la mise sous séquestre de l'imprimerie comme corps du délit.

Les lois organiques édicteront toutes les mesures nécessaires pour éviter que, sous prétexte de dénonciations ou délits de presse, soit emprisonné l'un quelconque des employés de l'établissement où l'écrit dénoncé aura été imprimé, sauf le cas où sa responsabilité serait préalablement démontrée.

Article 130

Il appartient aux pouvoirs fédéraux d'exercer, en matière de culte religieux et de discipline externe, l'intervention déterminée par les lois. Les autres autorités agiront comme auxiliaires de la fédération. Les publications périodiques présentant un caractère confessionnel, soit par leur programme, soit par leur titre ou simplement par leurs tendances ordinaires, ne pourront pas commenter les questions politiques nationales, ni publier d'informations sur les actes des autorités du pays ou de particuliers se rapportant directement au fonctionnement des institutions publiques.

Constitution du Nicaragua

Article 129

L'Etat garantit la liberté de la presse et de la parole. Chacun a le droit d'exprimer librement ses idées et ses opinions sous forme orale, écrite ou imprimée, par image, ou par tout autre moyen de diffusion, sous réserve d'avoir à répondre des délits et des abus qu'il aurait commis dans l'exercice de ses droits dans la forme et dans les cas déterminés par la loi. La responsabilité s'applique à l'auteur ainsi qu'au responsable de la mise en circulation de l'ouvrage punissable. Ils verseront solidairement l'indemnité qui revient à la personne lésée.

Article 130

Il n'y aura pas de censure préalable, mais la loi pourra établir des dérogations à ce principe pour les films cinématographiques, les représentations et les spectacles publics, pour protéger l'enfance, la jeunesse et les bonnes moeurs. La loi pourra aussi édicter des mesures contre la littérature immorale et pornographique et contre les propagandes en faveur de la guerre ou de moyens violents de bouleverser l'ordre politique et social.

Constitution de la Norvège

Article 100

La presse sera libre. Nul ne peut être puni du chef d'un écrit, quel qu'en soit le contenu, qu'il a fait imprimer ou publier à moins qu'il n'ait sciemment et ouvertement fait acte de désobéissance aux lois, de mépris pour la religion, les bonnes moeurs et les pouvoirs constitutionnels, de résistance à leurs injonctions, ou qu'il n'y ait provoqué autrui, ou qu'il n'ait allégué contre autrui des imputations fausses et diffamatoires. Il est permis à chacun de s'exprimer librement sur le Gouvernement et sur tout autre sujet.

Constitution du Panama

Article 38

Toute personne peut exprimer librement sa pensée, par la parole ou par l'écrit, ou par tout autre moyen, sans censure préalable.

Constitution de la République de Paraguay

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants ...droit de publier leurs idées par la voie de la presse sans censure préalable, pourvu qu'elles se rapportent à des sujets d'intérêt général.

L'édition et la publication de livres, de brochures et de périodiques seront réglementées par la loi. Les publications anonymes sont interdites.

Constitution des Pays-Bas

Article 7

Nul n'a besoin d'une autorisation préalable pour publier par la voie de la presse ses idées et opinions, sauf la responsabilité de chacun suivant la loi.

Constitution de la République du Pérou

Article 63

L'Etat garantit la liberté de la presse. Le droit d'exprimer librement ses idées et ses opinions par la voie de la presse ou par tout autre moyen de diffusion appartient à tous sous réserve de la responsabilité que déterminera la loi. L'auteur et l'éditeur sont responsables de la publication punissable et répondent solidairement du paiement de l'indemnité qui revient à la personne lésée.

Article 64

Les tribunaux ordinaires connaîtront des délits de presse.

Article 65

Les spectacles publics sont soumis à la censure.

Constitution des Philippines

Article III
Section 1

(8) Il ne peut être promulgué de lois restreignant la liberté de la parole ou de la presse.

Constitution de la Pologne

Article 104

Tout citoyen a le droit d'exprimer librement ses pensées et ses opinions dans la mesure où, de ce fait, il ne porte pas atteinte à la loi.

Article 105

La liberté de la presse est garantie. La censure ne peut être établie non plus que le régime du cautionnement...

Article 124

La suspension temporaire des droits civiques... de la liberté de la presse (Article 105)... pourra être décrétée sur tout le territoire de l'Etat ou dans certaines localités, si la mesure apparaît nécessaire, pour des raisons de sécurité publique...

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrit, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession.

Constitution de la Suède

Article 85

Seront considérées comme lois constitutionnelles : la présente Constitution, la loi organique du Riksdag, la loi organique de la succession, et la loi sur la liberté de la presse, adoptées de concert par le Riksdag et par le roi, conformément aux principes posés par la présente Constitution.

Article 86

Par liberté de la presse, il faut entendre le droit de publier des écrits sans aucun obstacle préalable de la part de l'autorité publique, celui de ne pouvoir ensuite être poursuivi à raison du contenu de ces écrits que devant les tribunaux légalement établis et celui de ne pouvoir être puni pour cette publication que dans le cas où le contenu en serait contraire à une loi formelle établie pour garantir la paix publique, sans empêcher la propagation des lumières.

Article 103

Le Riksdag nommera, tous les quatre ans, en session ordinaire et de la manière prescrite par la loi organique, six commissaires, de science et d'expérience reconnues pour veiller sur la liberté de la presse conjointement avec le procureur de justice et sous sa présidence. Ces commissaires, dont deux, outre le procureur de justice seront des jurisconsultes, auront pour attributions de donner leur avis sur les requêtes à eux soumises par les auteurs ou imprimeurs, avant l'impression, aux fins de savoir si l'écrit peut, ou non, être poursuivi d'après la loi sur la liberté de la presse. Cet avis devra être exprimé par écrit par le procureur de justice du Riksdag et quatre au moins des commissaires, dont un jurisconsulte; s'ils déclarent que l'impression peut avoir lieu, l'auteur et l'imprimeur seront dégagés de toute responsabilité et celle-ci retombera sur le commissaire.

Constitution de la Syrie

Article 16

La liberté de pensée est garantie; chaque individu a le droit d'exprimer sa pensée par parole, écrit, discours, dessins, sous les réserves prévues par la loi.

Article 17

La liberté de la presse et de l'imprimerie est garantie sous les conditions prévues par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 117

1. Chacun peut, dans la mesure permise par la loi, manifester ses opinions par la parole, l'écriture, la presse, les images ou par d'autres moyens analogues.

2. Cette règle s'applique aux personnes juridiques dans les limites de leur compétence.

L'exercice de ce droit ne doit porter préjudice à quiconque dans ses intérêts d'ouvrier ou d'employé.

Article 113

La liberté de la presse...est garantie. En conséquence, il est défendu en principe, de soumettre la presse à une censure préalable.

3. La loi peut édicter des restrictions... Elle peut, de la même manière fixer les restrictions auxquelles seront soumis les principes des alinéas précédents pendant la guerre, ou lorsqu'à l'intérieur de l'Etat éclatent des événements menaçant gravement la forme républicaine de l'Etat, la Constitution ou la paix et l'ordre public.

Article 118

L'art, et pareillement les recherches scientifiques, et la publication de leurs résultats sont libres tant que cette liberté n'implique pas une atteinte à la loi criminelle.

Constitution de la Turquie

Article 70

L'inviolabilité personnelle, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de presse, de circulation, de contrats, de travail, d'acquisition et de propriété, de réunion, d'association, ainsi que celle de former des sociétés sont les droits naturels des Turcs.

Article 77

La presse est libre dans les limites de la loi; elle n'est soumise à aucun contrôle ou censure préalable.

Constitution de l'Ukraine

Article 124

Voir Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 125.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 125

Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS :

- a) La liberté de parole
- b) La liberté de la presse
- c) La liberté des réunions et des meetings
- d) La liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, des stocks de papier, des édifices publics, des rues, des P.T.T et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

Constitution de l'Uruguay

Article 28

L'expression de toute pensée sur tout sujet, par la parole, par des écrits privés ou publiés dans la presse, ou par tout autre moyen de diffusion est entièrement libre et n'est pas soumise à la censure préalable. Cependant, l'auteur et, le cas échéant, l'imprimeur ou l'éditeur sont responsables suivant la loi des abus qu'ils peuvent commettre.

Constitution de la Yougoslavie

Article 27

La liberté de presse, de parole, d'association, de rassemblement, de réunion publique et de manifestation est garantie aux citoyens.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 2

La liberté d'expression et d'association est une nécessité vitale pour la préservation des libertés fondamentales et pour le progrès spirituel et matériel de l'humanité. Ces droits doivent être inviolables, tant pour ceux qui s'opposent au parti, au pouvoir ou au régime en vigueur que pour ceux qui les soutiennent.

Article 8

La liberté d'opinion et d'expression doit être accordée, ainsi que la possibilité de connaître pleinement les opinions d'autrui;

Article 12

Pour aborder l'ensemble du problème des droits de l'homme, il convient de placer le respect de la personnalité humaine et du bien-être humain au-dessus de tout. Dans cet esprit, les droits ci-dessus ne peuvent avoir de signification tangible et d'application pratique que si :

- ...d) les livres, la presse, la radio, et l'art sont libres de toute censure, eu égard aux exigences de la morale et la décence.

ARTICLE 18

C'est un devoir envers la société de présenter les informations et les nouvelles avec loyauté et impartialité.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projet de déclarations internationales

Chili :

Pas de dispositions

Cuba :

Pas de dispositions

Panama :

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde :

Pas de dispositions

Etats-Unis :

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

..... (11) La liberté d'expression et de la pensée, ... par la voie de la presse ou par d'autres moyens... la loi réglementera l'exercice de cette liberté, en tenant compte de ce que le journalisme a pour but principal la défense des intérêts nationaux et constitue un service social qui a droit au respect et a l'appui de l'Etat.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR
LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions

ARTICLE 19

"La liberté de réunion existe sous réserve de ne pas troubler l'ordre public."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article V

Toute personne a le droit de participer avec d'autres personnes à des réunions pacifiques ayant pour objet l'expression d'opinions sur des questions d'intérêt commun.

L'Etat a le devoir de permettre l'utilisation des lieux publics pour des réunions publiques. Il a le droit d'être informé des réunions qui seront tenues dans des lieux publics, de désigner les endroits qui conviennent et d'en soumettre l'utilisation à certaines conditions dans l'intérêt de la sécurité et de l'ordre publics. Des conditions analogues peuvent être imposées aux réunions tenues dans des locaux publics ou privés. Toutefois les conditions imposées par l'Etat pour la tenue de ces réunions publiques ne doivent pas être telles qu'elles aient pour effet de porter gravement atteinte au droit même de tenir ce genre de réunions; aucune condition ne doit être imposée quand il s'agit d'une réunion de groupes restreints de personnes dans ces lieux publics ou privés.

Le droit de réunion comporte le droit d'organiser des défilés en public, sous réserve des mêmes restrictions que celles qui s'appliquent aux réunions.

Cuba

Article 15

Le droit de se réunir et de collaborer avec les autres hommes en vue de favoriser la réalisation de buts légitimes.

Panama (Institut de droit américain)

Article 4

La liberté de participer en paix à des réunions est due à chacun.

L'Etat a le devoir de protéger cette liberté.

B. Propositions

Inde

I (a)

Tout être humain a droit à la liberté et notamment à la liberté de réunion....

Etats-Unis d'Amérique

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Belgique

Article 19

Les Belges ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit sans néanmoins le soumettre à une autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique point aux rassemblements en plein air, qui restent entièrement soumis aux lois de police.

Constitution de la Biélorussie

Article 100

Voir article 125 de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Constitution de la Bolivie

Article 6

4. Se réunir et s'associer pour exercer les divers modes d'activité, sous réserve qu'il ne soit pas porté atteinte à la sûreté de l'Etat.

Constitution du Brésil

Article 141

11. Les réunions de personnes non armées sont autorisées, la police n'intervenant que pour le maintien de l'ordre public. A cet effet, la police pourra désigner le lieu de réunion, à condition que cette désignation ne rende pas la réunion inutile ou impossible.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

4. Le droit de se réunir sans autorisation préalable, sans armes, sur les places, dans les rues et autres lieux consacrés à l'usage public; les réunions sont régies par les mesures générales de police.

Constitution de la Chine

Article 14

Tous les citoyens jouissent du droit de réunion et d'association ...

Constitution de la Colombie

Article 46

Toute partie de la population peut se réunir ou se grouper pacifiquement. L'autorité pourra disperser toute réunion qui dégènerait en tumulte ou en émeute ou qui obstruerait les voies publiques.

Constitution du Costa-Rica

Article 33

Tous les habitants de la République ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes soit en vue de s'occuper d'affaires privées, soit pour discuter des questions politiques et examiner la conduite publique des fonctionnaires.

Constitution de Cuba

Article 37

Les habitants de la République ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes, de décider et de s'associer à toutes les fins licites de la vie, conformément aux règles applicables, sans autres restrictions que celles qu'exige le maintien de l'ordre public.

Constitution du Danemark

Article 86

Les citoyens ont le droit de se réunir sans armes. La police a le droit d'assister aux réunions publiques. Les réunions en plein air peuvent être interdites, lorsqu'elles présentent du danger pour la paix publique.

Article 87

En cas d'émeute, la force armée, si elle n'est pas attaquée ne peut intervenir qu'après que la foule a été trois fois, au nom du roi et de la loi, sommée de se disperser.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

Sont reconnus comme inhérents à la personne humaine :

6. La liberté d'association et de réunion en vue de fins pacifiques.

Egypte. Rescrit royal n° 42

Article 20

Les Egyptiens ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes. La police ne peut assister à leurs réunions et il n'est point nécessaire de l'en'aviser. Cette disposition n'est pas applicable aux réunions publiques, lesquelles sont soumises aux prescriptions de la loi, et ne peut empêcher ou restreindre toute mesure à prendre pour la protection de l'ordre social.

Constitution d'El Salvador

Article 14

Les habitants d'El Salvador peuvent s'associer et se réunir paisiblement et sans armes pour toutes fins licites.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

13. La liberté de s'associer et de se réunir sans armes pour des fins que la loi n'interdit pas.

Constitution des Etats-Unis

1er amendement

Le Congrès ne pourra faire aucune loi restreignant le droit du peuple de s'assembler paisiblement.

Constitution de la Grèce

Article 10

Les Hellènes ont le droit de se réunir tranquillement et sans armes; la police n'a le droit d'assister qu'aux réunions publiques. Les réunions en plein air peuvent être interdites dans le cas où il en résulterait un danger pour la sûreté publique, de la façon déterminée par la loi.

Constitution du Guatemala

Article 31

Est reconnu le droit de se réunir pacifiquement et sans armes.

La loi régleme le droit de se réunir en plein air et celui de manifester. Les manifestations religieuses à l'intérieur des temples sont permises et sont réglementées par la loi correspondante.

Constitution de Haïti

Article 25

Les Haïtiens ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, même pour s'occuper d'objets politiques; en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans néanmoins le soumettre à autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique point aux rassemblements publics, lesquels restent entièrement soumis aux lois de police.

Constitution du Honduras

Article 61

La liberté de réunion sans armes est garantie ainsi que la liberté d'association pour tout but licite.

L'établissement de toute espèce d'associations monastiques est interdite. L'entrée dans le pays des individus faisant partie de ces associations sera réglementée par la loi.

Constitution de l'Irak

Article 12

Tous les Irakiens, ont le droit de se réunir conformément aux termes de la loi.

Constitution de l'Islande

Article 74

Les citoyens ont le droit de se réunir sans armes. La police a le droit d'assister aux réunions publiques. Les réunions en plein air peuvent être interdites lorsqu'elles présentent du danger pour la paix publique.

Constitution du Liban

Article 13

La liberté de réunion est garantie dans les limites fixées par la loi.

Constitution du Libéria

Article I, section 5

Le peuple a le droit à tous moments, de s'assembler en bon ordre et de façon paisible et de consulter sur le bien commun, de donner des instructions à ses représentants et d'adresser des pétitions au gouvernement ou à tout fonctionnaire public pour le redressement des torts.

Constitution du Luxembourg

Article 25

Les Luxembourgeois ont le droit de s'associer. Ce droit ne peut être soumis à une autorisation préalable.

Cette disposition ne s'applique pas aux rassemblements en plein air, politiques, religieux ou autres ces rassemblements restent entièrement soumis aux lois et règlements de police.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 9

Aucune entrave ne pourra être apportée au droit de s'associer ou de se réunir pacifiquement dans un but licite quelconque, mais seuls les citoyens de la République jouiront de ce droit pour s'occuper des affaires politiques du pays. Aucune réunion armée n'a le droit de délibérer.

Ne sera pas tenu pour illégale, et ne pourra pas être dissoute, une assemblée ou réunion ayant pour objet d'adresser une demande ou de présenter une protestation pour un fait quelconque à une autorité, s'il n'est pas proféré des injures contre celle-ci et si des violences ou des menaces ne sont pas employées pour l'intimider ou l'obliger à se prononcer dans le sens désiré.

Article 35

4. Le citoyen jouit des prérogatives suivantes :

III. S'associer pour traiter des affaires politiques du pays.

Constitution du Nicaragua

Article 124

Le droit de se réunir pacifiquement, sans autorisation préalable et sans armes, demeure garanti.

Article 125

Le droit de se réunir en plein air et celui de manifester seront réglementés par les lois de la police.

Constitution de la Norvège

Article 99

2. Le Gouvernement n'est autorisé à employer la force militaire contre les membres de l'Etat que dans les formes déterminées par les lois, à moins que quelque rassemblement ne menace la paix publique, et qu'il ne se disperse immédiatement après trois lectures données à haute voix par l'autorité civile, des articles de la loi nationale sur les insurrections.

Constitution de Panama

Article 39

Tous les habitants de la République ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes à des fins licites. Les manifestations ou réunions en plein air ne sont pas soumises à autorisation. Pour qu'elles puissent avoir lieu, il suffit de prévenir l'autorité administrative locale vingt-quatre heures à l'avance.

L'autorité peut prendre des mesures de police pour prévenir ou réprimer les abus commis dans l'exercice de ce droit, si le mode d'exercice de ce droit entraîne ou risque d'entraîner une perturbation de la circulation, un trouble de l'ordre public ou une violation des droits des tiers.

Constitution du Paraguay

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants :

..... droit de se réunir paisiblement.....

Constitution des Pays-Bas

Article 9

Le droit des régnicoles de s'associer et de se réunir est reconnu. La loi règle et limite l'exercice de ce droit dans l'intérêt de l'ordre public.

Constitution du Pérou

Article 62

Le droit de se réunir paisiblement et sans armes sans compromettre l'ordre public appartient à tous. La loi réglementera l'exercice de ce droit.

Constitution des Philippines

Article III, section 1

(8) Il ne peut être promulgué de loi restreignant le droit des individus à s'assembler paisiblement.

Constitution de la Pologne

Article 108

Les citoyens ont le droit de réunion..... L'exercice de ce droit sera réglé par les lois.

Article 124

La suspension temporaire des droits civiques..... droit de réunion pourra être décrétée sur tout le territoire de l'Etat ou dans certaines localités si la mesure apparaît nécessaire pour des raisons de sécurité publique.

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrits, de publications, d'enseignement, de réunion publique, d'association et de profession.

Constitution de la Syrie

Article 25

La liberté d'association et de réunion est garantie, dans les conditions prévues par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 113

1. Le droit de se réunir paisiblement et sans armes.....
est garanti.

L'exercice des droits de réunion..... est réglé par la loi.

3. La loi peut édicter des restrictions spécialement en ce
qui concerne les assemblées dans les lieux publics..... Elle peut,
de la même manière, fixer les restrictions auxquelles seront soumis les
principes des alinéas précédents, pendant la guerre, ou lorsqu'à l'intérieur
de l'Etat éclatent des événements menaçant gravement la forme républicaine
de l'Etat, la Constitution ou la paix et l'ordre public.

Constitution de la Turquie

Article 79

Les limites de la liberté des contrats, du travail, d'acquisition
et de propriété, de réunion, d'association, ainsi que celle de former
des sociétés, sont expressément déterminées par les lois.

Constitution de l'Ukraine

Article 124

Voir article 125 de la Constitution de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 125

Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le
régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS :

- a) La liberté de parole,
- b) La liberté de la presse,
- c) La liberté des réunions et des meetings,
- d) La liberté des cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition
des travailleurs et de leurs organisations des imprimeries, de stocks de
papier, des édifices publics, des rues, des PTT, et autres conditions
matérielles nécessaires à la réalisation de ce droit.

Constitution de l'Uruguay

Article 37

Le droit de réunion pacifique et sans armes est garanti.
L'exercice de ce droit ne devra pas être contesté par les autorités de la République, si ce n'est en vertu d'une loi et seulement s'il porte atteinte à la santé, à la sécurité et à l'ordre public.

Constitution de la Yougoslavie

Article 27

La liberté de la presse, de parole, d'association, de rassemblement, de réunion publique et de manifestation est garantie aux citoyens.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions

ARTICLE 20

"La liberté d'association existe pourvu que le but de l'association ne soit pas incompatible avec la présente Déclaration des droits."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain) Article VI

Toute personne a le droit de s'associer avec d'autres personnes pour protéger et favoriser des intérêts légitimes.

L'Etat a le droit d'édicter des mesures réglementant l'activité des associations, à condition qu'elles soient appliquées sans discrimination au détriment d'un groupe en particulier et qu'elles ne portent pas essentiellement atteinte au droit d'association.

Article XIV (paragraphe 2)

..... Le droit de former des syndicats ouvriers et des associations professionnelles est lié au droit au travail.

Cuba Article 15

Le droit de se réunir et de collaborer avec les autres hommes en vue de favoriser la réalisation de buts légitimes.

Panama (Institut de droit américain) Article 5

Est due à chacun la liberté de participer à la constitution d'associations de caractère politique, économique, religieux, social, culturel ou autres à des fins qui ne sont pas incompatibles avec les articles de la présente déclaration.

L'Etat a le devoir de protéger cette liberté.

B. Propositions

Inde

I (a)

Tout être humain a droit à la liberté et notamment à la liberté de réunion et d'association.

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Argentine

Article 14

Tous les habitants de la nation jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir : le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite; le droit de naviguer et de commercer; d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer sur le territoire argentin; d'y résider, de le traverser et d'en sortir; de publier ses idées par la voie de la presse et sans censure préalable; d'user et de disposer de sa propriété; de s'associer dans un but utile; de professer librement son culte; d'enseigner et de s'instruire.

Constitution de la Belgique

Article 20

Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive.

Constitution de la Biélorussie

Article 101

Voir Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, article 126.

Constitution de la Bolivie, 28 octobre 1938.

Article 6

..... 4. Se réunir et s'associer pour exercer les divers modes d'activité, sous réserve qu'il ne soit pas porté atteinte à la sûreté de l'Etat.

Article 125

La liberté d'association syndicale et professionnelle est garantie et le droit de conclure des contrats collectifs est reconnu.

Constitution du Brésil, 18 septembre 1946

Article 141

N° 12. Est garantie la liberté d'association à des fins licites. Aucune association ne pourra être dissoute d'autorité, si ce n'est en vertu d'un jugement.

N° 13. Sont interdits la constitution, l'enregistrement et l'activité de tout parti politique ou association dont le programme ou l'action

seraient contraires au régime démocratique, lequel est fondé sur la pluralité des partis et sur la garantie des droits fondamentaux de l'homme.

Article 159

L'association professionnelle ou syndicale est libre. La loi régleme la constitution des associations, leur représentation légale dans les conventions de travail ainsi que l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées par les pouvoirs publics.

Constitution du Chili, 18 septembre 1925

Article 10

La Constitution assure à tous les habitants de la République :

5. Le droit de s'associer sans autorisation préalable et conformément à la loi.

Constitution de la Chine

Article 14

Tous les citoyens jouissent du droit d'association.

Constitution de la Colombie, 4 août 1886

Article 47

Les juntas politiques populaires de caractère permanent sont interdites.

Article 44

1. Il est permis de former des compagnies, des associations et des fondations, à condition qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public. Les associations et les fondations peuvent être reconnues comme personnes morales.

2. Les associations religieuses devront présenter à l'autorité civile afin de rester sous la protection des lois, l'autorisation accordée par l'autorité religieuse supérieure.

Constitution du Costa-Rica

Article 55

Les employeurs ainsi que tous les travailleurs pourront se syndiquer librement à des fins correspondant exclusivement à leur activité économique et sociale, conformément à la loi.

Constitution de la République de Cuba

Article 37

La formation et l'existence d'organisations politiques contraires au régime du gouvernement représentatif et démocratique de la République, ou qui portent atteinte à l'intégrité de la souveraineté nationale sont illégales.

Article 69

Il est reconnu aux patrons, employés des entreprises privées et ouvriers, le droit de se syndiquer aux fins exclusives de leur activité économique et sociale.

L'autorité compétente disposera d'un délai de trente jours pour accepter ou refuser l'enregistrement d'un syndicat ouvrier ou patronal. L'enregistrement conférera la personnalité morale aux syndicats ouvriers ou patronaux. La loi réglementera tout ce qui concerne la reconnaissance d'un syndicat par les patrons et par les ouvriers respectivement.

Les syndicats ne pourront être définitivement dissous sans un jugement définitif des tribunaux.

Les comités directeurs de ces associations seront constitués exclusivement par des Cubains de naissance.

Constitution du Danemark

Article 85

Les citoyens ont le droit de former des associations pour tout objet légal sans autorisation préalable. Aucune association ne peut être dissoute par mesure de gouvernement. Néanmoins, les associations peuvent être provisoirement interdites; il doit être alors procédé immédiatement, contre elles, à des poursuites régulières aux fins de les faire dissoudre.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

Sont reconnus comme inhérents à la personnalité humaine :

6. La liberté d'association et de réunion en vue de fins pacifiques.....

Article 103

L'organisation de partis et d'associations politiques conformément à la loi est libre, pourvu que leurs tendances soient conformes aux principes posés par l'article 2 de la présente Constitution.

Constitution d'El Salvador

Article 32

Aucune corporation permanente, civile ou ecclésiastique, quel qu'en soit le caractère, la dénomination ou l'objet, n'aura capacité légale de conserver en propriété ou d'administrer pour son propre compte des immeubles, à l'exception de ceux destinés immédiatement et directement au service ou à l'objet de l'institution.

Article 35

Le droit d'association est garanti. Seul l'établissement de congrégations conventuelles et de toute espèce d'institutions monastiques est interdite.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

13. La liberté de s'associer et de se réunir sans armes pour des fins que la loi n'interdit pas.

Article 188

Les Equatoriens jouissent des garanties spéciales qui suivent :

4. Le droit d'adhérer à des partis ou autres associations politiques dont les buts ne sont pas en contradiction avec la Constitution pour intervenir dans la politique nationale.

Constitution de la France

Paragraphe 6

Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

Constitution de la Grèce

Article 11

Les Hellènes ont le droit de s'associer, en observant les lois de l'Etat, lesquelles, toutefois, ne sauraient en aucun cas faire dépendre ce droit d'une autorisation préalable du gouvernement.

Une association ne peut être dissoute pour infractions aux dispositions de la loi que par arrêt de justice.

Constitution du Guatemala

Article 32

Est garanti le droit d'association aux diverses fins qui intéressent la vie humaine, conformément à la loi.

Est interdit l'établissement de congrégations conventuelles et de toute espèce d'institutions ou d'associations monastiques, ainsi que la formation et le fonctionnement d'organisations politiques à caractère international ou étranger. Ne sont pas comprises dans cette interdiction les organisations qui encouragent l'union des républiques de l'Amérique centrale et les doctrines panaméricaines ou celles de solidarité continentale.

Article 33

Les Guatémaltèques ont le droit de s'organiser en partis politiques lesquels doivent être déclarés conformément aux dispositions de la loi électorale.

Constitution de Haïti

Article 26

Les Haïtiens ont le droit de s'associer, de se grouper en partis politiques, en syndicats et en coopératives.

Ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive. Nul ne peut être contraint de s'affilier à une association ou à un parti politique.

La loi réglemente les conditions de fonctionnement de ces groupements.

Constitution du Honduras

Article 61

La liberté de réunion sans armes est garantie ainsi que la liberté d'association pour tout but licite.

L'établissement de toutes espèces d'associations monastiques est interdit. L'entrée dans le pays des individus faisant partie de ces associations sera réglementée par la loi.

Iran., Complément à la loi constitutionnelle

Article 21

Les associations et les réunions qui ne donnent lieu à aucun désordre religieux ou civil et qui ne sont pas contraires à l'ordre sont libres dans tout le territoire du pays. Toutefois, leurs membres ne doivent être porteurs d'aucune arme, et ils doivent se conformer aux dispositions

établies par la loi à ce sujet. Les réunions sur les voies et les places publiques doivent se conformer aux lois de police.

Constitution de l'Irak

Article 12

Tous les Irakiens..... ont le droit de se réunir, de former des associations et d'en être membres, conformément aux termes de la loi.

Constitution de l'Islande

Article 73

Les citoyens ont le droit de former des associations pour tout objet légal, sans autorisation préalable. Aucune association ne peut être dissoute par mesure de gouvernement. Les associations peuvent néanmoins être provisoirement interdites, mais il doit être procédé immédiatement à des poursuites régulières contre elles pour les faire dissoudre.

Constitution du Liban

Article 13

La liberté d'association est garantie dans les limites dictées par la loi.

Constitution du Luxembourg

Article 26

Les Luxembourgeois ont le droit de s'associer. Ce droit ne peut être soumis à aucune autorisation préalable. L'établissement de toute corporation religieuse doit être autorisé par une loi.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 9

Aucune entrave ne pourra être apportée au droit de s'associer et de se réunir pacifiquement dans un but licite quelconque, mais seuls les citoyens de la République jouiront de ce droit pour s'occuper des affaires politiques du pays. Aucune réunion armée n'a le droit de délibérer...

Article 28

Ne constituent pas des monopoles les associations de travailleurs formées pour protéger leurs propres intérêts.

Ne constituent pas non plus des monopoles les associations ou sociétés coopératives de producteurs qui, pour la défense de leurs intérêts ou dans l'intérêt général, vendent directement sur les marchés étrangers les produits nationaux ou industriels qui constituent la principale source de richesse de la région où ils sont produits, et

qui ne sont pas des articles de première nécessité, pourvu que ces associations se trouvent sous la surveillance ou la protection du gouvernement fédéral ou des Etats et qu'elles aient obtenu, à cet effet, dans chaque cas, l'autorisation des législatures respectives. Ces mêmes législatures, soit d'elles-mêmes, soit sur la proposition de l'exécutif, pourront retirer, lorsque les besoins publics l'exigeront, les autorisations accordées pour la formation des associations dont il s'agit.

Article 123

Le Congrès de l'Union et les Législatures des états devront édicter des lois sur le travail, fondées sur les besoins de chaque région, sans contrevenir aux bases suivantes, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans et, d'une manière générale, tout contrat de travail :

16. Tant les ouvriers que les chefs d'entreprise auront le droit de se coaliser pour la défense de leurs intérêts respectifs en constituant des syndicats, des associations professionnelles, etc...

Article 130

Il appartient aux pouvoirs fédéraux d'exercer, en matière de culte religieux et de discipline externe, l'intervention déterminée par les lois. Les autres autorités agiront comme auxiliaires de la Fédération.

Est strictement défendue la formation de toute espèce de groupement politique dont le titre comprendrait un mot ou une indication quelconque ayant rapport à quelque confession religieuse. Dans les temples ne pourront être tenues des réunions de caractère politique.

Constitution de Panama

Article 67

Le droit de se grouper en syndicats à des fins d'activité exclusivement économique et sociale est reconnu aux patrons, aux employés, aux ouvriers et aux membres des professions libérales de toutes catégories.

Le pouvoir exécutif disposera d'un délai de trente jours, non susceptible de prorogation, pour autoriser ou refuser l'enregistrement

d'un syndicat ouvrier ou patronal. L'inscription confèrera au syndicat la personnalité juridique. La loi réglementera tout ce qui concerne la reconnaissance par le pouvoir exécutif des syndicats de patrons, d'employés, d'ouvriers ou de membres de profession libérales.

Le pouvoir exécutif ne pourra dissoudre un syndicat que s'il s'écarte des fins qui lui sont propres et si un tribunal compétent en décide ainsi par une décision non susceptible de recours.

Le personnel de direction de ces associations sera exclusivement composé de Panamiens.

Article 40

Il est permis de former des sociétés, des associations et des fondations non contraires à la morale et à l'ordre public; elles peuvent obtenir d'être reconnues comme personnes juridiques.

Constitution du Paraguay

Article 19

Conformément aux lois qui réglemementent leur exercice tous les habitants de la République jouissent des droits suivants :
droit d'association à des fins licites

Article 32

L'Etat contrôlera et réglementera l'organisation, le fonctionnement et les activités des groupements ou des organismes de caractère public.

Constitution des Pays-Bas

Article 9

Le droit des régnicoles de s'associer et de se réunir est reconnu. La loi règle et limite l'exercice de ce droit dans l'intérêt de l'ordre public.

Constitution du Pérou

Article 27

L'Etat reconnaît la liberté d'association et des conventions.

Les conditions de l'exercice de ces libertés sont réglées par la loi.

Article 53

L'Etat ne reconnaît pas l'existence légale de partis politiques appartenant à une organisation internationale. Les membres de ces partis ne peuvent assumer des fonctions politiques.

Constitution des Philippines

Article III, section 1.

6. Il ne peut être apporté de restriction au droit de former des associations ou sociétés n'ayant pas des fins contraires à la loi.

Constitution de la Pologne

Article 108

Les citoyens ont le droit de coalition, de réunion et de fondation de sociétés et d'associations.

L'exercice de ces droits sera réglé par les lois.

Article 124

La suspension temporaire des droits civiques..... droit de coalition, de réunion et d'association (article 108) pourra être décrétée sur tout le territoire de l'Etat ou dans certaines localités si la mesure apparaît nécessaire pour des raisons de sécurité publique.

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrits, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'associations ou de profession.

Constitution de la Syrie

Article 25

La liberté d'association et de réunion est garantie dans les conditions prévues par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 113

1.... Le droit de former des associations est garanti.

3. La loi peut édicter des restrictions, spécialement en ce qui concerne..... la participation des étrangers aux associations politiques. Elle peut, de la même manière fixer les restrictions auxquelles seront soumis les principes des alinéas précédents, pendant la guerre, ou lorsqu'à l'intérieur de l'Etat éclatent des événements menaçant gravement la forme républicaine de l'Etat, la Constitution ou la paix et l'ordre publics.

Article 114

1. Le droit d'association pour protéger et améliorer les conditions économiques et la situation des ouvriers et des employés est garanti.

2. Tous les actes soit des individus, soit des associations portant une atteinte expresse à ce droit, sont défendus.

Constitution de la Turquie

Article 70

L'inviolabilité personnelle, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de presse, de circulation, de contrats, de travail, d'acquisition, de propriétés, de réunion, d'association ainsi que celle de former des sociétés, sont des droits naturels des Turcs.

Article 79

Les limites de la liberté des conventions, du travail, d'acquisition de propriétés, de réunion, d'association, ainsi que celle de former des sociétés, sont essentiellement déterminées par des lois.

Constitution de l'Ukraine

Article 125.

Voir Constitution de l'URSS, article 126.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 126

Conformément aux intérêts des travailleurs, et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l'URSS de se grouper en organisations sociales : syndicats, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisations de sport et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques;

Constitution de l'Uruguay

Article 38

Toutes les personnes ont le droit de s'associer, quel que soit le but visé, pourvu que l'association fondée n'ait pas été déclarée illicite par la loi.

Article 56

La loi encouragera l'organisation des syndicats professionnels en leur accordant des exemptions et en déterminant les règles à suivre pour obtenir la reconnaissance de leur personnalité juridique.

Elle favorisera également la création de tribunaux de conciliation et d'arbitrage.

Constitution de la Yougoslavie

Article 27

La liberté de presse, de parole, d'association, de rassemblement, de réunion publique et de manifestation est garantie aux citoyens.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 2

La liberté d'expression et d'association est d'importance vitale pour la préservation des libertés fondamentales et pour favoriser le progrès spirituel et matériel de l'humanité. Ces droits doivent être inviolables tant pour ceux qui s'opposent au parti au pouvoir ou au régime en vigueur à un moment déterminé, que pour ceux qui les soutiennent.

La liberté véritable exige le droit d'association et d'organisation en différents groupements culturels, religieux, économiques, politiques et syndicaux, sans la crainte de la menace d'un contrôle direct ou indirect et la contrainte du gouvernement ou de toutes autres institutions.

ARTICLE 21

"Tout individu peut fonder des établissements d'enseignement,
conformément aux conditions établies par la loi.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES
DROITS DE L'HOMME

M. Cassin (France) :

fait remarquer que le droit à l'instruction et la liberté d'enseignement
sont deux choses différentes qu'il convient de ne pas confondre.

Note

Ce projet établit soigneusement la distinction entre ces deux questions.
L'article 21, traite de la liberté d'enseignement tandis que l'article 36
traite du droit à l'instruction.

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTEE
A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclaration internationale .

Chili (Comité juridique interaméricain) Article XVII (paragraphe 4-5).

L'Etat a le droit de fixer les normes générales auxquelles doivent
se conformer les établissements qui dispensent l'instruction, à la
condition que ces normes respectent les autres droits fondamentaux
et qu'elles soient les mêmes pour les écoles publiques et les écoles
privées.

Le droit à l'instruction entraîne le droit d'enseigner, sous réserve
des limites appliquées au droit à l'instruction.

Cuba

Pas de dispositions.

Panama

Pas de dispositions.

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions.

Etats-Uni

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, principes fondamentaux de gouvernement. Article 21

En Afghanistan, l'enseignement des sciences islamiques est libre. Tout sujet afghan est autorisé à donner l'enseignement des sciences islamiques en public et en privé; au contraire, les étrangers, sauf les personnes engagées pour l'enseignement des sciences, des industries, et des langues étrangères, ne sont pas autorisés à ouvrir et diriger des écoles à l'intérieur du pays d'Afghanistan.

Article 22

Toutes les écoles d'Afghanistan sont soumises au contrôle et à la surveillance du Gouvernement afin que l'éducation et l'enseignement ne soient pas contraires aux opinions et aux préceptes islamiques, et qu'ils soient conformes aux intérêts scientifiques, artistiques et industriels. Toutefois, les systèmes d'enseignement qui concernent les croyances et les rites des sujets non musulmans ne seront pas troublés.

Constitution de l'Argentine Article 14.

Tous les habitants de la nation jouissent des droits suivants, conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir : le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite, le droit de naviguer et de commercer; d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir; de publier leurs idées par la voie de la presse sans censure préalable; d'user et de disposer de leurs propriétés; de s'associer dans un but utile; de professer librement leur culte, d'enseigner et de s'instruire.

Constitution de la Bolivie Article 6.

Toute personne jouit des droits fondamentaux suivants, conformément aux lois qui en réglementent l'exercice :

6. enseigner sous la surveillance de l'Etat.

Article 156

Les écoles privées seront soumises aux mêmes autorités, aux mêmes programmes, projets et règles officielles. La liberté de l'enseignement religieux est reconnue.

Article 157

Les écoles entretenues par les institutions de charité bénéficieront de l'aide de l'Etat.

Article 158.

L'enseignement primaire, secondaire, normal et spécialisé sera réglementé par le conseil national de l'instruction publique, qui jouira de l'autonomie technique et administrative.

Constitution du Brésil

Article 166.

Tous les citoyens ont droit à l'éducation et à l'instruction, qui leur sera donnée au foyer ou à l'école. Elle doit s'inspirer des principes de liberté et des idéaux de solidarité humaine.

Article 167.

L'enseignement dans les différentes branches du savoir sera donné par les pouvoirs publics; il reste ouvert à l'initiative privée, à condition que les lois qui réglementent l'enseignement soient respectées.

Constitution du Chili

Article 10.

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

7. La liberté d'enseignement. L'instruction publique est l'objet de l'attention particulière de l'Etat. L'instruction primaire est obligatoire.

Constitution de la Chine

Article 11.

Tous les citoyens ont libre accès à l'enseignement et jouissent du droit de parler, d'écrire, et de publier en toute liberté.

Constitution de la Colombie

Article 41.

La liberté de l'enseignement est garantie. L'Etat aura cependant l'inspection et la surveillance générale des établissements d'enseignement, publics ou privés, afin de veiller à la réalisation des buts sociaux de la culture et à la meilleure formation intellectuelle, morale et physique des élèves.

Constitution du Costa-Rica

Article 68.

Tout Costa-Ricain ou tout étranger est libre de donner ou de recevoir l'instruction de son choix dans les établissements qui ne sont pas subventionnés par les fonds publics.

Constitution de Cuba

Article 47.

L'Etat attache un intérêt primordial à la culture, dans toutes ses manifestations. La recherche scientifique, l'expression artistique, et la publication de leurs résultats, ainsi que l'enseignement sont libres, sous réserve, en ce qui concerne ce dernier, de l'inspection et de la réglementation incombant à l'Etat et établies par la loi.

Article 54.

Les universités officielles ou privées, et toutes autres institutions ou centres de hautes études, pourront être créés. La loi déterminera la réglementation qui leur sera applicable.

Article 55

L'enseignement officiel sera laïque. Les établissements d'enseignement privé seront soumis à la réglementation et à l'inspection de l'Etat; toutefois, ils conserveront le droit de donner, à côté de l'instruction technique, l'éducation religieuse qu'ils désirent.

Article 56

Dans tous les établissements d'enseignement public ou privé, l'enseignement de la littérature, de l'histoire et de la géographie cubaine, de l'éducation civique et de la constitution devra être donné par des professeurs cubains de naissance et d'après les textes dont les auteurs soient également cubains de naissance.

Egypte. Rescrit royal n° 42

Article 17

L'enseignement est libre en tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public ou aux bonnes moeurs.

Constitution de l'Equateur

Article 171

Les municipalités pourront subventionner l'enseignement privé gratuit.

Constitution de la Grèce

Article 16

Il est permis à des particuliers et à des personnes morales de fonder des écoles libres, fonctionnant selon la constitution et les lois de l'Etat.

Constitution du Guatemala

Article 81

Les établissements privés d'enseignements sont soumis à l'inspection de l'Etat...

Constitution du Honduras

Article 60

La liberté de l'enseignement est garantie. L'enseignement auquel il est pourvu avec les deniers publics sera laïque. L'enseignement primaire sera en outre gratuit et obligatoire et sera subventionné par les municipalités et par l'Etat.

Constitution du Liban

Article 10

L'enseignement est libre tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes moeurs et qu'il ne touche pas à la dignité des confessions.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 3

Seul l'Etat - la fédération, les états ou les municipalités - donnera l'enseignement primaire secondaire et normal. Les particuliers désirant donner l'enseignement dans l'un quelconque des trois degrés qui précèdent seront autorisés à le faire sous réserve, dans tous les cas, d'observer les règles ci-après : les établissements privés d'enseignement de tous les types et de tous les degrés devront se conformer sans exception aux dispositions du premier paragraphe du présent article.

Ils devront être confiés à des personnes qui, d'après l'Etat, auront une préparation professionnelle, une moralité adéquate et une idéologie conforme à ces principes. En conséquence, les congrégations religieuses, les ministres des cultes, les sociétés par actions qui consacrent leur activité en totalité ou en majeure partie à l'éducation, ainsi que les associations ou sociétés liées par la propagande d'une confession religieuse quelconque, n'interviendront en aucune façon dans le fonctionnement des établissements où se donne l'éducation primaire, secondaire ou normale et elles ne pourront y contribuer financièrement.

2. Il appartient à l'Etat d'élaborer des plans, des programmes et des méthodes d'enseignement.

3. Aucune institution privée d'enseignement ne pourra fonctionner sans avoir au préalable obtenu, dans tous les cas l'autorisation expresse des pouvoirs publics.

4. A tout moment, l'Etat pourra révoquer les autorisations accordées.

Il n'y aura aucun recours en justice contre cette révocation.

Les mêmes normes s'appliqueront à l'enseignement de tous genres et de toutes catégories qui pourra être donné aux travailleurs industriels ou paysans.

L'Etat pourra à discrétion et à tout moment retirer la reconnaissance de validité officielle des études délivrée aux institutions privées d'enseignement.

Constitution du Nicaragua

Article 56.

La collation de grades académiques et de diplômes professionnels appartient exclusivement à l'Etat qui fixera les examens et conditions nécessaires à leur obtention.

Article 87

Le régime de l'enseignement reste sous l'inspection technique de l'Etat.

Article 90

La loi réglementera la préparation aux carrières libérales, déterminant les professions qui requièrent un diplôme préalable pour leur exercice et les formalités pour l'obtenir.

Article 153

L'Etat garantit la liberté de la chaire.

Article 154

Les sciences, les lettres et les arts comme leur enseignement sont libres dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux bonnes moeurs et à l'ordre public.

Constitution du Panama

Article 79

La liberté de l'enseignement est garantie. L'Etat pourra toutefois intervenir auprès des établissements d'enseignement privés pour veiller à ce que soient respectées les fins nationales et sociales de la culture, et à ce que les élèves soient assurés de recevoir la meilleure formation intellectuelle, morale, civique et physique.

Article 81.

L'enseignement de l'histoire de la patrie et de l'éducation civique sera toujours donné par des professeurs nationaux.

Dans aucun établissement d'enseignement privé, l'enseignement ne pourra être donné dans une langue étrangère sans autorisation du ministère de l'éducation accordée pour des motifs reconnus d'intérêt public. Les programmes d'enseignement primaire des écoles privées seront les mêmes que ceux des écoles publiques; l'autorisation de créer des cours supplémentaires dans une langue quelconque pourra être accordée.

Il est obligatoire pour les écoles privées de faire figurer dans leur programme d'enseignement secondaire l'étude de l'histoire et de la géographie nationales et de l'éducation civique.

Article 85

Ne sont reconnus que les titres académiques et professionnels délivrés par l'Etat ou autorisés par lui, conformément aux dispositions légales.

Article 88.

On reconnaît la liberté de la chaire professorale sans autres restrictions que celles que le Statut universitaire établira pour des raisons d'ordre public.

Constitution du Paraguay

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants : ...
droit à l'instruction et à l'enseignement.

Article 20

... L'organisation et l'inspection de l'enseignement sont à la charge de l'Etat.

Constitution du Pérou

Article 80

L'Etat garantit la liberté de la chaire professorale.

Constitution de la Pologne

Article 117

Tout citoyen a le droit d'enseigner, de fonder une école ou un établissement d'éducation et de l'administrer, à condition de satisfaire aux conditions fixées par la loi en ce qui concerne les titres universitaires, la sécurité des enfants à lui confiés et le loyalisme envers l'Etat.

Toutes les écoles et tous les établissements d'enseignement, tant publics que privés, sont soumis à la surveillance des autorités de l'Etat dans les limites fixées par les lois;

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrit, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession.

Constitution de la Syrie

Article 19

L'enseignement est libre pour autant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs et qu'il ne touche pas à la dignité de la patrie ni des religions.

Article 20

Le but de l'enseignement est de relever le niveau moral et intellectuel de la population dans le cadre de l'esprit national et de réaliser la concorde et la fraternité de tous les citoyens.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 120

L'organisation d'établissements privés d'enseignement et d'éducation n'est permise que dans les conditions prévues par la loi.

2. Le droit de direction et de contrôle de tout enseignement ou éducation appartient à l'administration d'État.

Constitution de la Turquie

Article 80

L'enseignement de toute nature est libre, sous la surveillance et le contrôle du gouvernement et dans les limites de la loi.

Constitution de l'Uruguay

Article 59

La liberté de l'enseignement est garantie.

L'intervention de l'État sera réglementée par la loi et son seul but sera de garantir l'hygiène, la moralité, la sécurité et l'ordre public.

Les parents et les tuteurs ont le droit de choisir, pour l'éducation de leurs enfants ou de leurs pupilles, les maîtres et les établissements qu'ils désirent.

Article 60

Les établissements d'enseignement privés qui donnent une éducation gratuite à un nombre suffisant d'élèves et de la manière déterminée par la loi, ainsi que les établissements culturels seront exonérés d'impôts nationaux et municipaux, à titre de subvention pour les services rendus.

Constitution de la Yougoslavie

Article 38

Les écoles appartiennent à l'Etat. La loi seule peut autoriser la fondation d'écoles privées, mais leur travail reste sous le contrôle de l'Etat.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR
LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A.

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 22

"Tout individu a droit à la propriété personnelle.

Le droit d'être en tout ou partie propriétaire d'entreprises industrielles, commerciales ou autres entreprises à but lucratif est régi par la loi du pays où l'entreprise est située.

L'état peut réglementer l'acquisition et l'usage de la propriété privée et déterminer les biens susceptibles d'appropriation privée.

Nul ne peut être privé de sa propriété sans une juste indemnité."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

Mr Hodgson (Australie) :

"... qu'avons nous à l'esprit lorsque nous parlons des droits de l'homme ? Nous faisons allusion ou nous pensons à des minorités, à des nationalités, aux apatrides, aux droits d'option, à la propriété..." +

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain) Article VIII (paragraphe 1,
3, 4, 5).

Toute personne a le droit de posséder des biens.

L'Etat peut déterminer par des lois générales les restrictions qui peuvent être imposées à la possession de biens dans le souci de maintenir la justice sociale et de servir l'intérêt général de la communauté..

Le droit de propriété privée comprend le droit de libre disposition des biens, sous réserve toutefois des limites que l'Etat imposera dans l'intérêt de la conservation du patrimoine familial.

Le droit de propriété privée est subordonné au droit d'expropriation que l'Etat peut exercer à des fins d'intérêt public; le propriétaire reçoit alors une indemnité équitable.

Cuba

Article 16

Le droit d'échapper à toute expropriation, si ce n'est par l'exécution de décisions de justice dans l'intérêt de la collectivité.

Panama (Institut de droit américain)

Article 10

Tout homme a le droit de posséder des biens conformément au droit commun. L'Etat ne privera personne de ses biens, sauf dans l'intérêt général et moyennant une juste compensation.

B. Propositions

Inde

I. c

Tout être humain a droit à la sécurité et le droit de posséder des biens sous la seule réserve du respect de l'intérêt public qui doit l'emporter sur toute autre considération, lorsque l'Etat ou ses organes qualifiés exproprient contre paiement d'une juste indemnité.

Etats-Unis

II. (2)

Les catégories de droits dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient, notamment, les suivants ::

- a) et droits relatifs à la propriété.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux de gouvernement

Article 15

En Afghanistan, la propriété et le bien de toute personne sont en sûreté. Si une propriété est nécessaire à l'Etat en raison d'un intérêt public, conformément aux prescriptions de la sainte Chariat et aux lois établies à cet effet, elle pourra être expropriée, moyennant le paiement préalable de sa valeur à son propriétaire.

Article 17

La confiscation des biens et des propriétés des habitants est interdite, sauf à l'égard des personnes qui résident en dehors du pays et qui agissent ou font des publications contre le Gouvernement de l'Afghanistan.

Constitution de l'Argentine

Article 14

Tous les habitants de la Nation d'Argentine jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir :
le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite; le droit

de naviguer et de commercer; d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir; de publier ses idées par la voie de la presse, sans censure préalable; d'user et de disposer de sa propriété; de s'associer dans un but utile; de professer librement son culte; d'enseigner et de s'instruire.

La propriété est inviolable, et aucun habitant de la nation ne peut en être dépouillé, sinon en vertu d'une sentence fondée sur la loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être autorisée par une loi et donner lieu à une indemnité préalable. Seul le Congrès établit les contributions énoncées à l'article 4. Aucun service personnel ne peut être exigé, sinon en vertu d'une loi ou d'un jugement fondé sur la loi. Tout auteur ou inventeur est propriétaire exclusif de son oeuvre, invention ou découverte, pour la durée fixée par la loi.

La confiscation des biens est à jamais rayée du Code pénal argentin. Aucun corps armé ne peut procéder à des réquisitions, ni exiger de corvées d'aucune sorte.

Constitution de la Belgique

Article 11

Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique dans les cas et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Article 12

La peine de la confiscation des biens ne peut être établie.

Constitution de la Biélorussie

Articles 9 et 10

Voir Constitution de l'URSS, articles 9 et 10.

Constitution de la Bolivie

Article 121

Le travail et le capital, en tant que facteurs de la production, jouissent de la protection de l'Etat.

Article 17

.... l'expropriation pour cause d'utilité publique pourra être ordonnée sous les conditions établies par la loi et moyennant une juste

La propriété est toujours inviolable quand elle remplit une fonction sociale.

Article 15

La confiscation des biens ne sera jamais prononcée comme châtiment politique.

Constitution du Brésil

Article 156

La loi facilitera l'installation de l'homme sur les terres, en établissant des plans de colonisation et d'exploitation des terres publiques. A cet effet, on donnera la préférence aux nationaux et, parmi eux, aux habitants des zones appauvries et aux chômeurs.

Article 141

16. Le droit de propriété est garanti, sauf le cas d'expropriation pour cause de nécessité ou d'utilité publiques, ou lorsque l'intérêt social l'exige ou moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité en espèce. En cas de danger imminent, tel que la guerre ou des troubles intérieurs, les autorités compétentes pourront, si le bien l'exige, faire usage d'une propriété privée, mais le propriétaire aura le droit de se faire indemniser ultérieurement.

31. Il n'y aura pas de peines de confiscation.

.... La loi prévoiera le séquestre ou la confiscation des biens, dans le cas d'enrichissement illicite, obtenu par trafic d'influence ou par abus de fonction, dans le cas de fonctionnaires publics ou d'employés d'une institution autarcique.

17. Les inventions industrielles appartiennent à leurs auteurs, auxquels la loi garantira un privilège temporaire ou accordera une juste récompense, lorsque la divulgation de l'invention sera utile à la collectivité.

18. La propriété des marques déposées, industrielles ou commerciales est garantie, ainsi que l'usage exclusif de la raison sociale.

19. Le droit de reproduction des œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques appartient exclusivement à leur auteurs. Les héritiers des auteurs jouiront de ce droit pendant le temps fixé par la loi.

Article 147

L'usage de la propriété sera subordonné au bien-être de la société.
La loi pourra, sous réserve des dispositions de l'article 141, paragraphe 16, faciliter la juste distribution de la propriété, avec égalité d'accès pour tous.

Article 146

L'Union pourra, par une loi spéciale, intervenir dans le domaine économique et établir un monopole pour une industrie ou une activité déterminée. Cette intervention sera fondée sur l'intérêt public et sera limitée par les droits fondamentaux garantis par la présente Constitution.

Article 154

L'usure, sous toutes ses formes, sera punie par la loi.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

10. L'inviolabilité de toutes les propriétés sans aucune distinction.

Nul ne peut être privé de sa propriété en tout ou en partie, ni du droit qu'il pourrait avoir à cette propriété, si ce n'est en vertu d'une sentence judiciaire ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique, fondée sur une loi. En ce dernier cas, il sera versé préalablement au propriétaire, une indemnité fixée à l'amiable ou déterminée par le jugement correspondant.

L'exercice du droit de propriété est soumis aux limitations ou aux règles qu'exige le maintien et le progrès de l'ordre social, et, à cet égard, la loi pourra imposer des obligations ou des servitudes d'utilité publique en faveur des intérêts généraux de l'Etat, de la santé des citoyens et de la salubrité publique.

11. La propriété exclusive de toute découverte ou production, pour le temps fixé par la loi. Si celle-ci exige l'expropriation, une indemnité équitable sera attribuée à l'auteur ou à l'inventeur.

Article 18

... Il ne pourra ... être procédé en aucun cas à la confiscation des biens, sans préjudice de la saisie dans les cas établis par la loi.

Constitution de la Chine

Article 15

L'Etat garantit à tous les citoyens le droit à la subsistance, le droit au travail et le droit de propriété.

Article 142

L'économie nationale a pour principe d'assurer au peuple les moyens d'existence, et vise à établir une répartition équitable des terres et un juste contrôle du capital, en vue de réaliser le développement bien équilibré de l'économie nationale et des ressources des individus.

Article 143

En principe, toutes les terres situées dans la République de la Chine appartiennent à l'ensemble des citoyens. La loi protège et définit la propriété privée acquise conformément aux dispositions de la loi.

Les terres qui appartiennent à des individus sont passibles d'impôts au prorata de leur valeur, et le gouvernement peut se porter acquéreur de ces terres pour le montant de leur valeur.

Si un terrain, quel qu'il soit, acquiert une plus-value ne provenant pas d'un travail ou de l'utilisation d'un capital, l'Etat impose un impôt sur la plus-value et en utilise le produit au profit de l'ensemble des citoyens.

En ce qui concerne la répartition et la redistribution des terres, l'Etat, en principe, aide les propriétaires exploitant et les personnes qui travaillent elles-mêmes la terre et délimite également les terres où ces personnes peuvent exercer leur métier.

Constitution de la Colombie

Article 30

La propriété privée et les autres droits acquis à juste titre et conformément aux lois civiles par des personnes physiques ou morales sont garantis. Ils ne peuvent pas être altérés ni méconnus par des lois postérieures.

Quand l'application d'une loi édictée pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social mettra les droits des particuliers en conflit avec la nécessité reconnue par cette même loi, l'intérêt privé devra s'effacer devant l'intérêt public et social. La propriété est une fonction sociale qui implique des obligations.

Pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social définis par le législateur, il pourra y avoir expropriation après une sentence judiciaire et moyennant une indemnisation préalable.

Cependant, pour des raisons d'équité, le législateur, après approbation de la majorité absolue des membres des deux Chambres, pourra déterminer les cas dans lesquels l'expropriation ne donnera pas lieu à indemnisation.

Article 35

La propriété littéraire et artistique sera protégée et transmissible; elle jouera pendant la vie de l'auteur et pendant une période de quatre-vingts ans après sa mort, à condition de remplir les formalités prescrites par la loi.

La même garantie est accordée aux propriétaires d'oeuvres publiques dans les pays de langue espagnole, à condition que la nation en question reconnaisse dans sa législation le principe de la réciprocité et sans qu'il soit nécessaire de passer à cet effet des conventions internationales.

Article 34

On ne pourra pas prononcer la peine de confiscation.

Article 33

En temps de guerre, et seulement pour contribuer au rétablissement de l'ordre public, l'expropriation pourra être ordonnée par des autorités autres que l'autorité judiciaire et ne pas être précédée du versement d'une indemnité.

Dans ce cas, la propriété immobilière pourra seulement être occupée temporairement, soit pour les nécessités de la guerre, soit

pour en tirer des produits nécessaires à la guerre; cette occupation sera considérée comme une peine pécuniaire imposée aux propriétaires conformément à la loi.

La nation sera toujours responsable des expropriations opérées par le gouvernement ou ses agents.

En Colombie, tous les immeubles doivent être cessibles. Il ne doit pas y avoir d'obligations perpétuelles.

Constitution du Costa-Rica

Article 23

La République ne reconnaît ni titres héréditaires, ni emplois vénaux; elle interdit l'établissement de substitutions.

Article 29

La propriété est inviolable; nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est pour une raison d'intérêt public légalement prouvée, et moyennant une indemnité préalable, conformément à la loi. En cas de guerre ou de troubles intérieurs, il n'est pas indispensable que l'indemnité soit préalable.

Pour des motifs de nécessité publique, le Congrès pourra, par vote des deux tiers de la totalité de ses membres, imposer à la propriété des restrictions d'intérêt social.

Constitution de Cuba

Article 24

La confiscation des biens est interdite. Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est par l'autorité judiciaire compétente et pour cause justifiée d'utilité publique ou d'intérêt social et en aucun cas sans que soit versé en numéraire le montant de l'indemnité correspondante fixée par les tribunaux. Si ces conditions ne sont pas remplies, la personne expropriée aura droit à la protection des tribunaux qui, le cas échéant, la remettront en possession.

En cas de contestation, il appartiendra aux tribunaux de se prononcer sur la nécessité de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt social.

Article 46

Sous réserve des restrictions indiquées dans la présente Constitution, les Cubains auront la faculté de disposer par testament de la moitié de leur patrimoine.

Article 75

La création d'entreprises coopératives, commerciales, agricoles, industrielles, de consommation ou de toute autre nature, sera favorisée par la loi; toutefois, la loi en réglementera les caractères, la constitution et le fonctionnement, de façon telle qu'elles ne constituent pas un moyen d'éluder les dispositions constitutionnelles qui ont trait au régime du travail, ou d'en modifier la portée.

Article 87

L'Etat Cubain reconnaît l'existence et la légitimité de la propriété privée en tant que fonctions sociales, dans son sens le plus large, et sans autres limitations que celles que la loi établit pour des motifs de nécessité publique ou d'intérêt social.

Article 88

Le sous-sol appartient à l'Etat qui pourra accorder des concessions d'exploitation, conformément aux dispositions de la loi. Les propriétés minières qui auront fait l'objet de concessions et qui n'auront pas été exploitées dans le délai fixé par la loi, reviendront à l'Etat et les concessions seront déclarées nulles.

La terre, les bois et les concessions pour l'exploitation du sous-sol, l'utilisation des eaux, les moyens de transport et toutes autres entreprises de service public devront être exploités en vue du bien-être social.

Article 90

Les latifundia sont prohibées; pour les faire disparaître, la loi fixera l'étendue maximum de la propriété que chaque personne physique ou morale pourra posséder pour chaque type d'exploitation de la terre, en tenant compte des circonstances particulières.

Article 95

Les biens des institutions de bienfaisance seront déclarés imprescriptibles,

Article 96

Sont déclarées d'utilité publique et par conséquent sujettes à expropriations par l'Etat, les provinces ou les municipalités, les terres qui, après avoir été données par des personnes appartenant à l'ancienne noblesse espagnole pour la fondation de bourgs ou agglomérations, ont été effectivement utilisées à cette fin et sont devenues terres municipales, mais qu'ont occupées par la suite, ou se sont appropriées les héritiers ou les ayants droit du donateur.

Les habitants de ces bourgs ou villes, qui possèdent des immeubles ou qui occupent des terrains bâtis dans la zone urbaine, pourront obtenir des services chargés d'effectuer l'expropriation que la propriété et la possession des lieux et parcelles qu'ils occupent, leur soient transmises moyennant le paiement d'une somme correspondant à la valeur.

Article 90

La loi limitera l'acquisition et la possession de la terre par des personnes et des compagnies étrangères et elle adoptera les mesures propres à remettre les Cubains en possession de la terre.

Article 91

Le père de famille qui habitera, cultivera et exploitera directement sa propre ferme pourra, si la valeur de celle-ci est inférieure à 2.000 pesos, la déclarer bien de famille à titre irrévocable, à condition qu'elle soit indispensable à son logement et à sa subsistance.

... Elle sera inaliénable sauf pour la garantie d'obligations antérieures à la présente Constitution.

Toute augmentation de la valeur de cette propriété qui excéderait la somme mentionnée plus haut, donnera lieu à la perception des impôts prévus par la loi.

Pour exploiter lesdites propriétés, le propriétaire pourra l'hypothéquer ou donner en garantie des semences, des plantations, des fruits et des produits de cette propriété.

Article 92

Tout auteur ou inventeur jouira de la propriété exclusive de son oeuvre ou invention sous réserve des restrictions de la loi, en ce qui concerne la durée et la nature de ce droit.

Article 93

Aucune charge perpétuelle présentant le caractère de redevance ni aucune charge de nature analogue ne pourra être imposée à la propriété. En vertu de ce principe, la création de charges de cet ordre est interdite. Le Congrès adoptera, dans un délai de trois législatures, une loi réglant la liquidation des charges existantes. Les prescriptions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas au paiement de redevances, ou de charges établies ou à établir au bénéfice de l'Etat, des provinces ou des municipalités, des institutions politiques de toute espèce ou des institutions privées de bienfaisance.

Constitution du Danemark

Article 50

Une loi déterminera des règles relatives à l'autorisation pour les étrangers d'acquérir des propriétés dans le Royaume.

Article 80

La propriété est inviolable. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est lorsque l'utilité publique l'exige. L'expropriation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi et moyennant indemnisation complète.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

Sont reconnus comme inhérents à la personne humaine :

11. La propriété exclusive des inventions et découvertes, pour la durée et de la manière déterminées par la loi, ainsi que des productions scientifiques, littéraires et artistiques.

7. Le droit de propriété. Toutefois, l'expropriation peut être prononcée pour cause d'utilité publique dûment justifiée et moyennant le paiement préalable d'une juste indemnité. En cas de calamité publique, le versement de l'indemnité pourra ne pas être préalable. La confiscation générale des biens demeure interdite, sauf à titre de peine applicable aux personnes qui se rendent coupables en temps de guerre, de trahison ou d'espionnage au profit d'un pays étranger.

Egypte. Rescrit royal

Article 9

La propriété est inviolable. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste indemnité.

Article 10

La peine de la confiscation générale des biens est interdite.

Article 21

Les Egyptiens ont le droit de s'associer. La loi règle l'exercice de ce droit.

Constitution d'El Salvador

Article 5

Toute propriété est transmissible dans la forme déterminée par la loi. En conséquence, les substitutions sous toutes leurs formes sont prohibées, à l'exception :

1. Du fidéicomis quand il est créé en faveur de la nation, d'établissements de bienfaisance ou d'institutions culturelles qui existent ou seront créés dans le pays, de personnes physiques frappées d'incapacité légale de gérer leurs intérêts, ou de personnes qui ne sont pas encore nées ou qui sont déjà conçues.

2. Du bien de famille.

Article 18

La confiscation, soit comme peine, soit pour n'importe quelle autre raison, est prohibée. Les autorités qui contreviendront à cette disposition seront responsables, à toute époque, sur leur personne et sur leurs biens, du dommage causé. Les objets confisqués sont imprescriptibles.

Article 31

La propriété est inviolable. Nul ne peut être privé de ses biens si ce n'est pour cause d'utilité publique, légalement établie et moyennant une juste et préalable indemnité. Dans les cas de guerre, de calamité publique, de construction de nouvelles routes, ou de modifications des routes existantes, et de fourniture d'eau, l'indemnisation pourra ne pas être préalable.

Lorsque les nécessités d'une guerre internationale l'exigeront, l'Etat pourra contrôler l'administration des biens appartenant à des nationaux de pays ennemis, il pourra aliéner ces biens et donner au produit de leur vente, le caractère d'indemnité de guerre, selon les circonstances et en vertu d'un décret préalable et motivé. La loi déterminera de quelle façon ces dispositions seront rendues effectives.

Constitution de l'Equateur

Article 183

Le droit de propriété est garanti en tenant compte de la fonction sociale de celle-ci...

Nul ne peut être privé de sa propriété ni de la possession de ses biens, si ce n'est en vertu d'une décision judiciaire ou d'une expropriation, légalement effectuée pour cause d'utilité publique...

Constitution des Etats-Unis

Cinquième amendement

Aucune propriété privée ne pourra être prise pour un usage public sans une juste indemnité.

Constitution de l'Ethiopie

Article 27

En dehors des cas d'utilité publique déterminés par la loi, personne n'aura le droit d'enlever à un sujet éthiopien les biens meubles ni les propriétés foncières qu'il détient.

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 26 août 1789

Article 2

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Article 17

La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Constitution de la France

Paragraphe 9

Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité.

Constitution de la Grèce

Article 17

Nul ne peut être privé de sa propriété sinon pour cause d'utilité publique dûment constatée dans les cas et les conditions prévus par la loi, et en aucun cas sans indemnité préalable.

L'indemnité est toujours fixée par les tribunaux ordinaires; en cas d'urgence, elle peut être fixée provisoirement par voie judiciaire, après audition ou invitation à comparaître des personnes intéressées, lesquelles peuvent même, sur avis du tribunal, être obligées au versement d'une caution adéquate, suivant les termes que fixera la loi. Jusqu'au versement de l'indemnité définitive ou provisoire, tous les droits du propriétaire subsistent, et l'occupation de sa propriété est interdite. Des lois spéciales règlent la propriété et la disposition des mines, carrières, trésors archéologiques, eaux minérales, courantes et souterraines.

Constitution du Guatemala

Article 90

L'Etat reconnaît l'existence de la propriété privée et la garantit en tant que fonction sociale, sans autres limitations que celles que la loi détermine pour des motifs de nécessités ou d'utilité publiques ou d'intérêt national.

Constitution de Haïti

Article 17

Le droit de propriété est garanti aux citoyens.

L'expropriation pour cause d'utilité publique légalement constatée ne peut avoir lieu que moyennant le paiement ou la consignation aux ordres de qui de droit d'une juste et préalable indemnité.

Toutefois la propriété entraîne également des obligations. L'usage

doit en être dans l'intérêt général.

Le propriétaire foncier a, vis-à-vis de la communauté, le devoir de cultiver, d'exploiter et de protéger le sol, notamment contre l'érosion. La sanction de cette obligation est prévue par la loi.

Le droit de propriété ne s'étend pas aux sources, rivières et autres cours d'eau qui font partie du domaine public de l'Etat.

Les conditions d'usage en seront déterminées par la loi.

La loi limitera l'extension maxima de ce droit de propriété.

Constitution du Honduras

Article 62

L'industrie et le commerce sont libres; mais l'Etat pourra se réserver le monopole de l'alcool, de l'eau de vie, du salpêtre, de la poudre, des armes à feu, des munitions de guerre et explosifs employés dans l'art militaire. Le trafic des stupéfiants et des drogues à base d'héroïne sera réglementé par la loi et par les conventions internationales.

Article 63

Il n'y aura pas de monopole en faveur de particuliers.

On ne pourra accorder de privilèges que pour une période n'excédant pas dix années; les concessions accordées pour favoriser la création ou le perfectionnement de nouvelles industries, l'immigration, les établissements de crédit, l'ouverture de nouvelles voies de communications ou les entreprises de colonisation ne pourront excéder quatre-vingt-dix ans et ne pourront être prorogés.

Il ne sera possible d'accorder des dispenses de paiements des droits et des impôts existants que dans les cas ci-dessus mentionnés; mais en aucun cas et en aucune façon on ne pourra accorder la dispense, dans les concessions et les traités, des charges publiques futures. L'Etat ne pourra, dans les concessions qu'il accorde, ni dans les traités qu'il conclut, dispenser du paiement des impôts municipaux. Lors de l'expiration de concessions relatives à la colonisation, l'immigration, l'ouverture de voies de communications, l'entreprise avec tous ses accessoires et en plein fonctionnement passera à l'Etat sans aucune espèce de rétribution.

Article 64

Toute personne peut acquérir des propriétés et en disposer de n'importe quelle façon, avec les limitations établies par la loi.

Article 73

Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est en vertu d'une loi ou d'un jugement fondé sur la loi.

Article 74

L'expropriation d'immeubles pour cause de nécessité et d'utilité publiques, doit être autorisée par la loi ou par un jugement fondé sur la loi et ne pourra avoir lieu sans versement d'une indemnité préalable.

Article 75

Le droit de propriété ne peut porter atteinte à la souveraineté de l'Etat dans les limites de son territoire et ne peut l'emporter sur les droits qui appartiennent aux institutions nationales ou aux oeuvres de caractère national.

Article 76

Tout inventeur jouit de la propriété exclusive de son oeuvre ou découverte pendant la période que la loi déterminera.

Article 77

Le droit de revendiquer les biens confisqués est imprescriptible.

Constitution de l'Inde

Article 299

1. En Inde britannique, nul ne sera privé de sa propriété qu'en vertu d'une décision fondée sur la loi.

2. Ni la législature fédérale, ni la législature provinciale n'auront le pouvoir de faire de lois autorisant l'acquisition obligatoire, pour cause d'intérêt public, d'une terre, d'une entreprise commerciale ou industrielle ou d'intérêt dans une société, dans une entreprise commerciale ou industrielle, à moins que la loi ne prévoie le paiement d'une indemnité pour les biens acquis et ne fixe le montant de l'indemnité, ou ne définisse les principes dont il doit être tenu compte pour fixer cette indemnité.

3. Aucune loi ni aucun amendement contenant des dispositions relatives au transfert à l'Etat du droit de propriété, de toute terre,

ni aucune extinction des droits ou modification des droits y attachés, y compris les droits et privilèges relatifs aux impôts fonciers, ne seront introduits ni présentés devant aucune chambre de la législature fédérale sans l'avis préalable du gouverneur général, ni devant une chambre de législature provinciale, sans l'autorisation préalable du gouverneur.

4. Aucune disposition de la présente section ne devra affecter les dispositions de lois en vigueur à l'époque de la promulgation de la présente loi.

5. Dans la présente section, le mot "terre" correspond aux biens de toutes sortes et à tous les droits y afférents, et le mot "entreprise" s'applique également à une partie d'entreprise.

Iran. Complément à la loi constitutionnelle

Article 17

La dépossession, à n'importe quel titre, des propriétaires et des possesseurs de leurs propriétés et biens est interdite, sauf sur l'ordre de la loi.

Article 16

La confiscation des immeubles et des biens des individus à titre de peine ou punition, est interdite, sauf sur l'ordre de la loi.

Article 15

Nul ne peut être privé de la libre disposition de sa propriété, si ce n'est dans les cas autorisés par la loi et en cas d'expropriation après fixation des paiements d'une juste indemnité.

Article 9

Les individus ... pour leurs biens... sont protégés et garantis contre les offenses de toutes sortes. Nul ne peut être inquiété, sauf sur l'ordre de la loi du pays et conformément aux dispositions établies par celle-ci.

Article 10

Constitution de l'Irak

3. ... L'expropriation ne peut être pratiquée...

1. Le droit de propriété doit être respecté. L'expropriation ne peut être pratiquée que pour des raisons d'utilité publique, dans les

cas définis par la loi, et à condition qu'une compensation équitable soit versée au propriétaire.

2. Il ne peut être procédé à des emprunts ni à la confiscation des biens meubles ou immeubles dont la possession est interdite par la loi que conformément à la loi.

Constitution de l'Islande

Article 67

La propriété est inviolable. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique. L'expropriation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi et moyennant complète indemnité.

Article 68

Paragraphe 2. La question du droit des étrangers à posséder des immeubles au pays sera réglée par une loi.

Constitution du Liban

Article 15

La propriété est sous la protection de la loi. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique dans les cas prévus par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

Constitution du Libéria

Article 14

L'achat d'une terre quelconque, par un ou plusieurs citoyens, aux aborigènes de ce pays, pour leur propre usage ou au bénéfice de tiers, comme biens-fonds en fief simple "propriété libre", sera considéré comme nul quel qu'en soit le but.

Section 13

La propriété privée ne sera point prise pour un usage public sans une juste compensation.

Constitution du Luxembourg

Article 16

Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

Article 17

La peine de confiscation des biens ne peut être établie.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 22

Sont abolis ... les peines de confiscation des biens, et toutes autres peines inusitées et excessives.

Ne sera pas considérée comme confiscation de biens l'application totale ou partielle faite par l'autorité judiciaire des biens d'une personne au paiement d'une responsabilité civile résultant d'un délit, ou au paiement d'impôts ou d'amendes.

Article 27

La propriété des terres et des eaux comprises dans les limites du territoire national appartient à titre originel à la nation, laquelle a eu et a le droit d'en céder le domaine à des particuliers en constituant la propriété privée.

Les expropriations ne pourront avoir lieu que pour cause d'utilité publique et moyennant indemnité.

La nation aura en tout temps le droit d'imposer à la propriété privée les modalités que commande l'intérêt public, ainsi que celui de régler le meilleur emploi des éléments naturels susceptibles d'appropriation, en vue d'une distribution équitable de la richesse publique et pour veiller à sa conservation.

Dans ce but, les pouvoirs publics édicteront les mesures nécessaires pour le morcellement des grandes propriétés territoriales, pour le développement de la petite propriété, pour la création de nouveaux centres de populations agricoles avec les terres et les eaux qui leur seront indispensables, pour encourager l'agriculture et pour éviter la destruction des éléments naturels et les dommages que la propriété pourrait avoir à subir au préjudice de la société. Les villages, agglomérations et communautés qui manqueraient de terres et d'eaux ou qui n'en auraient pas en quantités suffisantes pour les besoins de leurs habitants, auront le droit d'en être pourvus, par prélèvements opérés sur les propriétés avoisinantes, mais toujours en respectant les petites propriétés agricoles en culture.

A la Nation appartient le domaine direct de tous les minéraux ou substances...

Sont également propriétés de la Nation les eaux des mers territoriales dans l'étendue et aux conditions fixées par le droit international.

Les lois de la fédération et des états, dans leurs juridictions respectives, fixeront le cas où l'utilité publique nécessitera la prise de possession de la propriété privée, et, conformément à ces lois, l'autorité administrative fera la déclaration correspondante. Le prix qui sera fixé comme indemnité pour la chose expropriée, aura pour base la somme sous laquelle elle figurera dans les bureaux du cadastre ou dans ceux du percepteur, soit que cette valeur ait été déclarée par le propriétaire, soit qu'il l'ait acceptée tacitement, en payant ses contributions sur cette base.

14. Les propriétaires lésés par les décisions de dotations ou de restitution de terrains communaux (ejidos) ou d'eaux, qui auraient été prises en faveur des agglomérations ou qui pourront être prises dans l'avenir, n'auront aucun droit ni recours légal ordinaire et ne pourront intenter le recours en protection (amparo).

Ceux qui seront lésés par une dotation auront seulement le droit de s'adresser au gouvernement fédéral pour recevoir une indemnité équitable. Les intéressés devront exercer ce droit dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle la résolution applicable sera publiée dans le journal officiel de la fédération. Ce délai expiré, aucune réclamation ne sera admise.

Article 28

Dans les Etats-Unis mexicains, il n'y aura pas de monopoles de quelque genre que ce soit, ni d'exemption d'impôts, ni de prohibitions au titre de protection de l'industrie; sont exceptés uniquement les monopoles relatifs à la frappe de la monnaie, aux postes, télégraphes, à la radio-télégraphie, à l'émission de billets par une seule banque qui sera contrôlée par le gouvernement fédéral.....

... Aux privilèges qui seront accordés pour un temps limité aux auteurs et artistes pour la reproduction de leurs oeuvres et à ceux qui seront accordés, pour l'usage exclusif de leurs découvertes, aux auteurs d'inventions et de perfectionnements, représentant une réelle amélioration.

En conséquence, la loi punira sévèrement et les autorités poursuivront de façon effective, toute concentration ou tout accaparement, fait par une personne ou par un petit nombre d'individus, d'articles de première nécessité, et qui aurait pour but de provoquer la hausse des prix; tout acte qui écarte ou tend à écarter la libre concurrence dans la production, l'industrie ou le commerce, ou dans les services au public; tout accord ou combinaison, quel que soit son procédé, de producteurs, industriels, commerçants et entrepreneurs de transports ou de tout autre service, pour éviter la concurrence entre eux et obliger les consommateurs à payer des prix exagérés; et en général, tout ce qui constituerait un avantage exclusif indu au bénéfice d'une ou plusieurs personnes déterminées et au préjudice de l'ensemble du public ou d'une classe sociale.

Article 19

... Tout tribut ou contribution dans les prisons, constituent des abus qui devront être corrigés par les lois et réprimés par les autorités.

Article 123

Le Congrès de l'Union et les législatures des états devront édicter des lois sur le travail, fondées sur les besoins de chaque région, sans contrevenir aux bases suivantes, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans, et d'une manière générale tout contrat de travail.

28. Les lois détermineront les biens constitutifs du patrimoine de la famille qui seront inaliénables, ne pourront être soumis à des charges réelles ni à saisies et seront transmissibles à titre d'héritage avec simplification des formalités des jugements de succession.

Constitution du Nicaragua

Article 39

Sont interdits les monopoles d'intérêt privé et tous les genres d'accaparements industriels ou commerciaux.

La loi seule peut établir des monopoles et des magasins d'état et cela exclusivement dans l'intérêt national.

Article 53

L'Etat peut nationaliser des entreprises de services publics après indemnisation, et conformément à la loi.

Article 60

Il n'y a pas de confiscation de biens, sauf contre les nationaux du pays ennemi qui aura confisqué les biens des Nicaraguayens.

Est imprescriptible le droit de revendiquer les biens confisqués contrairement à la présente garantie.

En aucun cas, l'on ne séquestrera la propriété ou n'empiètera sur elle pour des raisons ou des délits politiques.

Les autorités qui enfreindraient cette disposition, répondront en tout temps sur leur personne et sur leurs biens du dommage causé.

Article 61

Toute la richesse artistique ou historique du pays, quel qu'en soit le maître, constitue le trésor culturel de la nation, et jouit de la garantie et des soins spéciaux de l'Etat. Celui-ci pourra interdire son exportation et son aliénation et décréter des expropriations légales pour sa défense et sa conservation.

Article 62

L'Etat reconnaît la liberté des contrats, du commerce et de l'industrie. La loi indiquera les conditions auxquelles est soumis leur exercice et les garanties qu'elle leur accorde. Quand la sécurité ou la nécessité publiques l'exigeront, la loi pourra fixer des limites ou des réserves audit exercice, ou autoriser le pouvoir exécutif à en fixer, sans qu'en aucun cas ces restrictions aient un caractère personnel ou confiscatoire.

Article 63

La propriété est inviolable. On ne peut priver personne de sa propriété qu'en vertu d'une décision judiciaire, pour une contribution générale ou pour cause d'utilité publique ou d'intérêt social prévus par une loi ou par un jugement forcé sur elle, et moyennant une juste indemnisation préalable.

En cas de guerre nationale, de sédition intérieure ou de calamité publique, les autorités compétentes pourront user de la propriété particulière dans la mesure où le bien public l'exigera, sans préjudice du droit à une indemnisation ultérieure.

Article 64

L'Etat garantit et protège la propriété intellectuelle, les droits de l'auteur, de l'inventeur et de l'artiste. La loi règle son exercice et sa durée et si elle exige son expropriation, ce sera moyennant une juste indemnisation préalable.

Article 65

En raison de sa fonction sociale, la propriété impose des obligations. Leur contenu, leur nature et leur étendue sont fixés par la loi.

Article 66

Le droit de propriété, quant à son exercice, est soumis aux limites imposées par le maintien et le progrès de l'ordre social. Conformément à ce principe, la loi pourra grever la propriété d'obligations ou de servitudes d'utilité publique quelconques en faveur des intérêts généraux de l'Etat, de la santé des citoyens et de la salubrité publique.

Article 67

La propriété, quel que soit son maître, est régie exclusivement par les lois de la République et est assujettie à la contribution aux charges publiques, conformément à la Constitution et aux lois.

Article 68

Les étrangers ne pourront en aucun cas invoquer un régime d'exception en matière de propriété.

Article 69

Pour des motifs d'intérêt public ou social, la loi peut imposer des restrictions ou des interdictions à l'acquisition et au transfert d'une catégorie déterminée de propriété, en raison de sa nature, de sa condition ou de sa situation sur le territoire.

Article 70

L'Etat tendra à réaliser une division convenable des grands domaines non cultivés et favorisera le maintien et l'augmentation du nombre des moyennes et des petites propriétés rurales.

Article 72

Toute personne peut disposer librement de ses biens au moyen d'un titre légal quelconque; mais sont interdites toutes indisponibilités de la propriété et toutes institutions en faveur de biens de main morte, sous la seule exception de celles qui auront été établies pour constituer le patrimoine familial ou en faveur d'établissements de bienfaisance.

Article 85

La loi réglementera l'organisation et la réglementation du patrimoine familial, sur les bases de l'inaliénabilité, de l'insaisissabilité et de l'exemption de toute charge publique.

Article 94

L'usure est interdite. La loi qui fixe les limites maximum de l'intérêt de l'argent est d'ordre public. La même loi déterminera la peine qui doit être appliquée aux contrevenants.

Constitution de la Norvège

Article 104

La fortune mobilière ou immobilière ne pourra en aucun cas être confisquée.

Article 105

Lorsque les besoins de l'Etat exigeront qu'une propriété privée, mobilière ou immobilière soit cédée pour l'usage public, le propriétaire recevra une indemnité complète prise sur le Trésor de l'Etat.

Constitution de Panama

Article 49

Lorsque la guerre, des troubles graves de l'ordre public ou l'intérêt social urgent exigent des mesures rapides, le pouvoir exécutif peut décréter l'expropriation ou l'occupation de la propriété privée et le versement de l'indemnité peut ne pas être préalable.

Quand la restitution de l'objet saisi sera possible, l'occupation ne dépassera pas la durée des circonstances qui l'ont motivée.

L'Etat est toujours responsable de toute expropriation effectuée par le pouvoir exécutif ainsi que de tous les dommages et préjudices causés par l'occupation; il versera les indemnités correspondantes dès qu'aura cessé le motif de l'expropriation ou de l'occupation.

Article 50

Tout auteur ou inventeur jouit de la propriété exclusive de son oeuvre ou invention pendant le temps et en la forme que la loi établira.

Article 46

Pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social déterminés par la loi, il pourra y avoir expropriation après décision judiciaire et versement préalable d'une indemnité.

Article 47

Lorsque l'application d'une loi édictée pour des motifs d'utilité publique ou d'intérêt social entraînera un conflit entre les droits des particuliers et la nécessité reconnue par la loi elle-même, l'intérêt public ou social l'emportera sur l'intérêt privé.

Article 50

La peine de mort, le bannissement et la confiscation des biens n'existent pas.

Article 45

Est garantie la propriété privée acquise conformément à la loi par des personnes morales ou physiques, et aucune loi future ne pourra l'ignorer ni y porter atteinte.

La propriété privée implique, pour le propriétaire, des obligations qui résultent de la fonction sociale qu'elle doit remplir.

Constitution du Paraguay

Article 21

.... La loi pourra fixer l'étendue maxima de terres dont un seul individu ou une société légalement constituée pourra être propriétaire. L'excédent devra être vendu en adjudication publique ou exproprié par l'Etat qui en effectuera la répartition.

La Constitution garantit la propriété privée dont l'importance et les limites seront fixées par la loi, compte tenu de sa fonction sociale. Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est en vertu d'un jugement fondé sur la loi. La propriété des biens de toute nature pourra être transférée légalement par l'expropriation pour cause d'utilité sociale définie par la loi, laquelle déterminera également la forme d'indemnisation.

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants : ... droit de disposer de leurs biens...

Article 15

L'Etat réglementera la vie économique nationale...

L'Etat pourra nationaliser les services publics moyennant indemnité et monopoliser la production, la circulation et la vente d'articles de première nécessité.

Article 25

En aucun cas on n'appliquera la peine de mort pour des raisons politiques, ni la confiscation des biens.

Article 24

... Tout auteur ou inventeur est propriétaire de son oeuvre, invention ou découverte, pendant une période dont la durée est fixée par la loi.

Constitution des Pays-Bas

Article 161

La peine de confiscation générale des biens appartenant aux coupables ne peut être établie pour aucun délit.

Article 152

Nul ne peut être privé de sa propriété que sur une déclaration préalable de la loi que l'utilité publique exige l'expropriation, et moyennant une indemnité préalablement versée ou garantie, l'une et l'autre conformément aux prescriptions de la loi.

La loi détermine les cas dans lesquels la déclaration préalable par une loi n'est pas requise.

Le versement ou la garantie préalable de l'indemnité n'est pas nécessaire lorsqu'une guerre ou un danger de guerre, une insurrection, un incendie ou le péril des eaux exige une prise de possession immédiate.

Article 153

Si l'intérêt public exige qu'une propriété soit détruite ou rendue définitivement ou temporairement inutilisable par l'autorité publique, il y est procédé moyennant indemnité, à moins que la loi n'en dispose autrement. L'usage des propriétés pour préparer et effectuer des inondations militaires en cas de nécessité causée par une guerre ou un danger de guerre est réglée par la loi.

Constitution du Pérou

Article 16

Les monopoles et accaparements industriels et commerciaux sont interdits. La loi fixe les peines qui frapperont les contrevenants. La loi seule peut établir des monopoles et régies d'Etat dans l'intérêt exclusif de la nation.

Article 17

Les sociétés commerciales, nationales ou étrangères, sont soumises, sans restrictions, aux lois de la République. Dans tous contrats conclus entre l'Etat et des étrangers, ou dans toutes concessions accordées par l'Etat aux étrangers, doit figurer l'engagement formel de ceux-ci de se soumettre aux lois et aux tribunaux de la République et de renoncer à toute réclamation diplomatique.

Article 33

Les choses publiques, dont l'usage appartient à tous, telles que les rivières, les lacs et les chemins publics, ne peuvent pas être l'objet de propriétés privées.

Article 31

La propriété, quel que soit le propriétaire, est régie exclusivement par les lois de la République et soumise aux contributions, charges et limitations qu'elles établissent.

Article 34

L'usage de la propriété doit se conformer à l'intérêt social. La loi fixera les limites et les modalités du droit de propriété.

Article 35

La loi, par raison d'intérêt national, peut établir des restrictions et des prohibitions spéciales pour l'acquisition et le transfert de la propriété des biens de catégories spéciales, soit à raison de leur nature, soit à raison de leurs conditions ou situation dans le territoire.

Article 47

La loi favorisera la conservation et l'accroissement du nombre de moyennes et petites propriétés rurales. Il sera possible, par dispositions législatives, et moyennant une indemnisation préalable, d'exproprier des terres des domaines privés, particulièrement celles qui ne sont pas exploitées, pour les morceler ou les aliéner dans les conditions fixées par la loi.

Article 36

Dans un rayon de cinquante kilomètres de la frontière, les étrangers ne pourront acquérir ni posséder, à aucun titre, des terrains, des eaux, des mines ou des combustibles, directement ou indirectement, soit individuellement soit en société, sous peine de perdre, au bénéfice de l'Etat, la propriété acquise, sauf le cas de nécessité nationale déclarée par une loi spéciale.

Article 37

Les mines, les terres, les voies, les eaux, et en général toutes les ressources naturelles de richesse appartiennent à l'Etat, sous réserve des droits légalement acquis. La loi déterminera les conditions de leur utilisation par l'Etat ou le régime des concessions aux particuliers, en propriété ou en usufruit.

Article 38

L'Etat peut, par une loi, prendre à sa charge ou nationaliser les transports terrestres, maritimes, fluviaux, lacustres, aériens, ou autres services publics appartenant à des particuliers, moyennant le versement d'une indemnité préalable, conformément aux lois existantes.

Article 41

L'Etat percevra une partie des bénéfices des entreprises minières à concurrence du montant, et dans la proportion nécessaire fixée par la loi.

Article 49

Dans des circonstances extraordinaires de nécessité sociale, des lois pourront être édictées, où le pouvoir exécutif pourra être autorisé à adopter les mesures nécessaires afin de réduire les prix des articles de consommation.

En aucun de ces cas, les biens ne seront jamais expropriés sans que soit versée une juste indemnité.

Article 29

La propriété est inviolable, qu'elle soit matérielle, intellectuelle, littéraire ou artistique. Nul ne peut être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique, légalement établie et moyennant le paiement préalable d'une indemnité équitable.

Article 30

L'Etat garantit et protège les droits des auteurs et des inventeurs. La loi réglementera l'exercice de ce droit.

Article 32

Les étrangers, en ce qui concerne la propriété, sont soumis aux mêmes règles que les Péruviens, sans que, dans aucun cas, ils puissent invoquer, à ce sujet, une situation exceptionnelle, ni avoir recours à des réclamations diplomatiques.

Article 82

Les trésors archéologiques, artistiques et historiques sont sous la sauvegarde de l'Etat.

Constitution des Philippines

Article 13

Section 1. Toutes les terres agricoles, forestières et minières du domaine public, les eaux, les minéraux, le charbon, le pétrole et autres huiles minérales, toutes les forces d'énergie potentielle et toutes les autres ressources naturelles des Philippines appartiennent à l'Etat. La disposition, l'exploitation, le développement ou l'utilisation de ces ressources sont réservés aux citoyens des Philippines ou aux compagnies ou associations dont le capital se trouve pour les 60 % au moins aux mains des citoyens des Philippines, sous réserve des droits, des donations, des baux ou concessions existant à l'époque de l'entrée en fonctions du gouvernement établi par la présente Constitution.

Les ressources naturelles, à l'exception des terres agricoles du domaine public, ne peuvent être aliénées; il ne peut être consenti de licence, de concession ou de bail pour l'exploitation, le développement ou l'utilisation d'une quelconque des ressources naturelles pour une période dépassant vingt-cinq ans, renouvelable pour une autre période de vingt-cinq ans, sauf en ce qui concerne les droits sur l'eau pour l'irrigation, l'approvisionnement en eau, les pêcheries ou les usages industriels autres que le développement de l'énergie hydraulique, auxquels cas l'emploi utile de ces droits peut déterminer l'étendue et la durée de leur jouissance.

Section 2. Aucune compagnie ou association privée ne peut acquérir, louer à bail ou détenir des terres agricoles du domaine public d'une

étendue supérieure à 1.024 hectares; aucun individu ne peut acquérir des terres agricoles du domaine public d'une étendue supérieure à 144 hectares, dans le cas d'achat, à 1.024 hectares dans le cas de bail, et à 24 hectares dans le cas de constitution de biens de famille. Les terres propres au pâturage d'une étendue ne dépassant pas 2.000 hectares peuvent être données à bail à des individus et à des compagnies ou associations privées.

Section 3. L'Assemblée nationale peut fixer par une loi l'étendue de terres agricoles privées que les individus, les compagnies ou les associations peuvent acquérir et détenir sous réserve des droits existant antérieurement à la promulgation de ladite loi.

Section 6. Dans l'intérêt du bien public et de la défense nationale, l'Etat peut établir et exploiter les industries et les moyens de transport et de communications et, contre paiement d'une juste indemnité, transférer au domaine public des services d'intérêt public et autres entreprises privées en vue de leur exploitation par le gouvernement.

Section 5. A l'exception de la dévolution par héritage, une terre agricole privée ne peut être transférée ou cédée qu'à des individus, compagnies ou associations qualifiées pour acquérir ou détenir des terres du domaine public des Philippines.

Section 4. L'Assemblée nationale peut autoriser, sur versement d'une juste indemnité, l'expropriation de terres en vue de leur division en parcelles et de leur transfert à des individus au prix coûtant.

Article 14

Section 4. Les auteurs et les inventeurs sont assurés, pour une période limitée, de la jouissance exclusive de leurs droits sur leurs écrits et inventions.

Article 3

Section 1 (2). La propriété privée ne peut être expropriée pour cause d'utilité publique sans une juste compensation.

Section 1 (19). Il ne peut être imposé d'amendes excessives.

Constitution de la Pologne

Article 99

(Paragraphe 1). La République de Pologne reconnaît que toute forme de propriété, individuelle des citoyens, collective des associations, des institutions, des corps autonomes, ou enfin de l'Etat lui-même, constitue une des bases les plus importantes de l'organisation sociale et de l'ordre juridique; elle garantit à tous les habitants et à toutes les institutions et communautés la protection de leur avoir, elle n'admet l'abolition ou la limitation de la propriété individuelle ou collective que dans les cas spécifiés par la loi, et ce pour des raisons d'utilité supérieure et moyennant une indemnisation. Seule une loi peut décider quels biens, dans l'intérêt de la collectivité, doivent constituer la propriété exclusive de l'Etat, et dans quelle mesure peut être limité, pour des raisons d'ordre public, le droit des citoyens ou de leurs associations légalement reconnues de disposer librement de la terre, des eaux, des minéraux et autres ressources naturelles.

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrit, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession.

Constitution de la Suède

Article 16

Le roi doit ... ne dépouiller ni laisser dépouiller personne d'aucun bien meuble ou immeuble sans instruction et jugement dans les formes prescrites par les lois et statuts de la Suède...

Constitution de la Syrie

Article 13

Le droit de propriété est garanti par la loi; nul ne peut être exproprié que pour des raisons d'intérêt général, dans les cas prévus par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

Article 14

La confiscation générale des biens est interdite.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 109

1. La propriété privée ne peut être limitée que par une loi.

2. L'expropriation n'est possible qu'en vertu d'une loi et contre indemnité, à moins qu'une loi ne stipule actuellement ou pour l'avenir que l'indemnité ne doit pas être donnée.

Constitution de la Turquie

Article 70

L'inviolabilité personnelle, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de presse, de circulation, de contrats, de travail, d'acquisition et de propriété, de réunion, d'association, ainsi que celle de former des sociétés, sont des droits naturels des Turcs.

Article 71

La vie, les biens, l'honneur, le domicile, sont garantis contre toute violation.

Article 73

La torture, les mauvais traitements, la confiscation des biens et la corvée sont interdits.

Article 74

Nul ne peut être privé de ses biens, par voie de réquisition ou d'expropriation, si ce n'est pour cause d'utilité publique dûment constatée et après paiement préalable de leur valeur, conformément à la loi.

L'indemnité d'expropriation et le mode de paiement de cette indemnité, ainsi que les expropriations de terrains et de forêts visant à faire du fermier le propriétaire de la terre qu'il occupe et à confier à l'Etat l'administration des forêts, seront déterminés par des lois spéciales.

A l'exception des prestations en argent, en nature ou en travail, qui seraient imposées dans des circonstances extraordinaires et en vertu de la loi, personne ne peut être contraint à un sacrifice quelconque.

Constitution de l'Ukraine

Articles 9 et 10

Voir Constitution de l'URSS, article 9 et 10.

Constitution de l'URSS

Article 9

A côté du système socialiste d'économie, qui est la forme dominante de l'économie en URSS, la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.

Article 10

Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, à la propriété de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens, sont protégés par la loi.

Constitution de l'Uruguay

Article 47

Le droit des successions est garanti dans les limites établies par la loi. L'ascendance et la descendance directes jouissent d'un traitement préférentiel au point de vue des droits successoraux.

Article 32

Le travail intellectuel, le droit de l'auteur, de l'inventeur ou de l'artiste sont reconnus et protégés par la loi.

Article 31

Le droit de propriété est inviolable, mais il est soumis aux dispositions des lois qui seront faites pour des motifs d'intérêt général.

Nul ne pourra être privé de son droit de propriété si ce n'est dans les cas de nécessité ou d'utilité publiques déterminés par une loi et à condition qu'il reçoive toujours du Trésor national une juste et préalable indemnité.

Lorsqu'une expropriation sera décidée pour cause de nécessité ou d'utilité publiques, le propriétaire sera indemnisé pour les dommages et les préjudices résultant du délai d'exécution ou d'annulation.

Article 14

La peine de la confiscation des biens ne pourra jamais être imposée pour des raisons d'ordre politique.

Article 33

Toutes les richesses artistiques et historiques du pays, quel qu'en soit le propriétaire, constituent le trésor culturel de la nation. Celui-ci sera placé sous la sauvegarde de l'Etat et la loi déterminera les mesures à prendre en vue de sa protection.

Article 51

L'usure est prohibée. La loi qui fixe le taux maximum de l'intérêt sur les prêts a un caractère d'ordre public. Elle déterminera la peine à appliquer aux contrevenants...

Constitution de la Yougoslavie

Article 18

La propriété privée et l'initiative privée dans l'économie sont garanties. L'héritage de la propriété privée est garanti. Le droit d'héritage est réglé par la loi.

Nul ne doit se servir du droit de propriété privé au détriment de la communauté du peuple.

Sont interdites les organisations privées exerçant un monopole tel que cartels, syndicats, trusts et organisations semblables créées dans le but de dicter les prix, de monopoliser les marchés, et de nuire aux intérêts de l'économie nationale.

La propriété privée peut être limitée ou expropriée si l'intérêt général l'exige, mais seulement sur la base de la loi. La loi fixera dans quel cas et pour quel montant l'indemnité sera accordée au propriétaire.

Dans les mêmes conditions peuvent être nationalisées par la loi certaines branches de l'économie ou certaines entreprises si l'intérêt général l'exige.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATIONS INTERNATIONALES PRESENTES PAR ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 23

"Nul ne peut être assujéti à un impôt ou à une charge publique
si la loi ne l'a pas prévu."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

-néant-

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, principes fondamentaux de gouvernement. Article 25

Les impôts et les recettes établis seront perçus conformément aux
lois spéciales.

Article 26

Rien ne pourra en dehors des lois d'Etat être perçu de quiconque.

Constitution de l'Argentine Article 17

Seul le Congrès établit les contributions énoncée à l'article 4.

Constitution de la Bolivie

Article 20

Aucun impôt n'est obligatoire s'il n'a pas été établi par le pouvoir législatif, conformément aux prescriptions de la présente Constitution.

Les personnes lésées peuvent former recours devant l'autorité judiciaire compétente contre les impositions illégales. Les impôts municipaux sont obligatoires quand ils ont été créés en conformité des dispositions de la présente Constitution.

Article 21

Les impôts et les charges publiques obligent également tous les habitants. Leur création, leur répartition et leur suppression auront un caractère général et devront être déterminées en tenant compte des moyens économiques du contribuable.

Constitution du Brésil

Article 141

n° 54. Aucun impôt ne sera levé ou augmenté sans que la loi en décide ainsi; aucun impôt ne sera perçu au cours d'un exercice financier sans une autorisation budgétaire préalable, à l'exception toutefois des tarifs douaniers et des impôts levés en cas de guerre.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

9. L'égale répartition des impôts et contributions, proportionnellement aux avoirs ou suivant la progression ou la forme établies par la loi; et l'égale répartition des autres charges publiques.

Seules des mesures législatives pourront imposer des contributions directes ou indirectes, et il est interdit à toute autorité de l'Etat et à tout individu d'en disposer sans autorisation expresse de la loi, fut-ce à titre précaire, sous forme de contribution volontaire, ou de toute autre façon...

Constitution de la Chine

Article 19

Les citoyens sont tenus de payer les impôts prévus par la loi.

Constitution de la Colombie

Article 43

En temps de paix, seulement le Congrès, les assemblées départementales et les conseils municipaux pourront imposer les contributions

Constitution de El Salvador

Article 6

Aucune contribution ne peut être imposée qu'en vertu d'une loi et pour le service public.

Constitution de l'Equateur

Article 182

On ne peut créer des impôts ou des taxes si ce n'est en vertu d'une loi et proportionnellement aux ressources matérielles du contribuable.

Constitution des Etats-Unis d'Amérique

Huitième
amendement

Il ne pourra être exigé de cautionnement excessif ni imposé d'amendes excessives...

Article 1, Section 8, Clause 1

Le Congrès sera autorisé à imposer et percevoir des charges fiscales...

Seizième amendement

Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir l'impôt sur le revenu...

France, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 26 août 1789

Article 14

Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Article 13

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Constitution du Honduras

Article 72

Les contributions directes seront établies sur une base proportionnelle.

Article 78

Seul le Congrès impose les contributions et les autres charges publiques.

Constitution de l'Iran

Article 11

Aucun impôt ni aucun droit ne seront imposés en dehors de la loi, quand les dispositions indiqueront les personnes assujetties à l'impôt.

Constitution de l'Islande

Article 77

Tout ce qui concerne les impôts sera réglé législativement.

Constitution du Libéria

Article 1

Section 16. Aucun subside, charge, impôt ou droit ne peut être établi ou levé, sous quelque prétexte que ce soit, sans le consentement du peuple ou de ses représentants dans la Législature.

Constitution du Nicaragua

Article 38

Il n'y a pas de privilège personnel en matière d'impôt et pour les autres charges publiques.

Les impôts et contributions seront établis proportionnellement aux avoirs ou biens selon la progression ou la forme qu'aura fixées la loi.

Le système fiscal tendra à l'imposition directe.

Article 37

Ce n'est que pour une raison d'intérêt ou de service public, et en vertu d'une loi qu'on peut créer des impôts et exempter de leur paiement en tout ou en partie.

Article 221

Lorsque la République se trouvera entraînée dans une guerre internationale ou que la guerre civile éclatera à l'intérieur du pays, ou qu'il y aura danger de l'un ou l'autre cas, ou en cas d'épidémie, de tremblement de terre ou de toute autre calamité publique, ou lorsque pour une raison quelconque, la défense, la paix et la sécurité de la nation ou de ses institutions, ou de sa forme du gouvernement l'exigeront, le Président de la République, d'accord avec les ministres, pourra, par décret, limiter ou suspendre, dans tout ou partie du territoire national, l'exercice des garanties constitutionnelles, à l'exception dans tous les cas de celles qui sont relatives à :

1. L'inviolabilité de la vie humaine.
2. La défense aux juges qui ne sont pas désignés par la loi de rendre des jugements.
3. La défense d'appliquer des peines infamantes, y compris la fustigation et toute espèce de torture.
4. La défense de promulguer des lois à effet rétroactif ou confiscatoire.

5. Celle de lever des impôts.

Le Président, d'accord avec les ministres, pourra décréter des contributions de caractère général, si la guerre internationale ou civile a éclaté.

Le décret contiendra :

1. Les motifs qui le justifient.
2. L'indication précise de la ou des garanties qu'il restreint ou suspend.

Article 51

Tout service mérite salaire, sauf ceux qui doivent se prêter gratuitement en vertu de la loi ou d'un jugement fondé sur elle.

Constitution de la République de Panama

Article 48

Nul n'est tenu de payer des contributions ou des impôts qui ne seraient pas légalement établis et dont le recouvrement ne serait pas effectué dans les formes prescrites par les lois.

Il ne sera pas créé d'impôts ou de contributions sur l'exercice des professions libérales, des métiers et des arts.

Constitution du Paraguay

Article 7

Tous les citoyens sont égaux devant l'impôt.

Le gouvernement pourvoit aux dépenses de l'Etat par le moyen d'impôts, de contributions, de taxes créées par la loi, par la vente ou le bail à loyer des terrains publics, par l'exploitation des mines, par l'exploitation des services publics et des monopoles appartenant à l'Etat, par des emprunts et autres opérations de crédit.

Constitution des Pays-Bas

Article 175

Aucun impôt ne peut être perçu au profit du Trésor du Royaume qu'en vertu d'une loi.

Constitution de la République du Pérou

Article 8

La loi ne peut établir, modifier ou supprimer les impôts, accorder des exemptions totales ou partielles, que pour le service public.

Article 31

La propriété, quel que soit le propriétaire, est régie exclusivement par les lois de la République et soumise aux contributions, charges et limitations qu'elles établissent.

Article 40

L'Etat reconnaît la liberté du commerce et de l'industrie.
La loi indiquera les conditions de l'exercice de ces libertés, ainsi que les garanties accordées. Quand la sécurité et la nécessité publiques l'exigeront, la loi pourra établir ou autoriser le pouvoir exécutif à imposer des limitations ou des réserves à l'exercice desdites libertés. Ces restrictions ne peuvent avoir, dans aucun cas, un caractère personnel ou de confiscation.

Constitution de la Suède

Article 57

Le droit immémorial du peuple suédois de s'imposer lui-même sera exercé par le Riksdag seul.

Les lois communales qui seront faites en commun par le roi et par le Riksdag, détermineront dans quelles mesures les communes pourront s'imposer pour leurs besoins spéciaux.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 111

1. Les impôts et les taxes publics sans exception ne peuvent être levés qu'en vertu d'une loi.

2. Menacer quelqu'un d'une peine ou la lui appliquer n'est également possible qu'en vertu d'une loi.

Constitution de la Turquie

Article 85

Les impôts ne peuvent être établis et perçus qu'en vertu d'une loi. Les taxes et contributions coutumières perçues par l'Etat ou par les administrations particulières des vilayets et par les municipalités, peuvent continuer à l'être jusqu'à l'élaboration des lois y relatives.

Article 84

L'impôt est la contribution du peuple aux dépenses générales de l'Etat. La perception, contrairement à ce principe, de taxes, de dîmes ou d'autres contributions, par des personnes physiques ou morales ou par quiconque agissant en leur nom, est interdite.

Constitution de l'Uruguay

Article 34

Nul ne sera tenu d'accorder une aide quelconque aux armées, ni de loger chez lui des militaires, si ce n'est sur l'ordre du magistrat civil désigné par la loi, et dans ce cas, il recevra de la République une indemnité pour le préjudice ainsi subi.

Constitution de la Yougoslavie

Article 42

L'obligation de payer l'impôt est générale et proportionnée à la situation matérielle des citoyens.

Les impôts publics et l'exemption de ces impôts ne sont établis que par la loi.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 24

"Les conditions d'accès à toutes les occupations et professions de caractère privé seront les mêmes pour tous."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

- néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique inter-américain) Article XIV (paragraphe 2)

Ce droit comprend celui de choisir librement une occupation, dans la mesure où les possibilités d'emploi existantes le permettent. Il comprend également le droit de changer d'emploi et de se déplacer d'un lieu d'emploi à un autre. Le droit de fonder des syndicats ouvriers et des associations professionnelles est lié au droit au travail.

Cuba - Pas de dispositions

Panama - Pas de dispositions

B. Propositions

Inde - Pas de dispositions

Etats-Unis - Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux de gouvernement

Article 12

Les sujets afghans sont libres dans les affaires commerciales, industrielles et agricoles, conformément aux lois établies.

Constitution de la Bolivie

Article 6

Toute personne jouit des droits fondamentaux suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice :

2. Se livrer au travail, au commerce ou à l'industrie sous réserve que ces activités ne portent pas préjudice au bien public.

Constitution du Brésil

Article 141

14. L'exercice de toute profession est libre pour qui remplit les conditions de capacité établies par la loi.

Article 161

La loi réglementera l'exercice des professions libérales et la validation des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement étrangers.

Article 146

L'Union pourra, par une loi spéciale, intervenir dans le domaine économique et établir un monopole pour une industrie ou une activité déterminée. Cette intervention sera fondée sur l'intérêt public et sera limitée par les droits fondamentaux garantis par la présente Constitution.

Constitution de la Colombie

Article 40

Dorénavant, seuls pourront être inscrits comme avocat, ceux qui en possèdent le titre. Nul ne pourra plaider dans un procès, qu'il soit partie ou non, s'il n'est pas avocat inscrit. Cependant la loi établira des exceptions.

Article 39

Toute personne est libre de choisir un métier ou une profession. La loi peut exiger des titres de capacité et réglementer l'exercice des professions.

Les autorités contrôleront les métiers et les professions, pour ce qui concerne la morale, la sécurité et la salubrité publiques. La loi pourra restreindre la production et la consommation des liqueurs et des boissons fermentées.

La loi pourra également ordonner la révision et le contrôle des tarifs et des règlements des entreprises de transport et autres services publics.

Constitution du Costa-Rica

Article 62

A égalité de titres, les patrons et les entreprises publiques ou privées devront donner la préférence aux travailleurs costariciens. La loi fixera éventuellement le pourcentage minimum de travailleurs nationaux à employer, en tenant compte non seulement de leur nombre, mais aussi du montant total des salaires ou traitements payés.

Constitution de Cuba

Article 70

Est instituée pour les professions universitaires l'association professionnelle officielle et obligatoire. La loi déterminera, en ce qui concerne ces associations la structure et le fonctionnement d'un organisme supérieur de caractère national et des organismes locaux nécessaires, de manière que la gestion soit placée sous l'autorité de la majorité des membres.

La loi réglementera également l'association obligatoire pour les autres professions officiellement reconnues par l'Etat.

Article 73

La part faite aux Cubains de naissance dans la répartition du travail sera prépondérante, de la manière déterminée par la loi, tant au point de vue du montant total des traitements et salaires qu'à celui du nombre de travailleurs dans chaque catégorie professionnelle. La loi protégera aussi les naturalisés Cubains qui ont fondé une famille sur le territoire national, par préférence aux naturalisés Cubains qui ne se trouvent pas dans ces conditions, et aux étrangers.

En ce qui concerne les emplois techniques indispensables; les étrangers ne seront pas soumis aux dispositions des alinéas précédents, sous réserve de l'observation des formes légales et toujours sous la condition que soit facilité aux Cubains de naissance l'apprentissage du travail technique dont il s'agit.

Constitution du Danemark

Article 81

Toutes les restrictions portant atteinte au libre exercice par tous de toutes les professions, et non fondées sur l'utilité publique, seront abolies par les lois.

Constitution d'El Salvador

Article 34

Toute industrie est libre et il ne peut être créé de monopole au profit de la nation. L'eau-de-vie, le salpêtre et la poudre feront l'objet d'un monopole administré par le pouvoir exécutif.

Il n'y aura aucun monopole d'aucune sorte, ni de prohibition au titre de protection de l'industrie. Sont seuls exceptés les monopoles relatifs à la frappe de la monnaie, et les privilèges accordés par la loi, pour un temps limité, à ceux qui ont inventé ou perfectionné une industrie.

Constitution de l'Equateur

Article 181

Est garantie la liberté d'exercer une profession libérale...

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

10. La liberté du travail, du commerce et de l'industrie...

On ne peut exiger de personne des services gratuits ou rémunérés qui ne soient pas imposés par la loi.

Constitution de Haïti

Article 18

La liberté du travail s'exerce sous le contrôle et la surveillance de l'Etat et est conditionnée par la loi. Cependant, seuls les Haïtiens d'origine peuvent pratiquer le commerce de détail, diriger les travaux de la petite industrie et s'adonner à toutes autres activités commerciales, professionnelles telles que la loi les déterminera.

Constitution du Honduras

Article 63

Il n'y aura pas de monopole en faveur de particuliers. On ne pourra accorder de privilèges que pour une période ne dépassant pas dix années; les concessions accordées pour favoriser la création ou le perfectionnement de nouvelles industries, l'immigration, les établissements de crédit,

l'ouverture de nouvelles voies de communication ou les entreprises de colonisation ne pourront excéder quatre-vingt-dix ans et ne pourront être prorogées. Il ne sera possible d'accorder des dispenses de paiement des droits et des impôts existants que dans les cas ci-dessus mentionnés; mais en aucun cas et en aucune façon on ne pourra accorder la dispense, dans les concessions et les traités, des charges publiques futures. L'Etat ne pourra dans les concessions qu'il accorde, ni dans les traités qu'il conclut dispenser du paiement des impôts municipaux. Lors de l'expiration de concessions relatives à la colonisation, l'immigration, l'ouverture de voies de communications, l'entreprise avec tous ses accessoires et en plein fonctionnement passera à l'Etat sans aucune espèce de rétribution.

Constitution de l'Islande

Article 69

Des restrictions au libre exercice des professions ne peuvent être établies que si des raisons d'utilité publique l'exigent; elles ne peuvent être édictées que par voie législative.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 4

Nul ne pourra être empêché de se livrer à la profession, industrie, commerce ou travail de son choix, pourvu qu'ils soient licites. L'exercice de cette liberté ne pourra être interdit que par décision judiciaire, lorsqu'il y aura atteinte aux droits d'un tiers, ou par résolution gouvernementale, édictée aux termes de la loi, lorsqu'il y aura atteinte aux droits de la société. Nul ne pourra être privé du produit de son travail sinon par décision de justice.

La loi déterminera dans chaque état quelles sont les professions pour l'exercice desquelles il faut un brevet, les conditions nécessaires pour l'obtenir et les autorités qui devront le délivrer.

Constitution du Nicaragua

Article 57

L'intégration des diplômés étrangers devra se faire sur la base de la réciprocité possible. La loi pourvoira à l'application de cette disposition.

Article 96

... Dans les limites de cette notion, l'Etat garantit la liberté du travail et le droit pour chacun de se consacrer librement à la profession, à l'industrie ou au métier qu'il a jugé bon de choisir, à condition que cela ne soit pas contraire à la morale, à la santé ou à la sécurité publique.

Le vagabondage est punissable.

Article 52

L'Etat pourra, dans l'intérêt général, intervenir dans l'exploitation et le régime des entreprises de service public.

Constitution de la Norvège

Article 101

Il ne sera à l'avenir accordé à quiconque un privilège nouveau et perpétuel, constituant une restriction à la liberté de l'industrie.

Constitution du Panama

Article 41

Toute personne est libre d'exercer une profession ou un métier quelconques; l'exercice en est soumis aux règlements que la loi établit en ce qui concerne l'aptitude, la moralité, la sécurité et la santé publiques.

Constitution du Paraguay

Article 33

Les citoyens ont accès à tous les emplois sans autre condition que l'aptitude, et les étrangers seront soumis aux restrictions fixées par la loi.

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants :

..., droit de choisir une profession; droit au travail et à l'exercice de tout commerce ou industrie licite, sous réserve des limitations que la loi impose pour des raisons sociales et économiques d'intérêt national.

Constitution du Pérou

Article 42

L'Etat garantit la liberté du travail. Chacun peut exercer librement tout métier, industrie ou profession non contraires à la morale, à la santé ou à la sécurité publiques.

Constitution de la Pologne

Article 101

Tout citoyen est libre... de choisir son métier ou sa profession et de transférer ses biens... Ces droits ne peuvent être limités que par la loi.

Constitution du Siam

Article 14

Sous réserve des dispositions de la loi, chacun jouit d'une entière liberté de la personne, du domicile, de la propriété, de parole, d'écrit, de publication, d'enseignement, de réunion publique, d'association ou de profession.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 108

Tout ressortissant tchécoslovaque peut...exercer une profession dans les limites fixées par les règlements généraux.

La limitation de ce droit n'est possible que dans l'intérêt public et en vertu des lois.

Constitution de l'Uruguay

Article 35

Toute personne peut s'adonner à la culture, à l'industrie, au commerce, exercer une profession ou se livrer à toute autre activité licite, sous réserve des restrictions que la loi établit dans l'intérêt général.

SECTION IV : PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 25

"Tout ce qui n'est pas interdit par la loi est permis."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES
DROITS DE L'HOMME

- néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions.

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions.

Etats-Unis

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Argentine

Article 19

Aucun habitant de la nation ne peut être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne prohibe pas.

Les actes privés des hommes, lorsqu'ils n'offensent pas l'ordre et la morale publics et ne préjudicient pas aux tiers, ne relèvent que de Dieu et ne sont pas justiciables des tribunaux.

Constitution de la Bolivie

Article 29

Nul ne sera contraint de faire ce que la Constitution et les lois n'ordonnent pas, ni de s'abstenir de ce qu'elles n'interdisent pas.

Article 33

Les déclarations, les droits et les garanties que la Constitution énumère ne seront pas interprétés comme écartant les autres droits et garanties qui n'y figurent pas, mais qui découlent de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

Constitution du Brésil

Article 144

L'énumération des droits et garanties mentionnés dans la présente Constitution n'exclut pas d'autres droits et garanties découlant du régime et des principes qu'elle consacre.

Article 141

2. Nul ne peut être contraint à faire ou à cesser de faire un acte quelconque, sinon en vertu de la loi.

Constitution de la Colombie

Article 20

Les particuliers ne sont responsables devant les autorités que pour infraction à la Constitution ou aux lois. Les fonctionnaires le sont dans les mêmes cas, et aussi lorsqu'ils outrepassent leurs fonctions ou lorsqu'ils négligent de les exercer.

Constitution du Costa-Rica

Article 36

Nul ne peut être inquiété ni poursuivi pour un acte quelconque non contraire à la loi, ou à raison de la manifestation de ses opinions politiques.

Toutefois, aucune forme de propagande politique ne pourra être conduite par des membres du clergé ou par des laïcs invoquant des arguments d'ordre religieux ou utilisant comme moyens les croyances religieuses du peuple.

Article 50

Les actions privées qui ne touchent pas à l'ordre public ou à la moralité publique, et qui ne causent pas de tort ou de préjudice à autrui, restent en dehors de l'action de la loi.

Constitution de la République Dominicaine

Article 7

L'énumération de l'article 6 n'est pas limitative, elle n'exclut donc pas les autres droits naturels.

Article 88

Personne ne peut être contraint de faire ce qui n'est pas commandé par la loi, ni être empêché de faire ce qui n'est pas prohibé par la loi.

France, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789

Article 5

La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Article 8

La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Constitution du Guatemala

Article 23

2. Personne ne peut être empêché de faire ce que la loi ne défend pas.

Constitution du Nicaragua

Article 41

Nul ne peut être obligé de faire ce que la loi n'ordonne pas ni empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

Constitution du Paraguay

Article 30

Aucun habitant ne peut être obligé à faire ce que la loi n'ordonne pas ou empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

Constitution du Pérou

Article 24

Nul ne sera obligé de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

Constitution de l'Uruguay

Article 63

L'énumération des droits, devoirs et garanties conférés par la Constitution n'exclut pas les autres droits inhérents à la personne humaine, ou qui dérivent de la forme républicaine du gouvernement.

Article 10

Les actes privés qui ne troublent nullement l'ordre public et ne portent pas préjudice à autrui échappent à l'autorité des magistrats.

Aucun habitant de la République ne sera contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, Principes fondamentaux du Gouvernement

Article 11

La liberté personnelle est garantie contre toute espèce d'atteinte; nul ne peut être arrêté ou puni en dehors de la Chariat et des lois. Toute forme d'esclavage est prohibée de façon absolue en Afghanistan. Nul homme ni femme ne peut asservir une autre personne sous la forme de l'esclavage.

Constitution de l'Argentine

Article 18

Aucun habitant de la nation ne peut être frappé d'une peine, sinon en vertu d'un jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait incriminé; ni jugé par des commissions spéciales, ni distrait des juges désignés par la loi antérieure au fait de la cause. Nul ne peut être contraint à déposer contre lui-même, ni arrêté si ce n'est en vertu d'un ordre écrit de l'autorité compétente. La défense en justice de la personne et des droits est inviolable. Le domicile est inviolable, ainsi que la correspondance épistolaire et les papiers privés; une loi déterminera dans quels cas et moyennant quelles justifications l'entrée dans le domicile ou la saisie pourront avoir lieu. Sont abolies à jamais la peine de mort en matière politique, les tortures de quelque espèce que ce soit et la peine du fouet. Les prisons de la nation seront saines et propres; elles sont destinées à la garde et non au châtimement des coupables qui y sont détenus; toute mesure qui, sous prétexte de dispositions à prendre entraînerait pour le condamné des souffrances plus grandes qu'il n'est nécessaire, engagera la responsabilité du juge qui l'autorise.

Constitution de la Belgique

Article 9

Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Article 7, paragraphe 2

Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Article 8

Nul ne peut être distrait contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Constitution de la Bolivie

Article 14

Nul n'est tenu en matière pénale, de témoigner contre lui-même. Ne sont pas non plus tenus de déposer contre la personne en cause, ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ni ses alliés jusqu'au second degré.

Article 31

La loi ne dispose que pour l'avenir et n'a pas d'effet rétroactif.

Article 24

Le pouvoir législatif a compétence pour changer et modifier les codes ainsi que pour édicter les règlements et dispositions concernant les procédures judiciaires.

Article 13

Nul ne peut être jugé par des commissions spéciales ni déféré à des juges autres que ceux qui ont été désignés antérieurement aux faits de la cause.

Constitution du Brésil

Article 141

27. Nul ne sera jugé ou condamné si ce n'est par l'autorité compétente et en vertu d'une loi antérieure.

Article 141

29. La loi pénale réglementera l'individualisation de la peine et elle n'aura d'effet rétroactif que si la rétroactivité est favorable à l'accusé.

28. L'institution du jury est maintenue, avec l'organisation que lui donnera la loi; le nombre des jurés sera toujours impair; sont garantis le secret du vote, la pleine liberté de la défense et l'autorité souveraine du verdict. La compétence du jury est obligatoire dans le cas de crimes attentatoires à la vie.

Constitution de la Colombie

Article 28

Même en temps de guerre, nul ne pourra être puni ex post facto, si ce n'est conformément à la loi, à l'ordre ou au décret qui qualifient le fait et fixent la peine applicable.

Cette disposition n'empêche pas, même en temps de paix, lorsqu'il y a de graves motifs de craindre des troubles de l'ordre public, l'arrestation et l'emprisonnement de personnes qui sont soupçonnées de les provoquer. Cette arrestation ne peut être exécutée que sur un ordre du gouvernement, préalablement approuvé par les ministres.

Article 26

... En matière criminelle, la loi permissive ou favorable, alors même qu'elle serait postérieure, doit être appliquée de préférence à la loi restrictive ou défavorable.

Constitution du Costa-Rica

Article 26

La loi n'a pas d'effet rétroactif.

Article 38

La connaissance des affaires civiles et criminelles appartient exclusivement aux autorités établies par la loi. Il ne peut être créé de commission, de tribunal ou de juge pour des affaires déterminées. Seuls les membres de l'armée et seulement pour les délits de sédition et de rébellion seront soumis à la juridiction militaire; les délits commis contre la discipline par des personnes qui sont sous les drapeaux ou par celles qui y sont appelées et tous autres délits commis en campagne seront jugés conformément au code militaire.

Article 42

Aucune peine ne pourra être infligée à quiconque sans qu'il ait été entendu en justice et sans une condamnation exécutoire émanant du juge ou de l'autorité compétente, exception faite pour les cas de contrainte corporelle, de défaut à comparaître ou autres cas du même genre en matière civile, et le cas d'amende ou d'arrestation en matière de police.

Article 43

Nul ne peut être frappé d'une peine qui n'est pas fixée par une loi antérieure au délit ou à la faute commis.

Article 39

En matière criminelle, nul n'est tenu de témoigner contre lui-même ni de déposer en qualité de témoin contre son conjoint, ses ascendants, descendants et autres parents jusqu'au troisième degré de consanguinité et jusqu'au deuxième degré de parenté par alliance.

Constitution de la République de Cuba

Article 22

Les autres lois n'ont pas d'effet rétroactif sauf si la loi elle-même en dispose ainsi pour des raisons d'ordre public, d'utilité sociale ou de nécessité nationale reconnues expressément par une loi approuvée par les deux tiers des membres de chaque corps législatif. En cas de contestation sur la constitutionnalité d'une clause de rétroactivité, il appartiendra au tribunal des garanties constitutionnelles et sociales de prendre une décision à ce sujet, sans qu'il puisse se récuser pour des raisons de forme ou pour tout autre motif.

En tout cas, la loi elle-même établira le degré, le mode et la forme d'indemnisation pour les atteintes que la rétroactivité porterait aux droits légitimement acquis en vertu de la législation antérieure.

La loi adoptée en vertu du présent article ne sera pas valide, si elle entraîne des effets contraires aux dispositions de l'article 24 de la présente Constitution.

Article 21

Les lois pénales auront un effet rétroactif tant qu'elles seront favorables au délinquant. Sont exclus du bénéfice de cette disposition, en cas de fraude, les fonctionnaires et employés des services publics qui commettent un délit dans l'exercice de leurs fonctions, ceux qui sont coupables de délits électoraux ou qui attentent aux droits individuels que la présente Constitution garantit. A ceux qui sont reconnus coupables

de ces délits, seront appliquées les peines et les qualifications prévues par la loi en vigueur au moment du délit.

Egypte, Rescrit royal n° 42 de 1923

Article 6

Aucune infraction ni aucune peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi.

Les peines ne peuvent être appliquées qu'aux infractions commises postérieurement à la promulgation de la loi qui les prévoit.

Constitution d'El Salvador

Article 20

Nul ne peut être privé de la vie, de sa liberté et de ses biens sans avoir été entendu préalablement et traduit en justice conformément aux lois; de même, nul ne peut être actionné en justice au civil ou au criminel deux fois pour la même cause.

Article 22

Nul ne peut être jugé par une juridiction autre que celle du lieu du délit, sauf dans les cas déterminés par la loi ou dans ceux où la loi accorde à la Cour de justice la faculté de désigner une autre juridiction.

Article 24

Aucune loi ne peut avoir un effet rétroactif, sauf en matière pénale, quand la loi nouvelle est favorable au délinquant.

Article 27

Aucun pouvoir ou autorité ne peut évoquer une cause pendante ni rouvrir un jugement définitif.

Article 25

Nul ne peut être jugé qu'en vertu des lois antérieures au fait incriminé et par le tribunal établi préalablement par la loi.

Constitution de l'Equateur

Article 169

... Nul ne peut être soustrait à ses juges naturels, ni condamné sans jugement préalable rendu conformément à une loi antérieure au fait qui a motivé l'action judiciaire, ni jugé par des commissions spéciales, ni privé du droit de défense à n'importe quel stade du procès.

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

... (2) le droit de toute personne.... a être réputée innocente tant qu'elle n'a pas été déclarée coupable conformément à la loi.

Constitution des Etats-Unis

Article 1

Section 9, clause 3. Il ne pourra être fait aucun bill d'attainder ni aucune loi ex post facto.

Section 10, clause 1. Aucun état ne pourra... faire de loi d'attainder ou ex post facto, ou de loi affaiblissant l'obligation des contrats...

Septième amendement

Dans les procès de common law où la valeur en litige excèdera vingt dollars, le droit au jugement par jury sera assuré. Aucun fait jugé par un jury ne pourra, devant une Cour quelconque des Etats-Unis, faire l'objet d'un nouvel examen que conformément aux règles de la common law.

Constitution de l'Ethiopie

Article 24

Aucun sujet éthiopien ne pourra contre sa volonté être privé du droit d'avoir sa cause instruite par le tribunal légalement institué.

France, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789 Article 8

La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit, et légalement appliquée.

Article 7

Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi, doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.

Constitution de la Grèce

Article 7

Il n'y a ni délit, ni peine applicable, en dehors d'une loi mise en vigueur avant que l'acte ait été commis.

Constitution du Guatemala

Article 52

Nul ne peut être condamné sans avoir été cité, entendu et reconnu coupable en justice.

Article 49

Ne sont pas punissables les actions ou les omissions qui ne sont pas qualifiées comme délit ou faute, et punissables aux termes d'une loi antérieure à leur commission. Les lois pénales auront un effet rétroactif quand elles seront favorables aux délinquants. Les autres lois n'ont de rétroactivité que pour des motifs d'ordre public, d'utilité sociale ou de nécessité nationale, déclarés expressément dans la loi qui devra avoir été adoptée par les deux tiers du nombre total des députés qui constituent le congrès.

Constitution de Haïti

Article "D"

Le principe de la non-rétroactivité des lois ne s'oppose pas à ce qu'il soit pris dans le cadre légal, et en ce qui concerne les cinq dernières années précédant la présente Constitution, toutes les mesures de redressement et de sanction que commande l'intérêt national.

Article 15

Aucune loi ne peut avoir d'effet rétroactif sauf en matière pénale quand elle est favorable au délinquant.

Article 15

Nul ne peut être distrait des juges que la Constitution ou la loi lui assigne. Ainsi, un civil ne pourra jamais être justiciable d'une Cour militaire quelle qu'elle soit, ni un militaire en matière de droit commun distrait du Tribunal de droit commun; exception faite pour le cas d'état de siège légalement déclaré.

Article 16

Nulle peine ne peut être établie que par la loi ni appliquée que dans les cas qu'elle détermine.

Article 24

Le jury, dans les cas déterminés par la loi, est établi en matière criminelle, et pour les délits politiques commis par la voie de la presse ou autrement.

Constitution du Honduras

Article 54

Les lois ne peuvent avoir d'effet rétroactif, sauf en matière pénale quand elles sont favorables au délinquant ou à l'accusé.

Article 43

Nul ne peut être jugé par des commissions spéciales, ni par des juges autres que ceux qui sont désignés par la loi.

Article 45

Nul ne peut être obligé en matière criminelle, à témoigner contre lui-même ni contre son conjoint ou ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou ses alliés jusqu'au second degré.

Constitution du Liban

Article 8

Aucune infraction et aucune peine ne peuvent être établies que par la loi.

Constitution du Libéria

Article I

Section 6. Toute personne lésée aura le droit de se faire rendre

justice par les voies légales. La justice sera rendue gratuitement sans déni ou délai, et, dans tous les cas qui ne relèvent pas de la loi martiale ou d'un impeachment, les parties auront le droit d'être jugées par un jury et d'être entendues en personne ou par leur conseil, ou des deux façons à la fois.

Section 7. Nul ne sera tenu de répondre pour un crime capital ou infamant, excepté dans les cas d'impeachment, dans les cas se produisant dans l'armée et la marine, ou pour les infractions minimales, si ce n'est en vertu de la décision spontanée d'un grand jury; et toute personne poursuivie au criminel aura le droit de recevoir, en temps utile, une copie de l'acte d'accusation, d'être confrontée avec les témoins à charge, et de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins en sa faveur, d'être jugés rapidement, publiquement et impartialement par un jury pris dans le voisinage. Elle ne sera pas obligée de fournir ou de donner des preuves contre elle-même; et nul ne pourra être mis en péril dans sa vie ou sa personne deux fois pour la même infraction.

Section 8. Nul ne sera privé de la vie, de la liberté, de la propriété ou d'un privilège, si ce n'est par le jugement de ses pairs ou par la loi du pays.

Section 18. Nul ne peut en aucun cas, être assujéti à la loi martiale ou à aucune pénalité ou peine en vertu de cette loi, à l'exception de ceux qui sont en service actif dans l'armée, la marine ou la milice, si ce n'est par l'autorité de la Législature.

Constitution du Luxembourg

Article 13

Nul ne peut être distrait contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Article 14

Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 14

Aucune loi ne pourra avoir d'effet rétroactif au préjudice de quiconque. Nul ne pourra être privé de la vie, de sa liberté ou de ses propriétés, biens ou droits, qu'à la suite d'une instance judiciaire portée devant les tribunaux établis antérieurement, dans laquelle seront observées les formalités essentielles de la procédure, et conformément aux lois édictées avant l'acte qui motive le procès. Dans les affaires d'ordre criminel, il est défendu d'infliger par simple analogie et même en vertu d'une raison plus forte, aucune peine qui ne soit décrétée par une loi exactement applicable au délit dont il s'agit.

Dans les procès d'ordre civil, l'arrêt définitif devra se conformer à la lettre ou à l'interprétation juridique de la loi, à défaut de celle-ci, l'arrêt sera fondé sur les principes généraux du droit.

Article 13

Nul ne peut être jugé d'après des lois particulières ni par des tribunaux spéciaux. Aucune personne ou corporation ne pourra jouir d'aucun privilège ou exemption, ni d'autres émoluments que ceux qui seront la rémunération de services publics et qui seront fixés par la loi. Le code spécial pour délits et fautes contre la discipline militaire subsiste, mais en aucun cas et pour aucun motif, les tribunaux militaires ne pourront étendre leur juridiction à des personnes n'appartenant pas à l'armée. Lorsqu'un civil se trouvera impliqué dans un délit ou une faute d'ordre militaire, l'autorité civile compétente connaîtra de l'affaire.

Article 17

Nul ne peut se faire justice par lui-même, ni exercer des violences pour réclamer ses droits. Les tribunaux seront prêts à rendre justice dans les délais et dans les ressorts fixés par la loi; leur service sera

gratuit; en conséquence, les frais judiciaires seront interdits.

Article 19

Tout procès se limitera strictement au délit ou aux délits visés dans le mandat d'emprisonnement. Si, au cours d'un procès, il apparaît qu'il a été commis un délit autre que celui qui est poursuivi, ce nouveau délit fera l'objet d'une accusation distincte, sans préjudice de la possibilité de joindre ultérieurement les accusations, si cela semble convenable.

Aucun procès criminel ne pourra donner lieu à plus de trois instances. Nul ne peut être jugé deux fois pour le même délit, que l'arrêt l'ait absous ou qu'il l'ait condamné. La pratique de suspendre des poursuites jusqu'à production de preuves nouvelles est prohibée.

Article 130

Il appartient aux pouvoirs fédéraux d'exercer, en matière de culte religieux et de discipline externe, l'intervention déterminée par les lois. Les autres autorités agiront comme auxiliaires de la fédération.

Les procès pour infraction aux règles précédentes ne seront jamais soumis au jury.

Constitution du Nicaragua

Article 43

Aucune loi n'a force ni effets rétroactifs, sauf en matière pénale en faveur du délinquant.

Article 44

Seules seront punies les actions ou omissions déclarées punissables par une loi antérieure aux dites actions ou omissions.

Article 221

Lorsque la République se trouvera entraînée dans une guerre internationale ou que la guerre civile éclatera à l'intérieur du pays, ou qu'il y aura danger de l'un ou l'autre cas, ou en cas d'épidémie, de

tremblement de terre ou de toute autre calamité publique, ou lorsque pour une raison quelconque, la défense, la paix et la sécurité de la nation ou de ses institutions ou de la forme du gouvernement l'exigeront, le Président de la République, d'accord avec les ministres, pourra par décret, limiter ou suspendre, dans tout ou partie du territoire national, l'exercice des garanties constitutionnelles, à l'exception, dans tous les cas, de celles qui sont relatives à :

1. L'inviolabilité de la vie humaine;
2. La défense aux juges qui ne sont pas désignés par la loi de rendre des jugements;
3. La défense d'appliquer des peines infamantes y compris la fustigation et toute espèce de torture;
4. La défense de promulguer des lois à effet rétroactif ou confiscatoires;
5. Celle de lever des impôts.

Constitution de la Norvège

Article 96

Nul ne peut être jugé que d'après la loi, ni puni que d'après un jugement.

Article 97

Aucune loi n'aura d'effet rétroactif.

Constitution de la République de Panama

Article 31

Ne seront punis que les faits déclarés punissables par une loi antérieure au délit commis et s'appliquant exactement au fait imputé.

Article 33

Dans les cas prévus par la loi et conformément aux termes précis de celle-ci, pourront infliger des peines sans jugement préalable :

1. Les fonctionnaires qui exercent la puissance publique ou qui rendent la justice, lesquels peuvent frapper d'amende ou d'arrestation toute personne qui les injurie ou leur manque de respect dans l'exercice

de leurs fonctions, ou à raison de mesures prises dans l'exercice de ces fonctions;

2. Les chefs de la police, lesquels peuvent ordonner l'arrestation de leurs subalternes pour réprimer un acte d'insubordination ou une mutinerie;
3. Les capitaines de navires, qui, hors du port, ont le pouvoir de réprimer un acte d'insubordination ou une mutinerie ou de maintenir l'ordre à bord et d'emprisonner provisoirement tout délinquant réel ou présumé.

Article 32

Nul ne pourra être jugé que par une autorité compétente et conformément à la procédure légale, et pas plus d'une fois pour le même fait.

Article 25

Nul n'est tenu de témoigner contre lui-même en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, ni contre son conjoint, ni contre aucun membre de sa famille jusqu'au quatrième degré de consanguinité et jusqu'au deuxième degré de parenté par alliance.

Article 44

Les lois n'ont pas d'effet rétroactif, sauf celles qui concernent l'ordre public ou l'intérêt social. En matière criminelle, la loi favorable à l'accusé recevra toujours la préférence et sera appliquée rétroactivement même au cas de sentence exécutoire.

Constitution du Paraguay

Article 26

Aucune loi n'aura d'effet rétroactif. Aucun habitant ne peut être puni sans jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait en cause, ni jugé par des tribunaux spéciaux

Article 26

Le crime commis ou le deshonneur qu'il entraîne n'atteignent pas les membres de la famille du criminel

Nul ne peut être obligé de déposer contre lui-même

Constitution des Pays-Bas

Article 162

Tous les jugements doivent contenir les motifs sur lesquels ils sont fondés, et en matière pénale, les dispositions de lois sur lesquelles repose la condamnation.

Ils sont prononcés publiquement.

Sauf les exceptions déterminées par la loi, les audiences sont publiques. Le juge peut s'écarter de cette règle dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes moeurs.

Pour les faits punissables qui seront indiqués par la loi, il peut être aussi dérogé à ce qui est déterminé dans le premier et le deuxième alinéas.

Constitution de la République du Pérou

Article 25

Aucune loi n'a force ni effet rétroactifs.

Article 57

Nul ne sera condamné pour un acte ou une omission qui, au moment où il est commis, n'est pas qualifié par la loi en termes formels et non équivoques comme une infraction punissable. Nul ne sera jugé par d'autres tribunaux que ceux que la loi établit. Aucune déclaration arrachée par la violence n'aura de force légale.

La peine de confiscation des biens ne sera pas imposée.

Article 64

Les tribunaux ordinaires connaîtront des délits de presse.

Constitution des Philippines

Article 3

Section 1 :

(1) Nul ne peut être privé de la vie, de sa liberté ou de ses biens autrement que par une procédure conforme au droit et nul ne peut se voir refuser l'équale protection des lois.

(11) Il ne peut être promulgué de lois avec effet rétroactif, ni d'ordonnance prononçant la mort civile.

(15) Nul ne peut être tenu de répondre d'une infraction criminelle si ce n'est par une procédure conforme au droit.

(17) Pendant toute poursuite criminelle, l'accusé est présumé innocent jusqu'à preuve contraire et jouit du droit de se faire entendre par lui-même ou par son conseil, d'être informé de la nature et du motif de l'accusation portée contre lui, de passer rapidement en jugement public, d'être confronté personnellement avec les témoins, et de disposer d'un moyen de contrainte pour obtenir la comparution des témoins à décharge.

(18) Nul ne peut être contraint de témoigner contre lui-même.

(20) Nul ne peut être mis à nouveau sous le coup d'une peine pour le même délit. Si un acte déterminé est sanctionné par une loi et par une ordonnance, la condamnation ou l'acquittement en vertu de l'une ou de l'autre de ces mesures fait obstacle à toute autre poursuite pour le même acte.

Constitution de la Pologne

Article 98

Nul ne peut être soustrait aux tribunaux dont il relève de droit. Les tribunaux d'exception ne peuvent être saisis que dans les cas prévus par les lois promulguées antérieurement à l'acte incriminé. Les citoyens ne peuvent être poursuivis, et les peines ne peuvent leur être appliquées qu'en conformité d'une loi en vigueur

Constitution de la Suède

Article 16

Le roi fera juger chacun par le juge dont il relève et d'après la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 94

2. Nul ne peut être soustrait à son juge légal.

Constitution de l'Uruguay

Article 12

Nul ne peut être condamné ou mis en résidence forcée sans procès régulier ni sans une sentence légale.

Constitution de la Yougoslavie

Article 28

Paragraphe 3 : Nul ne peut être puni pour infraction à la loi sans une décision du tribunal compétent, rendue en vertu de la loi par laquelle est fixée la compétence du tribunal et par laquelle est prévue l'infraction.

Paragraphe 4 : Les peines ne peuvent être établies et appliquées qu'en vertu de la loi.

Paragraphe 6 : Les organes de l'administration d'Etat ne peuvent prononcer de peine en matière d'infraction que dans les limites fixées par la loi.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 27

"Tout individu peut accéder à des tribunaux indépendants et impartiaux qui diront quels sont ses droits et ses devoirs au regard de la loi.

Il a le droit de consulter un conseil et d'être représenté par lui".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions

Cuba

Article 17

Le droit à la protection de la part des tribunaux compétents, à l'abri de toute influence contraire à la justice.

Panama (Institut de droit américain)

Article 7

Tout homme a le droit de voir sa responsabilité criminelle ou civile ainsi que ses droits déterminés sans délai injustifié au moyen d'un jugement public et légal rendu par un tribunal compétent auprès duquel il a eu pleine possibilité de se faire entendre.

L'Etat a le devoir d'entretenir les tribunaux appropriés et d'édicter les procédures nécessaires pour rendre ce droit effectif.

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux du gouvernement Article 24

La solution des procès personnels et des autres affaires des sujets appartient aux tribunaux de justice et aux administrations officielles; si les intéressés ne sont pas satisfaits des décisions des administrations que l'affaire concerne, ils peuvent s'adresser et demander l'examen de la question aux autorités supérieures, jusqu'aux ministères intéressés et, s'ils n'obtiennent pas satisfaction, au chef du gouvernement et au Roi.

Constitution de l'Argentine Article 24

Le Congrès apportera les modifications nécessaires à la présente législation, dans tous les domaines, et pourvoiera à l'organisation de jurys.

Constitution de la Belgique Article 7

La liberté individuelle est garantie.

Article 8

Nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne.

Article 24

Nulle autorisation préalable n'est nécessaire pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des ministres.

Constitution de la Biélorussie Article 88

Voir article 112 de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Constitution du Brésil Article 141

N° 4. La loi ne pourra soustraire à l'appréciation du pouvoir judiciaire une atteinte quelconque aux droits individuels.

N° 35. Les pouvoirs publics accorderont l'assistance judiciaire aux indigents dans la forme que la loi établira.

Constitution de la Chine Article 8

Nul ne peut être jugé, si ce n'est par un tribunal régulier et dans les formes prévues par la loi.

Article 16

Tous les citoyens jouissent du droit de pétition, de réclamation et d'ester en justice.

Constitution du Costa-Rica

Article 20

Les fonctionnaires sont responsables pour toute violation de la Constitution ou des lois. L'action pour les mettre en accusation appartient au peuple.

Article 47

Tout Costaricien ou étranger qui fait appel aux lois doit obtenir réparation pour les injures et les torts qu'il a soufferts dans sa personne, dans sa propriété ou dans son honneur. Justice doit lui être rendue rapidement, complètement, sans fin de non-recevoir et en stricte conformité avec les lois.

Article 49

Un même juge ne peut statuer en des instances différentes quand la question à décider est la même.

Constitution de Cuba

Article 28

Nul ne pourra être poursuivi ou condamné si ce n'est par le juge ou le tribunal compétent, en vertu de lois antérieures au délit, et en respectant les formes et les garanties prévues par ces lois. En l'absence de l'accusé, aucune condamnation ne sera prononcée contre lui et nul ne sera condamné, dans une cause criminelle sans avoir été entendu. On ne pourra non plus contraindre de témoigner contre l'accusé, ni l'accusé lui-même, ni son conjoint, ni ses parents jusqu'au quatrième degré ou ses alliés jusqu'au deuxième degré.

Aucune violence ni aucune contrainte ne sera exercée sur les individus pour les forcer à témoigner. Toute déclaration obtenue en violation de ce principe sera nulle et les responsables encourront les peines fixées par la loi.

Article 40

Les dispositions légales, gouvernementales ou autres régissant l'exercice des droits garantis par la présente Constitution seront nulles si elles les diminuent, les restreignent ou les modifient.

Il est légitime de résister pour protéger les droits individuels antérieurement garantis.

L'action à laquelle donne lieu toute infraction aux dispositions du présent titre est une action publique, intentée sans versement de cautionnement d'aucune sorte et sur simple dénonciation.

L'énumération des droits garantis dans le présent titre n'exclut pas les autres droits établis par la présente Constitution, ni les autres droits analogues qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

Constitution d'El Salvador

Article 7

Quiconque exerce une charge publique est directement et immédiatement responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions. La loi déterminera la façon dont cette responsabilité sera rendue effective.

Article 37

Toute personne a le droit de demander et d'obtenir protection de la Cour suprême de justice ou de la chambre de seconde instance, quand une autorité quelconque ou un individu restreint sa liberté personnelle ou l'exercice de l'un des droits individuels garantis par la présente Constitution.

Une loi spéciale indiquera de quelle façon cette protection sera rendue effective.

Constitution des Etats-Unis

Sixième amendement

Dans toute poursuite criminelle, l'accusé jouira du droit d'être jugé promptement et publiquement..... Il aura le droit..... d'être assisté d'un conseil pour sa défense.

Article III, section 2, clause 3 - tous les crimes seront jugés par un jury.....

Cinquième amendement

Nul ne pourra être..... privé de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété sans une procédure conforme au droit....

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789

Article 2

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Constitution de la Grèce

Article 8

Nul n'est soustrait malgré soi au juge qui lui est assigné par la loi.

Constitution du Guatemala

Article 36

Est libre, sans censure préalable, la manifestation de la pensée par n'importe quel moyen de diffusion...

Article 40

Les habitants de la République ont le droit de libre accès devant les tribunaux pour exercer leurs actions dans la forme prescrite par les lois.

Constitution de Haïti

Article 12

La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Au surplus, l'arrestation et la détention n'auront lieu que sur le mandat d'un fonctionnaire légalement compétent.

Pour que ce mandat puisse être exécuté, il faut :

- 1) Qu'il exprime formellement le motif de la détention et la disposition de la loi qui punit le fait imputé ;
- 2) Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissé copie au moment de l'exécution à la personne détenue, sauf le cas de flagrant délit.

Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit heures devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation. Cette juridiction sera organisée par la loi.

Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique, notamment pendant l'interrogatoire, sont interdites.

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789

Article 2

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Constitution de la Grèce

Article 8

Nul n'est soustrait malgré soi au juge qui lui est assigné par la loi.

Constitution du Guatemala

Article 36

Est libre, sans censure préalable, la manifestation de la pensée par n'importe quel moyen de diffusion...

Article 40

Les habitants de la République ont le droit de libre accès devant les tribunaux pour exercer leurs actions dans la forme prescrite par les lois.

Constitution de Haïti

Article 12

La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Au surplus, l'arrestation et la détention n'auront lieu que sur le mandat d'un fonctionnaire légalement compétent.

Pour que ce mandat puisse être exécuté, il faut :

- 1) Qu'il exprime formellement le motif de la détention et la disposition de la loi qui punit le fait imputé ;
- 2) Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissé copie au moment de l'exécution à la personne détenue, sauf le cas de flagrant délit.

Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit heures devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation. Cette juridiction sera organisée par la loi.

Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique, notamment pendant l'interrogatoire, sont interdites.

Toutes violations à cette disposition sont des actes arbitraires contre lesquels les parties lésées peuvent, sans autorisation préalable, se pourvoir devant les tribunaux compétents, en poursuivant soit les auteurs, soit les exécutants, quelles qu'en soient les qualités et à quelque corps qu'ils appartiennent.

Constitution du Honduras

Article 33

Toute personne a le droit de demander protection contre tout attentat ou acte arbitraire dont elle est victime et pour rendre effectif l'exercice de toutes les garanties que la présente Constitution établit, quand elle en sera indûment privée par les lois ou les actes d'une autorité, agent ou fonctionnaire public quelconques.

Article 85

Si l'exécutif viole l'une quelconque des dispositions du présent chapitre, la partie lésée, ou toute autre personne agissant en son nom, pourra introduire un recours en protection.

Article 189

Les employés et fonctionnaires publics qui violent un quelconque des droits ou garanties mentionnés dans la présente Constitution seront responsables pénalement et civilement; ils ne pourront obtenir de grâce ni de commutation de peine pendant la période en cours ni pendant la suivante.

La prescription des délits et des peines qu'ils encourent ne commencera qu'après ces périodes.

Constitution de l'Irak

Article 9

Nul ne peut être privé du droit de recours aux tribunaux, ni contraint d'accepter la juridiction d'un tribunal autre que celui compétent, sauf dans les cas prévus par la loi.

Constitution du Libéria

Article I
Section 17

Des actions pourront être intentées contre la République de la manière et dans les cas que la Législature pourra déterminer par la loi.

Constitution du Luxembourg

Article 30

Nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres des gouvernements.

Constitution du Nicaragua

Article 40

Les particuliers doivent répondre devant les autorités des infractions à la Constitution et aux lois. Les fonctionnaires publics le doivent pour les mêmes raisons et pour excès de pouvoir ou négligence dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 42

En cas d'infraction à une disposition constitutionnelle au détriment d'une personne quelconque, le fait que l'ordre soit venu d'un supérieur n'exonère pas de sa responsabilité l'agent d'exécution. Les militaires en service demeurent exceptés de cette disposition. Pour eux, la responsabilité retombera sur le supérieur qui donne l'ordre.

Article 45

Nul ne peut être soustrait à son juge légal ni déféré à une juridiction d'exception, qu'en vertu d'une loi antérieure.

Article 46

La loi pourra établir le jugement par jury dans les causes criminelles ou civiles.

Article 47

On ne peut priver personne du droit de présenter sa défense.

Article 48

Aucun pouvoir public, aucun fonctionnaire ne peuvent connaître d'affaires pendantes devant une autorité compétente.

Article 112

Les procès seront publics. Le défenseur aura le droit d'assister à tous les actes de l'instruction, y compris la déclaration de l'accusé.

Article 113

Nul ne peut être contraint, dans une affaire criminelle, correctionnelle

ou de simple police, à faire une déclaration qui lui soit contraire ou qui soit contraire à son conjoint, ou à ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou au deuxième degré d'affinité.

Article 221

Lorsque la République se trouvera entraînée dans une guerre internationale ou que la guerre civile éclatera à l'intérieur du pays, ou qu'il y aura danger de l'un ou l'autre cas, ou en cas d'épidémie, de tremblement de terre, ou de toute autre calamité publique, ou lorsque pour une raison quelconque la défense, la paix et la sécurité de la Nation, ou de ses institutions, ou de la forme du gouvernement l'exigeront, le Président de la République, d'accord avec les ministres, pourra par décret, limiter ou suspendre, dans tout ou partie du territoire national, l'exercice des garanties constitutionnelles, à l'exception dans tous les cas de celles qui sont relatives à :

1. L'inviolabilité de la vie humaine.
2. La défense aux juges qui ne sont pas désignés par la loi de rendre des jugements.
3. La défense d'appliquer des peines infamantes y compris la fustigation et toute espèce de torture.
4. La défense de promulguer des lois à effet rétroactif ou confiscatoire.
5. Celle de lever des impôts.

Article 319

Aux termes de la loi, les fonctionnaires publics sont personnellement responsables dans les cas de violation de la Constitution, de manque de probité administrative et de toute autre délit ou faute commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 320

Les fonctionnaires publics sont personnellement responsables des préjudices qu'ils causeront par négligence, omission ou abus dans l'exercice de leur charge.

Constitution de Panama

Article 20

Les particuliers ne répondent devant les autorités que des infractions à la Constitution ou à la loi. Il en est de même pour les fonctionnaires publics, qui sont également responsables en cas d'abus d'autorité ou d'omission dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 34

En cas d'infraction manifeste à une prescription constitutionnelle ou légale au préjudice d'une personne, l'ordre de l'autorité supérieure ne libère pas de sa responsabilité l'agent qui l'exécute. Exception est faite pour les membres de la force publique quand ils sont en service, auquel cas la responsabilité retombe uniquement sur le supérieur hiérarchique qui émet l'ordre.

Constitution du Paraguay

Article 17

Toutes les autorités supérieures, tous les fonctionnaires et les employés publics sont personnellement responsables des manquements et des délits qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions, sans préjudice de la responsabilité indirecte de l'Etat qui pourra être déterminée par la loi. Ils ne pourront en aucun cas exercer des fonctions qui ne relèvent pas de leur compétence et leurs actes devront toujours être conformes à la loi.

Article 27

Est inviolable, la défense en justice de la personne et des droits.

Article 34

Nul ne pourra se rendre justice à soi-même ni avoir recours à la violence pour faire valoir ses droits. Le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités créées par la présente Constitution. Toute force armée ou réunion de personnes qui usurpe les droits du peuple et pétitionne en son nom, est coupable du délit de sédition.

Constitution du Pérou

Article 19

Sont nuls les actes de ceux qui usurpent des fonctions publiques et les emplois conférés en dehors des conditions fixées par la présente Constitution et par les lois.

Article 20

Quiconque exerce une fonction publique est directement et immédiatement responsable des actes par lui accomplis dans l'exercice de ses fonctions. La loi déterminera la façon de rendre effective cette responsabilité. Le ministère public est tenu d'exiger l'application de cette prescription.

Constitution de la Pologne

Article 98

2. Aucune loi ne peut empêcher un citoyen de recourir aux tribunaux pour demander redressement ou réparation des torts ou des préjudices dont il a été la victime.

Article 121

Tout citoyen a droit à la réparation du dommage qui lui aura été causé par les organes de l'Etat, civils ou militaires, par des actes administratifs contraires à la loi, ou aux nécessités du service. L'Etat est responsable du dommage solidairement avec ces organes. L'introduction d'une plainte contre l'Etat et ses fonctionnaires n'est pas subordonnée à l'agrément de l'autorité publique. La même responsabilité incombe aux communes et aux autres corps autonomes, ainsi qu'à leur organes. Des lois spéciales fixeront la mise en oeuvre de ce principe.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 98

Les juges sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions; ils ne sont liés que par la loi.

Constitution de la Turquie

Article 83

Nul ne peut être traduit devant un tribunal autre que celui dont il relève d'après la loi.

Constitution de l'Ukraine

Article 111

Voir article 112 de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 112

Les juges sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi.

Constitution de l'Uruguay

Article 23

Tous les juges sont responsables devant la loi de la plus petite atteinte aux droits des personnes ainsi que des infractions à la procédure fixée par la loi.

Article 24

Tout fonctionnaire sera civilement responsable, si dans l'exercice de la fonction publique qui lui est confiée, il cause un préjudice à un tiers en ne remplissant pas les devoirs que sa charge lui impose.

L'Etat, les municipalités, les institutions autonomes, les services décentralisés ou le service public dont dépend le fonctionnaire seront subsidiairement responsables et ils seront obligatoirement parties au procès, et ils auront le droit d'exiger de ce fonctionnaire le remboursement des sommes qu'ils auront payées en cas de condamnation.

Article 57

Les fonctionnaires sont au service de la Nation et non au service d'un groupe politique. Pendant les heures et sur les lieux de travail la propagande sera déclarée illicite et, comme telle, sera réprimée par la loi.

La loi établira le statut du fonctionnaire sur la base du principe fondamental selon lequel le fonctionnaire existe pour la fonction et non la fonction pour le fonctionnaire.

Constitution de la Yougoslavie

Article 39

2. Les citoyens ont le droit de porter plainte contre les décisions des organes de l'administration de l'Etat et contre les procédés irréguliers des fonctionnaires. La procédure à suivre pour porter plainte sera fixée par la loi.

Article 40

Tout citoyen a le droit d'accuser devant le tribunal compétent les fonctionnaires pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 41

Les citoyens ont le droit, dans les conditions prévues par la loi, d'exiger de l'Etat et des fonctionnaires l'indemnité pour les dommages subis en conséquence de l'exercice illégal et irrégulier de leurs fonctions.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 28

"Tout individu a le droit, soit à titre individuel, soit conjointement avec d'autres, d'adresser des pétitions au gouvernement de son pays ou à l'Organisation des Nations Unies, pour obtenir le redressement d'abus."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article VII

Toute personne a le droit d'adresser, à titre individuel ou de concert avec d'autres personnes, une pétition au gouvernement pour demander réparations des torts ou au sujet de toute autre question d'intérêt public ou privé.

Le fait que ces pétitions auront été rendues publiques ne pourra être utilisé comme prétexte pour pénaliser en quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, la ou les personnes auteurs de la pétition.

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

I (a)

Tout être humain a droit à la liberté, et notamment ...
il a le droit de s'adresser aux Nations Unies, sans danger de représailles, chaque fois qu'une violation des droits de l'homme se produit ou menace de se produire.

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Argentine

Article 14

Tous les habitants de la Nation jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, à savoir :

Le droit de travailler et d'exercer toute industrie licite, le droit de naviguer et de commercer, d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer sur le territoire argentin, d'y résider, de le traverser et d'en sortir; de publier ses idées par la voie de la presse sans censure préalable; d'user et de disposer de sa propriété; de s'associer dans un but utile; de professer librement son culte; d'enseigner et de s'instruire.

Constitution de la Belgique

Article 21

Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques des pétitions signées par une ou plusieurs personnes.

Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Constitution de la Bolivie

Article 6

Toute personne jouit des droits fondamentaux suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice :

.... 5. Formuler des pétitions à titre individuel ou collectif.

Constitution du Brésil

Article 141

N° 37. Tout individu a le droit de réclamer, par voie de pétition adressée aux pouvoirs publics, contre les abus d'autorité et d'intenter une action en responsabilité contre leurs auteurs.

Article 194

Les personnes morales du droit public interne sont civilement responsables des dommages que leurs fonctionnaires, agissant en cette qualité, causent à des tiers.

Paragraphe unique. Elles pourront recourir en justice contre les fonctionnaires auteurs du dommage, s'il y a eu faute de la part de ces derniers.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

6. Le droit de présenter des pétitions aux autorités constituées, relativement à tous sujets d'intérêt public ou privé sous la seule réserve d'employer des termes respectueux et convenables.

Constitution de la Chine

Article 16

Tous les citoyens jouissent du droit de pétition, de réclamation, et d'ester en justice.

Constitution de la Colombie

Article 45

Toute personne a le droit d'adresser des pétitions respectueuses aux autorités, soit pour un motif d'intérêt général, soit pour un motif de caractère privé, et d'obtenir une solution rapide.

Constitution du Costa-Rica

Article 35

Le droit de pétition peut être exercé individuellement ou collectivement.

Constitution de la République de Cuba

Article 36

Toute personne a le droit d'adresser des pétitions aux autorités. Celles-ci devront les examiner, prendre une décision à leur sujet dans un délai qui ne pourra être supérieur à quarante-cinq jours et faire connaître la décision aux intéressés.

A l'expiration du délai fixé par la loi, ou, à son défaut, du délai indiqué ci-dessus, l'intéressé pourra introduire un recours dans les formes autorisées par la loi comme si la pétition avait été rejetée.

Egypte. Rescrit royal

Article 22

Les Egyptiens ont le droit de s'adresser aux autorités publiques, par des pétitions portant leurs signatures. Les autorités constituées et les personnes morales ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Constitution d'El Salvador

Article 16

Toute personne a le droit d'adresser des pétitions aux autorités légalement établies, à condition de rédiger ces pétitions dans les formes

qui conviennent, ainsi que d'obtenir qu'une décision soit prise et lui soit communiquée.

Constitution de l'Equateur

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

..... 12. La liberté d'adresser des pétitions par écrit, individuelles ou collectives, à toutes autorités ou organismes et le droit d'avoir connaissance des décisions prises à ce sujet....

Article 188

Les Equatoriens jouissent des garanties spéciales qui suivent :

2. Le droit de s'adresser à leurs mandataires, oralement et collectivement, au cours de défilés ou autres manifestations publiques, pacifiques et sans armes, avec l'autorisation préalable de l'autorité compétente....

Constitution des Etats-Unis d'Amérique

Premier amendement

Le Congrès ne pourra faire aucune loi pour restreindre le droit du peuple d'adresser au gouvernement des pétitions pour le redressement des torts.

Constitution de l'Ethiopie

Article 28

Le droit de présenter des pétitions au gouvernement dans les formes légales est reconnu à tous les sujets éthiopiens.

Constitution de la Grèce

Article 9

A chacun ou à plusieurs ensemble, appartient le droit, en se conformant aux lois de l'Etat, de recourir par écrit aux autorités. Celles-ci sont tenues d'agir au plus tôt et de répondre par écrit à toute requête faite en conformité de la loi. Une action pénale ne pourra être intentée contre le pétitionnaire, du chef des infractions contenues dans la pétition, qu'après que l'autorité compétente aura définitivement statué sur la pétition, et moyennant l'autorisation de ladite autorité.

Constitution du Guatemala

Article 30

Les habitants de la République ont le droit d'adresser, individuellement ou collectivement, des pétitions à l'autorité qui a l'obligation d'y donner

suite sans retard et conformément à la loi et de communiquer ses décisions aux intéressés. La force armée ne peut délibérer ni exercer les droits de pétition et de suffrage.

Constitution de Haïti

Article 27

Le droit de pétition est exercé personnellement par un ou plusieurs individus, jamais au nom d'un corps.

Constitution du Honduras

Article 66

Toute personne ou tout groupe de personnes a le droit d'adresser des pétitions aux autorités légalement établies. Ces pétitions seront examinées et la solution donnée leur sera communiquée.

Constitution de l'Irak

Article 14

Tous les Irakiens ont le droit d'adresser des plaintes et des pétitions sur des questions d'intérêt personnel ou public, au Roi ou au Parlement ou aux pouvoirs publics, sous les conditions et en la forme prescrites par la loi.

Il n'est pas permis, sauf aux corps constitués et aux personnes morales, de s'adresser aux autorités au nom d'une collectivité.

Iran, Complément à la Loi constitutionnelle

Article 11

Nul ne peut être soustrait au tribunal par lequel il a droit d'être jugé.

Article 32

Quiconque peut adresser par écrit sa demande, ses plaintes ou ses critiques au bureau des pétitions de l'Assemblée nationale; si l'affaire concerne l'Assemblée nationale, celle-ci y fera elle-même la réponse convenable; si l'affaire concerne un des ministères, l'Assemblée nationale la lui enverra pour qu'il l'examine et y fasse la réponse convenable.

Constitution du Libéria

Article 1

Section 5. Le peuple a le droit, à tout moment, de s'assembler en bon ordre et de façon paisible et de délibérer sur le bien commun, de donner des instructions à ses représentants et d'adresser des pétitions au gouvernement ou à tout fonctionnaire public pour le redressement des torts.

Constitution du Luxembourg

Article 27

Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques des pétitions signées par une ou plusieurs personnes. Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 8

Les fonctionnaires et employés publics respecteront l'exercice du droit de pétition, pourvu que celle-ci soit formalisée par écrit et d'une façon pacifique et respectueuse; toutefois, en matière politique, ce droit est réservé aux seuls citoyens de la République.

Toute pétition devra recevoir une réponse écrite de l'autorité à laquelle elle aura été adressée; ladite autorité est tenue de faire connaître à bref délai sa réponse au pétitionnaire.

Article 35

Les privilèges attachés à la qualité de citoyen sont les suivants :

5. Le droit de pétition relativement à toutes les questions.

Constitution du Nicaragua

Article 119

Toute personne a le droit de demander protection pour rendre effectives les garanties qu'établissent la Constitution et les lois organiques quand leur jouissance se trouve indûment limitée par des lois, décrets, résolutions, ordres, mandats ou actes d'une autorité, d'un fonctionnaire ou d'un quelconque de leurs agents.

Toute personne a le droit d'adresser par écrit des pétitions ou des réclamations au pouvoir public ou aux autorités, et de les voir statuer sur elles et leur faire savoir ce qu'ils ont décidé.

Ce droit peut être exercé individuellement ou collectivement.

Constitution de la République de Panama

Article 42

Toute personne a le droit d'adresser des pétitions et des plaintes respectueuses aux fonctionnaires publics, pour des motifs d'intérêt général ou particulier, et d'obtenir une décision rapide.

Le fonctionnaire à qui on adresse une pétition, une demande d'avis ou une plainte devra traiter l'affaire dans un délai de trente jours.

La loi indiquera les sanctions applicables en cas de violation de cette prescription.

Article 51

Toute personne visée par un ordre ou une dénonciation émis ou exécuté par un fonctionnaire public quelconque en violation des droits et garanties de la présente Constitution, aura droit à faire rapporter l'ordre, sur sa propre requête ou sur celle de toute autre personne.

La loi déterminera la forme de cette procédure sommaire de protection des garanties constitutionnelles.

Le recours auquel se réfère le présent article sera toujours de la compétence des tribunaux.

Constitution du Paraguay

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants :

... Droit de pétition auprès des autorités....

Constitution des Pays-Bas

Article 8

Chacun a le droit d'adresser des pétitions aux pouvoirs compétents, pourvu qu'elles soient écrites.

Les corps légalement constitués peuvent adresser des pétitions au pouvoir compétent, mais seulement sur des objets rentrant dans la sphère de leurs attributions.

Constitution de la République du Pérou

Article 26

Des réclamations peuvent être adressées au Congrès en cas de violations

de la Constitution.

Article 60

Le droit de pétition peut être exercé individuellement ou collectivement. La force armée ne peut l'exercer.

Constitution des Philippines

Article III

Section 1. (8) Il ne peut être promulgué de loi restreignant... le droit des individus à s'assembler paisiblement et à présenter au gouvernement des pétitions pour la réforme des abus.

Constitution de la Pologne

Article 107

Les citoyens ont le droit d'adresser des pétitions, à titre individuel ou collectif, à tous les organes représentatifs de l'Etat ou des gouvernements autonomes, et à toutes les autorités publiques.

Constitution de la Syrie

Article 27

Les Syriens peuvent présenter des requêtes ou pétitions, conformément à la loi, aux autorités et au parlement, soit collectivement, soit individuellement, pour les affaires, soit d'ordre personnel, soit d'ordre général.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 115

Le droit de pétition appartient à chacun; il n'appartient aux personnes juridiques et aux associations que dans les limites de leurs fonctions.

Constitution de la Turquie

Article 82

Les Turcs peuvent, soit individuellement, soit collectivement, s'adresser aux autorités compétentes et à la Grande Assemblée nationale de Turquie, pour leur donner connaissance, ou se plaindre auprès d'elles, des actes les intéressant personnellement ou touchant à l'intérêt public qui leur paraîtront contraires aux lois et règlements.

La suite donnée aux réclamations faites dans un intérêt privé doit être portée par écrit à la connaissance des pétitionnaires.

Constitution de l'Uruguay

Article 29

Tout habitant a le droit d'adresser des pétitions à toute autorité de la République quelle qu'elle soit.

Constitution de la Yougoslavie

Article 39

Paragraphe 1

Les citoyens ont le droit d'adresser des demandes et des pétitions aux organes du pouvoir de l'État.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 20

"Tout individu a le droit de résister à l'oppression et à la tyrannie, soit seul, soit conjointement avec d'autres."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

- néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions

Cuba

Article 20

"Le droit de s'opposer à toute forme d'oppression."

Panama

Pas de dispositions.

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution d'El Salvador

Article 36

Le droit à l'insurrection ne peut opérer en aucun cas l'abrogation des lois; ses effets se limitent à écarter, dans la mesure nécessaire, les personnes qui exercent le gouvernement, et à nommer à titre provisoire les personnes qui les remplaceront, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à la vacance dans la forme prescrite par la Constitution.

France, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen Article 2

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 30

"Tout individu a le droit de prendre une part effective au gouvernement de l'Etat dont il est ressortissant. L'Etat doit se conformer a la volonté du peuple manifestée par des élections démocratiques. Les élections seront périodiques, libres et sincères.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Mora (Uruguay) :

Propose qu'il soit accordé aux êtres humains une certaine forme de citoyenneté mondiale; il propose également de leur donner la possibilité de prendre une part en personne à l'organisation internationale de la communauté, c'est-à-dire : les Nations Unies - abstraction faite du droit de présenter des pétitions aux Nations Unies. *

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales Article XIII

Chili (Comité juridique interaméricain)

Tout ressortissant du pays, a le droit de participer à l'élection des autorités législatives et exécutives du gouvernement, conformément aux dispositions de la constitution nationale. L'exercice pratique de ce droit peut néanmoins être conditionné par le devoir qui incombe à celui qui s'en prévaut de montrer qu'il est capable de comprendre les principes sur lesquels la constitution est fondée. La constitution du pays doit prévoir le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Ce droit suppose le droit de former des partis politiques.

* Commission des droits de l'homme, 1ère session, 14ème séance, page 2.

Cuba

Article 22

Le droit de choisir ses gouvernants et de participer au gouvernement de son pays.

Panama (Institut de droit américain)

Article 16

Chacun a droit de prendre part au gouvernement de son pays.

L'Etat a le devoir de se conformer à la volonté du peuple manifestée par des élections démocratiques.

B. Propositions

Inde

I (c)

Tout être humain a droit à la sécurité, il a le droit de participer au gouvernement

Etats-Unis

II 2. d/

Les catégories de droits dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen, seraient notamment les suivants :

d/ droits politiques tels que le droit à la citoyenneté et le droit des citoyens à participer au gouvernement de leur pays.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Argentine

Article 5

Chaque province se donnera une Constitution conforme au régime représentatif républicain, en accord avec les principes, déclarations et garanties de la Constitution nationale, et qui donne les bases de son administration de la justice, de son régime municipal et de l'éducation primaire. Sous ces conditions, le gouvernement fédéral garantit à chaque province la jouissance et l'exercice de ses institutions.

Article 22

Le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités établies par la présente Constitution. Toute force armée ou réunion de personnes qui s'attribue les droits du peuple et pétitionne en son nom commet le délit de sédition.

Constitution de la Belgique

Article 4

La qualité de Belge s'acquiert, se conserve et se perd, à après les règles déterminées par la loi civile.

La présente Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, outre ces qualités, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Constitution de la Biélorussie Articles 109-110-111-112-113-114-115

Voir Constitution de l'URSS, articles 134-135-136-137-138-139-140.

Constitution de la Bolivie

Article 4

Le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants et des autorités créées par la loi.

Toute force armée ou réunion de personnes qui s'arrogent les droits du peuple commet un délit de sédition.

Constitution de la Chine

Article 1

La République de Chine, fondée sur les principes désignés sous les titres des trois Principes du Peuple (San Min Tchou Yi), est une république démocratique, populaire, et gouvernée par le peuple.

Article 3

Les personnes qui possèdent la nationalité de la République de Chine sont des citoyens de cette République.

Article 17

Tous les citoyens jouissent du droit de vote, de révocation, d'initiative et de referendum.

Article 18

Tous les citoyens jouissent du droit de se présenter aux examens publics et de remplir des postes dans les administrations et services publics.

Article 129

Le système d'élection mentionné dans la Constitution, sauf stipulations contraires de la Constitution, sera basé sur le suffrage universel; égal pour tous et direct, avec vote secret.

Article 130

Tout citoyen de la République de Chine ayant atteint l'âge de vingt ans bénéficiera du droit de vote, conformément à la loi.

Sauf dispositions contraires de la Constitution et des lois, tout citoyen qui aura atteint l'âge de vingt-trois ans sera éligible conformément à la loi.

Constitution de la République de Cuba

Article 38

Est déclaré punissable tout acte qui empêche, totalement ou partiellement, le citoyen de participer à la vie politique de la nation.

Constitution du Danemark

Article 30

Sont électeurs pour le Folketing, tous les hommes et femmes ayant vingt-cinq ans révolus et domicile fixe dans le pays, à moins :

- a) qu'ils n'aient été par jugement déclarés coupables d'une action infamante dans l'opinion publique et non réhabilités;
- b) qu'ils ne reçoivent ou n'aient reçu des secours de l'Assistance publique, dont il ne leur ait point été fait remise, ou qu'ils n'aient point remboursés;
- c) qu'ils n'aient point la disposition de leurs biens à cause de faillite ou d'interdiction.

Article 31

Est éligible au Folketing toute personne qui remplit les conditions exigées pour l'électorat au Folketing.

Constitution de l'Equateur

Article 188

Les Equatoriens jouissent des garanties spéciales qui suivent :

..... (1) le droit d'élire librement et d'être élus aux charges publiques conformément à la loi

Constitution des Etats-Unis

Article 1

Section 1, clause 1. La Chambre des représentants sera composée de membres choisis tous les deux ans par le peuple des différents Etats ...

Article II

Section 1, clause 1. Il (le Président) exercera ses fonctions pendant une période de quatre ans, et sera élu de la manière suivante, en même temps que le Vice-Président, choisi pour la même période.

17ème amendement. Le Sénat des Etats-Unis sera composé de deux sénateurs de chaque Etat, élus par le peuple de cet Etat....

15ème amendement. Section 1. Le droit de suffrage des citoyens des Etats-Unis ne pourra être refusé ou restreint par les Etats-Unis ni par aucun Etat, à raison de la race, de la couleur ou d'un état antérieur de servitude.

19ème amendement. Le droit de vote des citoyens des Etats-Unis ne pourra être refusé ou restreint par les Etats-Unis ou par aucun Etat à raison du sexe.

Article VI

..... Néanmoins, aucune déclaration relative à la religion ne sera jamais exigée comme condition d'admissibilité à une fonction ou mandat public relevant des Etats-Unis.

France, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789

Article 6

La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Constitution de la République française

Article 3

La souveraineté nationale appartient au peuple français.

Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le peuple l'exerce, en matière constitutionnelle, par le vote de ses représentants et par le referendum.

En toutes autres matières, il l'exerce par ses députés à l'Assemblée nationale, élus au suffrage universel égal, direct et secret.

Article 4

Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux et ressortissants français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Constitution du Guatemala

Article 34

Est punissable tout acte qui empêche le citoyen, totalement ou en partie, de participer à la vie politique de la nation ou d'exercer ses droits civiques, sous réserve des restrictions qu'établit la présente Constitution.

Article 30

.... "La force armée ne peut délibérer, ni exercer les droits de pétition et de suffrage".

Constitution du Libéria

Article 1

Section 5. Le peuple a le droit, à tout moment, de s'assembler en bon ordre et de façon paisible et de délibérer sur le bien commun, de donner des instructions à ses représentants et d'adresser des pétitions au gouvernement ou à tout fonctionnaire public pour le redressement des torts.

Section 11. Toutes les élections auront lieu au scrutin secret; et tout citoyen du sexe masculin âgé de vingt-et-un ans et possédant une propriété immobilière aura le droit de suffrage.

Section 2. Tout pouvoir émane du peuple; tous les gouvernements libres sont institués par l'autorité et au profit du peuple qui a le droit de les changer et de les réformer quand sa sûreté et son bonheur le réclament

Section 19. Afin d'empêcher que ceux qui sont investis de l'autorité deviennent des oppresseurs, le peuple a le droit, à telles périodes et de telle manière qu'il l'établira par son système de gouvernement, de faire rentrer ces fonctionnaires publics dans la vie privée, et de pourvoir aux places vacantes par des élections et des nominations régulières.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 35

Les citoyens bénéficient des privilèges suivants :

- 1) Prendre part aux élections populaires.

Article 36

Le citoyen de la République a les obligations suivantes :

- 3) Voter aux élections populaires dans le district électoral où il est inscrit,
- 4) Exercer les fonctions de la Fédération ou des Etats, conférées à l'élection populaire,
- 5) Remplir les charges de conseiller de la municipalité de sa résidence, les fonctions électorales et celles de juré.

Article 38

Les droits ou prérogatives des citoyens sont suspendus :

- 1) Pour n'avoir pas satisfait, sans cause justificative, à l'une quelconque des obligations imposées par l'article 36. Cette suspension durera un an et sera imposée en sus des autres peines dont la loi punit ces manquements.
- 2) A raison d'un procès criminel pour un délit comportant une peine corporelle, à partir de la date ou aura été signifié l'arrêt de prison formel.

- 3) Pendant la durée d'une peine corporelle.
- 4) Pour cause de vagabondage ou d'ivresse habituelle, déclarés dans les conditions fixées par les lois.
- 5) Par le fait de s'être soustrait à l'action de la justice depuis le moment où le mandat d'amener a été décerné jusqu'à la prescription de l'action pénale.
- 6) Par sentence exécutoire prononçant cette suspension à titre de peine.

La loi fixera les cas de perte et de suspension des droits de citoyen et les conditions de la réhabilitation.

Constitution de la Norvège

Article 50

Le droit de vote appartient aux citoyens norvégiens, hommes et femmes, âgés de vingt-et-un ans révolus, domiciliés dans le pays depuis cinq ans et y résidant.

Nul ne peut être élu représentant s'il n'est âgé de trente ans, s'il n'a résidé pendant dix ans en Norvège, et s'il n'est électeur dans le district électoral qui le désigne...

Constitution de la République de Panama

Article 21

Les droits politiques sont réservés aux nationaux, sous réserve des dispositions de l'article 192.

Constitution des Pays-Bas

Article 81

Les membres de la Seconde Chambre sont élus directement par les habitants néerlandais ou reconnus par la loi comme sujets néerlandais et ayant atteint l'âge qui sera fixé par la loi, lequel ne pourra être inférieur à vingt-trois ans.

Sont privés de l'exercice du droit de vote ceux à qui ce droit a été enlevé par une condamnation judiciaire définitive.

Article 85

Pour être membre de la Seconde Chambre les conditions requises sont d'être Néerlandais ou reconnu comme tel par la loi, d'avoir l'âge de trente ans accomplis, de n'avoir été ni déchu de l'éligibilité, ni privé de l'éligibilité, ni privé de l'électorat d'après la réglementation fixée conformément à l'article 81...

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 9

Tous les ressortissants de la République tchécoslovaque, sans distinction de sexe, âgés de vingt-et-un ans, et satisfaisant aux autres règles de la loi sur les élections à la Chambre des députés, ont le droit de prendre part aux élections pour cette Chambre.

Article 14

Tous les ressortissants de la République tchécoslovaque, sans distinction de sexe, âgés de vingt-six ans et satisfaisant aux autres règles de la loi sur la composition et la compétence du Sénat, ont le droit de prendre part aux élections sénatoriales.

Constitution de l'Ukraine

Article 133-134

135-136-137-138-139

Voir Constitution de l'URSS, articles 134-135-136-137-138-139-140.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 134

Les élections des députés à tous les soviets des députés des travailleurs : Soviet suprême de l'URSS, Soviets suprêmes des républiques fédérées, Soviets suprêmes des républiques autonomes, Soviets des députés des travailleurs des régions autonomes, arrondissements, rayons, villes et localités rurales (Stanitsas, villages, hameaux, kishlak, aouls), se font par les électeurs au suffrage universel, égal et direct, au scrutin secret.

Article 135

Les élections des députés se font au suffrage universel: tous les citoyens de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ayant atteint l'âge de dix-huit ans, indépendamment de la race ou de la nationalité, de leur religion, de leur degré d'instruction, du délai de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle ou de leurs activités passées, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des aliénés et des personnes condamnées par le tribunal à la privation des droits électoraux.

Article 136

Les élections des députés se font au suffrage égal: chaque citoyen a une voix. Tous les citoyens prennent part aux élections sur la base de l'égalité.

Article 137

Les femmes jouissent du droit d'élire et d'être élues à l'égal des hommes.

Article 138

Les citoyens servant dans l'armée rouge jouissent du droit d'élire et d'être élus à l'égal de tous les citoyens.

Article 139

Les élections des députés se font au suffrage direct: les membres de tous les Soviets des députés des travailleurs, depuis les Soviets des députés des travailleurs des localités rurales et des villes jusqu'au Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, sont élus par les citoyens directement, au suffrage direct.

Article 140

Dans les élections de députés, le scrutin est secret.

Constitution de la Yougoslavie

Article 23

Tous les citoyens sans distinction de sexe, nationalité, race, religion, degré d'instruction et lieu de domicile, ayant dix-huit ans révolus, ont le droit de voter et d'être élus dans tous les organes du pouvoir d'Etat.

Les citoyens servant dans les rangs de l'armée yougoslave ont le droit de voter et d'être élus comme les autres citoyens.

Le droit de vote est universel, égal et direct et s'exerce au scrutin secret.

Ne jouissent pas du droit de vote les personnes en tutelle, celles qui, par une sentence judiciaire, ont été privées du droit de vote pour la durée de leur condamnation, et celles qui, en vertu de la Loi fédérale, perdent le droit de vote.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 31

"Toutes les fonctions publiques seront également accessibles à tous les citoyens.

Les fonctions publiques seront pourvues par voie de concours."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Chang (Chine) fait allusion à l'article 18 de la Constitution de la Chine qui concerne le droit de prendre part à des examens publics.

"... C'est là un des moyens politiques tendant à réaliser la démocratie sociale, qui a été découvert par l'humanité". *

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XIII
(Paragraphe 3)

Nul ne doit se voir refuser le droit d'exercer une fonction publique, ou d'être nommé à l'un quelconque des emplois publics de l'Etat dont il est citoyen, pour des motifs de race, de religion ou de sexe ou pour aucun autre motif fondé sur une distinction arbitraire; l'administration des services publics de l'Etat, en ce qui concerne les nominations, la durée et les conditions de service, ne doit pas laisser place à la faveur ou à la discrimination.

Cuba

Pas de dispositions.

Panama

Pas de dispositions.

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

* Commission des droits de l'homme, première session, treizième séance, page E 84.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, Principes fondamentaux du gouvernement Article 14

Tous les sujets afghans seront admissibles aux emplois, selon leurs capacités et leurs mérites, dans les limites des besoins.

Constitution de l'Argentine Article 16

La nation argentine n'admet pas de prérogative de sang ou de naissance; il n'y a chez elle ni privilèges personnels ni titres de noblesse. Tous ses habitants sont égaux devant la loi et admissibles aux emplois, sans autre condition que celle de l'aptitude. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques.

Constitution de la Belgique Article 6

Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres.

Les Belges sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.

Constitution du Chili Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

8) L'admission à tous les emplois et fonctions publiques sans autres conditions que celles exigées par les lois.

Constitution de la Chine Article 18

Tous les citoyens jouissent du droit de se présenter aux examens publics et de remplir des postes dans les administrations et services publics.

Article 130

... Sauf dispositions contraires de la Constitution et des lois, tout citoyen qui a atteint l'âge de vingt-trois ans sera éligible conformément à la loi.

Constitution de la Colombie Article 54

Le ministère sacerdotal est incompatible avec l'exercice de charges publiques. Toutefois les prêtres catholiques pourront être employés dans l'enseignement où l'assistance publique.

Constitution de la République de Cuba

Article 39

Seuls les citoyens cubains pourront exercer des fonctions publiques qui comportent exercice d'autorité.

Article 82

Seuls pourront exercer les professions qui requièrent la possession d'un titre officiel, sous réserve des dispositions de l'article 56 de la présente Constitution, les Cubains de naissance, ainsi que les Cubains par naturalisation qui auront obtenu cette qualité cinq ans ou plus avant la date à laquelle ils solliciteraient l'autorisation d'exercer l'une de ces professions. Le Congrès pourra, cependant, par loi extraordinaire, décider la suspension temporaire de cette disposition quand, pour des raisons d'utilité publique, la collaboration de travailleurs et de techniciens étrangers deviendra nécessaire ou profitable au développement des entreprises publiques ou privées d'intérêt national. La loi qui prononcera cette suspension fixera la portée et la durée de l'autorisation. Dans l'application de cette disposition, ainsi que dans les cas où l'exercice d'une nouvelle profession, art ou métier, quels qu'ils soient serait régi par une loi ou un règlement, les droits au travail acquis par les personnes qui, jusqu'à ce moment, auraient exercé la profession, art ou métier dont il s'agit, seront respectés, et les principes de réciprocité internationale seront observés.

Constitution du Danemark

Article 31

Est éligible au Folketing toute personne qui remplit les conditions exigées par l'électorat au Folketing.

Article 35

Est éligible au Landsting toute personne qui remplit les conditions exigées par le droit électoral à cette Chambre, pourvu qu'elle ait son domicile dans la circonscription en question.

Constitution d'El Salvador

Article 5

Il n'existe dans la République ni emplois ni privilèges héréditaires.

Constitution de l'Equateur

Article 188

Les Equatoriens jouissent des garanties spéciales qui suivent :

1. Le droit d'élire librement et d'être élus aux charges publiques, conformément à la loi...

Constitution de l'Ethiopie

Article 19

Tous les sujets éthiopiens, pourvu qu'ils remplissent les conditions déterminées par la loi et les décrets promulgués par Sa Majesté l'Empereur, peuvent être nommés officiers de l'armée ou fonctionnaires civils, ou appelés à toutes autres charges ou fonctions dans le service de l'Etat.

France, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789

Article 1

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article 6

La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places, et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Constitution de la Grèce

Article 3

... Aux fonctions publiques ne sont admis que des citoyens hellènes, sauf les exceptions spéciales introduites par des lois spéciales...

Constitution du Guatemala

Article 38

Tous les Guatémaliens, sans distinction de sexe, sont admissibles aux emplois et aux charges publiques en tenant compte de leurs mérites et de leurs capacités, sous réserve des incompatibilités que les lois indiquent et des limitations qu'établit la présente Constitution.

Constitution de Haïti

Article 11

Les Haïtiens sont égaux devant la loi, sous réserve des avantages conférés aux Haïtiens d'origine. Ils sont également admissibles, sans aucune discrimination, aux emplois civils et militaires sous les conditions établies par la loi.

Constitution du Honduras

Article 71

Les ministres des diverses religions ne pourront exercer aucune fonction publique.

Constitution de l'Irak

Article 18

... A eux (aux Irakiens) sont confiés les emplois publics, civils ou militaires sans autre distinction que leurs aptitudes et leurs titres individuels.

Les étrangers ne pourront exercer de tels emplois que dans les circonstances exceptionnelles que la loi déterminera.

Constitution du Liban

Article 12

Tous les citoyens libanais sont également admissibles à tous les emplois publics, sans autre motif de préférence que leur mérite et leur compétence et suivant les conditions fixées par la loi. Un statut spécial régira les fonctionnaires de l'Etat suivant les administrations auxquelles ils appartiennent.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 35

Le citoyen jouit des prérogatives suivantes :

2. Pouvoir être élu à toutes les charges d'élection populaire, et nommé à tout autre emploi ou commission, pourvu qu'il ait les qualités légales.

Constitution de la République de Panama

Article 43

Les ministres des cultes religieux ne peuvent exercer de fonctions publiques, civiles ou militaires, à l'exception de celles qui se rapportent à l'assistance sociale et à l'enseignement public.

Constitution des Pays-Bas

Article 5

Tout Néerlandais peut être nommé à toutes les fonctions publiques. Aucun étranger n'y peut être nommé si ce n'est suivant les dispositions de la loi.

Constitution de la Pologne

Article 96

Les fonctions publiques seront accessibles à tous, dans la même mesure selon les conditions prescrites par la loi.

Constitution de la Suède

Article 28

Les femmes pourront aussi, en suivant les règles établies par le Roi et le Riksdag, être appelées et promues aux emplois et fonctions ci-dessus mentionnés, à l'exception toutefois des charges ecclésiastiques, pourvu qu'il n'en soit pas autrement ordonné conformément à la disposition de l'article 87, paragraphe 2. Dans toutes les nominations, le Roi devra avoir égard au mérite et au talent des candidats, et non à leur naissance.

Constitution de la Syrie

Article 26

Tous les Syriens ont accès aux emplois publics sans autres distinctions que celles qui résultent de leurs titres ou capacités, suivant les conditions prévues par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 10

Sont éligibles les ressortissants de la République tchécoslovaque âgés d'au moins trente ans et satisfaisant aux autres règles de la loi sur les élections à la Chambre des Députés.

Article 15

Sont éligibles, sans distinction de sexe, les ressortissants de la République tchécoslovaque, âgés de quarante-cinq ans révolus et satisfaisant aux autres règles de la loi sur la composition et la compétence du Sénat.

Article 128

2. La différence de religion, de croyance, de confession et de langue ne peut être un obstacle pour un ressortissant de la République tchécoslovaque, dans les limites fixées par les lois générales, notamment quant à l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou à l'exercice des différentes professions ou industries.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 135

Les élections des députés se font au suffrage universel : tous les citoyens de l'URSS ayant atteint l'âge de dix-huit ans, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur religion, de leur degré d'instruction, du délai de résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des aliénés et des personnes condamnées par le tribunal à la privation des droits électoraux.

Article 137

Les femmes jouissent du droit d'élire et d'être élues à l'égal des hommes.

Article 138

Les citoyens servant dans l'armée rouge jouissent du droit d'élire et d'être élus à l'égal de tous les citoyens.

Constitution de la Yougoslavie

Article 33

Paragraphe 1. Toutes les fonctions publiques sont également accessibles, aux conditions prévues par la loi, à tous les citoyens.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A.

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 32

"Tout individu a droit à une nationalité.

Tout individu a droit à la nationalité du pays sur le territoire duquel il est né, à moins qu'à sa majorité, il n'opte pour la nationalité à laquelle sa filiation lui donnerait droit.

Nul ne peut être déchu de sa nationalité à titre de peine ou être considéré comme ayant perdu sa nationalité de quelque autre manière, à moins qu'il n'en ait acquis simultanément une autre.

Tout individu a le droit de renoncer à sa nationalité d'origine ou à une nationalité acquise postérieurement à sa naissance en acquérant la nationalité d'un autre Etat."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Cassin (France) fait remarquer que le droit à la nationalité ne figure pas dans la déclaration nationale des droits et ajoute qu'il y a lieu de mentionner ce droit dans la déclaration internationale. *

Il mentionne également le droit à une nationalité. **

M. Mora (Uruguay) propose de proclamer le droit à changer de nationalité. ***

M. Hodgson (Australie) :

Qu'avons-nous à l'esprit lorsque nous parlons des droits de l'homme? Nous faisons allusion ou nous pensons à des minorités à la nationalité aux apatrides, au droit d'option. ****

* Commission des droits de l'homme, première session, huitième séance
p. 82

** Commission des droits de l'homme, 1ère session, 13e séance, page E 101

*** Commission des droits de l'homme, 1ère session, 14ème séance, p. E 3

**** Commission des droits de l'homme, 1ère session, 2e séance, p. 42

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain) Article IX

Toute personne a droit à une nationalité.

Aucun Etat ne peut refuser d'accorder sa nationalité aux personnes nées sur son territoire de parents dont la présence dans le pays est légitime.

Aucune personne ne peut être privée de la nationalité qu'elle possède à sa naissance, à moins qu'elle n'en acquière une autre par sa libre volonté.

Toute personne a le droit, au moment où elle acquiert la nationalité d'un autre pays, de renoncer à la nationalité qu'elle possédait à la naissance, ou à la nationalité qu'elle avait précédemment acquise.

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, Principes fondamentaux du gouvernement Article 9

Tous les individus qui résident dans le Royaume d'Afghanistan sont considérés comme des sujets de l'Afghanistan sans aucune distinction de croyance et de religion. La qualité de sujet de l'Afghanistan s'acquiert ou se perd conformément à la loi qui sera faite à ce sujet.

Constitution de la Chine Article 3

Les personnes qui possèdent la nationalité de la République de Chine sont les citoyens de cette République.

Egypte, Rescrit royal

Article 2

La nationalité égyptienne est déterminée par la loi.

Constitution des Etats-Unis

Quatorzième amendement

1. Toute personne née ou naturalisée dans les Etats-Unis, et soumise à leur juridiction, est citoyen des Etats-Unis ou de l'Etat où elle réside.

Article IV, section 2, clause 1

Les citoyens de chaque Etat auront droit à tous les privilèges et immunités dont jouissent les citoyens dans les divers Etats.

Constitution de l'Ethiopie

Article 1

Le territoire d'Ethiopie, dans son ensemble, est d'un bout à l'autre soumis au gouvernement de Sa Majesté l'Empereur. Tous les natifs de l'Ethiopie, sujets de l'Empire forment la nation éthiopienne.

Article 18

La loi détermine les conditions requises pour posséder la nationalité éthiopienne.

Constitution de la France

Article 80

Tous les ressortissants des territoires d'outremer ont la qualité de citoyen, au même titre que les nationaux français de la métropole ou des territoires d'outre-mer. Des lois particulières établiront les conditions dans lesquelles ils exercent leurs droits de citoyens.

Article 81

Tous les nationaux français et les ressortissants de l'Union française ont la qualité de citoyen de l'Union française qui leur assure la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de la présente Constitution.

Article 82

Les citoyens qui n'ont pas le statut civil français conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé.

Ce statut ne peut en aucun cas constituer un motif pour refuser ou limiter les droits et libertés attachées à la qualité de citoyen français.

Constitution de l'Irak

Article 5

La nationalité irakienne est déterminée, acquise, et retirée conformément à des dispositions législatives spéciales.

Constitution de l'Islande

Article 68

Aucun étranger ne pourra obtenir l'indigénat qu'en vertu d'une loi.

Constitution du Liban

Article 6

La nationalité libanaise, la manière dont elle s'acquiert, se conserve et se perd, seront déterminées par la loi.

Constitution du Libéria

Article 13

Seuls les noirs ou les descendants de noirs pourront être admis à la citoyenneté dans cette République.

Constitution du Luxembourg

Article 9

La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile.

La présente Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques déterminent quelles sont, outre cette qualité, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Article 10

La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif. Elle assimile l'étranger aux Luxembourgeois pour l'exercice des droits politiques.

La naturalisation accordée au père profite à son enfant mineur si celui-ci déclare, dans les deux années de sa majorité, vouloir revendiquer ce bénéfice.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 34

Sont citoyens de la République, tous ceux qui ayant la qualité de Mexicains, réunissent en outre les conditions suivantes :

- 1) avoir dix-huit ans révolus, s'ils sont mariés, ou sinon, vingt-et-un.
- 2) avoir d'honnêtes moyens d'existence.

Article 37

1° - La nationalité mexicaine se perd :

a) par la naturalisation en pays étranger.

b) par le fait de servir officiellement le gouvernement d'un autre pays ou d'en accepter des décorations, ou des titres nobiliaires.

c) par la résidence continue pendant cinq ans dans le pays de sa naissance, bien qu'étant Mexicain par naturalisation.

d) en se déclarant soi-même étranger dans un acte public, pour toute personne qui est Mexicaine par naturalisation, ou en obtenant et en faisant usage d'un passeport étranger.

2° - La citoyenneté mexicaine se perd :

a) par l'acceptation ou l'usage de titres nobiliaires qui n'impliquent pas la soumission à un gouvernement étranger.

b) par le fait de servir volontairement et officiellement un gouvernement étranger, sans autorisation préalable du congrès fédéral ou de son comité permanent.

c) par le fait d'accepter ou de porter des décorations étrangères sans la permission du congrès fédéral ou de son comité permanent.

d) par l'acceptation de titres ou de fonctions du gouvernement d'un autre pays sans permission préalable du congrès fédéral ou de son comité permanent, à l'exception des honneurs de nature littéraire, scientifique ou humanitaire qui peuvent être librement acceptés.

e) par l'aide apportée à un étranger ou à un gouvernement étranger contre la nation, à l'occasion de toutes revendications diplomatiques, ou devant un tribunal international.

f) dans les autres cas fixés par la loi.

Constitution des Pays-Bas

Article 6

La loi détermine qui est Néerlandais et qui est régnicole.

La naturalisation a lieu par la loi ou conformément à la loi. La loi règle les effets de la naturalisation à l'égard du conjoint et des enfants mineurs de la personne naturalisée.

Constitution des Philippines

Article 4

Sont citoyens des Philippines :

1. Les personnes qui avaient lors de l'adoption de la présente Constitution la qualité de citoyens des îles Philippines.
2. Les personnes nées dans les îles Philippines, de parents étrangers, qui avant l'adoption de la présente Constitution, avaient été nommés à des postes de l'administration des îles Philippines.
4. Les personnes dont la mère est citoyenne des îles Philippines et qui, à l'âge de la majorité, choisissent la qualité de citoyen philippin.
5. Les personnes qui sont naturalisées conformément à la loi.

La qualité de citoyen philippin peut être perdue ou acquise à nouveau conformément à la loi.

Constitution de la Pologne

Article 87

Un citoyen polonais ne peut être en même temps citoyen d'un autre Etat.

La nationalité polonaise s'acquiert :

1. Par le fait d'être né de parents ayant la qualité de citoyens polonais.
2. Par une décision des autorités compétentes de l'Etat conférant la nationalité polonaise.

Les autres dispositions relatives à l'acquisition ou à la perte de la nationalité polonaise seront fixées par une loi spéciale.

Constitution de la Syrie

Article 5

Les conditions d'acquisition et de perte de la nationalité syrienne sont déterminées par la loi.

Constitution de la Turquie

Article 88

Est Turc, tout individu né en Turquie ou à l'étranger d'un père turc; celui qui, né en Turquie d'un père étranger, établi dans ce pays, y demeure et, à sa majorité, opte officiellement pour la nationalité turque; et celui qui, conformément à la loi sur la nationalité turque a été admis à cette nationalité. La qualité de Turc se perd dans les cas déterminés par la loi.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 21

Une citoyenneté fédérale unique est établie pour les citoyens de l'URSS.

Tout citoyen d'une république rattachée est citoyen de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Constitution de la Yougoslavie

Article 28

Paragraphe 9. La loi fédérale fixe dans quels cas et de quelle façon la citoyenneté peut être retirée aux citoyens de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 33

"Aucun étranger légalement admis sur le territoire d'un Etat ne peut en être expulsé, sauf en exécution d'une décision ou recommandation judiciaire et à titre de peine pour les infractions auxquelles la loi attache cette sanction.

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

-néant-

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions.

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution du Brésil

Article 143

Le Gouvernement fédéral pourra expulser du territoire national l'étranger qui trouble l'ordre public, sauf si son conjoint est Brésilien et s'il a un enfant brésilien qui dépend de lui pour sa subsistance.

Constitution de la République de Cuba Article 31

L'étranger qui serait expulsé du territoire national conformément à la Constitution et à la loi, ne pourra être dirigé, s'il s'agit d'un réfugié politique, vers le territoire de l'Etat qui pourrait le réclamer.

Constitution du Danemark Article 50

Aucun étranger ne peut obtenir l'indigénat qu'en vertu d'une loi.

Constitution du Guatemala Article 26

Est interdite l'extradition des condamnés politiques.

Quand on accepte d'expulser un étranger du territoire national, on ne le dirigera pas vers l'Etat qui le poursuit, s'il s'agit d'un réfugié politique.

Iran, Complément à la loi constitutionnelle Article 24

Les sujets étrangers peuvent acquérir la nationalité persane.

L'admission, le maintien ou le retrait de leur naturalisation sont réglés d'après la loi spéciale.

Constitution des Pays-Bas Article 4

Tous ceux qui se trouvent sur le territoire du Royaume ont un droit égal à la protection de leurs personnes et de leurs biens.

La loi règle l'admission et l'expulsion des étrangers, et les conditions générales auxquelles peuvent être conclus, pour leur extradition, des traités avec les puissances étrangères.

Constitution du Nicaragua Article 121

C'est la loi qui fixe les règlements et modalités de l'expulsion des étrangers du territoire national.

Constitution du Paraguay Article 36

Les étrangers ne sont pas obligés de se faire naturaliser.

Au cas où ils attenteraient à la sécurité de la République ou troubleraient l'ordre public, le Gouvernement pourra les faire expulser du pays, conformément aux dispositions de la loi.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions*

ARTICLE 34

"Tout Etat a le droit d'accorder asile aux réfugiés politiques".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

M. Cassin (France) mentionne le "droit d'asile". +

M. Dukes (Royaume-Uni) affirme qu'il y a lieu de préserver le droit d'une nation à réclamer l'extradition de ses ressortissants criminels. ++

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions

Cuba

Article 21

Le droit d'asile en pays étranger, lorsqu'il fuit des persécutions d'ordre politique, religieux ou racial.

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Biélorussie

Article 104

Voir article 129 de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

+ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 13ème séance - page E101

++ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 14ème séance - page E 20

Constitution du Brésil

Article 141

31. Il n'y aura pas..... de banissement.

33. L'extradition d'un étranger ne sera pas accordée pour motif de crime politique ou d'opinion; l'extradition d'un Brésilien ne sera accordée en aucun cas.

Constitution de la République de Cuba

Article 31

La République de Cuba accorde et reconnaît le droit d'asile aux victimes des persécutions politiques, pourvu que ceux qui invoquent ce droit respectent la souveraineté et les lois nationales. L'Etat n'accordera pas l'extradition des coupables des délits politiques et ne tentera pas d'obtenir l'extradition des Cubains coupables de tels délits qui se réfugieraient sur un territoire étranger.....

Egypte. Rescrit royal

Article 151

L'extradition des réfugiés politiques est interdite, sans préjudice des accords internationaux visant à la protection de l'ordre social.

Constitution d'El Salvador

Article 11

La République est un asile sacré pour l'étranger qui désire résider sur son territoire, à l'exception des criminels de droit commun qui sont réclamés par un autre Etat en vertu de traités d'extradition.

L'extradition des nationaux ne peut être accordée dans aucun cas, ni celle des étrangers poursuivis pour délit politique, alors même que ce délit politique aurait occasionné un délit de droit commun.

Constitution de la France

4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Constitution du Guatemala

Article 26

Le Guatemala reconnaît et accorde le droit d'asile à ceux qui sont poursuivis pour des délits politiques, à condition qu'ils respectent la souveraineté et les lois nationales.

Constitution de Haïti

Article 30

Le droit d'asile est reconnu aux réfugiés politiques sous la condition de se conformer aux lois du pays.

Article 31

L'extradition ne sera ni admise, ni sollicitée en matière politique.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 11

Tout homme a le droit d'entrer dans la République et d'en sortir, de voyager sur le territoire de celle-ci et de changer de résidence, sans qu'il ait besoin de carte d'identité, de passeport, de sauf-conduit ou d'autre formalité semblable.

L'exercice de ce droit sera subordonné aux pouvoirs de l'autorité judiciaire dans les cas de responsabilité criminelle ou civile, et à ceux de l'autorité administrative pour les restrictions que pourront édicter les lois en matière d'émigration, immigration et de salubrité générale de la République, ou qui pourront être imposées aux étrangers dangereux habitant le pays.

Article 15

Est interdite la conclusion de traités pour l'extradition d'accusés politiques et de délinquants de droit commun qui auraient eu la condition d'esclaves dans le pays où ils ont commis leur délit; de même, est interdite la conclusion de conventions ou de traités en vertu desquels seraient diminués les garanties et les droits établis par cette Constitution pour l'homme et pour le citoyen.

Constitution de Panama

Article 23

L'Etat ne pourra s'engager par aucun traité international d'extradition à livrer ses propres ressortissants. Il ne pourra pas non plus accorder l'extradition des étrangers poursuivis pour délits politiques.

Constitution de l'Ukraine

Article 128

Voir article 129 de la Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques,

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 129

L'Union des Républiques socialistes soviétiques accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts

des travailleurs, ou en raison de leur activité scientifique, ou pour leur lutte de libération nationale.

Constitution de la Yougoslavie

Article 31

Les ressortissants étrangers, poursuivis pour avoir combattu pour les principes démocratiques, la libération nationale, les droits du peuple travailleur, ainsi que pour la liberté du travail scientifique et culturel, jouissent du droit d'asile dans la République fédérative populaire de Yougoslavie.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 6

Le droit d'asile devra être garanti par toutes les nations. Aucun être humain, réfugié pour échapper à un régime politique qu'il désapprouve, ne devra être forcé de retourner dans le territoire soumis à la souveraineté de ce régime.

ARTICLE 35

"Tout individu a droit aux soins médicaux. L'Etat doit protéger la santé et la sécurité publiques".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Mme Mehta (Inde) :

"..... En ce qui concerne le troisième groupe de droits, le droit aux soins médicaux est insuffisant! Ce qu'il faut mentionner en réalité, c'est le droit à la santé, parce que l'individu attend de l'Etat non seulement des soins médicaux, mais aussi toutes mesures préventives visant à protéger sa santé. C'est pourquoi le "droit à la santé" constitue la terminologie reconnue en la matière, et j'aimerais que vous le substituez au "droit aux soins médicaux". +

M. Teplakov (URSS) :

"..... J'ai quelques observations à formuler relativement aux dernières remarques présentées par le délégué de l'Inde à propos du droit aux soins médicaux. Le présent document comporte les mots "droit aux soins médicaux" et le délégué de l'Inde a proposé de changer ces mots en "droit à la santé". Il est tout à fait vague de parler du "droit à la santé". Nul ne conteste ce droit, mais encore une fois, il s'agit de la question de savoir comment on exerce ce droit et ce qu'on veut dire par ce terme particulier

A mon point de vue, on pourrait maintenir ici le droit aux soins médicaux. Mais s'il est nécessaire de donner des précisions, je propose "le droit à la subsistance pour les vieillards, pour les malades, et en cas de perte de l'aptitude au travail". Cela signifie que tous les hommes et femmes ont droit, en tant que tels, à l'entretien de leur santé, pendant leur vie, mais le mot santé a un sens trop large, et dépend de très nombreuses circonstances depuis le jour même de la naissance de l'individu." ++

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclaration internationale

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XVI

..... L'Etat doit favoriser l'établissement de mesures en vue de la santé publique....

+ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 14ème séance - page B 64.

++ Commission des droits de l'homme - 1ère session - 14ème séance - page E 71

Cuba

Article 13

Le droit de vivre dans un milieu exempt de toutes maladies évitables.

Article 14

Le droit à l'assistance médicale convenable.

Panama (Institut de droit américain)

Article 15

Tout homme a droit à la sécurité sociale.

L'Etat a le devoir de prendre ou de faire prendre des dispositions de grande envergure ayant pour but la protection de la santé, la prévention des maladies et des accidents, la fourniture de soins médicaux et d'indemnités en cas de perte de moyens d'existence.

B. Propositions

Inde

I (c)

Tout être humain a droit à la santé.

Etats-Unis

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Biélorussie

Article 95

Voir Constitution de l'URSS, article 120.

Constitution de la Bolivie

Article 124

L'Etat prendra des mesures visant à protéger la santé et la vie des ouvriers, des employés et des travailleurs agricoles; il veillera à ce que ces travailleurs aient des logements sains et il encouragera la construction d'immeubles à bon marché; il prendra également les mesures nécessaires en vue de la formation technique des travailleurs manuels....

.... Les autorités contrôleront également les conditions de sécurité et d'hygiène publiques qui devront être établies dans l'exercice des divers métiers et professions, ainsi que dans le travail à la ferme et dans les mines.

Constitution du Brésil

Article 157

14. Assistance médicale, y compris l'hospitalisation et les soins de médecine préventive, aux travailleurs et aux femmes enceintes.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

14. Il incombe à l'Etat de veiller à la santé publique et au bien-être hygiénique du pays. Il devra affecter chaque année un crédit suffisant au maintien d'un service national sanitaire.

Constitution de la Chine

Article 157

Afin d'améliorer la santé publique, l'Etat multiplie les établissements d'hygiène et de santé pour enfants et établit un système socialisé d'assistance médicale.

Constitution de la République de Cuba

Article 80

L'assistance sociale sera placée sous la direction du ministère de la santé et de l'assistance sociale; elle sera organisée par une législation appropriée et les réserves nécessaires seront constituées par les fonds dont cette législation prévoira l'attribution à cet effet. Il sera créé des emplois hospitaliers, sanitaires, juridiques et autres qui sont nécessaires pour organiser comme il convient les services officiels d'assistance sociale.

Constitution du Honduras

Article 196

Il incombe à l'Etat de veiller à la salubrité publique et à l'hygiène des citoyens.

Constitution de la République de Panama

Article 92

La surveillance de la santé publique est une fonction essentielle de l'Etat. L'individu a droit à la protection, à la conservation et à la restauration de sa santé; il a le devoir de la conserver. En conséquence, l'action de l'Etat consistera principalement à :

- a) Combattre par traitement individuel et assainissement du milieu ambiant, les maladies contagieuses;
- b) Protéger la maternité et réduire la mortalité infantile au moyen de l'assistance médicale et d'une alimentation adéquate;
- c) Compléter l'alimentation des élèves nécessiteux, placer les enfants des écoles sous une surveillance médicale;

- d) Créer, en tenant compte des besoins de chaque région, des hôpitaux, des cliniques dentaires et des dispensaires, dans lesquels des soins seront donnés et des médicaments fournis gratuitement à ceux qui manquent de ressources pécuniaires;
- e) Propager systématiquement les principes d'alimentation scientifique, de l'hygiène personnelle et de la salubrité de l'habitation.

L'Assemblée nationale rédigera la code sanitaire.

Constitution du Paraguay

Article 11

Le souci de la santé publique, l'assistance sociale et l'éducation morale, spirituelle et physique de la jeunesse constituent pour l'Etat des devoirs fondamentaux.

Constitution du Pérou

Article 50

L'Etat prend à sa charge l'hygiène publique et il veille à la santé des individus en édictant les lois nécessaires pour le contrôle hygiénique et sanitaire ainsi que les lois propres à favoriser le développement physique, moral et social de la population.

Constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine

Article 119

Voir Constitution de l'URSS, article 120.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 120

Les citoyens de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail.

Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un vaste réseau de stations de cure.

Constitution de l'Uruguay

Article 43

L'Etat fera des lois sur toutes les questions qui se rapportent à la santé et à l'hygiène publiques en veillant au développement physique, moral et social de tous les habitants du pays.

Tous les habitants ont le devoir de veiller à leur santé et celui de s'aider mutuellement en cas de maladie. L'Etat ne fournira gratuitement les moyens de prévention et d'assistance qu'aux indigents ou aux personnes ne possédant pas de ressources suffisantes.

Constitution de la Yougoslavie

Article 36

L'Etat s'occupe de la protection de la santé publique par l'organisation et le contrôle des services sanitaires, hôpitaux, pharmacies, sanatoria, maisons de convalescence, maisons de repos et autres institutions sanitaires.

L'Etat prend soin de l'éducation physique du peuple, de la jeunesse en particulier, en vue de protéger la santé et d'accroître la capacité de travail du peuple et la puissance défensive de l'Etat.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 36

"Tout individu a droit à l'instruction .

L'Etat a le droit de prescrire que tout enfant résident sur son territoire recevra l'instruction primaire. L'Etat en fournira gratuitement les moyens appropriés. Il favorisera également l'instruction supérieure, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, de classe ou de fortune des individus appelés à en bénéficier "

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

M. Lebeau (Belgique) mentionne le droit des enfants à l'instruction. +

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XVII

Toute personne a droit à l'instruction.

L'Etat a le devoir d'aider l'individu à jouir de son droit à l'instruction, selon les ressources de l'Etat. L'instruction doit être accessible à tous dans des conditions d'égalité, compte tenu des aptitudes naturelles de chacun et de son désir de profiter des facilités offertes.

Cuba

Article 8

Le droit à l'éducation qui lui permettra de se perfectionner à tous égards et de devenir un membre plus utile de la société, jouissant de tous les bienfaits matériels et spirituels de la civilisation.

Panama (Institut de droit américain)

Article 11

Chacun a droit à l'instruction.

L'Etat a le devoir d'exiger que tout enfant, relevant de sa juridiction reçoive une instruction du premier degré; d'entretenir ou de faire entretenir des établissements où l'enfant recevra cette instruction gratuitement et de façon convenable; et de faciliter son accès à une instruction supérieure par des mesures suffisantes et réellement à la portée de tous.

B. Propositions

Inde

Article I, (c)

Tout être humain a droit à l'instruction.

Etats-Unis

Les catégories de droits, dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient, notamment les suivants :

c/ Le droit à un minimum de bien-être dans le domaine économique, social et culturel.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan. Principes fondamentaux du gouvernement

Article 20

L'enseignement primaire pour les enfants des sujets afghans est obligatoire.

Article 22

Toutes les écoles de l'Afghanistan sont soumises au contrôle et à la surveillance du gouvernement, afin que l'éducation et l'enseignement ne soient pas contraires aux opinions et aux préceptes islamiques, et qu'ils soient conformes aux intérêts scientifiques, artistiques et industriels. Toutefois, les systèmes d'enseignement concernant les croyances et les rites des sujets non-musulmans ne seront pas troublés.

Constitution de l'Arabie saoudite

Article 25

Il sera fait une loi sur l'instruction publique qui sera progressivement mise en application. L'enseignement primaire sera gratuit dans tout le royaume du Hedjaz.

Constitution de l'Argentine

Article 5

Chaque province se donnera une Constitution conforme au régime représentatif républicain, en accord avec les principes, déclarations et garanties de la Constitution nationale, et qui donnent les bases de son administration de la justice, de son régime municipal et de l'éducation primaire. Sous ces conditions, le gouvernement fédéral garantit à chaque province la jouissance et l'exercice de ses institutions.

Constitution de la Belgique

Article 17

L'enseignement est libre, toute mesure préventive est interdite; la répression des délits n'est réglée que par la loi. L'instruction publique donnée aux frais de l'Etat est également réglementée par la loi.

Constitution de la Bolivie

Article 6

Toute personne jouit des droits fondamentaux suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice :

6. Recevoir de l'instruction.

Article 154

L'instruction est la fonction la plus élevée de l'Etat. L'instruction publique sera organisée sur les bases du système de l'école unique.

L'école est obligatoire pour les enfants de sept à quatorze ans.

L'instruction primaire et secondaire fournie par l'Etat est gratuite..

Article 155

L'Etat fournira une assistance matérielle aux étudiants que le manque de ressources empêche d'accéder à une instruction supérieure, de façon que la vocation et la capacité puissent prévaloir sur la situation matérielle ou sociale des particuliers.

Article 162

L'instruction à tous les degrés est soumise à la protection de l'Etat, qui s'exerce par l'intermédiaire du Ministre de l'éducation.

Constitution du Brésil

Article 168

Les principes suivants seront à la base de la législation en matière d'enseignement :

1. L'enseignement primaire est obligatoire et sera donné uniquement dans la langue nationale.

2. L'enseignement primaire public est gratuit pour tous; l'enseignement public qui fait suite à l'enseignement primaire sera gratuit pour tous ceux dont les ressources sont insuffisantes.

3. Les entreprises industrielles, commerciales et agricoles qui occupent plus de cent personnes sont tenues d'organiser un enseignement primaire gratuit à l'intention des personnes qu'elles emploient et de leurs enfants.

7. La liberté de la chaire professorale est garantie.

Article 166

Tous les citoyens ont droit à l'éducation et à l'instruction qui leur sera donnée au foyer ou à l'école. Elle doit s'inspirer des principes de liberté et des idéaux de solidarité humaine.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

7. La liberté d'enseignement.

L'instruction publique est l'objet de l'attention particulière de l'Etat. L'instruction primaire est obligatoire. Il y aura une direction générale de l'instruction publique chargée de l'inspection de l'enseignement national et de sa direction sous l'autorité du gouvernement.

Constitution de la Chine

Article 21

Tous les citoyens ont le droit et le devoir de recevoir l'enseignement civique.

Article 158

L'enseignement et la culture ont pour but de développer parmi les citoyens un esprit national et démocratique, la moralité civique et une excellente santé physique, ainsi que d'accroître leurs connaissances et leur capacité d'assurer leur propre subsistance.

Article 159

L'enseignement est ouvert à tous les citoyens sans distinction.

Article 160

Tous les enfants d'âge scolaire, de six à douze ans, reçoivent gratuitement un enseignement élémentaire et le gouvernement leur fournit à cet effet les manuels nécessaires. Tous les citoyens qui ont dépassé l'âge de la scolarité et qui n'ont pas reçu l'instruction primaire recevront

gratuitement un complément à l'instruction et recevront également du gouvernement les manuels nécessaires.

Article 164

Le budget de l'enseignement et de la recherche scientifique ne doit pas être inférieur à quinze pour cent du budget national établi par le gouvernement central et à vingt-cinq pour cent du budget total des hsion dans le cas des provinces....

Constitution de la Colombie

Article 41

2. L'enseignement primaire sera gratuit dans les écoles de l'Etat et obligatoire dans la mesure fixée par la loi.

Constitution du Costa-Rica

Article 61

L'Etat veillera à la formation technique des travailleurs afin d'obtenir le rendement le meilleur de leur travail et de réaliser un accroissement de la production nationale.

Article 67

L'instruction primaire est obligatoire, libre et entretenue par la Nation. La direction en appartient au pouvoir exécutif.

L'Etat entretiendra les écoles primaires et les académies d'enseignement secondaire qui pourront être nécessaires au pays, et constituera des fonds pour alimenter l'université.

Constitution de la République de Cuba

Article 45

2. L'enfance et l'adolescence seront protégées contre l'exploitation et l'abandon moral et matériel. L'Etat, la province et la municipalité établiront à cet effet des institutions appropriées.

Article 48

L'enseignement primaire est obligatoire pour les mineurs d'âge scolaire et l'Etat y pourvoira sans préjudice du concours attendu de l'initiative municipale.

Les écoles primaires, maternelles et professionnelles seront gratuites quand le fonctionnement en sera assuré par l'Etat, les provinces ou les municipalités. Les fournitures d'enseignement nécessaires seront également gratuites.

L'enseignement secondaire, élémentaire et l'enseignement supérieur donnés par l'Etat ou les municipalités, à l'exclusion des études pré-universitaires spécialisées et des études universitaires, seront gratuits.

Dans les établissements existants, ou qui seront créés à l'avenir pour les études préuniversitaires, la loi pourra instituer ou entretenir le paiement d'un droit d'immatriculation modique destiné à l'entretien de chaque établissement.

Chaque fois qu'il sera possible, la République accordera des bourses pour faciliter l'accès des établissements officiels payants aux jeunes gens qui auront fait preuve d'une vocation et d'une aptitude remarquables mais que l'insuffisance de leurs ressources empêche d'entreprendre des études à leurs frais.

Article 49

L'Etat entretiendra un système d'écoles pour adultes destinées principalement à éliminer et à combattre l'analphabétisme; il organisera des écoles rurales de caractère principalement pratique, organisées en tenant compte des intérêts des petites communautés agricoles, maritimes ou autres, ainsi que des écoles d'arts et métiers, d'agriculture, d'industrie et de commerce organisées de manière à répondre aux besoins de l'économie nationale. Toutes ces écoles seront gratuites et les provinces et les municipalités participeront à leur entretien, dans la mesure de leurs moyens.

Article 50

L'Etat entretiendra les écoles normales indispensables à la formation technique des maîtres chargés de l'enseignement primaire dans les écoles publiques. Aucun autre établissement à l'exception des écoles de pédagogie des universités, ne pourra délivrer de diplômes d'instituteurs. Les dispositions qui précèdent n'enlèvent pas aux écoles créées par la loi le droit de délivrer des diplômes d'enseignement correspondant aux matières spéciales enseignées dans ces écoles.

Article 51

L'enseignement public sera organisé de manière à assurer la coordination et la continuité désirables entre les différents degrés de l'enseignement, jusqu'au degré supérieur inclusivement. Le système d'enseignement officiel encouragera et développera les aptitudes professionnelles, compte tenu de la diversité des professions et des besoins culturels et matériels de la Nation.

Tout enseignement public ou privé s'inspirera de l'esprit cubain et de solidarité humaine afin d'éveiller chez les élèves l'amour de la patrie, de ses institutions démocratiques et de tous ceux qui ont lutté pour elles.

Article 52

Dans les budgets de l'Etat, des provinces et des municipalités, des crédits seront prévus pour l'enseignement public, lequel sera soumis au contrôle technique et administratif du ministère de l'éducation, à l'exception des enseignements qui, en raison de leur caractère particulier, dépendent d'autres ministères.....

.....Le budget du ministère de l'éducation ne sera pas inférieur au budget ordinaire de n'importe quel autre ministère sauf le cas de situations exceptionnelles proclamées par la loi.

Le traitement mensuel de l'instituteur primaire ne devra être en aucun cas inférieur à la millionième partie du budget total de la Nation.

Le personnel enseignant possède les droits et les devoirs des fonctionnaires publics.

Les nominations, promotions, mutations et licenciements des maîtres et des professeurs, des inspecteurs, des techniciens et des autres fonctionnaires de l'enseignement, seront réglementés de façon à ne pas être influencés par des considérations extra-professionnelles, sous réserve du contrôle des qualités morales que doivent présenter ces fonctionnaires.

Article 59

Il sera institué un conseil national de l'éducation et de la culture que présidera le Ministre de l'éducation et qui sera chargé d'encourager le développement, la direction technique et l'inspection de l'enseignement des sciences et des arts dans la Nation. Le Conseil fera connaître son avis au Congrès à l'occasion de tout projet de loi, touchant aux questions de sa compétence. Les fonctions de membres du Conseil national de l'éducation et de la culture seront honorifiques et gratuites.

Constitution du Danemark

Article 83

Les enfants dont les parents n'ont pas les moyens d'assurer l'instruction recevront un enseignement gratuit dans les écoles publiques. Les parents ou tuteurs qui se chargent eux-mêmes de donner aux enfants une instruction égale à celle exigée généralement dans les écoles publiques ne sont pas tenus d'envoyer les enfants à ces écoles.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

4. La liberté de l'enseignement. L'instruction primaire est soumise au contrôle de l'Etat et est obligatoire pour les mineurs d'âge scolaire sous la forme établie par la loi. Dans les établissements officiels, l'instruction primaire sera gratuite. L'instruction donnée dans les écoles d'agriculture, d'arts et métiers et d'économie domestique sera également gratuite.

Egypte. Rescrit royal n° 42 de 1923

Article 19

L'instruction élémentaire est obligatoire pour les jeunes Egyptiens des deux sexes. Elle est gratuite dans les Maktabs publics.

Article 18

L'instruction publique est réglementée par la loi.

Constitution d'El Salvador

Article 33

L'enseignement est libre; de plus, l'enseignement primaire est obligatoire. L'enseignement donné dans les établissements dont l'Etat fait les frais est gratuit et sera soumis aux règlements édictés à cet effet.

Constitution de l'Equateur

Article 171

L'éducation et l'enseignement sont libres à condition qu'ils respectent la morale et les institutions républicaines.... L'enseignement primaire, public ou privé, sera obligatoire.

Dans les établissements gratuits publics ou privés, les services sociaux scolaires seront mis sans discrimination à la portée des élèves qui en auront besoin.

Article 173

L'Etat fondera et entretiendra des établissements d'enseignement gratuit, pour les arts, les métiers, le commerce, l'agriculture et les autres professions manuelles.

Constitution de la France

Article 14

La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïc à tous les degrés est un devoir de l'Etat.

Constitution de la Grèce

Article 16

L'enseignement est placé sous la surveillance suprême de l'Etat. L'instruction primaire est obligatoire; elle est distribuée gratuitement par l'Etat.

Il est permis à des particuliers et à des personnes morales de fonder des écoles libres, fonctionnant selon la Constitution et les lois de l'Etat.

Constitution du Guatemala

Article 81

Il y aura un *minimum* d'enseignement commun obligatoire pour tous les habitants du pays, défini par des limites d'âge, et conforme aux plans et aux programmes fixés par la loi correspondante.....

Article 82

Sont déclarés d'utilité sociale : la campagne nationale en faveur de l'enseignement, la gratuité du *minimum* d'enseignement officiel commun, agricole, industriel, artistique et normal

Article 85

L'Etat garantit la liberté de la parole ex cathedra.

Constitution de Haïti

Article 23

La liberté de l'enseignement s'exerce conformément à la loi, sous le contrôle et la surveillance de l'Etat qui doit s'intéresser à la formation morale et civique des citoyens. L'éducation publique est une responsabilité de l'Etat et des communes.

L'instruction primaire est obligatoire. L'instruction publique est gratuite à tous les degrés sans préjudice des conditions d'admission.

Constitution du Honduras

Article 60

La liberté de l'enseignement est garantie. L'enseignement auquel il est pourvu avec les deniers publics sera laïc; l'enseignement primaire sera, en outre, gratuit et obligatoire et sera subventionné par les municipalités et par l'Etat.

Iran. Complément à la loi constitutionnelle

Article 18

L'étude et l'enseignement des sciences, de l'instruction et des arts sont libres, sauf ce qui est prohibé par la loi religieuse.

Article 19

L'établissement des écoles aux frais de l'Etat et de la Nation et l'instruction obligatoire doivent avoir lieu d'après la loi relative au ministère de l'instruction publique. Toutes les écoles supérieures et primaires sont placées sous la haute direction et sous la surveillance du ministère de l'instruction publique.

Constitution de l'Islande

Article 71

Si les parents n'ont pas les moyens d'instruire eux-mêmes leurs enfants, ou si les enfants sont pauvres et orphelins, le soin de leur instruction et de leur éducation est à la charge de l'Etat.

Constitution du Libéria

Article I

Section 15. L'amélioration des tribus indigènes et leurs progrès dans les arts de l'agriculture et du labourage étant un des buts désiré par le gouvernement, il sera du devoir du Président de nommer dans chaque

comté une personne prudente qui aura pour mission de faire des tournées régulières et périodiques dans le pays afin d'attirer l'attention des indigènes sur ces branches salutaires de l'industrie et de les en instruire.

De son côté, la législature, aussitôt que la chose sera possible, pourvoira à la même fin par l'allocation de crédits.

Constitution du Luxembourg

Article 23

L'Etat veille à ce que tout Luxembourgeois reçoive l'instruction primaire. Il crée des établissements d'instruction moyenne et les cours d'enseignement supérieur nécessaires.

La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique ainsi que les conditions de surveillance par le gouvernement et les communes; elle règle pour le surplus de ce qui est relatif à l'enseignement.

Tout Luxembourgeois est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois ou à l'exercice de certaines professions.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 3

L'éducation primaire sera obligatoire et toute éducation donnée par l'Etat sera gratuite. L'éducation que donne l'Etat sera socialiste et les principes qui régiront cette éducation devront rester complètement étrangers à toute doctrine religieuse, ils combattront les préjugés. A cette fin, l'école organisera son enseignement et son activité de façon à permettre la création d'une jeunesse pénétrée des idées rationalistes et éprise des conceptions exactes sur l'univers et la vie sociale.

Article 31

Les Mexicains sont tenus :

1. De faire que leurs enfants ou pupilles âgés de moins de quinze ans fréquentent les écoles publiques ou privées afin de recevoir l'éducation primaire élémentaire et militaire pendant le temps fixé par la loi de l'instruction publique dans chaque Etat.

Constitution du Nicaragua

Article 86

L'instruction publique est l'objet de l'attention première de l'Etat.

Article 88

L'enseignement primaire est obligatoire et, lorsque l'Etat et les personnes morales de droit public en paient les frais, il est gratuit et laïc.

Article 89

L'Etat favorise l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur.

Article 93

Le professorat dans l'enseignement officiel est une carrière publique et donne droit aux avantages que fixe la loi.

Article 92

Dans toutes les écoles on veillera à l'éducation morale de l'enfant et on s'y efforcera de développer les sentiments civiques et la valeur personnelle et professionnelle.

Article 91

L'Etat favorise l'instruction technique des ouvriers et les écoles agronomiques et industrielles.

Article 99

Les entreprises agricoles ou industrielles qui se trouveront situées en dehors de la circonscription des écoles urbaines et qui comptent plus de trente enfants d'âge scolaire seront obligées d'entretenir une école d'enseignement primaire élémentaire.

Constitution de la République de Panama

Article 77

La charge de l'éducation nationale dans ses aspects intellectuel, moral, civique et physique, incombe essentiellement à l'Etat. L'éducation nationale s'inspirera de la doctrine démocratique et de l'idéal de la grandeur de la Nation et de la solidarité humaine.

Il appartient à l'Etat de fixer les bases de l'enseignement qui sera organisé de manière à maintenir, à tous les degrés, l'unité, la coordination et la continuité.

Tout établissement d'enseignement est d'utilité publique et social.

Article 78

L'éducation primaire est obligatoire. L'éducation publique préscolaire, primaire et secondaire de toutes catégories et à tous les degrés sera gratuite. La gratuité de l'enseignement préscolaire et primaire implique pour l'Etat, l'obligation de fournir à l'élève tout ce dont il a besoin pour son instruction. La gratuité de l'enseignement scolaire n'empêche pas la perception d'un droit d'inscription.

Article 90

L'Etat favorisera, par tous les moyens possibles, la culture populaire et organisera pour les adultes un système de cours complémentaires gratuits, afin de prévenir et d'éliminer l'analphabétisme et d'accroître les connaissances pratiques des classes laborieuses.

Article 91

La loi créera un département de la culture physique qui aura pour mission d'en favoriser la pratique dans les institutions d'enseignement et au sein de la collectivité.

Article 87

Pour réaliser l'autonomie financière de l'université, l'Etat la dotera de tout ce qui est indispensable à son installation, à son fonctionnement et à son développement futurs, ainsi que du patrimoine mentionné à l'article précédent et des moyens nécessaires pour l'accroître.

Article 86

L'université officielle de la République est autonome. On lui reconnaît la personnalité morale, un patrimoine propre et le droit de l'administrer. Elle a la faculté d'organiser ses programmes d'études et de désigner et licencier son personnel, dans les formes fixées par la loi. L'étude des problèmes nationaux et la diffusion de la culture populaire seront de son domaine.

Article 89

L'Etat favorisera l'établissement d'écoles techniques spéciales, industrielles et professionnelles, agricoles et commerciales en les

adaptant aux besoins particuliers de la Nation. La loi établira des écoles primaires, des services d'orientation professionnelle qui permettront de découvrir les aptitudes et les possibilités des élèves et de diriger ceux-ci vers une meilleure utilisation individuelle et sociale.

Article 84

Les frais du service de l'éducation auront priorité sur toutes autres dépenses. La loi organique relative à cette question déterminera la proportion des revenus que l'Etat doit consacrer à ce service.

Article 83

La loi favorisera la publication d'ouvrages didactiques nationaux et déterminera les conditions de leur adoption comme livres officiels.

Article 82

Seul l'Etat pourra accorder des bourses ou des secours matériels à des étudiants qui se seront distingués dans des épreuves ou des concours publics ou qui auront obtenu dans leurs études les distinctions qui, conformément à la loi, leur donnent droit à l'aide de l'Etat.

A égalité de mérite, la préférence sera donnée aux participants que l'insuffisance de moyens matériels empêche de poursuivre des études pour lesquelles ils se présentent aux concours.

Article 74

Les entreprises industrielles ont l'obligation, dans le domaine de leur spécialité, de fonder des écoles pour apprentis, destinées à développer l'instruction des enfants de leurs ouvriers ou employés. La loi réglemetaera cette question.

Constitution du Paraguay

Article 11

Le souci de la santé publique, l'assistance sociale et l'éducation morale, spirituelle et physique de la jeunesse constituent pour l'Etat des devoirs fondamentaux.

Article 10

L'éducation primaire est obligatoire et gratuite. Le gouvernement favorisera l'enseignement secondaire, professionnel et universitaire.

Article 19

Conformément aux lois qui réglementent leur exercice, tous les habitants de la République jouissent des droits suivants :

.... Droit à l'instruction et à l'enseignement....

Constitution des Pays-Bas

Article 195

L'instruction est l'objet de la sollicitude constante du gouvernement. L'enseignement est libre, sauf la surveillance de l'autorité, et sauf, en outre, en ce qui concerne l'enseignement de formation générale, lequel peut être moyen ou primaire, l'examen de la capacité et de la moralité du personnel enseignant : le tout à régler par une loi.

L'enseignement public sera réglé par la loi en respectant les sentiments religieux de chacun. Dans chaque commune sera donné de la part de l'autorité, dans un nombre d'écoles suffisant, un enseignement primaire public de formation générale satisfaisant. Des exceptions à ce règlement pourront être accordées à condition que la loi veille à ce que les parents qui veulent pour leurs enfants l'enseignement public trouvent satisfaction.

Constitution de la République du Pérou

Article 71

La direction technique de l'éducation appartient à l'Etat.

Article 72

L'instruction primaire est obligatoire et gratuite.

Article 73

Il y aura au moins une école dans toute localité où la population scolaire est de trente élèves.

Dans chaque capitale de province et de district, une éducation primaire complète sera donnée.

Article 52

La protection de la santé physique, mentale et morale de l'enfance est un devoir primordial de l'Etat. L'Etat défend le droit de l'enfant à la vie familiale, à l'éducation, à l'orientation professionnelle et à pleine assistance dans les cas d'abandon, de maladie ou de misère. L'Etat confiera à des organismes techniques appropriés, l'application des dispositions de cet article.

Article 75

L'Etat encourage l'enseignement secondaire et supérieur qui sera gratuit dans la mesure du possible.

Article 77

L'Etat encourage l'enseignement technique des ouvriers.

Article 78

L'Etat encourage et subventionne l'éducation préscolaire et post-scolaire et les écoles destinées aux enfants retardés ou anormaux.

Article 79

L'éducation morale et physique de l'enfant est obligatoire et devra s'inspirer nécessairement de la grandeur de la patrie et de la solidarité humaine.

Article 74

Les écoles qui fonctionnent dans les centres industriels, agricoles ou miniers seront entretenues par les propriétaires respectifs ou par les entreprises.

Article 76

Dans chaque département, il y aura au moins une école de formation industrielle.

Article 83

La loi déterminera le montant minimum des sommes affectées à l'entretien et à la diffusion de l'enseignement, et la proportion dans laquelle ces sommes devront être augmentées annuellement.

Constitution des Philippines

Article XIV

Section 4. L'Etat favorise la recherche et l'invention scientifiques. Les arts et les lettres sont sous sa protection. Les auteurs et les inventeurs seront assurés, pour une période limitée, de la jouissance exclusive de leurs droits sur leurs écrits et inventions.

Section 5. Toutes les institutions d'éducation sont sous le contrôle de l'Etat et soumises à sa réglementation. Le gouvernement établit et entretient un système complet et approprié d'éducation publique et fournit, au moins au stade primaire, l'instruction publique gratuite, ainsi qu'un enseignement civique pour les citoyens adultes. Les écoles ont pour objet de développer le caractère moral, la discipline individuelle, la conscience civique et la capacité professionnelle et d'enseigner à chacun ses devoirs de citoyens.

L'instruction religieuse facultative est donnée dans les écoles publiques ainsi que la loi le permet actuellement. Les universités instituées par l'Etat jouissent de la liberté académique. L'Etat institue, pour les citoyens particulièrement doués, des bourses pour l'étude des arts, des sciences et des lettres.

Constitution de la Pologne

Article 118

Dans l'ordre de l'enseignement primaire l'instruction est obligatoire pour tous les citoyens. La durée, l'étendue et le mode de distribution de cet enseignement seront déterminés par les lois.

Article 119

L'enseignement est gratuit dans les écoles primaires de l'Etat ou de l'autonomie locale.

L'Etat assurera aux élèves peu fortunés et faisant preuve de capacités exceptionnelles des bourses dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur.

Article 120

Dans tout établissement d'instruction dont le programme comporte l'éducation de jeunes gens au-dessous de dix-huit ans et qui est entretenu

en tout ou en partie par l'Etat ou des corps autonomes, l'enseignement religieux est obligatoire pour tous les élèves. La direction et la surveillance de cet enseignement appartiennent à l'association religieuse intéressée, sous réserve du droit supérieur de surveillance qui appartient aux autorités scolaires de l'Etat.

Constitution de la Syrie

Article 21

L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les Syriens des deux sexes, et il est gratuit dans les écoles officielles.

Article 22

Les programmes de l'instruction publique seront déterminés par une loi qui garantira l'unité de l'enseignement.

Article 23

Toutes les écoles sont sous le contrôle du gouvernement.

Constitution de la Turquie

Article 87

L'instruction primaire est obligatoire pour tous les Turcs; elle est donnée gratuitement dans les écoles de l'Etat.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 121

Les citoyens de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont droit à l'instruction.

Ce droit est assuré par l'instruction primaire générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, par le système des bourses d'Etat dont bénéficie l'immense majorité des élèves des écoles supérieures, par l'enseignement scolaire en langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit de caractère professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhoses, les stations de machines et de tracteurs et les kolkhoses.

Constitution de l'Uruguay

Article 61

L'enseignement primaire est obligatoire. L'Etat prendra les

Article 62

La gratuité de l'enseignement public primaire, moyen, supérieur, industriel et artistique, et celle de l'éducation physique est déclarée d'utilité sociale, ainsi que la création de bourses de perfectionnement et de spécialisation culturelle, scientifique et ouvrière, et l'établissement de bibliothèques populaires.

Dans tous les établissements d'enseignement, une attention spéciale sera accordée à la formation morale et physique des élèves.

Constitution de la Yougoslavie

Article 38

Dans le but de relever la culture générale du peuple, l'Etat rend l'école et les autres institutions d'enseignement et de culture accessibles à toutes les couches du peuple.

L'Etat accorde une attention toute particulière à la jeunesse et protège son éducation.

Les écoles appartiennent à l'Etat. La loi seule peut autoriser la fondation d'écoles privées, mais leur travail reste sous le contrôle de l'Etat.

L'enseignement élémentaire est obligatoire et gratuit.

L'école est séparée de l'église.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 37

"Tout individu a le droit et le devoir d'accomplir un travail socialement utile".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

M. Dukes (Royaume-Uni) :

"...Je me reporte maintenant à la partie de la page (c) dont le texte est le suivant : "Interdiction de l'esclavage et du travail forcé"...

"Il est, à mon avis, malaisé de tenter d'établir des dispositions imposant à un Etat d'assurer le droit au travail, ou de prévoir cette obligation, si l'exécution de celle-ci doit être unilatérale. Qu'arrivera-t-il en cas de refus d'un particulier, s'il prétend se trouver en état de pénurie? Ce particulier aura-t-il le droit de rejeter sur l'Etat toute la charge matérielle qu'il représente sans avoir aucune obligation vis-à-vis de l'Etat auprès duquel il revendique alternativement le droit au travail, et le droit de s'abstenir de travailler". ‡

M. Tepliakov (URSS)

"... Il y a lieu de prévoir le principe d'une obligation ou d'un devoir pour les citoyens de travailler à la réalisation des buts de la communauté, au sein de la nation et pour l'Organisation des Nations Unies". ‡‡

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XIV
(Paragraphe 1-3)

Toute personne a droit au travail, en tant que moyen de subvenir à ses propres besoins et de contribuer à l'entretien de sa famille.

Toute personne a le devoir de travailler pour contribuer au bien-être général de l'Etat.

Cuba

Le droit à l'égalité de chances pour orienter sa vie, en élever le niveau et jouer un rôle utile dans la société.

‡ Commission des droits de l'homme, première session, quatorzième séance, page E20.

‡‡ Commission des droits de l'homme, première session, quatorzième séance, page E 22.

Panama (Institut de droit américain)

Article 12

Tout homme a droit au travail.

L'Etat a le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer à tous les citoyens la possibilité de faire un travail utile.

B. Propositions

Inde

I. (c)

Tout être humain a droit à la sécurité, et droit au travail...

Etats-Unis

II. 2.

Les catégories de droit dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient, notamment, les suivants :

c) droits sociaux, tels que le droit à l'emploi...

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Biélorussie

Articles 93 et 12

Voir Constitution de l'URSS, articles 118 et 12.

Constitution du Brésil

... Un travail permettant une existence digne est assurée à tous.

Le travail est une obligation sociale.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

14. Aucune catégorie de travail ou d'industrie ne pourra être interdite, à moins qu'elle ne soit contraire aux bonnes mœurs, à la sécurité et à la salubrité publiques, ou que l'intérêt national l'exige et qu'une loi le déclare...

Constitution de la Chine

Article 15

L'Etat garantit à tous les citoyens le droit à la subsistance, le droit au travail et le droit de propriété.

Constitution de la Colombie

Article 17

Le travail est une obligation sociale et il jouira de la protection spéciale de l'Etat

Constitution du Costa-Rica

Article 52

Le travail est un devoir social et jouira de la protection spéciale des lois afin de procurer à l'individu le droit à une existence digne en rapport avec ses efforts et ses aptitudes.

Constitution de la République de Cuba

Article 60

Le travail est un droit inaliénable de l'individu. L'Etat utilisera les ressources dont il disposera, pour procurer un emploi à tous ceux qui en seront dépourvus; il assurera à tout travailleur manuel ou intellectuel les conditions matérielles nécessaires à une existence digne.

Constitution de l'Equateur

Article 170

Le travail est obligatoire pour tous les membres de la communauté équatorienne, mais on tiendra compte de l'âge, du sexe, de la santé, etc... ainsi que de la liberté du choix.

Article 187

L'Etat garantit aux personnes habitant l'Equateur :

... 10. La liberté du travail, du commerce et de l'industrie..

Nul ne sera contraint de travailler si ce n'est conformément aux termes d'un contrat et moyennant la rémunération correspondante...

Constitution de la France

Paragraphe 5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi.

Constitution du Guatemala

Article 55

Le travail est un droit de l'individu et une obligation sociale.

Le vagabondage est punissable.

Constitution du Nicaragua

Article 97

A tous les habitants et de préférence aux nationaux, est due la possibilité de gagner leur subsistance par un travail productif.

Constitution du Paraguay

Article 22

Tous les habitants de la République ont obligation de subvenir à leurs besoins par un travail licite.

Constitution de la Pologne

Article 102

Paragraphe 1. Le travail en tant que source principale de richesse pour la République doit bénéficier de la protection spéciale de l'Etat.

Constitution de la Turquie

Article 70

L'inviolabilité personnelle, la liberté de conscience, de pensée, de parole, de presse, de circulation, de contrats, de travail, d'acquisition et de propriété, de réunion, d'association, ainsi que celle de former des sociétés sont des droits naturels.

Constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine

Articles 117 et 12

Voir Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, articles 118 et 12.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 118

Les citoyens de l'URSS ont droit au travail, c'est à dire le droit de recevoir un emploi garanti avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par le développement continu des forces productrices de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage.

Article 12

Le travail, en URSS, est pour chaque citoyen apte au travail, un devoir et une question d'honneur, selon le principe :

"Qui ne travaille pas, ne mange pas".

En URSS se réalise le principe du socialisme :

"De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".

Constitution de l'Uruguay

Article 52

Le travail est sous la protection spéciale de la loi. Tout habitant de la République, sous réserve de ses droits de liberté, a le devoir d'user de son énergie intellectuelle et physique au bénéfice de la collectivité, laquelle s'efforcera de lui permettre, en accordant la préférence aux citoyens, de se procurer des moyens de subsistance pour l'exercice d'une activité lucrative.

Article 54

La loi réglementera la répartition impartiale et équitable du travail

Constitution de la Yougoslavie

Article 32

Tout citoyen est tenu de travailler selon ses capacités; celui qui ne donne pas à la communauté ne peut recevoir d'elle.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 38

"Tout individu a droit à de bonnes conditions de travail".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Communauté juridique interaméricain)

Article XIV
Paragraphe 9

L'Etat a le devoir d'aider l'individu dans l'exercice de son droit au travail; lorsque les efforts de l'individu ne suffisent pas à lui assurer un emploi; l'Etat doit s'appliquer dans toute la mesure du possible, à favoriser la stabilité de l'emploi et à assurer des conditions de travail convenables; il doit également fixer des niveaux minima de juste rémunération.

Cuba

Article 9

Le droit de travailler dans des conditions appropriées à la condition humaine et de recevoir en retour une rétribution proportionnée à la valeur des services rendus à la collectivité.

Panama (Institut de droit américain)

Article 13

Tout homme a droit à travailler dans des conditions convenables.

L'Etat a le devoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer des salaires, des heures, et des conditions de travail raisonnables.

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions.

Etats-Unis

II. 2. c/

Les catégories de droits dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient, notamment, les suivants :

c/ droits sociaux tels que le droit à l'emploi et à la sécurité sociale et le droit à un niveau minimum de bien-être dans le domaine économique, social et culturel.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Bolivie

Article 121

Le travail et le capital, en tant que facteurs de la production, jouissent de la protection de l'Etat.

Article 125

La liberté d'association professionnelle et syndicale est garantie et le droit de discuter les contrats collectifs est reconnu.

Article 126

Le droit à la grève, conformément à la loi, est reconnu en tant que moyen de défense des travailleurs.

Article 127

La loi fixera le mode de participation des employés et ouvriers aux bénéfices des entreprises.

Article 129

Il ne peut être renoncé aux droits et avantages reconnus par la loi en faveur des ouvriers et des employés. Les accords contraires à cette clause ou les conventions qui tendent à contrevenir à ses effets sont frappés de nullité absolue.

Constitution du Brésil

Article 157

La législation sur le travail et la prévoyance sociale se conformera entre autres aux principes suivants qui visent à l'amélioration de la condition des travailleurs :

1. Salaire minimum, capable de satisfaire, suivant les conditions de chaque région, les besoins normaux du travailleur et de sa famille.
3. Salaire du travail de nuit supérieur à celui du travail de jour.
5. La journée de travail ne dépassant pas huit heures, sauf les cas et aux conditions prévus par la loi.
8. Hygiène et sécurité du travail.

9. Travail interdit aux enfants de moins de quatorze ans, et dans les industries insalubres, aux femmes et aux personnes ayant moins de dix-huit ans; travail de nuit interdit aux moins de dix-huit ans. Dans tous les cas, il y aura lieu de respecter les conditions établies par la loi et les exceptions admises par le juge compétent.

13. Reconnaissance des conventions collectives de travail.

Article 158

Le droit de grève est reconnu, la loi en règle l'exercice.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République ;

14. La protection du travail, de l'industrie et des oeuvres de prévoyance sociale...

Constitution de la Chine

Article 153

Afin d'élever les niveaux de vie des travailleurs et des paysans et d'augmenter leurs capacités techniques de production, l'Etat promulgue et met à exécution une politique propre à assurer leur protection.

L'Etat accorde une protection spéciale aux femmes et aux enfants qui travaillent, en tenant compte de leur âge et de leur condition physique.

Constitution du Costa-Rica

Article 53

Tout travailleur manuel ou intellectuel aura droit à un traitement ou salaire minimum qui réponde aux besoins matériels, moraux et culturels de son foyer et qui sera fixé périodiquement en tenant compte des modalités de son travail et des conditions propres à chaque région et à chaque forme d'activité relevant du domaine intellectuel, de l'industrie, du commerce, de l'élevage ou de l'agriculture.

Article 54

La durée normale du travail ne pourra excéder huit heures pendant le jour et six heures pendant la nuit, et quarante-huit heures par semaine. Les heures de travail supplémentaires devront être payées à un taux de cinquante pour cent supérieur aux traitements et salaires stipulés. Toutefois, les présentes dispositions ne s'appliqueront pas en cas d'exception nettement spécifiée par la loi.

Article 56

Le droit de lock-out est reconnu au patron, et le droit de grève aux ouvriers, sauf dans les services publics tels qu'ils sont définis par la loi, et sous réserve de la réglementation que la loi établira et qui devra interdire tout acte de contrainte ou de violence.

Article 57

Auront force de loi, les conventions et contrats collectifs de travail qui auront été conclus conformément à la loi, entre employeurs et syndicats de travailleurs légalement organisés.

Article 60

Tout employeur doit assurer, dans ses entreprises, les conditions requises pour l'hygiène et la sécurité du travailleur.

Article 64

Une juridiction spéciale du travail sera instituée pour mieux résoudre les conflits qui surgiront dans les relations entre employeurs et travailleurs. Tous les tribunaux du travail dépendront du pouvoir judiciaire et la loi déterminera leur nombre et leur organisation. La plupart seront composés d'un représentant de l'Etat qui les présidera, d'un représentant des employeurs et d'un représentant des travailleurs.

Constitution de la République de Cuba

Article 61

A tout travailleur manuel ou intellectuel des entreprises publiques ou privées, de l'Etat, de la province ou de la municipalité, sera garanti un salaire ou un traitement minimum, fixé en tenant compte de sa situation de chef de famille ainsi que des conditions particulières à chaque région et des besoins normaux, matériels, moraux et culturels des travailleurs.

La loi établira la façon de déterminer périodiquement les salaires ou traitements minima au moyen de commissions paritaires pour chaque branche du travail en tenant compte du niveau de vie ainsi que des particularités de chaque région et de chaque forme d'activité industrielle, commerciale ou agricole. Dans les travaux effectués à forfait, par contrat ou à la commission, il sera indispensable d'assurer, par des méthodes rationnelles, un minimum de salaire par journée de travail.

Le minimum de tout salaire ou traitement est insaisissable, sous réserve des obligations relatives au paiement de pensions alimentaires de la même manière déterminée par la loi. Sont également insaisissables les instruments de travail des travailleurs.

Article 68

On ne pourra établir de distinction entre les femmes mariées et les femmes célibataires, en matière de salaire.

La loi réglementera la protection de la maternité des ouvrières et elle étendra le bénéfice de cette protection aux employées.

La femme enceinte ne pourra être privée de son emploi, et elle ne sera pas contrainte d'effectuer des travaux exigeant des efforts physiques considérables, pendant les trois mois précédant l'accouchement.

Pendant les six semaines qui précèdent immédiatement l'accouchement et les six semaines qui le suivent, elle jouira d'un repos obligatoire rétribué dans les mêmes conditions que son travail, et elle conservera son

emploi et tous les droits qui y sont attachés en vertu de son contrat de travail. Pendant la période d'allaitement, il lui sera accordé deux périodes extraordinaires de repos par jour, d'une demi-heure chacune, pour allaiter son enfant.

Article 66

La durée maximum de la journée de travail ne pourra pas dépasser huit heures. Ce maximum pourra être réduit à six heures pour les personnes de plus de quatorze ans et de moins de dix-huit ans. La durée maximum du travail hebdomadaire sera de quarante-quatre heures correspondant à quarante-huit heures de salaire, sauf pour les industries qui, par leur nature, sont astreintes pendant une certaine période de l'année à produire de façon ininterrompue et jusqu'à ce que la loi établisse la réglementation définitive de ces cas exceptionnels.

Le travail et l'apprentissage des enfants de moins de quatorze ans est prohibé.

Article 71

Le droit de grève est reconnu aux travailleurs et le droit de lock-out au patron, conformément aux règlements définis par la loi pour l'exercice de ces droits.

Article 72

La loi réglementera le système des contrats collectifs de travail auxquels les patrons et les ouvriers seront tenus de se conformer. Seront nulles et n'obligeront pas les contractants, même si elles sont exprimées dans un contrat de travail ou tout autre pacte, toutes clauses impliquant renonciation, limitation, modification ou session d'un droit quelconque de l'ouvrier, reconnu dans la présente Constitution ou dans la loi.

Article 77

Aucune entreprise ne pourra licencier un travailleur, sans motif préalable et sans observer les autres formalités prévues par la loi, laquelle déterminera les motifs valables de licenciement.

Article 78

Le patron répondra de l'application des lois sociales, même lorsqu'il aura passé le contrat de travail par un intermédiaire.

L'apprentissage sera obligatoire, conformément aux prescriptions de la loi, dans toutes les industries et pour toutes les formes de travail exigeant des connaissances techniques.

Article 83

La loi réglementera la façon dont on pourra effectuer le transfert d'usines et d'ateliers en vue d'éviter l'abaissement du niveau des conditions de travail.

Article 84

Les problèmes qui découlent des relations entre le capital et le travail seront soumis à des commissions de conciliation composées en nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers. La loi désignera le fonctionnaire judiciaire qui les présidera et le tribunal national qui connaîtra en appel de leurs décisions.

Article 85

Afin d'assurer la mise en application de la législation sociale, l'Etat organisera la surveillance et l'inspection des entreprises.

Constitution de l'Equateur

Article 185

L'Etat veillera à faire observer la justice dans les relations entre patrons et travailleurs, à faire respecter la dignité du travailleur, à lui faire assurer une existence convenable et à lui faire recevoir un salaire juste qui lui permette de subvenir à ses besoins personnels et à ceux de sa famille...

(e) La journée maximum de travail sera de huit heures...

Le travail de nuit sera rémunéré à un taux supérieur et on ne pourra y affecter des femmes ou des moins de dix-huit ans.

La durée maximum du travail souterrain effectif sera de six heures par jour et la journée totale ne dépassera en aucun cas sept heures.

(m) On assurera la salubrité et la sécurité du travail pour garantir la santé et la vie des travailleurs.

Constitution de la France

Paragraphe 7

Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Paragraphe 8

Tout travailleur participe par l'intermédiaire de ses délégués à la détermination collective des conditions de travail, ainsi qu'à la gestion des entreprises.

Constitution de Haïti

Article 19

Tout travailleur a le droit de participer, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail. Tout travailleur a droit au repos et aux loisirs. Tout homme a le droit de défendre ses intérêts par l'action syndicale. Chacun adhère au syndicat de ses activités professionnelles ou n'adhère à aucun. Le congé annuel payé est obligatoire.

Constitution du Honduras

Article 191

La journée maximum de travail sera de huit heures. Il y aura un jour de repos par période de six jours de travail.

Article 192

Les travaux insalubres ou dangereux et le travail de nuit dans l'industrie sont interdits aux femmes et aux enfants de moins de seize ans. Ces personnes ne devront pas travailler dans les entreprises commerciales après six heures du soir.

Article 193

Le travail des enfants de douze ans ne pourra faire l'objet d'un contrat; le travail de ceux qui ont plus de douze ans mais moins de seize ans ne pourra dépasser six heures par jour

Article 195

Les grandes entreprises industrielles sont tenues de fonder des hôpitaux au lieu où s'exerce leur activité afin de soigner leurs ouvriers en cas d'accidents et de maladies.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 123

Le Congrès de l'Union et la législature des états devront édicter des lois sur le travail, fondées sur les besoins de chaque régime sans contrevenir aux bases suivantes, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans et, d'une manière générale, tout contrat de travail :

1. La durée de la journée de travail maximum sera de huit heures.
2. La journée maximum de travail de nuit sera de sept heures.

Sont prohibés les travaux malsains ou dangereux pour les femmes en général et pour les jeunes gens de moins de seize ans. Est de même prohibé, pour les uns et pour les autres, le travail nocturne industriel, et dans les établissements commerciaux, le travail après six heures du soir;

3. La journée maximum des jeunes gens âgés de plus de douze et de moins de seize ans sera de six heures. Le travail des enfants âgés de moins de douze ans ne pourra pas être l'objet d'un contrat.

11. Lorsque, à raison de circonstances extraordinaires, les journées de travail devront être augmentées, le salaire pour le temps supplémentaire sera supérieure de cent pour cent à celui qui a été fixé pour les heures normales.

En aucun cas le travail extraordinaire ne pourra dépasser trois heures par jour et être répété plus de trois jours consécutifs. Les hommes de moins de seize ans et les femmes de n'importe quel âge ne seront pas admis à cette classe de travaux.

Article 123

Le Congrès de l'Union formulera des lois qui régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans et, d'une manière générale, tout contrat de travail sans contrevenir aux bases suivantes :

12. Dans toute entreprise agricole, industrielle, minière ou dans tout autre genre de travail, les patrons seront tenus de procurer aux travailleurs des logis commodes et hygiéniques, pour lesquels ils pourront percevoir un revenu qui ne dépassera pas mensuellement un demi pour cent mensuel de la valeur cadastrale des propriétés. Ils devront également établir des écoles, des infirmeries, et autres services nécessaires à la communauté. Si ces entreprises sont situées dans les agglomérations et si elles occupent un nombre d'ouvriers supérieur à cent, les patrons seront tenus à la première des obligations susdites.

17. Les lois reconnaîtront comme un droit des ouvriers et des patrons les grèves et les lock-out.

18. Les grèves seront licites lorsqu'elles auront pour but d'obtenir l'équilibre entre les divers facteurs de la production, en mettant en harmonie les droits du travail et ceux du capital. Dans les services publics, les travailleurs seront tenus de prévenir dix jours à l'avance l'assemblée de conciliation et d'arbitrage de la date fixée pour la suspension du travail. Les grèves seront considérées comme illicites dans le cas seulement où la majorité des grévistes exercerait des actes de violence contre les personnes ou les propriétés, ou, en cas de guerre, lorsque lesdites personnes ou propriétés appartiendraient à des établissements ou des services dépendant du gouvernement. Les ouvriers des établissements industriels militaires du gouvernement de la République ne seront pas compris dans les dispositions de ce paragraphe, étant assimilés à l'armée nationale.

19. Les lock-out ne seront licites que lorsque l'excès de production rendra nécessaire la suspension du travail pour maintenir les prix dans une limite rémunératrice, et après approbation de l'assemblée de conciliation et d'arbitrage.

20. Les différends et les conflits entre le capital et le travail seront soumis à la décision d'une assemblée de conciliation et d'arbitrage, composée en nombre égal de représentants des ouvriers et des patrons et d'un représentant du gouvernement.

21. Si le patron refuse de soumettre ses différends à l'arbitrage ou d'accepter la sentence prononcée par l'assemblée, le contrat de travail sera considéré comme ayant pris fin, et le patron tenu d'indemniser l'ouvrier par le paiement de trois mois de salaire, outre la responsabilité que le conflit pourrait entraîner pour lui. Si le refus venait des travailleurs, le contrat de travail sera considéré comme ayant pris fin.

22. Le patron qui renverrait un ouvrier sans motif justifié ou parce qu'il est entré dans une association ou un syndicat, ou parce qu'il a pris part à une grève licite, sera tenu, au choix du travailleur, d'exécuter le contrat ou de lui payer trois mois de salaire à titre d'indemnité. Il sera tenu de la même obligation lorsque l'ouvrier quittera son service pour manque de probité de la part du patron, ou pour en avoir subi de mauvais traitements, soit en sa propre personne, soit en celle de son conjoint, de ses parents, de ses enfants, de ses frères. Le patron ne pourra pas décliner cette responsabilité lorsque les mauvais traitements proviendront de subordonnés ou de proches ayant agi avec son consentement ou sa tolérance.

23. En cas de concours entre créanciers ou de faillite, les créances des travailleurs pour salaires et appointements échus au cours de la dernière année et pour indemnité, auront la préférence sur toutes autres.

24. Le travailleur sera seul responsable des dettes contractées envers ses patrons, les associés de ceux-ci, les membres de leur famille ou leurs subordonnés; en aucun cas et pour aucun motif elles ne pourront être exigées des membres de la famille de l'ouvrier et la somme exigible du travailleur ne pourra pas dépasser le montant de son salaire d'un mois.

25. Le service pour le placement des travailleurs sera gratuit pour ceux-ci, qu'il ait lieu par des offices municipaux, par des bourses du travail ou par toute autre institution officielle ou particulière.

Constitution du Nicaragua

Article 98

Le travail sous ses diverses formes, l'industrie et les oeuvres d'assistance et de prévoyance sociale sont sous la protection de la loi.

Article 100

La loi reconnaîtra à tous les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou employés :

4. Un salaire minimum tenant compte du coût de la vie et des conditions et besoins des diverses régions, et capable d'assurer au travailleur le minimum de bien-être compatible avec la dignité humaine.

5. Le paiement de tout salaire à l'endroit fixé dans le contrat, en monnaie légale, un jour ouvrable, au lieu de travail de l'ouvrier, avec défense de l'effectuer en marchandises, bons, jetons, et autres substituts de la monnaie.

6. Le paiement du salaire par périodes qui ne dépassent pas une quinzaine.

11. Interdiction de la saisie du salaire minimum.

8. La réglementation du travail des femmes et des enfants.

Article 102

On établira des tribunaux de conciliation pour résoudre de manière équitable les différends qui surgiraient entre patrons et travailleurs.

Constitution de la République de Panama

Article 63

Le travail est un droit et un devoir de l'individu. L'Etat emploiera les moyens dont il dispose pour fournir une occupation à tous ceux qui en sont dépourvus et garantira à tous les travailleurs les conditions économiques indispensables pour une existence convenable.

Article 64

Un traitement ou un salaire minimum sera garanti à tout travailleur au service de l'Etat, d'entreprises publiques ou privées, ou de particuliers.

Article 65

La loi instituera la révision périodique du salaire minimum afin d'améliorer le niveau de vie du travailleur, en tenant compte des particularités propres à chaque région et à chaque forme d'activité industrielle, commerciale ou agricole. Dans le travail aux pièces ou à la commission, il est obligatoire de garantir un salaire minimum par journée de travail.

Le salaire minimum est insaisissable, sauf pour les obligations alimentaires telles qu'elles sont établies par la loi. Sont également insaisissables les instruments de travail des travailleurs.

Article 66

A travail égal dans des conditions identiques, le traitement ou le salaire sera toujours égal, quelles que soient les personnes qui effectuent le travail, sans distinction de sexe ou de nationalité.

Article 68

Le droit de grève et le droit de lock-out sont reconnus. La loi en réglementera l'exercice et pourra le soumettre à des restrictions spéciales en ce qui concerne les services publics qu'elle déterminera.

Article 69

La durée maximum du travail de jour est de huit heures; la durée de la semaine de travail est de quarante-huit heures au maximum. La durée maximum du travail de nuit ne dépassera pas sept heures. Les heures supplémentaires seront rémunérées à un tarif supérieur. La durée maximum du travail de jour pourra être réduite à six heures pour ceux qui ont plus de quatorze ans et moins de dix-huit ans. Le travail est interdit aux enfants de moins de quatorze ans et le travail de nuit est interdit aux enfants de moins de seize ans, sauf dans les cas exceptionnels que la loi déterminera. Sont défendus également l'emploi d'enfants mineurs jusqu'à l'âge de douze ans en qualité de domestiques et le travail des enfants mineurs et des femmes dans des occupations insalubres.

Article 70

Sont nulles et de ce fait n'obligent pas les contractants, même si elles figurent dans un contrat de travail ou un autre accord quelconque, les stipulations qui impliquent renonciation, diminution, altération ou abrogation, au sujet d'un droit reconnu au travailleur. La loi réglementera tout ce qui est relatif aux contrats de travail.

Article 75

Il est institué une juridiction du travail à laquelle sont soumis tous les différends qui naissent des relations entre le capital et le travail. La loi établira les principes qui régissent cette juridiction et créera les organismes qui en assureront le fonctionnement.

Article 76

Il appartient à la loi de réglementer les relations entre le capital et le travail sur une base de justice sociale de façon à garantir aux travailleurs les conditions indispensables à une vie normale, et à assurer au capital une compensation équitable pour ses investissements, sans porter préjudice à aucune des parties.

Constitution du Paraguay

Article 14

Pour assurer à tout travailleur un niveau de vie compatible avec la dignité humaine, le régime des contrats de travail et des assurances sociales ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène dans les entreprises, seront placés sous la surveillance et le contrôle de l'Etat.

L'exploitation de l'homme par l'homme est interdite.

Constitution de la République du Pérou

Article 43

L'Etat édictera une loi sur le contrat collectif de travail.

Article 45

L'Etat favorisera l'établissement d'un régime de participation des employés et des ouvriers aux bénéfices des entreprises* Il légifèrera sur les autres aspects des relations entre les entreprises et le personnel qu'elles occupent et sur la défense des employés et des travailleurs en général.

Article 46

L'Etat légifèrera sur l'organisation générale et la sécurité du travail dans l'industrie, et sur les garanties de la vie, de la santé et de l'hygiène des travailleurs. La loi fixera les conditions maxima de travail, la rémunération pour la durée des services fournis, les indemnités en cas d'accident ainsi que les salaires minima, en rapport avec l'âge, le sexe, la nature des travaux et les conditions et besoins des diverses régions du pays.

Constitution des Philippines

Article XIV

Section 6. L'Etat fournit sa protection aux travailleurs, en particulier aux femmes et aux mineurs, et régleme les relations entre le propriétaire terrien et le fermier, et entre le travail et le capital dans l'industrie et l'agriculture. L'Etat peut prendre des mesures en faveur de l'arbitrage obligatoire.

Constitution de la Pologne

Article 102

Le travail, en tant que source principale de richesse pour la République, doit bénéficier de la protection de l'Etat.

Tout citoyen a droit à la protection de son travail par l'Etat.

Article 103

Sont interdits le travail salarié des enfants au-dessous de quinze ans et le travail de nuit des femmes et des adolescents dans les branches de l'industrie qui présentent un danger pour leur santé.

Constitution de l'Uruguay

Article 53

La loi doit reconnaître à celui qui travaille comme ouvrier ou employé l'indépendance de sa conscience morale et civique, une juste rémunération, la limitation de la durée du travail, le repos hebdomadaire et l'hygiène physique et morale.

Le travail des femmes et des mineurs de moins de dix-huit ans sera spécialement réglementé et limité.

Article 56

La loi encouragera l'organisation de syndicats professionnels en leur accordant des exemptions et en déterminant les règles à suivre pour obtenir la reconnaissance de leur personnalité juridique. Elle favorisera également la création de tribunaux de conciliation et d'arbitrage. La grève est déclarée droit syndical. L'exercice et la portée de ce droit seront réglementés sur la base de ce principe.

Constitution de la Yougoslavie

Article 20

Par des mesures économiques et autres, l'Etat aide le peuple travailleur à se coaliser et à s'organiser dans un but de défense contre l'exploitation économique. L'Etat protège les personnes dans les rapports de louage du travail, en particulier par la garantie du droit d'association, par la limitation de la journée de travail, par la sauvegarde du droit à un repos annuel payé, par le contrôle des conditions de travail, par les soins apportés aux conditions d'habitation et par l'assurance sociale.

Les personnes mineures jouissent de la protection particulière de l'Etat dans les rapports de travail.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 3

Doivent être considérés comme inaliénables le droit de s'organiser et de travailler, en vue de réaliser une distribution plus équitable des richesses et des revenus nationaux, et le droit de lutter pour la mise en valeur du bien-être moral et matériel du peuple, pour l'amélioration de la santé et pour la sécurité contre les ravages du chômage, les accidents et la vieillesse.

Article 4

Améliorer le niveau des conditions de travail dans le monde entier. Pour stipuler la reprise de la production et le développement des marchés internationaux, il n'existe pas de moyen plus efficace que l'accroissement du pouvoir d'achat des masses laborieuses de chaque pays.

ARTICLE 39

"Tout individu a droit à une part équitable du revenu national, dans la mesure où son travail est nécessaire et augmente le bien commun".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain) Article VIII (paragraphe 2)

L'Etat a le devoir d'aider pour sa part l'individu à acquérir les biens personnels qui lui assureront au moins les conditions matérielles indispensables pour mener une existence convenable, dans l'intérêt du maintien de la dignité de la personne humaine et du caractère sacré du foyer.

Cuba Article 9

Le droit de travailler dans des circonstances appropriées à la condition humaine, et de recevoir en retour une rétribution proportionnée à la valeur des services rendus à la collectivité.

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Biélorussie Article 93

Voir Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, articles 118 et 12.

Constitution de la Bolivie

Article 10

Le régime économique doit correspondre essentiellement aux principes de justice sociale qui visent à garantir à tous les habitants un niveau de vie convenable pour un être humain.

Constitution du Brésil

Article 157

4. Participation obligatoire et directe du travailleur aux bénéfices de l'entreprise, dans les termes et selon les formes que la loi déterminera.

Article 145

L'ordre économique doit être organisé conformément aux principes de la justice sociale, en conciliant la liberté de l'initiative et le respect du travail humain....

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

14. L'Etat prendra les mesures nécessaires en vue de la répartition convenable de la propriété et de la constitution de la propriété familiale.....

Constitution du Guatemala

Article 57

..... Les lois respecteront les principes suivants qui sont les principes fondamentaux de l'organisation du travail :

15. Les conditions de sécurité et d'hygiène dans lesquelles doit s'effectuer le travail. Dans les établissements où s'effectuent les travaux, on observera strictement les règlements et les dispositions concernant l'hygiène et la salubrité. Les patrons sont tenus d'adopter des mesures appropriées pour protéger les travailleurs contre les accidents dans l'emploi des machines, des instruments et du matériel de travail.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 123

Le Congrès de l'Union édictera des lois du travail qui régiront le travail des ouvriers, des journaliers, employés, domestiques et artisans, et d'une manière générale tout contrat de travail :

6. Le salaire minimum dont devra jouir le travail sera celui qui sera considéré comme suffisant, étant donné les conditions de chaque région, pour satisfaire aux besoins normaux de la vie de l'ouvrier, à son éducation et aux délassements honnêtes, en le considérant comme père de famille. Dans toute entreprise agricole, commerciale, manufacturière et minière, les travailleurs auront droit à une participation aux bénéfices, laquelle sera réglée comme il est indiqué au paragraphe 9 (voir ci-dessous)....

8. Le salaire minimum est exempté de saisie, compensation ou retenue.

9. La fixation du type de salaire minimum et de la participation aux bénéfices visée au paragraphe 6 sera faite par des commissions spéciales qui se formeront dans chaque municipalité et qui seront subordonnées à l'assemblée centrale de conciliation qui sera établie dans cet Etat. En l'absence de ces commissions, le salaire minimum sera fixé par l'assemblée centrale de conciliation.

Constitution du Paraguay

Article 15

L'Etat réglementera la vie économique nationale. L'Etat pourra nationaliser les services publics moyennant indemnité et monopoliser la production, la circulation et la vente d'articles de première nécessité.

Constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine

Article 117

Voir Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, articles 118 et 12.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 118

Les citoyens de l'URSS ont droit au travail, c'est à dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par le développement continu des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage.

Le travail, en URSS, est pour chaque citoyen apte au travail
un devoir et une question d'honneur selon le principe :

"Qui ne travaille pas, ne mange pas."

En URSS, se réalise le principe du socialisme : "De chacun selon
ses capacités, à chacun selon son travail."

Constitution de la Yougoslavie

Article 32

Tout citoyen est tenu de travailler selon ses capacités; celui qui
ne donne pas à la communauté ne peut recevoir d'elle.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 3

Doivent être considérés comme inaliénables le droit de
lutter pour accroître le bien-être moral et matériel du peuple - pour
améliorer la santé et la sécurité contre les ravages du chômage, les
accidents, les maladies et la vieillesse.

ARTICLE 40

"Tout individu a droit à recevoir de la Société l'aide
nécessaire pour lui permettre d'assurer l'entretien de sa famille".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

M. Lebeau (Belgique) :

"..... Le droit à la sécurité économique et à une sécurité suffisante
pour assurer l'indépendance et la stabilité de la vie du foyer. Il
n'y a donc pas là d'empiètement sur les éléments de sécurité sociale
dont il est question."

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain) Article X (paragraphe 4)

L'Etat a le devoir d'aider les parents à assurer aux enfants
un niveau suffisant de bien-être au sein de la famille et de
faciliter autant que possible, pour chaque ménage, l'acquisition
d'un foyer, dans l'intérêt du développement des bonnes relations
familiales.

Cuba Article 10

Le droit de percevoir un secours suffisant en cas de chômage, de ma-
ladie accidentelle ou chronique, afin de pourvoir à ses propres
besoins matériels et spirituels et à ceux de sa famille.

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Bolivie Article 134

La défense de la santé physique, mentale et morale de l'enfance est
le devoir primordial de l'Etat. L'Etat défend les droits de l'enfant à un
foyer, à une instruction, à une large assistance lorsqu'il se trouve
abandonné, malade ou en difficulté. L'Etat confiera la réalisation des

dispositions du présent article à des organisations techniques appropriées.

Article 131

Le mariage, la famille et la maternité sont placés sous la protection de la loi.

Article 133

Les lois organiseront le patrimoine de la famille de manière à empêcher la saisie.

Constitution du Brésil

Article 164

L'assistance à la maternité, à l'enfance et à l'adolescence est obligatoire dans toute l'étendue du territoire national. La loi assurera la protection des familles nombreuses.

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

14. et les conditions économiques de la vie de manière à procurer à chaque habitant un minimum de bien-être approprié à la satisfaction de ses besoins personnels et de ceux de sa famille

Constitution de la Chine

Article 156

Afin d'établir la vie et le progrès de la Nation sur des bases solides, l'Etat protège les mères et applique une politique susceptible de favoriser le bien-être des femmes et des enfants.

Constitution de la Colombie

Article 19

L'assistance publique est une fonction de l'Etat. Elle devra être accordée à ceux qui sont physiquement incapables de travailler, lorsqu'ils ne possèdent pas de moyens de subsistance et qu'ils n'ont aucun droit à en exiger d'autrui.

La loi déterminera la forme dans laquelle cette assistance doit être accordée et les cas où l'Etat doit la fournir directement.

Constitution du Costa-Rica

Article 51

L'Etat devra assurer l'amélioration du bien-être des Costariciens, en protégeant tout particulièrement la famille, fondement de la nation, en assurant la protection de la mère, de l'enfant, du vieillard et du

malade sans ressources, en organisant et stimulant la production et la meilleure répartition des richesses.

Constitution de la République de Cuba

Article 45

Le régime fiscal, les assurances et l'assistance sociale seront appliqués conformément aux règles posées dans la présente Constitution pour la protection de la famille.

Constitution du Danemark

Article 82

Quiconque est hors d'état de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens, si le soin de son entretien n'incombe à personne, a droit au secours de l'Etat sauf à se soumettre aux obligations que les lois prescriront à cet égard.

Constitution de l'Equateur

Article 185

(c) L'Etat cherchera à faire établir le salaire familial.

Article 162

L'Etat assiste la maternité et protège la mère et l'enfant, sans tenir compte des antécédents. L'Etat créera, pour les moins de quatorze ans à qui font défaut la protection familiale et les ressources matérielles, des conditions qui conviennent à leur protection et à leur développement.

Article 185

(j) Les mères qui travaillent seront l'objet d'une sollicitude particulière. La femme enceinte ne sera pas contrainte de travailler pendant la période de temps fixée par la loi, avant et après l'accouchement. Pendant cette période, elle aura droit à son plein salaire. La mère disposera en outre pendant son travail, du temps nécessaire à l'allaitement de son enfant.

(k) Le travail des moins de quatorze ans est défendu, sauf dans les cas exceptionnels que la loi établit, et le travail des moins de dix-huit ans sera réglementé.

Constitution de la France

Paragraphe 1

La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

Constitution du Guatemala

Article 57

Les lois respecteront les principes suivants qui sont les principes fondamentaux de l'organisation du travail :

2. La fixation périodique du salaire minimum que doivent recevoir les travailleurs de toutes catégories, en tenant compte de leurs devoirs en tant que chefs de famille.....

Article 72

La famille, la maternité et le mariage sont sous la protection de l'Etat.

Article 78

Les pères de familles pauvres qui ont six enfants mineurs ou plus recevront une protection spéciale de l'Etat. A égalité de capacités, ils auront la préférence pour la nomination à des charges publiques.

Article 57

.... La loi réglementera la protection de la maternité des travailleuses. On ne pourra exiger d'elles un travail qui requiert un effort physique considérable au cours des trois mois qui précèdent l'accouchement. Les mères qui travaillent jouiront d'un repos obligatoire rémunéré, un mois avant et quarante-cinq jours après l'accouchement; pendant la période de l'allaitement, elles auront droit, par jour, à deux périodes supplémentaires de repos, d'une demi-heure chacune, pour allaiter leur enfant.

Constitution du Honduras

Article 197

La famille, qui est le fondement de la société, sera sous la protection de l'Etat.

En conséquence, l'Etat pourvoiera à l'organisation du patrimoine de la famille, à la protection effective de la maternité et à la protection des mineurs.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 123

Le Congrès de l'Union édictera des lois qui régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans, et, d'une manière générale, tout contrat de travail, sans contrevenir aux bases suivantes :

5. Pendant les trois mois qui précéderont l'accouchement, les femmes ne pourront pas se livrer à des travaux physiques qui exigeraient un effort physique considérable. Pendant le mois qui suivra l'accouchement, elles jouiront d'un repos obligatoire, elles devront toucher leur salaire complet et conserver leur emploi et les droits qu'elles auraient acquis par leur contrat. Pendant la période de l'allaitement elles auront deux repos extraordinaires par jour, d'une demi-heure chacun, pour allaiter leurs enfants.

Constitution du Nicaragua

Article 77

Le mariage, la famille et la maternité se trouvent sous la protection et la défense de l'Etat.

Article 79

L'Etat et les municipalités veilleront à la santé et au progrès social de la famille

Article 81

Les parents ont pour premier devoir et pour premier droit naturels d'assurer à leurs enfants une éducation qui leur permette d'acquérir les plus hautes aptitudes physiques, intellectuelles et sociales.

Les parents sans moyens financiers ont la ressource de faire appel à l'aide de l'Etat pour l'éducation de leurs enfants.

Article 82

L'Etat assurera l'octroi de subsides spéciaux pour les familles nombreuses.

Constitution de Panama

Article 55

Le mariage est le fondement légal de la famille; il repose sur l'égalité des droits des conjoints et peut être dissous conformément à la loi.

Article 54

La loi protège le mariage, la maternité et la famille et garantit les droits de l'enfant jusqu'à son adolescence. La loi déterminera tout ce qui touche à l'état-civil.

Article 60

L'Etat veillera au développement social et économique de la famille et organisera le bien de famille en déterminant la nature et la quantité des biens qui devront le constituer, en tenant compte du fait que ces biens sont inaliénables et ne peuvent faire l'objet d'un séquestre.

Article 61

L'Etat pourvoira à l'entretien et à l'éducation des enfants mineurs dont les parents ou les tuteurs n'ont pas les ressources nécessaires, si aucun membre de leur famille n'est tenu de le faire.

Constitution du Paraguay

Article 11

Le souci de la santé publique, l'assistance sociale et l'éducation morale, spirituelle et physique de la jeunesse constituent pour l'Etat des devoirs fondamentaux.

Constitution des Pays-Bas

Article 196

L'assistance est l'objet de la sollicitude constante du gouvernement, et elle est réglée par la loi.

Constitution du Pérou

Article 51

Le mariage, la famille et la maternité sont sous la protection de la loi.

Constitution de la Pologne

Article 103 (paragraphe 3)

Des lois spéciales établiront l'assistance à la maternité.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 126

Le mariage, la famille et la maternité sont sous la protection spéciale des lois.

Constitution de l'Uruguay

Article 39

L'Etat veillera à l'amélioration des conditions sociales de la famille.

Article 40

..... Ceux qui ont à leur charge une famille nombreuse, ont droit à des secours de compensation chaque fois que ceux-ci leur seront nécessaires.

..... La maternité a droit à la protection de la société et à son assistance en cas d'abandon, quelle que soit la condition où l'état de la femme.

Article 48

La Constitution, la conservation, la jouissance et la transmission du bien de famille, seront l'objet d'une législation spéciale destinée à en assurer la protection.

Constitution de la Yougoslavie

Article 26 (paragraphe 1)

Le mariage et la famille sont sous la protection de l'Etat. L'Etat règle par la loi les rapports juridiques dans le mariage et dans la famille.

Article 24 (paragraphe 3)

L'Etat protège particulièrement les intérêts de la mère et de l'enfant par la fondation de maternités, de jardins d'enfants et de crèches, par le droit à un congé payé avant et après l'accouchement.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 41

"Tout individu a droit à la sécurité sociale. L'Etat doit prendre les dispositions nécessaires pour empêcher le chômage et doit organiser l'assurance pour le chômage, les accidents, l'invalidité, la maladie, la vieillesse et pour le cas de toute autre perte involontaire ou imérite des moyens d'existence".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XVI

Toute personne a droit à la sécurité sociale.

L'Etat a le devoir d'aider toute personne à assurer sa sécurité sociale. A cette fin, l'Etat doit favoriser l'établissement de mesures en vue de la santé et de la sécurité publiques, et doit établir des systèmes d'assurance sociale et des organismes de coopération sociale, qui permettront à toute personne d'être assurée d'un niveau de vie suffisant, d'être protégée contre les risques de chômage, d'accident, d'invalidité, de maladie, et d'être à l'abri du besoin dans la vieillesse.

Toute personne a le devoir d'aider l'Etat, selon ses moyens, à maintenir et à mettre en oeuvre les mesures qui ont été prises en faveur de sa propre sécurité sociale.

Cuba

Article 10

Le droit de percevoir un secours suffisant en cas de chômage, de maladie accidentelle ou chronique, afin de pourvoir à ses propres besoins matériels et spirituels et à ceux de sa famille.

Panama (Institut de droit américain)

Article 15

Tout homme a droit à la sécurité sociale.

L'Etat a le devoir de prendre ou de faire prendre des dispositions de grande envergure ayant pour but la protection de la santé, la prévention des maladies et des accidents, la fourniture de soins médicaux et d'indemnités en cas de perte des moyens d'existence.

B. Propositions

Inde

I. c/

Tout être humain a droit à la sécurité, au travail, à l'instruction....

Etats-Unis

2. c/

Les catégories de droits dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient notamment les suivants :

.....

c/ Droits sociaux tels que le droit à l'emploi et à la sécurité sociale.....

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Bolivie

Article 130

L'assistance sociale est une fonction de l'Etat. L'Etat en délimitera les conditions. L'hygiène revêt un caractère impératif et obligatoire.

Article 122

La loi réglementera l'assurance obligatoire pour la maladie, les accidents, le chômage inévitable, l'invalidité, la vieillesse, la maternité et le décès, elle réglementera l'éviction des habitants et l'indemnisation aux travailleurs et aux journaliers, le travail des femmes et des enfants, la durée maximum de la journée de travail, le salaire minimum, le repos hebdomadaire et les jours de fête, les vacances annuelles et congés payés, les soins de médecine et d'hygiène, et autres mesures sociales visant à la protection des travailleurs.

Constitution du Brésil

Article 157

16. Assurances sociales, constituées par un triple versement de l'Union, de l'employeur et de l'employé, en faveur de la maternité et contre les suites de la maladie; de la vieillesse, de l'invalidité et du décès.

15. Aide aux chômeurs.

12. Stabilité de l'emploi, dans les entreprises industrielles ou les exploitations agricoles, et indemnités aux travailleurs congédiés, dans les cas et aux conditions que la loi déterminera.

10. Droit de la femme enceinte au repos avant et après l'accouchement, sans perte de l'emploi ou du salaire.

Constitution de la Chine

Article 152

L'Etat fournit à tous ceux qui sont capables de travailler la possibilité de trouver un emploi.

Article 155

Afin de favoriser le bien-être social, l'Etat établit un régime d'assurances sociales. L'Etat accorde l'assistance et les secours nécessaires aux personnes âgées, aux infirmes et aux invalides qui sont dans l'impossibilité de gagner leur vie, ainsi qu'aux victimes de calamités exceptionnelles.

Constitution du Costa-Rica

Article 63

Les assurances sociales sont établies au profit des travailleurs manuels et intellectuels et suivant un régime de contribution obligatoire triple de l'Etat, des employeurs et des travailleurs, afin de protéger ces derniers contre les risques de maladie, de maternité, de vieillesse ou de décès et ceux qui résultent d'autres circonstances que la loi déterminera.

Constitution de la République de Cuba

Article 65

Le droit des travailleurs à l'assurance sociale est inaliénable et imprescriptible. Les assurances sociales sont instituées avec la participation équitable de l'Etat, des patrons et des travailleurs eux-mêmes, en vue d'assurer à ces derniers, dans la forme fixée par la loi, une protection efficace contre l'invalidité, la vieillesse, le chômage et les autres contingences du travail. Est également institué le droit à la retraite de vieillesse et à la pension en cas de décès.

L'administration et la gestion des institutions mentionnées au premier alinéa du présent article seront confiées à des organismes paritaires élus par les patrons et les ouvriers sous le contrôle d'un représentant de l'Etat, de la manière déterminée par la loi, à moins que l'Etat ne crée la banque des assurances sociales.

Est déclarée également obligatoire l'assurance contre les accidents du

travail et les maladies professionnelles, qui sera exclusivement à la charge des patrons et qui sera soumise au contrôle de l'Etat.

Les fonds et les réserves des assurances sociales ne pourront faire l'objet de transferts et on ne pourra en disposer à des fins autres que celles qui en ont déterminé la création.

Article 80

Les institutions de bienfaisance de l'Etat, des provinces et des municipalités ne fourniront leurs services à titre gratuit qu'aux indigents.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

2. La liberté du travail. En conséquence, l'établissement de monopoles au profit des particuliers est interdit. La loi peut, selon les exigences de l'intérêt général, fixer la durée maximum de la journée de travail, les jours de repos et de congé, les traitements et les salaires minima ainsi que leur mode de paiement, instituer un système d'assurances sociales et assurer aux citoyens du pays l'attribution de la part la plus importante dans tout travail, et, d'une manière générale, prendre en faveur des travailleurs toutes les mesures de protection et d'assistance qui paraîtraient nécessaires.

Constitution de l'Equateur

Article 174

Il est également du devoir de l'Etat :

a) de fournir du travail aux chômeurs.

Article 188

Les Equatoriens jouissent des garanties spéciales qui suivent :

3. Le droit de recevoir de l'Etat des moyens de subsistance s'ils sont invalides et s'ils sont indigents, à condition qu'ils soient incapables de les obtenir par leur travail et que les personnes contraintes par la loi de les leur fournir, ne soient pas à même de le faire.....

Constitution de la France

Paragraphe 11

Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et au travailleur, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs.

Paragraphe 12

Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

La nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

Constitution du Guatemala

Article 22

Il est de la fonction de l'Etat de maintenir et d'améliorer les conditions générales de l'existence de la nation; de s'efforcer d'assurer le bien-être de ses habitants et d'augmenter la richesse en créant et en favorisant des institutions de crédit et de prévoyance sociale.

Article 58

Les principes fondamentaux de l'organisation du travail sont les suivants :

14. Les mesures d'assistance et de prévoyance sociales nécessaires pour les travailleurs.

Article 65

Est instituée l'assurance sociale obligatoire.

Elle comprendra au moins l'assurance contre l'invalidité, la vieillesse, le décès, la maladie et les accidents du travail.

Article 57

L'Etat utilisera les ressources dont il dispose pour fournir une occupation à tous ceux qui n'en ont pas et leur assurer les conditions matérielles nécessaires à une existence digne.

Constitution du Honduras

Article 191

Une loi sur les accidents du travail fixera les responsabilités du patron et les conditions qui les rendront effectives.

Constitution de l'Islande

Article 70

Quiconque est hors d'état de pourvoir à sa subsistance et à celle des siens, si le soin de son entretien n'incombe à personne d'autre, a droit au secours de l'Etat; mais il devra en ce cas se soumettre aux obligations que les lois prescriront.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 123

Le Congrès de l'Union édictera des lois sur le travail, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques, artisans et, d'une manière générale, tout contrat de travail.

14. Les chefs d'entreprises seront responsables des accidents du travail et des maladies professionnelles des travailleurs survenus à raison ou pendant l'exercice de la profession ou du travail exécuté; en conséquence, les patrons devront payer l'indemnité à laquelle il y aura lieu, selon que l'accident aura entraîné la mort ou simplement une incapacité temporaire ou permanente de travail, conformément aux dispositions de la loi. Cette responsabilité subsistera même dans le cas où le patron aurait loué le travail par un intermédiaire;

15. Le patron sera tenu d'observer, dans l'installation de ses établissements, les prescriptions légales sur l'hygiène et la salubrité, et d'adopter des mesures adéquates pour éviter les accidents dans l'usage des machines, instruments et matériel de travail, ainsi que d'organiser celui-ci de façon telle que soit assuré, pour la santé et la vie des travailleurs, le maximum de garanties compatibles avec la nature de l'entreprise et ce sous les peines établies par les lois.

29.. L'établissement de la loi sur la sécurité sociale sera considéré comme présentant un intérêt public. Cette loi portera sur les assurances sur la vie, contre l'invalidité, contre le chômage involontaire, contre la maladie et les accidents; elle portera également sur d'autres buts analogues.

Constitution du Nicaragua

Article 80

La maternité a droit à l'assistance de l'Etat.

Article 100

La loi reconnaîtra à tous les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou employés :

7. L'indemnisation pour les accidents du travail dans les cas et sous la forme que la loi déterminera.

9. L'assistance médicale et sanitaire aux travailleurs et à la femme enceinte, garantissant à celle-ci, sans préjudice de son salaire, une période de repos avant et après l'accouchement.

Article 104

L'Etat assurera la création d'une institution nationale d'assurances sociales.

Article 105

La loi réglemetaera la forme dans laquelle sera établi le fonds d'assurances en faveur des salariés, par le concours proportionné du bénéficiaire et du patron, pour la couverture des risques de maladie, d'invalidité, de vieillesse et de chômage.

Constitution de la République de Panama

Article 62

Les enfants mineurs abandonnés, physiquement ou mentalement déficients, dévoyés ou délinquants, seront soumis à une législation spéciale destinée à assurer leur surveillance, leur réhabilitation et leur protection.

Article 71

La maternité de l'ouvrière est protégée. La femme ne pourra perdre son emploi pour cause de grossesse. Durant les six semaines qui précèdent l'accouchement et les huit semaines qui suivent, elle jouira d'un repos obligatoire rétribué de même façon que son travail et conservera son emploi et tous les droits attachés à son contrat.

Article 93

Tout individu a droit à la sécurité de ses moyens matériels de subsistance s'il est victime d'une incapacité de travail ou dans l'impossibilité d'obtenir un travail rétribué. Les assurances sociales seront administrées par des organismes autonomes qui en accorderont le bénéfice dans les cas de maladie, maternité, allocations familiales, vieillesse, décès du conjoint ou des parents, arrêt forcé du travail, accident du travail et maladie professionnelle, et toutes autres circonstances affectant les travailleurs dans leurs capacités de travail et de consommation.

La loi pourvoiera à l'établissement de ces différents services à mesure que les nécessités sociales l'exigeront.

L'Etat créera des institutions d'assistance et de prévoyance sociales. Parmi les tâches fondamentales de ces institutions figureront l'amélioration des conditions économiques et morales dans leur secteur respectif, et les soins à donner aux personnes mentalement déficientes, aux malades chroniques et aux invalides privés de ressources.

L'Etat favorisera en outre la création d'habitations ouvrières à bon marché pour les travailleurs.

Constitution du Paraguay

Article 14

... Pour assurer à tout travailleur un niveau de vie compatible avec la dignité humaine, le régime des contrats de travail et des assurances sociales, ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène dans les entreprises, seront placés sous la surveillance et le contrôle de l'Etat.

Constitution de la République du Pérou

Article 48

La loi établira un régime destiné à remédier aux conséquences économiques du chômage, de la vieillesse, de la maladie, de l'invalidité et de la mortalité. Elle encouragera la création d'institutions de solidarité sociale, d'établissements d'épargne et d'assurance, ainsi que de coopératives.

Constitution de la Pologne

Article 102

Tout citoyen a droit à la protection de son travail par l'Etat, et en cas de chômage, de maladie, d'accident ou d'invalidité, au bénéfice des assurances sociales qui sont instituées par une loi spéciale.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 118

... Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par le développement continu des forces productrices de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et la suppression du chômage.

Article 120

Les citoyens de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travailler.

Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un important réseau de stations de cure.

Constitution de l'Uruguay

Article 45

L'Etat donnera asile aux indigents et à ceux qui manquent de ressources suffisantes et qui, en raison de leur déficience physique, ou mentale chronique, sont incapables de travailler.

Article 54

La loi réglementera la répartition impartiale et équitable du travail.

Article 58

Les pensions de retraite et les assurances sociales seront organisées de façon à garantir à tous les travailleurs, aux patrons, aux employés et aux ouvriers, des retraites convenables et des subsides en cas d'accident, de maladie, d'invalidité, de chômage forcé, etc... et, en cas de décès, à garantir à leur famille la pension correspondante.

La pension de vieillesse constitue un droit pour celui qui atteint la limite d'âge productif, lorsqu'il a séjourné longtemps dans le pays et qu'il ne dispose pas de ressources lui permettant de subvenir à ses besoins vitaux.

Constitution de la Yougoslavie

Article 20

Paragraphe 2. L'Etat protège les personnes dans les rapports de louage du travail, en particulier par la garantie du droit d'association, par la limitation de la journée de travail, par la sauvegarde du droit à un repos annuel payé, par le contrôle des conditions de travail, par les soins apportés aux conditions d'habitation et par l'assurance sociale.

Article 35

L'Etat assure aux invalides de guerre une vie digne et la réadaptation gratuite au travail.

Les enfants des combattants morts à l'ennemi et des victimes de guerre sont sous la protection spéciale de l'Etat.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Article 3

Les conditions de travail dans les grandes industries modernes rendent particulièrement nécessaire pour les travailleurs la création d'un système efficace de législation sociale qui prévoiera un salaire minimum et une durée maximum du travail qui assurera la suppression du travail des enfants, prévoiera la fourniture de soins médicaux appropriés, la création d'assurances contre les accidents, le chômage et la vieillesse et autres mesures d'importance vitale pour la sécurité sociale et effective de la population.

ARTICLE 42

"Tout individu a droit à une bonne alimentation et à un bon logement et à vivre dans des conditions agréables et saines".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTÉES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Pas de dispositions

Cuba

Articles 11, 12, 13

Le droit à une nourriture convenable.

Le droit de vivre dans des conditions salubres et de se vêtir d'une manière appropriée au climat.

Le droit de vivre dans un milieu exempt de maladies évitables.

Panama (Institut de droit américain)

Article 14

Tout homme a droit à une nourriture et à un logement suffisants. L'Etat a le devoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer à tous les citoyens la possibilité d'obtenir cette satisfaction élémentaire.

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Bolivie

Article 124

L'Etat prendra par décret les mesures nécessaires pour protéger la santé et la vie des travailleurs, des employés et des travailleurs agricoles; il veillera à ce que les travailleurs aient des logements sains, et il encouragera la construction d'habitations à bon marché; il organisera également la formation technique des travailleurs manuels.....

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

14. La protection....., spécialement en tant qu'elles ont pour objet la salubrité de l'habitation.....

Constitution du Costa-Rica

Article 58

L'Etat favorisera la création de coopératives comme moyen de procurer de meilleures conditions de vie aux travailleurs.

Article 59

L'Etat aidera à la construction de maisons à bon marché pour les travailleurs urbains et créera le bien de famille au profit du travailleur rural.

Constitution de la République de Cuba

Article 79

La loi favorisera la création d'habitations ouvrières à bon marché.

La loi déterminera les entreprises qui sont tenues, lorsqu'elles emploient des ouvriers en dehors de centres de population, de fournir aux travailleurs des habitations convenables, des écoles, des infirmeries et autres services et avantages favorables au bien-être physique et moral du travailleur et de sa famille.

La loi réglementera également les conditions que doivent réunir les ateliers, les usines et tous les locaux consacrés au travail.

Constitution du Guatemala

Article 67

On favorisera la construction d'habitations à bon marché et de colonies de travailleurs.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 123

Le Congrès de l'Union édictera des lois sur le travail, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans, et, d'une manière générale, tout contrat de travail, sans contrevenir aux bases suivantes.

13. En outre, dans ces mêmes centres de travail, si le nombre des ouvriers est supérieur à deux cents, une étendue de terrain qui ne sera pas

moindre de cinq mille mètres carrés devra être réservée pour l'établissement de marchés publics, l'installation d'édifices destinés aux services municipaux et de centres de récréation. Dans tout centre de travail, il est défendu d'établir des débits de boissons enivrantes et des maisons de jeux de hasard.

30. Seront de même considérées d'utilité publique les sociétés coopératives pour la construction de maisons à bon marché et hygiéniques, destinées à être acquises en propriété par les travailleurs et payables à tempérament.

Constitution du Nicaragua

Article 103

La loi tendra à loger l'ouvrier de façon salubre et économique. Elle favorisera aussi la construction d'habitations et de quartiers qui réunissent ces conditions.

Constitution du Paraguay

Article 14

Pour assurer à tout travailleur un niveau de vie compatible avec la dignité humaine, le régime des contrats de travail et des assurances sociales ainsi que les conditions de sécurité et d'hygiène dans les entreprises, seront placés sous la surveillance et le contrôle de l'Etat.

Constitution de l'Uruguay

Article 44

La loi prescrira les mesures propres à assurer à l'ouvrier un logement salubre et économique, en favorisant la construction d'habitations et de quartiers répondant à ces conditions.

Article 55

Toute entreprise dont le caractère rend nécessaire le séjour du personnel dans l'établissement sera tenue de fournir à ce personnel une nourriture et un logement appropriés dans les conditions que la loi fixera.

Constitution de la Yougoslavie

Article 20 (paragraphe 2)

L'Etat protège les personnes dans les rapports de louage du travail, en particulier par la garantie du droit d'association, par la limitation de la journée de travail, par la sauvegarde du droit à un repos annuel payé,

par le contrôle des conditions de travail, par les soins apportés aux conditions d'habitation et par l'assurance sociale.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions

ARTICLE 43

"Tout individu a droit à une juste part de repos et de loisir".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

- Néant -

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PROPOSES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Biélorussie

Article 94

Voir Constitution de l'URSS, article 119.

Constitution du Brésil

Article 157

6. Repos hebdomadaire rémunéré, de préférence le dimanche, et congé, dans la mesure permise par les nécessités techniques des entreprises, les jours de fêtes civiles et religieuses conformément à la tradition locale.

7. Vacances annuelles payées.

Constitution du Costa-Rica

Article 154

2. Tous les travailleurs manuels et intellectuels auront droit à des vacances annuelles payées dont la durée et la date seront déterminées par la loi, mais qui ne pourront être inférieures à deux semaines pour cinquante semaines de service ininterrompu.

Constitution de la République de Cuba

Article 67

Tous les travailleurs manuels et intellectuels ont droit à un congé payé d'un mois par période de onze mois de travail par an. Ceux qui, en raison de la nature de leur travail ou d'une autre circonstance, n'auraient pas travaillé pendant onze mois auront droit à un congé payé proportionnel à la durée de la période de travail. Les patrons doivent verser aux ouvriers leur salaire habituel pendant les congés des jours de fête ou de deuil national. Il n'y aura que quatre journées de fête et de deuil national pendant lesquelles la fermeture des établissements industriels et commerciaux, et, s'il y a lieu, celle des établissements de spectacles publics sera obligatoire. Les autres journées de fête ou de deuil officiel seront célébrées sans interrompre l'activité économique de la Nation.

Constitution de l'Equateur

Article 185

(f) Tout travailleur jouira d'un repos hebdomadaire de quarante-deux heures consécutives ainsi que de congés annuels. Ces congés de même que les repos hebdomadaires et les jours de fête fixés par la loi seront payés.

Constitution du Guatemala

Article 58

.... Lesdites lois respecteront les principes suivants qui sont les principes fondamentaux de l'organisation du travail :

2. Le travailleur ou l'employé a droit à un jour de repos rémunéré par période de six jours de travail. Les jours de congé reconnus par la loi seront également rémunérés.

5. Les congés annuels payés aux travailleurs après un an ou plus de service ininterrompu....

Constitution du Honduras

Article 191

La journée maximum de travail obligatoire sera de huit heures. Il y aura un jour de repos par période de six jours de travail.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 123

Le Congrès de l'Union édictera des lois du travail, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans, et d'une manière générale, tout contrat de travail, sans contrevir aux bases suivantes :

4. Pour chaque six jours de travail, le travailleur devra jouir d'au moins un jour de repos.

Constitution du Nicaragua

Article 100

La loi reconnaîtra à tous les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou employés :

3. Un maximum d'heures de travail quotidien fixé et réglementé par la loi suivant la nature de ce travail.

10. Une rétribution supérieure pour le travail de nuit, excepté dans les cas où il s'effectue périodiquement par équipes.

2. Le repos hebdomadaire obligatoire.

12. Un mois de vacances payé après un an de travail continu.

Constitution de la République de Panama

Article 69

Tout travailleur a droit à des vacances payées, en plus du repos hebdomadaire.

Constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine

Article 118

Voir Constitution de l'URSS, article 119.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 119

Les citoyens de l'URSS ont droit au repos.

Le droit au repos est assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures pour l'immense majorité des ouvriers, par l'établissement de congés annuels pour les ouvriers et les employés avec maintien du salaire et par l'affectation aux besoins des travailleurs

d'un vaste réseau de sanatoria, de maisons de repos et de clubs.

Constitution de la Yougoslavie

Article 20 (paragraphe 2)

L'Etat protège les personnes dans les rapports de louage de travail, en particulier par la garantie du droit d'association, par la limitation de la journée de travail, par la sauvegarde du droit à un repos annuel payé, par le contrôle des conditions de travail, par les soins apportés aux conditions d'habitation et par l'assurance sociale.

SECTION IV. PROJETS ET DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Projet de dispositions.

ARTICLE 44

"Tout individu a le droit de prendre part à la vie culturelle de la société, de jouir des arts et de participer aux avantages de la science".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

-néant-

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XV

Toute personne a le droit d'avoir part aux avantages résultant des découvertes et inventions de la science, dans des conditions qui permettent une rétribution équitable du travail et du talent des personnes auxquelles revient le mérite de la découverte ou de l'invention.

L'Etat a le devoir d'encourager le développement des arts et des sciences; toutefois il doit veiller à ce que les lois relatives à la protection des marques de fabriques, brevets d'invention et de la propriété littéraire ne servent pas à établir des monopoles qui pourraient empêcher que tous aient part aux avantages apportés par la science. Il est du devoir de l'Etat de protéger le citoyen en veillant à ce que les découvertes scientifiques ne soient pas utilisées de manière à semer la peur et le trouble dans la population.

Cuba

Pas de dispositions.

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions.

Etats-Unis

II 2.

Les catégories de droits dont la délégation des Etats-Unis propose l'examen seraient, notamment, les suivants ... : le droit à un niveau minimum de bien-être dans le domaine économique, social et culturel.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de l'Arabie saoudite, 29 août 1925 Article 23

L'instruction publique comporte la diffusion de la science, de l'éducation et des arts, et l'ouverture de bibliothèques, d'écoles et d'instituts religieux, en se conformant scrupuleusement à l'observation des préceptes de la religion dans tout le Royaume de Hedjaz.

Article 24

La direction de l'instruction publique dépendra du bureau de l'Agent général.

Constitution de la Bolivie, 28 octobre 1958 Article 163

La richesse artistique, historique et archéologique, ainsi que la richesse qui provient de l'exercice du culte religieux, constitué le trésor culturel de la nation; ce trésor sera placé sous la protection de l'Etat et ne pourra être exporté. L'Etat protégera les bâtiments et les sites classés comme ayant une valeur historique ou artistique.

Article 164

L'Etat encouragera la culture populaire.

Constitution du Brésil, 18 septembre 1946 Article 173

La liberté des sciences, des lettres et des arts est garantie.

Article 174

La protection de la culture est un devoir de l'Etat.

Paragraphe unique. La loi favorisera la création d'instituts de recherches, de préférence près des établissements d'enseignement supérieur.

Constitution de l'Uruguay, 24 mars 1934 (modifié en 1942)

Article 62

La gratuité de l'enseignement public primaire, moyen, supérieur, industriel et artistique, et celle de l'éducation physique, est déclarée d'utilité sociale, ainsi que la création de bourses de perfectionnement

et de spécialisation culturelle, scientifique et ouvrière et l'établissement de bibliothèques populaires. Dans tous les établissements d'enseignement, une attention spéciale sera accordée à la formation morale et physique des élèves.

Constitution de la Yougoslavie

Article 37
Paragraphe 2

L'Etat aide la science et les arts dans le but de développer la culture nationale et la prospérité du peuple.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 45

"Nul ne sera soumis à un régime discriminatoire en raison de sa race, de son sexe, de sa langue, de sa religion ou de ses opinions politiques. Tous les individus sont égaux devant la loi quant à la jouissance des droits énoncés dans la présente déclaration".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

M. Tepliakov (URSS) :

"...L'égalité des droits des êtres humains est une notion compréhensible, et tout d'abord la déclaration internationale doit reconnaître et proclamer cette égalité des droits pour les citoyens des Nations-Membres de l'Organisation des Nations Unies..." *

M. Cassin (France) partage cette opinion et demande que soit proclamé dans une courte déclaration le principe de l'égalité des hommes non seulement dans leurs états respectifs, mais également du point de vue du droit international et de la loi créée par les Nations Unies. **

M. del Rio (Chili) :

"... Je suis prêt à voter en faveur de l'insertion des droits d'égalité devant la loi en ce qui concerne certains points mentionnés dans le document 4/W, à condition toutefois de les simplifier..." ***

M. Hodgson (Australie) déclare qu'il est du même avis que le représentant du Chili. ****

M. Chang (Chine) mentionne l'aspect international du principe d'égalité. *****

-
- * - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 13ème séance, page 42
** - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 13ème séance, page 51.
*** - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 13ème séance, page 52.
**** - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 13ème séance, page 52.
***** - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 13ème séance, pages 56-60.

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE
PRESENTEES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XVIII
Paragraphe 1 - 4

Toutes les personnes sont égales devant la loi en ce qui concerne la jouissance de leurs droits fondamentaux. Il ne doit exister de classe privilégiée d'aucune sorte.

Aucune restriction ne peut être imposée aux droits fondamentaux en dehors de celles qui sont nécessaires pour le maintien de l'ordre public; elles doivent être d'un caractère général et applicables à toutes les personnes d'une même catégorie.

Cuba

Article 5

Le droit à l'égalité devant la loi sans distinction de race, de religion, de couleur, de classe ou de sexe.

Panama (Institut de droit américain)

Tout homme a droit à être protégé contre toute distinction arbitraire dans le texte ou l'application de la loi, du fait de sa race, de sa religion, de son sexe ou pour toute autre raison.

B. Propositions

Inde

I (b)

Tout être humain a droit à l'égalité, sans distinction de race, de sexe, de langue, de religion, de nationalité ou d'opinion politique.

Etats-Unis

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Afghanistan, Principes fondamentaux du gouvernement Article 1

La religion de l'Afghanistan est la sainte religion de l'Islam et son rite officiel et général est le très excellent rite hanafite. Le roi d'Afghanistan doit pratiquer cette religion. Les autres religions des Indiens et des Hébreux qui se trouvent en Afghanistan sont protégées à condition qu'elles ne contreviennent pas à l'ordre public et aux coutumes publiques.

Article 9.

Tous les individus qui résident dans le royaume d'Afghanistan sont considérés comme des sujets de l'Afghanistan sans aucune distinction de religion et de rite.

La qualité de sujet de l'Afghanistan s'acquiert ou se perd conformément à la loi qui sera faite à ce sujet.

Article 10

Tous les sujets de l'Afghanistan sont strictement tenus de respecter tout ce qui concerne la religion et le rite et les lois politiques de l'Etat. Ils jouissent librement de leurs droits légitimes.

Article 13

Tous les sujets afghans sont égaux devant la sainte religion et les lois de l'Etat, en ce qui concerne les droits et devoirs du pays.

Constitution de l'Argentine

Article 16

La nation argentine n'admet pas de prérogatives de sang ou de naissance; il n'y a chez elle ni privilèges personnels ni titres de noblesse. Tous ses habitants sont égaux devant la loi et admissibles aux emplois, sans autre condition que celle de l'aptitude. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques.

Article 20

Les étrangers jouissent sur le territoire de la nation de tous les droits civils des citoyens; ils peuvent exercer leur industrie, commerce et profession, posséder des biens immeubles, les acquérir et les aliéner, naviguer sur les cours d'eau et le long des côtes, exercer librement leur culte, tester et se marier conformément aux lois. Ils ne sont pas obligés d'acquérir la citoyenneté ni de payer des contributions forcées extraordinaires. Ils obtiennent la naturalisation moyennant une résidence continue de deux ans sur le territoire de la nation; mais l'autorité peut abréger ce délai en faveur de ceux qui le sollicitent, s'ils allèguent et prouvent des services rendus à la République.

Article 157

La législation sur le travail et la prévoyance sociale se conformera, entre autres, aux principes suivants qui visent à l'amélioration des travailleurs :

2. Défense de payer pour un même travail, un salaire différent suivant l'âge, le sexe, la nationalité ou l'état-civil des travailleurs...

Constitution du Chili

Article 10

La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

1. L'égalité devant la loi. Il n'existe pas au Chili de classe privilégiée.

Constitution de la Chine

Article 7

Tous les citoyens de la République de Chine, sans distinction de sexe, de religion, de race, de classe ou de parti sont égaux devant la loi.

Constitution de la Colombie

Article 16

Les autorités de la République sont instituées pour protéger dans leur vie, dans leur honneur et leurs biens les personnes résidant en Colombie, et pour assurer l'accomplissement des devoirs sociaux de l'Etat et des particuliers.

Constitution du Costa-Rica

Article 23

La République ne reconnaît ni titre héréditaire ni emplois vénaux; elle interdit l'établissement de substitutions.

Article 25

Tous les hommes sont égaux devant la loi.

Article 62

A travail égal effectué dans des conditions identiques, correspondra un salaire ou traitement égal, sans distinction de personne ou de sexe.

Le travailleur rural jouira des mêmes droits essentiels que le travailleur urbain.

A égalité de titres, les patrons et les entreprises publiques ou privées devront donner la préférence aux travailleurs costariciens.

La loi fixera éventuellement le pourcentage minimum de travailleurs nationaux à employer, en tenant compte non seulement de leur nombre, mais aussi du montant total des salaires ou traitements payés.

Constitution de la République de Cuba

Article 20

Tous les Cubains sont égaux devant la loi. La République ne reconnaît ni droits ni privilèges personnels.

Toute distinction reposant sur le sexe, la race, la couleur ou la classe et toutes autres distinctions portant atteinte à la dignité humaine sont déclarées illégales et punissables.

La loi établira des sanctions dont sont passibles ceux qui enfreignent cette disposition.

Article 43

La femme mariée jouit de la pleine capacité civile, sans devoir recourir à la permission ou à l'autorisation de son mari pour gérer ses biens, pour exercer librement un commerce, une industrie, une profession, un métier ou un art et pour disposer des fruits de son travail.

Article 44

Les enfants nés en dehors du mariage d'une personne qui, au moment de la conception, avait capacité de contracter mariage, ont des droits et des devoirs analogues à ceux qui sont indiqués au paragraphe précédent, sous réserve des prescriptions de la loi en ce qui concerne l'héritage. A cet effet, les mêmes droits seront accordés aux enfants d'une personne mariée, nés en dehors du mariage; lorsque cette personne les reconnaîtra ou lorsqu'un jugement déclaratif de filiation sera prononcé. La loi réglementera la recherche de la paternité.

Article 62

A travail égal, effectué dans des conditions identiques, le salaire sera toujours égal, quelles que soient les personnes qui exécutent ce travail.

Article 74

Le ministre du travail considérera comme l'un des points essentiels de sa politique sociale de veiller à ce que dans la répartition des emplois industriels et commerciaux il ne soit pratiqué aucune espèce de mesure discriminatoire.

Dans les changements de personne, et lors de la création de nouveaux emplois, ainsi que dans les nouvelles usines, industries ou commerces qui seraient fondés, il sera obligatoire de répartir les emplois sans tenir compte de la race ou de la couleur, pourvu qu'il soit satisfait aux conditions d'aptitude. La loi rendra toute autre façon d'agir passible de sanctions et de poursuites, d'office ou, à la requête de la partie lésée.

Article 90

La loi limitera l'acquisition et la possession de la terre par des personnes et des compagnies étrangères et elle adoptera les mesures propres à remettre les Cubains en possession de la terre.

Constitution du Danemark

Article 90

Tout privilège attaché par les lois à la noblesse, aux titres et au rang est aboli.

Constitution de l'Egypte, Rescrit royal n° 42 de 1923

Article 3

Tous les Egyptiens sont égaux devant la loi. Ils jouissent également des droits civiques et politiques et sont également soumis aux charges et devoirs publics sans aucune distinction de race, de langue ou de religion.

Constitution d'El Salvador

Article 5

Il n'existe dans la République ni emplois ni privilèges héréditaires.

Article 23

Tous les hommes sont égaux devant la loi.

Constitution de l'Equateur

Article 169

Tous ont le même droit d'obtenir la protection de la loi. On ne peut accorder à aucune personne des droits ni lui imposer des obligations qui la mettent par rapport aux autres en état de supériorité ou d'infériorité...

Constitution des Etats-Unis d'Amérique

Quatorzième amendement

1... ni refuser à quiconque relève de sa juridiction l'égalité de protection des lois.

Quinzième amendement

Section 1. Le droit au suffrage des citoyens des Etats-Unis ne pourra être refusé ou restreint par les Etats-Unis ni par aucun Etat, à raison de la race, de la couleur, ou d'un état antérieur de servitude.

Dix-neuvième amendement

Le droit de vote des citoyens des Etats-Unis ne pourra être refusé ou restreint par les Etats-Unis ni par aucun Etat à raison du sexe.

France, Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 1789

Article 1

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Les distinctions sociales ne peuvent être basées que sur l'utilité commune.

Article 6

La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics selon leurs capacités, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Constitution de la France

Paragraphe 1

Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République

Paragraphe 3

La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

Paragraphe 17

La France forme avec les peuples d'outremer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

Paragraphe 19

Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

Constitution de la République française

Article 1

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Article 44

Les membres des familles ayant régné sur la France sont inéligibles à la Présidence de la République.

Article 80

Tous les ressortissants des territoires d'outre-mer ont la qualité de citoyen, au même titre que les nationaux français de la métropole ou des territoires d'outre-mer. Des lois particulières établiront les conditions dans lesquelles ils exercent leurs droits de citoyens.

Article 81.

Tous les nationaux français et les ressortissants de l'Union française ont la qualité de citoyen de l'Union française qui leur assure la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de la présente Constitution

Article 82

Les citoyens qui n'ont pas le statut civil français conservent leur statut personnel tant qu'ils n'y ont pas renoncé.

Ce statut ne peut en aucun cas constituer un motif pour refuser ou limiter les droits et libertés attachés à la qualité de citoyen français.

Constitution de la Grèce

Article 3

Les Hellènes sont égaux devant la loi; ils contribuent indistinctement aux charges publiques dans la proportion de leur fortune. Aux fonctions publiques ne sont admis que des citoyens hellènes, sauf les exceptions spéciales introduites par des lois spéciales.

Sont citoyens ceux qui en ont acquis ou acquerront la qualité conformément aux lois de l'Etat.

Il ne peut être décerné ni reconnu aux citoyens hellènes des titres de noblesse ou de distinction ni des décorations, à l'exception des médailles de guerre.

Constitution du Guatemala

Article 21

Chacun jouit des garanties qu'établit la présente Constitution, sans autres restrictions que celles qu'elle-même détermine. Sous la même réserve, est déclarée illégale et punissable toute inégalité de traitement instituée

pour des motifs de filiation, de sexe, de race, de couleur, de classe, de croyances religieuses ou d'idées politiques.

Article 58

Lesdites lois respecteront les principes suivants qui sont les principes fondamentaux de l'organisation du travail :

6. L'égalité des salaires ou des traitements pour un travail égal effectué dans des conditions identiques et exécuté dans la même entreprise sans distinction d'âge, de race, de sexe ou de nationalité, en tenant compte uniquement de la capacité, de la productivité et de l'honnêteté.

7. La préférence pour les travailleurs guatémaliens à égalité de condition, en fixant la proportion minimum des nationaux pour chaque entreprise.

Article 74

... L'organisation de la famille... repose sur l'égalité absolue des droits des deux conjoints...

Constitution de Haïti

Article 11

Les Haïtiens sont égaux devant la loi, sous réserve des avantages conférés aux Haïtiens d'origine. Ils sont également admissibles, sans aucune discrimination aux emplois civils et militaires sous les conditions établies par la loi.

Article 18

La liberté du travail s'exerce sous le contrôle et la surveillance de l'Etat et est conditionnée par la loi. Cependant, seuls les Haïtiens d'origine peuvent pratiquer le commerce de détail, diriger les travaux de la petite industrie et s'adonner à toutes autres activités commerciales, professionnelles telles que la loi les déterminera.

Constitution du Honduras

Article 30

La Constitution garantit à tous les habitants du Honduras, qu'ils soient nationaux ou étrangers, l'inviolabilité de la vie humaine, la sécurité individuelle, la liberté, l'égalité devant la loi et la propriété.

Article 69

Tous les citoyens du Honduras sont égaux devant la loi. La République ne reconnaît ni droits ni privilèges personnels.

Article 71

Les ministres des diverses religions ne pourront exercer aucune fonction publique.

Constitution de l'Inde

Article 298

1. Aucun sujet de Sa Majesté domicilié en Inde, ne pourra être exclus, pour raison de religion, lieu de naissance, origine, couleur, de l'administration dépendant de la Couronne; nul ne pourra, pour les mêmes raisons être privé du droit d'acquérir des biens, de les posséder ou d'en disposer, ni être empêché de pratiquer une profession, un métier, les affaires ou une profession libérale en Inde britannique.

2. Rien n'autorisera la mise en application d'une loi qui,

a) empêche de manière absolue ou non, la vente ou l'hypothèque d'un terrain agricole situé dans une région déterminée, par une personne d'une classe reconnue par la loi comme étant une classe d'individus occupés à l'agriculture ou à une occupation connexe dans cette région, à une personne qui n'appartient pas à cette classe.

b) reconnaît l'existence d'un droit, privilège ou incapacité affectant des membres d'une communauté en vertu d'une loi ou d'une coutume personnelle ayant force de loi.

3. Rien ne sera considéré comme échappant à la responsabilité spéciale du Gouverneur général ou d'un gouverneur lorsqu'il s'agit de sauvegarder les intérêts légitimes des minorités.

Constitution de l'Irak

Article 6

Tous les Irakiens sont égaux devant la loi, quelles que soient leur race, leur religion et leur langue.

Article 18

Les droits et les devoirs des Irakiens sont égaux. A eux seuls sont confiés les emplois publics, sans autre distinction que leurs aptitudes et leurs titres individuels. Nulle distinction ne sera faite entre eux à raison de leur origine, de leur langue ou de leur religion.

Iran, Complément à la loi constitutionnelle

Article 8

Les habitants du royaume de Perse ont des droits égaux devant la loi de l'Etat.

Constitution de l'Islande

Article 78

Nul privilège attaché à la noblesse, aux titres et au rang ne pourra être établi par une loi.

Constitution du Liban

Article 7

Tous les Libanais sont égaux devant la loi. Ils jouissent également des droits civils et politiques et sont également assujettis aux charges et devoirs publics sans distinction aucune.

Constitution du Libéria

Article I

Section 1. Tous les hommes sont nés également libres et indépendants, et ils possèdent certains droits naturels, inhérents et inaliénables, parmi lesquels figurent les droits de jouir de la vie et de la liberté et de les défendre; d'acquérir, de posséder et de défendre la propriété; de rechercher et d'obtenir la sûreté et le bonheur.

Article 13

Seuls les nègres ou les personnes d'origine nègre pourront être citoyens de la République.

Constitution du Luxembourg

Article 11

Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres. Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils ou militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par la loi pour des cas particuliers.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 9

Ne sera pas tenu pour illégale et ne pourra pas être dissoute, une assemblée ou réunion ayant pour objet d'adresser une demande ou de présenter une protestation pour un fait quelconque à une autorité, s'il n'est pas proféré des injures contre celle-ci, et si des violences ou des menaces ne sont pas employées pour l'intimider ou l'obliger à se prononcer dans le sens désiré.

Aucune entrave ne pourra être apportée au droit de s'associer ou de se réunir pacifiquement dans un but licite quelconque; mais seuls les citoyens de la République jouiront de ce droit pour s'occuper des affaires politiques du pays. Aucune réunion armée n'a le droit de délibérer.

Article 12

Dans les Etats-Unis mexicains, il ne sera pas accordé de titres de noblesse, ni de prérogatives, ni d'honneurs héréditaires, et aucun effet ne sera attaché à ceux accordés par tout autre pays.

Article 13

Nul ne peut être jugé d'après des lois particulières ni par des tribunaux spéciaux. Aucune personne ou corporation ne pourra jouir d'aucun privilège ou exemption, ni d'autres émoluments que ceux qui seront la rémunération de services publics et qui seront fixés par la loi. Le code spécial pour délit et faute contre la discipline militaire subsiste; mais en aucun cas et pour aucun motif, les tribunaux militaires ne pourront étendre leur juridiction à des personnes n'appartenant pas à l'armée. Lorsqu'un civil se trouvera impliqué dans un délit ou une faute d'ordre militaire, l'autorité civile compétente connaîtra de l'affaire.

Article 27

La capacité pour l'acquisition de domaine des terres et eaux de la nation sera régie par les prescriptions suivantes :

1. Seuls les Mexicains par la naissance ou par naturalisation et les sociétés mexicaines ont le droit d'acquérir la propriété des terres, des eaux et de leurs accessoires, ou d'obtenir des concessions d'exploitation de mines, eaux ou combustibles minéraux dans la République mexicaine. L'Etat pourra concéder le même droit aux étrangers, pourvu qu'ils déclarent au secrétariat des Affaires étrangères qu'ils se considèrent comme des nationaux quant auxdits biens et que, par la même raison, ils n'invoqueront pas la protection de leurs gouvernements pour ce qui se rapporte à ces biens, sous peine, en cas de manquement à cette promesse, de perdre au bénéfice de la nation les biens acquis en vertu de leur promesse. Dans une zone de cent kilomètres le long des frontières et de cinquante le long des plages, les étrangers ne pourront sous aucun prétexte, ni pour aucun motif, acquérir le domaine direct sur les terres et les eaux.

Article 32

A égalité de conditions, les Mexicains seront préférés aux étrangers pour toutes espèces de concessions et pour tous les emplois, charges ou commissions du gouvernement, pour lesquels la qualité de citoyen n'est pas indispensable. En temps de paix, aucun étranger ne pourra servir dans l'armée, ni dans les forces de police ou de sécurité publique.

Pour faire partie de la marine ou de l'aviation nationales de guerre et pour y exercer un emploi ou une commission quelconque, il est indispensable d'être Mexicain par la naissance. Cette même qualité sera indispensable chez les capitaines, pilotes, patrons, premiers mécaniciens et mécaniciens et, d'une manière générale, tous les membres de l'équipage des bateaux ou aéronefs marchands battant pavillon mexicain. Il est

également indispensable d'être citoyen mexicain par la naissance pour remplir des fonctions de capitaine du port ou des fonctions se rapportant au pilotage, ou celles de commandant d'aérodrome ou d'inspecteur des douanes de la République.

Article 123

Le Congrès de l'Union édictera des lois sur le travail, lesquelles régiront le travail des ouvriers, journaliers, employés, domestiques et artisans, et d'une manière générale, tout contrat de travail, sans contrevenir aux bases suivantes :

7. A travail égal, doit correspondre un salaire égal, sans égard au sexe ou à la nationalité.

Constitution du Nicaragua

Article 34

La Constitution et les lois protègent et obligent également tous les habitants de la République. On ne pourra édicter de lois spéciales qu'en raison des circonstances.

Article 38

Il n'y a pas de privilèges personnels.

Article 106

Tous les Nicaraguayens sont égaux devant la loi, sous réserve pour la femme, des différences qui résultent de sa nature et du bien de la famille.

Article 107

Il n'y a pas de privilèges fondés sur la naissance, la noblesse, la race, les conditions sociales ou des distinctions autres que celles qu'établissent les talents et les vertus.

Article 108

On n'octroiera de titres autres que ceux qui correspondent à une fonction, à une profession ou à un grade universitaire.

Constitution de la République de Panama

Article 21

Tous les Panamiens et tous les étrangers sont égaux devant la loi. Il n'y aura ni droits ni privilèges personnels, ni distinctions pour des motifs de race, de naissance, de classe sociale, de sexe, de religion ou d'idées politiques, mais la loi pourra pour des raisons de salubrité, de morale, de santé publique ou d'économie nationale, interdire aux étrangers en général l'exercice de certaines formes d'activité ou la soumettre à des conditions spéciales. De même, la loi ou les autorités, selon le cas, pourront prendre des mesures affectant exclusivement les ressortissants de pays déterminés, en cas de guerre ou en vertu des stipulations des traités publics.

Article 55

Le mariage est le fondement légal de la famille; il repose sur l'égalité des droits des conjoints et peut être dissout conformément à la loi.

Article 66

A travail égal dans des conditions identiques, le traitement ou le salaire sera toujours égal, quelles que soient les personnes qui effectuent le travail, sans distinction de sexe ou de nationalité.

Article 80

Aucun établissement d'enseignement ne pourra se refuser à admettre des élèves en raison du caractère de l'union de leurs parents ou des personnes qui en auront la garde, ni pour des distinctions d'ordre social, racial ou politique.

La violation de cette proscription par des établissements privés, entraînera la perte de la subvention officielle, s'ils en recevaient une, la perte de la faculté de faire reconnaître leurs titres et certificats par l'Etat s'ils possédaient cette faculté, et s'ils persistent dans leur attitude, la perte du droit de continuer à enseigner.

Constitution du Paraguay

Article 23

Les droits civils de la femme sont réglementés par la loi, compte tenu de l'unité de la famille, de l'égalité de la femme et de l'homme et de la diversité de leurs fonctions respectives dans la société.

Article 33

La nation paraguayenne n'admet pas de prérogatives de sang ou de naissance; il n'y a pas de privilèges personnels ni de titres de noblesse. Tous les habitants de la République sont égaux devant la loi..

Article 36

Les étrangers jouissent sur le territoire de la République des droits civils des citoyens, conformément aux lois qui en réglementent l'exercice; ils peuvent exercer leur industrie, commerce, ou leur profession, posséder des biens immeubles, tester et se marier...

Constitution du Pérou

Article 17

Les sociétés commerciales, nationales ou étrangères, sont soumises sans restrictions, aux lois de la République. Dans tous contrats conclus entre l'Etat et des étrangers ou dans toutes concessions accordées par l'Etat aux étrangers doit figurer l'engagement formel de ceux-ci de se soumettre aux lois et aux tribunaux de la République et de renoncer à toutes réclamations diplomatiques.

Article 23

La Constitution et les lois protègent et obligent également tous les habitants de la République. Il pourra être fait des lois spéciales lorsque les circonstances l'exigeront, mais jamais à raison de différences entre les personnes.

Article 32

Les étrangers, en ce qui concerne la propriété, sont soumis aux mêmes règles que les Péruviens, sans que, dans aucun cas, ils puissent invoquer à ce sujet une situation exceptionnelle ni avoir recours à des réclamations diplomatiques.

Constitution des Philippines

Article III

Section 1.

1. Nul ne peut être privé de la vie, de sa liberté ou de ses biens autrement que par une procédure régulière et nul ne peut se voir refuser l'équale protection des lois.

7. Aucune loi ne peut être promulguée en vue d'établir une religion ou d'en interdire le libre exercice; la libre jouissance et le libre exercice de la pratique et du culte religieux, sans discrimination ni préférence, sont garantis pour toujours. Aucun critère de caractère religieux ne peut être adopté pour l'exercice des droits civils ou politiques.

9. Il ne peut être promulgué de lois accordant des titres de noblesse. Aucun individu remplissant une fonction lucrative ou par fidéicomis ne peut recevoir, sans le consentement de l'assemblée nationale, aucun don, émoluments, office ou titre de quelque nature que ce soit émanant d'un Etat étranger.

21. La liberté d'accès aux tribunaux ne sera refusée à personne pour cause de ressources financières réduites.

Article V

Section 1. Le droit de vote est exercé par les citoyens mâles des Philippines qui ne sont pas autrement disqualifiés par la loi, qui ont vingt-et-un ans d'âge au moins, peuvent lire et écrire, et ont résidé dans les Philippines pendant un an, et dans la municipalité où ils se proposent d'exercer leur droit de vote pendant une période de six mois au moins avant la date de l'élection. L'assemblée nationale accordera par extension le droit de vote aux femmes, si au cours d'un plébiscite qui sera tenu à cet effet dans les deux ans à dater de l'adoption de la présente Constitution, un minimum de trois cent mille femmes possédant les qualifications nécessaires votent affirmativement sur la question.

Constitution de la Pologne

Article 122

Les dispositions concernant les droits civiques s'appliquent également aux individus faisant partie de la force armée. Les exceptions à ce principe sont spécifiées par les lois militaires.

Constitution du Siam

Article 1

Le royaume de Siam est uni et indivisible. Tous les Siamois, sans distinction de race ou de religion, ont un droit égal à la protection de cette Constitution.

Article 12

Sous réserve des dispositions de cette Constitution, tous les individus sont égaux devant la loi. Les titres acquis par naissance, par concession ou autrement ne confèrent aucun privilège quel qu'il soit.

Constitution de la Syrie

Article 6

Les Syriens sont égaux devant la loi. Ils jouissent tous des mêmes droits civils et politiques; ils sont tenus aux mêmes devoirs et soumis aux mêmes charges. Il ne sera établi entre eux aucune inégalité de traitement du fait de la religion, de la confession, de la race ni de la langue.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 128

Tous les ressortissants de la République tchécoslovaque sont pleinement égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civiques et politiques, sans distinction de race, de langue ou de religion.

Constitution de la Turquie

Article 88

Paragraphe 1. Sous le rapport de la citoyenneté, les habitants de la Turquie, sans distinction de religion ni de race, sont qualifiés Turcs.

Article 69

Les Turcs sont égaux devant la loi et, sans exception, tenus de lui obéir.

Tous privilèges de groupe, de classe, de famille, ainsi que tous privilèges individuels sont abolis et interdits.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Article 122

Des droits égaux à ceux de l'homme sont accordés à la femme, en URSS, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

Article 123

L'égalité en droits des citoyens de l'URSS, sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable.

Toute restriction directe ou indirecte des droits ou inversement tout établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race ou la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi.

Constitution de l'Uruguay

Article 8

Tous sont égaux devant la loi. Seules les distinctions de personnes fondées sur les talents et les vertus sont reconnues.

Article 41

Les parents ont envers les enfants nés hors du mariage les mêmes devoirs qu'envers ceux qui sont nés du mariage.

Constitution de la Yougoslavie

Article 21

Tous les citoyens de la République fédérative populaire de Yougoslavie sont égaux devant la loi, sans distinction de nationalité, de race et de religion.

Aucun privilège de naissance, de rang, de fortune et de degré d'instruction n'est reconnu.

Est contraire à la Constitution et punissable tout acte par lequel est donné un privilège aux citoyens ou est faite une limitation de droits en vertu d'une différence de nationalité, de race ou de religion, comme toute incitation à la haine et à des discordes de nationalité, de race ou de religion.

Article 24

Les femmes sont égales en droit aux hommes dans tous les domaines de la vie de l'Etat, de la vie économique et socialo-politique.

A travail égal, les femmes ont droit à un traitement égal à celui des hommes et jouissent d'une protection particulière dans les rapports de travail.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A.

American Federation of Labor

Article 1

Tout être humain, quelles que soient sa race, sa couleur, sa croyance, son sexe ou son origine nationale, a droit à poursuivre son travail et son développement spirituel dans des conditions de liberté et de dignité.

Article 12

Pour aborder l'ensemble du problème des droits de l'homme, il convient de placer au-dessus de toute autre chose le respect de la personne humaine et de son bien-être. Dans cet esprit, les droits susmentionnés ne peuvent avoir de signification tangible et d'application pratique que si :

a) tous les êtres humains bénéficient d'une réelle sécurité et sont libres de toute discrimination fondée sur la race, la couleur, la croyance ou les divergences d'opinion politique vis-à-vis du gouvernement ou du parti au pouvoir.

c) il convient de supprimer toute mesure de discrimination économique ou politique et toute mesure de punition basées sur l'opinion politique ou les croyances et pratiques religieuses. La menace de l'envoi dans des camps de concentration ou de travail à titre de peine pour des divergences d'opinion avec toute autorité gouvernementale ou parti politique au pouvoir, doit être complètement éliminée.

ARTICLE 46

"Dans les pays habités par un nombre appréciable d'individus de race, de langue ou de religion autres que celles de la majorité des habitants, les individus appartenant à ces minorités ethniques, linguistiques ou religieuses auront le droit d'instituer et d'entretenir leurs écoles et leurs institutions religieuses et culturelles au moyen d'une part équitable des fonds publics affectés à cet effet et d'user de leur langue devant les tribunaux et autres autorités ou organes de l'Etat, dans la presse et dans les réunions publiques".

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Mme Mehta (Inde)

Rappelant le cas des Indiens, Chinois, Japonais et autres peuples répandus dans le monde, Mme Mehta déclare ce qui suit :

"Il convient de faire un effort pour définir en termes précis, juridiques et pratiques, ce qu'est une minorité et en quoi consiste la discrimination. De plus, il convient de définir pour l'avenir quelles sont les mesures particulières de sauvegarde à insérer dans le projet de déclaration des droits de l'homme, contre le danger d'assimilation des minorités là où elles existent" *

M. Hodgson (Australie) :

"... Qu'avons-nous à l'esprit quand nous parlons des droits de l'homme? Nous faisons allusion, ou nous pensons aux minorités. **

Général Romulo (Philippines) :

"... La déclaration des droits que nous sommes chargés de rédiger, devrait tenir compte...des droits des minorités dans l'Etat..." ***

* - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 2me séance, page 32.

** - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 2me séance, page 42.

*** - Comm. des droits de l'homme, 1ère session, 9me séance, pages 13-20.

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES
A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili

Pas de dispositions

Cuba

Pas de dispositions

Panama

Pas de dispositions

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions

Etats-Unis

Pas de dispositions

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Belgique

Article 23

L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires.

Constitution de la Biélorussie

Articles 86 et 96

Voir Constitution de l'URSS, articles 110 et 121.

Constitution de la Chine

Article 5

Toutes les races de la République de Chine jouissent des mêmes droits.

Article 168

L'Etat accorde une protection légale au statut des groupes raciaux des régions frontières, et accorde une aide particulière aux entreprises des gouvernements autonomes locaux.

Article 169

L'Etat prendra des mesures pour favoriser le développement de l'instruction, de la culture, des communications, des voies navigables, de la santé publique ainsi que des autres entreprises économiques et sociales des groupes raciaux installés dans les régions frontalières...

Egypte, Rescrit royal

Article 16

Nulle restriction ne peut être imposée au libre usage de toute langue dans les relations privées, dans le commerce, en matière de religion, dans la presse ou les publications de tout genre, ainsi que dans les réunions publiques.

Constitution de l'Equateur

Article 185

Les pouvoirs publics sont tenus de favoriser avant tout le progrès moral, intellectuel, économique et social de l'indigène et du paysan.

Article 171

L'enseignement tant public que privé accordera une attention spéciale à la race indigène.

Constitution de l'Irak

Article 16

Les diverses communautés ont le droit d'établir et d'entretenir leurs écoles pour assurer l'instruction de leurs membres dans leur propre langue, pourvu qu'elles se soumettent aux règlements généraux imposés par la loi.

Article 17

La langue officielle est l'arabe, sauf exception susceptible d'être établie par une loi particulière.

Constitution du Liban

Article 10

L'enseignement est libre en tant qu'il n'est pas contraire à l'ordre public et aux bonnes moeurs et qu'il ne touche pas à la dignité des confessions. Il ne sera porté aucune atteinte au droit des communautés d'avoir leurs écoles, sous réserve des prescriptions générales sur l'instruction publique édictées par l'Etat.

Article 11

L'arabe est la langue officielle dans toutes les administrations de l'Etat. Le français est également langue officielle, une loi spéciale déterminera les cas où il en sera fait usage.

Constitution du Luxembourg

Article 89

L'emploi des langues allemande et française est facultatif; l'usage ne peut en être limité.

Constitution du Panama

Article 94

L'Etat accordera une protection spéciale aux collectivités rurales et indigènes, en vue de les intégrer d'une manière effective à la communauté nationale en ce qui concerne leur mode de vie économique, politique et intellectuelle. Les mesures relatives aux indigènes seront appliquées de manière à développer en même temps les valeurs de la culture autochtone.

Article 96

En outre des buts généraux de la culture nationale, les écoles pour paysans et pour Indiens devront satisfaire aux conditions suivantes :

1. Créer la conscience des devoirs, des droits, de la dignité, et des possibilités du citoyen panamien.
2. Eveiller l'intérêt à la vie agricole par le moyen d'une instruction objective portant sur les éléments matériels indispensables à une vie rurale convenable, saine et sûre.
3. Porter dans les foyers des paysans et des indigènes l'action de l'institution d'enseignement et d'assistance qui vise à élever leur niveau social, culturel et moral.

Constitution de la Pologne

Article 109

Tout citoyen a le droit de conserver sa nationalité, de cultiver sa langue et d'entretenir ses particularités nationales.

Des lois spéciales garantiront aux minorités, à l'intérieur de l'Etat polonais, le plein et libre développement de leurs particularités nationales au moyen de groupements autonomes des minorités, à condition qu'ils soient conformes au droit public et restent dans le cadre légal des associations d'autonomie générale.

L'Etat aura le droit de contrôler leur activité et le devoir de fournir un apport, en cas de besoin, à leurs ressources financières.

Article 110

Les citoyens polonais appartenant aux minorités nationales, confessionnelles ou linguistiques ont, à l'égard des autres citoyens, le droit de fonder, contrôler et diriger à leurs frais toutes institutions charitables, religieuses et sociales, écoles et autres établissements d'éducation, ainsi que d'y faire librement usage de leur langue et d'y satisfaire aux prescriptions de leur religion.

Constitution de la Syrie

Article 24

La langue arabe est la langue officielle dans tous les services de l'Etat, sauf dans les cas où d'autres langues lui sont adjointes en cette qualité par la loi ou par un accord international.

Article 28

Les droits des différentes communautés religieuses sont garantis, et ces communautés peuvent fonder des écoles pour l'enseignement des enfants dans leur propre langue, à condition de se conformer aux principes fixés par la loi.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 130

Etant donné que les lois générales accordent aux ressortissants de la République le droit de créer, diriger et contrôler, à leurs propres frais, des institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, tous les ressortissants, sans différence de nationalité, de langue, de religion ou de race, sont égaux et jouissent du droit de faire librement usage de leur propre langue et d'exercer librement leur religion dans ces établissements.

Article 131

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants yougoslaves de langue autre que la langue tchécoslovaque, la possibilité est garantie aux enfants de ces ressortissants tchécoslovaques, dans les limites fixées par la législation générale sur l'instruction, de recevoir l'enseignement dans leur propre langue, à côté de laquelle l'enseignement de la langue tchécoslovaque peut être rendu obligatoire.

Article 132

Au cas où, dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants tchécoslovaques appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, certaines sommes devraient être dans un but d'éducation, de religion ou de charité, prises sur les fonds publics et employées par le budget d'Etat, les budgets municipaux ou autres; une part de ces sommes équitables dans leur affectation et leurs bénéfices doit être attribuée à ces minorités dans les limites des dispositions générales concernant l'administration publique.

Article 134

Tout mode quelconque de dénationalisation forcé est interdit.
L'atteinte à ce principe peut être qualifiée par la loi acte punissable.

Constitution de l'Ukraine

Article 109
Article 120

Voir articles 110 et 121 de la Constitution de l'Union des
Républiques socialistes soviétiques.

Constitution de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Article 110

La procédure judiciaire se fait dans la langue de la République fédérée ou autonome ou de la région autonome, toute possibilité étant assurée aux personnes ne possédant pas cette langue, de prendre entièrement connaissance du dossier par l'intermédiaire d'un interprète; et d'user du droit de s'exprimer à l'audience du tribunal dans leur langue maternelle.

Article 121

Les citoyens de l'URSS ont droit à l'instruction.

Ce droit est assuré... par l'enseignement scolaire en langue maternelle...

Constitution de l'Union Sud-Africaine

Article 147 (partie VIII)

Le contrôle et l'administration des affaires indigènes ou des matières concernant d'une façon spéciale ou différentielle les Asiatiques dans les limites de l'Union seront attribués au Gouverneur général en conseil, lequel exercera tous les pouvoirs spéciaux, concernant l'administration des indigènes, qui appartenaient jusque là aux gouverneurs des colonies ou étaient exercés par eux en qualité de chefs suprêmes. Toutes les terres remises au gouverneur, ou au gouverneur et au conseil exécutif de chaque colonie, pour former des réserves destinées à l'installation des indigènes, seront attribuées au gouverneur général en conseil, lequel exercera tous les pouvoirs spéciaux, relatifs à ces réserves, qui jusque là pouvaient être exercés par le gouverneur ou par le gouverneur et le conseil exécutif. Aucune terre réservée pour être occupée par les indigènes, qui lors de l'établissement de l'Union ne pouvait être aliénée qu'en vertu d'un "act" de la législature coloniale, ne pourra être aliénée ou détournée de quelque manière des buts pour lesquels elle avait été réservée, sinon en vertu d'un "act" du Parlement.

Article 137
(partie VIII)

La langue anglaise et la langue hollandaise seront, l'une et l'autre, langues officielles de l'Union, et traitées sur un pied d'égalité; elles posséderont et jouiront de la même liberté, des mêmes droits et privilèges; tous comptes rendus, procès-verbaux et procédures du Parlement, seront rédigés dans les deux langues, et tous bills, acts et avis d'un intérêt public général émanant du Gouvernement de l'Union seront rédigés dans les deux langues.

Constitution de la Yougoslavie

Article 13

Les minorités nationales de la République fédérative populaire de Yougoslavie jouissent du droit et de la protection du développement culturel et du libre usage de leur langue.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 47

"Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont le devoir de respecter et de protéger les droits proclamés dans la présente déclaration. Si besoin est, les Etats collaboreront à cette fin."

SECTION I. OBSERVATIONS FORMULEES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

-Néant-

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

A. Projets de déclarations internationales

Chili (Comité juridique interaméricain)

Article XVIII
(Paragraphes 2-3)

Il est du devoir de l'Etat de respecter les droits fondamentaux de toutes les personnes relevant de sa juridiction et de les protéger dans la jouissance de leurs droits contre l'ingérence des tiers.

Dans toute action judiciaire où les droits fondamentaux sont mis en cause, l'Etat doit agir suivant les voies légales et assurer à chacun en toute égalité, la protection de la loi.

Cuba

Pas de dispositions.

Panama

Pas de dispositions.

B. Propositions

Inde

Pas de dispositions.

Etats-Unis

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Constitution de la Chine

Article 141

La politique étrangère de la République, dans un esprit d'indépendance et d'initiative et sur la base des principes d'égalité et de réciprocité, cultivera des relations de bon voisinage avec les autres nations et respectera les traités et la Charte des Nations Unies afin de protéger les droits et les intérêts des ressortissants chinois d'outre-mer, de développer par la coopération internationale, de réaliser la justice internationale et d'assurer la paix universelle.

Constitution du Costa Rica

Article 65

Il ne peut être renoncé aux droits et avantages auxquels se réfère la présente section et l'énumération qui en est donnée n'exclut pas d'autres droits et avantages découlant du principe chrétien de justice sociale. Ils seront applicables d'une manière égale à tous ceux qui concourent à la production et seront réglementés dans un code social et du travail afin d'établir les bases d'une politique permanente de solidarité sociale.

Constitution d'El Salvador

Article 40

Les droits et garanties énumérés dans la présente Constitution ne seront pas entendus comme excluant d'autres droits ou garanties non énumérés qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

Article 8

El Salvador reconnaît les droits et devoirs, antérieurs et supérieurs aux lois positives, ayant pour principe la liberté, l'égalité et la fraternité, et pour base, la famille, le travail, la propriété et l'ordre public.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains) Article 1

Dans les Etats-Unis mexicains, tout individu jouira des garanties qu'accorde la présente Constitution, lesquelles ne pourront être restreintes ni suspendues, sauf dans les cas et aux conditions qu'elle-même établit.

Article 15

Est interdite la conclusion de traités pour l'extradition d'accusés politiques et de délinquants de droit commun qui auraient eu la condition d'esclaves dans le pays où ils ont commis leur délit; de même, est interdite la conclusion de conventions ou de traités en vertu desquels seraient diminués les garanties et les droits établis par la présente Constitution pour l'homme et pour le citoyen.

Constitution du Nicaragua

Article 35

Les autorités sont établies pour garantir à tous les habitants du Nicaragua, la vie, l'intégrité de leur personne, leur bon renom et leur réputation et pour assurer le droit de posséder des biens et l'accomplissement des devoirs sociaux de l'Etat et des particuliers.

Constitution de Panama

Article 19

Les autorités de la République sont instituées pour protéger les citoyens panamiens, où qu'ils se trouvent, et les étrangers qui relèvent de sa juridiction, dans leur vie, leur honneur et leurs biens; pour assurer le respect des droits et des devoirs individuels et sociaux; pour appliquer et faire appliquer la Constitution et la loi.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

ARTICLE 48

"Les dispositions de la présente déclaration internationale des droits constitueront des principes fondamentaux du droit international et du droit national des Etats Membres des Nations Unies. Leur application intéresse l'ordre public international et les Nations Unies seront compétentes pour connaître des violations des dites dispositions".

SECTION I. OBSERVATIONS FAITES PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

-néant-

SECTION II. PROJETS OU PROPOSITIONS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES A LA COMMISSION PAR LES GOUVERNEMENTS

Pas de dispositions.

SECTION III. CONSTITUTIONS NATIONALES

Pas de dispositions.

SECTION IV. PROJETS DE DECLARATION INTERNATIONALE PRESENTES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE LA CATEGORIE A

American Federation of Labor

Pas de dispositions.

AUTRES DISPOSITIONS FIGURANT DANS LES CONSTITUTIONS NATIONALES
ET QUI N'ONT PAS DE RAPPORT DIRECT AVEC AUCUN DES ARTICLES
DU PROJET

1. Circonstances exceptionnelles

Afghanistan. Principes fondamentaux du gouvernement Article 18

La confiscation et la corvée sont interdites; sont exceptés de cette disposition le travail et les services nécessaires en temps de guerre.

Constitution de l'Argentine Article 23

En cas de troubles intérieurs ou d'attaques extérieures mettant en péril le fonctionnement de la présente Constitution et des autorités par elle établies, l'état de siège est déclaré dans la province ou le territoire où l'ordre public est troublé et les garanties constitutionnelles y sont suspendues. Toutefois, pendant cette suspension, le Président de la République ne pourra, de sa propre autorité, prononcer aucune condamnation ni appliquer aucune peine; son pouvoir, relativement aux personnes, est limité, en pareil cas, au droit d'ordonner leur arrestation et leur transport d'un point à un autre du territoire, si elles ne préfèrent pas quitter le territoire argentin.

Constitution de la Bolivie Article 34

Dans les cas de péril grave par suite de troubles intérieurs ou de guerre extérieure, le chef du pouvoir exécutif, avec l'avis conforme du conseil des Ministres, pourra décréter l'état de siège sur l'étendue du territoire où cette mesure sera nécessaire.....

3. Les garanties et les droits consacrés par cette Constitution ne seront pas suspendus de façon générale par la déclaration de l'état de siège; mais ils pourront l'être à l'égard de personnes déterminées que l'on a des raisons valables de soupçonner qu'elles agissent contre la sécurité de la République. Cette mesure sera prise conformément aux dispositions des paragraphes suivants.

Constitution du Brésil Article 208

..... Quand l'état de siège aura été décrété, le Président du Sénat fédéral convoquera immédiatement le Congrès national, qui se réunira dans les quinze jours pour donner son approbation ou marquer son désaccord.

Article 212

Le décret proclamant l'état de siège spécifiera toutes les régions auxquelles il s'applique.

Constitution du Chili

Article 72

Les attributions spéciales du Président sont les suivantes :

17. Décréter l'état de rassemblement dans une ou plusieurs provinces envahies ou menacées en cas de guerre étrangère, et l'état de siège, sur un ou plusieurs points du territoire de la République en cas d'attaque provenant de l'extérieur.

En cas de troubles intérieurs, c'est au Congrès qu'il appartient de décréter l'état de siège en un ou plusieurs points du territoire, mais en l'absence du Congrès, le Président peut décréter l'état de siège pour une durée déterminée. Si, lors de la réunion du Congrès, ce délai n'est pas expiré, la déclaration du Président de la République sera considérée comme une proposition de loi.

Par la déclaration d'état de siège, le Président est seulement investi du pouvoir de transférer des personnes d'un département dans un autre et de les maintenir en état d'arrestation dans leur propre maison, ou dans des lieux qui ne sont ni des prisons, ni des locaux destinés à la détention ou à l'emprisonnement des condamnés de droit commun.

Les mesures prises en vertu de l'état de siège doivent cesser avec lui, et ne pourront porter atteinte aux garanties constitutionnelles dont jouissent les députés et sénateurs..

Constitution du Costa-Rica

Article 82

Les pouvoirs exclusifs du Congrès sont les suivants :

7. En cas de péril imminent de la République, à raison, soit d'une agression extérieure, soit de troubles intérieurs, suspendre à la majorité des deux tiers des présents, dans la totalité ou partie du territoire de la République, tout ou partie des garanties individuelles des articles 28, 30, 31, 32, 33, 36, 37, 40 et 41 pour soixante-dix jours au plus. L'exécutif,

en ce qui concerne les personnes, ne pourra jamais faire plus que les détenir en des locaux autres que ceux destinés aux accusés de droit commun ou les astreindre à résidence dans des lieux inhabités. En aucun cas, ils ne pourront être torturés.

L'exécutif rendra compte au Congrès dès sa prochaine réunion des mesures prises pour sauvegarder l'ordre public, lesquelles prendront fin dès le rétablissement des garanties.

Section unique. Cette suspension ne s'appliquera jamais à la garantie de l'article 45, titre III, section 2 de la présente Constitution.

Constitution de Cuba

Article 41

Les garanties des droits reconnus aux articles 26, 27, 28, 29, 30 (1er et deuxième paragraphes), 32, 33, 36, et 37 (1er paragraphe) de la présente Constitution, pourront être suspendues sur tout ou partie du territoire national, pour une période ne pouvant dépasser quarante-cinq jours lorsque la sécurité de l'Etat l'exigera, ou en cas de guerre ou d'invasion du territoire national, ou en cas de trouble grave de l'ordre ou d'autres troubles menaçant sérieusement la paix publique.

La suspension des garanties constitutionnelles ne pourra être décidée que par une loi spéciale votée par le Congrès ou par un décret du pouvoir exécutif; cependant, dans ce dernier cas le Congrès sera convoqué par le décret de suspension lui-même afin que, dans un délai de quarante-huit heures et les deux chambres étant réunies en assemblée, il ratifie ou repousse la suspension par appel nominal et à la majorité des voix.

Si le Congrès ainsi réuni vote contre la suspension, les garanties seront automatiquement rétablies.

Article 42

Le territoire dans lequel auront été suspendues les garanties énumérées à l'article précédent sera régi par la loi sur l'ordre public antérieurement édictée. Toutefois, ni ladite loi ni aucune autre, ne pourra autoriser la suspension de garanties autres que celles qui sont énumérées ci-dessus.

En outre, pendant la suspension, il ne pourra être créé de nouveaux délits ni infligé d'autres peines que celles qui étaient établies par la loi en vigueur au moment où la suspension est intervenue.

Les personnes détenues pour les causes qui ont déterminé la suspension, doivent être gardées dans des lieux spéciaux destinés aux accusés et aux condamnés pour délits politiques ou sociaux.

Il est interdit au pouvoir exécutif de détenir un prisonnier plus de dix jours sans le remettre à l'autorité judiciaire.

Constitution de la République Dominicaine

Article 33

Le Congrès possède les attributions suivantes :

7. En cas de trouble de la paix publique, décréter l'état de siège et suspendre dans les lieux où ce trouble existe et pendant sa durée, l'exercice des droits individuels consacrés par l'article 6, aux paragraphes 5, 6 et 10 et au paragraphe 12, dispositions b, d et e.

8. Si la souveraineté nationale est exposée à un danger grave et imminent, le Congrès pourra déclarer qu'un état de danger national existe et suspendre les droits individuels consacrés par les paragraphes 2 à 12 inclusivement, de l'article 6 de la présente Constitution. Si le Congrès n'est pas en session, le Président de la République peut prendre ces mêmes mesures; il est tenu de convoquer le Congrès par le même acte, afin que le Congrès se réunisse dans le délai minimum de dix jours pour décider s'il y a lieu de maintenir ou de révoquer lesdites mesures. Si le Congrès se déclare opposé à ces mesures ou s'il ne se réunit pas, lesdites mesures prendront fin automatiquement.

Egypte. Rescrit royal

Article 155

Aucune disposition de la présente Constitution ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue, sauf temporairement, en temps de guerre ou d'état de siège et de la manière déterminée par la loi. En aucun cas, la réunion du Parlement, dans les conditions établies par la présente Constitution ne peut être entravée.

Constitution des Etats-Unis

Article 1
Section 9, clause 2

Le privilège de l'ordonnance d'habeas corpus ne pourra être suspendu, à moins que la sûreté publique ne l'exige en cas de rébellion ou d'invasion.

Constitution de l'Ethiopie

Article 29

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas aux mesures qu'en vertu de son pouvoir suprême, l'Empereur prendrait en cas de guerre ou de malheurs publics menaçant les intérêts de la Nation.

Constitution de Haïti

Article 142

Aucune place, aucune partie du territoire ne peut être déclarée en état de siège que dans les cas de troubles civils, d'invasion imminente de la part d'une force étrangère.

L'Acte du Président d'Haïti déclaratif de l'état de siège doit être signé du Conseil des secrétaires d'Etat et porter convocation immédiate du corps législatif appelé à se prononcer sur l'opportunité de la mesure.

Le corps législatif arrêtera avec le pouvoir exécutif les garanties constitutionnelles qui peuvent être suspendues dans les parties du territoire mises en état de siège.

Article 143

Les effets de l'état de siège sont réglés par une loi spéciale.

Constitution du Honduras

Article 83

Les garanties établies aux articles 32, 34, 35, 42, 48, 49, 50, 51, 52, 59, 61 paragraphe 1er, 67, 73 et 79 pourront être suspendues dans tout ou partie du territoire de la République, temporairement et quand la sécurité de l'Etat l'exigera en cas d'invasion du territoire, de troubles graves menaçant la paix publique, d'épidémies ou autres calamités.

Le territoire dans lequel lesdites garanties auront été suspendues sera régi pendant cette suspension par la loi sur l'état de siège; mais, ni ladite loi ni aucune autre, ne pourra prononcer la suspension de garanties autres que celles qui ont été énumérées.

Pendant la suspension, il ne pourra non plus être créé d'autres délits ni imposé d'autres peines que ceux et celles prévus dans les lois en vigueur au moment où la suspension a été décrétée.

Article 84

Seul le Congrès, ou s'il n'est pas réuni, le pouvoir exécutif, pourront décréter la suspension des garanties. Le pouvoir exécutif ne pourra toutefois décréter la suspension pendant plus de soixante jours, sauf nouvelle déclaration. Dans chaque cas, il doit rendre compte au Congrès des actes accomplis pendant la suspension.

Constitution de l'Irak

Article 120

En cas de troubles, de dangers d'agression dans une partie quelconque de l'Irak, le Roi avec le concours du cabinet, aura le pouvoir de proclamer la loi martiale (état de siège) à titre de mesure provisoire, dans les régions de l'Irak susceptibles d'être le lieu de ces troubles ou de cette agression.

La loi ordinaire de l'Etat pourra être provisoirement suspendue dans les districts désignés et dans les limites spécifiées par la proclamation, étant entendu que tous les individus sont et restent légalement responsables de tous leurs actes accomplis en exécution de ce statut, à moins qu'ils ne soient dégagés de cette obligation par une loi particulière votée au Parlement à cet effet.

Le mode d'administration des districts soumis à la loi martiale sera fixé par iradé royal.

En cas de danger ou de révolte ou de circonstances susceptibles de troubler la paix sur une partie quelconque du territoire irakien, le Roi peut, avec le conseil des Ministres, décréter l'état de siège dans la totalité du territoire irakien ou dans une partie de celui-ci. Les régions affectées par le décret d'état de siège institueront des tribunaux spéciaux chargés de juger les personnes qui se rendront coupables d'infractions, et devront prescrire les mesures administratives à prendre par les autorités compétentes.

Constitution du Mexique (Etats-Unis mexicains)

Article 29

Dans les cas d'invasion, de perturbation de la paix publique ou de toute autre cause mettant la société en danger ou conflit sérieux, seul le Président de la République mexicaine, d'accord avec le conseil des Ministres et avec l'approbation du Congrès de l'Union et, au cas où celui-ci ne serait pas réuni, de la Commission permanente, pourra suspendre dans tout le pays ou dans un endroit déterminé les garanties qui empêcheront de faire face, d'une façon rapide et facile, à la situation, mais il devra le faire pour un temps limité, au moyen de dispositions générales et sans que la suspension se limite à un individu déterminé. Si la suspension a lieu lorsque le Congrès se trouve réuni, celui-ci accordera les autorisations qu'il estimerait nécessaires, pour que l'exécutif puisse faire face à la situation. Si la suspension a lieu alors que le Congrès n'est pas réuni, il sera convoqué sans délai pour qu'il accorde les susdites autorisations.

Constitution du Panama

Article 49

Lorsque la guerre, des troubles graves de l'ordre public ou l'intérêt national urgent exigent des mesures rapides, le pouvoir exécutif peut décréter l'expropriation ou l'occupation de la propriété privée et le versement de l'indemnité peut ne pas être préalable.

Quand la restitution de l'objet saisi sera possible, l'occupation ne dépassera pas la durée des circonstances qui l'ont motivée. L'Etat est toujours responsable de toute expropriation effectuée par le pouvoir exécutif ainsi qu'à de tous les dommages et préjudices causés par l'occupation. Il versera les indemnités correspondantes dès qu'aura cessé le motif de l'expropriation ou de l'occupation.

Article 52

En cas de guerre étrangère ou de troubles intérieurs constituant une menace pour la paix ou l'ordre public, l'état de siège pourra être décrété sur tout ou partie du territoire de la République et les effets des articles 22, 24, 26, 27, 29, 33, 39 et 45 seront suspendus temporairement, en totalité ou en partie.

Article 53

L'Assemblée nationale, si elle est en session, décrètera l'état de siège et la suspension temporaire des droits et garanties. Si elle n'est pas en session, l'état de siège sera déclaré par un décret signé du Président, des Ministres et des membres de la Commission législative permanente convoquant en même temps l'Assemblée nationale à se réunir dans un délai maximum de cinq jours pour prendre la décision qui conviendra. Lorsque les causes de ces mesures auront cessé, l'Assemblée, si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, le Conseil de cabinet avec l'approbation de la Commission législative permanente, lèvera l'état de siège ou la suspension.

Constitution du Pérou

Article 70

Lorsque la sécurité de l'Etat l'exigera, le pouvoir exécutif pourra suspendre totalement ou partiellement, sur tout ou partie du territoire national, les garanties énumérées aux articles 56, 61, 62, 67 et 68. Si la suspension des garanties est décrétée au cours d'une session parlementaire, le pouvoir exécutif en rendra immédiatement compte au congrès.

La durée de la suspension des garanties n'excèdera pas trente jours. La prolongation exigera un nouveau décret. La loi déterminera les pouvoirs du pouvoir exécutif pendant la période de suspension des garanties.

Constitution de la Tchécoslovaquie

Article 113

3. La loi peut édicter des restrictions, spécialement en ce qui concerne les assemblées dans les lieux publics, la fondation de sociétés à buts lucratifs et la participation des étrangers aux associations politiques. Elle peut de la même manière fixer les restrictions auxquelles seront soumis les principes des alinéas précédents pendant la guerre ou lorsqu'à l'intérieur de l'Etat éclatent des événements menaçant gravement la forme républicaine de l'Etat, la Constitution ou la paix et l'ordre publics.

Constitution de la Turquie

Article 86

En cas de guerre, ou s'il se produit une situation susceptible d'entraîner la guerre, au cas d'insurrection, ou lorsqu'il y a des indices décisifs

établissant que des attentats sont préparés contre la patrie ou la République, le conseil des Ministres peut pour une période ne dépassant pas un mois, proclamer l'état de siège général ou local; il soumet immédiatement cette mesure à l'approbation de l'Assemblée. L'Assemblée peut en cas de besoin, prolonger ou diminuer la durée de l'état de siège. Si l'Assemblée n'est pas réunie, elle est convoquée immédiatement.

La prolongation de l'état de siège dépend de la décision de l'Assemblée. L'état de siège entraîne la restriction ou la suspension temporaire de l'inviolabilité de la personne et du domicile, des libertés de la presse, des correspondances, de réunion et d'association.

La zone où l'état de siège est établi, ainsi que le mode d'exécution des mesures qui seront appliquées, sont déterminés par une loi spéciale; celle-ci indiquera également la manière dont seront restreintes ou suspendues, en temps de guerre, les inviolabilités et les libertés.

Constitution de l'Uruguay

Article 30

Dans les cas extraordinaires de trahison, ou de conspiration contre la patrie, la liberté individuelle ne pourra être suspendue qu'avec l'assentiment de l'Assemblée générale, ou lorsque celle-ci est dissoute ou n'est pas en session, avec celui de la commission permanente. Elle ne sera suspendue qu'en vue de procéder à l'arrestation des délinquants, sans préjudice des dispositions du paragraphe 18 de l'article 157.

Article 157

Le Président de la République, agissant avec le ou les Ministres intéressés ou avec le conseil des Ministres conformément aux dispositions de l'article 74 et de ceux qui s'y rapportent, a les attributions suivantes :

18. Prendre des mesures urgentes de sécurité dans les cas graves et imprévus d'attaque provenant de l'extérieur ou de troubles intérieurs, en rendant compte dans les vingt-quatre heures à l'Assemblée générale, ou, si elle n'est pas en session, à la commission permanente, des mesures qu'il a prises et de leur motif, les décisions de ces deux autorités étant définitives.

En ce qui concerne les personnes, les mesures urgentes de sécurité n'autorisent que l'arrestation et le transfert d'un point à un autre du territoire dans les cas où l'intéressé ne décide pas de quitter celui-ci. Cette mesure, comme les autres, devra dans un délai de vingt-quatre heures après son adoption, être soumise à l'Assemblée générale ou, le cas échéant, à la Commission permanente dont la décision sera définitive.

2. Les lois non conformes à la Constitution sont nulles et non avenues

Constitution du Honduras

Article 82

Les lois qui réglementent l'exercice de ces garanties et de ces droits seront nulles si elles les diminuent, les restreignent ou les modifient.

Constitution du Paraguay

Article 6

Les principes, les garanties, les obligations et les droits proclamés par la présente Constitution ne peuvent être modifiés par les lois qui en réglementent l'exercice. Toute loi, décret ou règlement contraire aux prescriptions de la Constitution est nul et non avenu.

3. Les droits non mentionnés dans la Constitution ne sont pas exclus

Constitution de l'Argentine

Article 33

Les déclarations, droits et garanties que la Constitution énumère ne doivent pas être considérés comme la négation d'autres droits et garanties non énumérés, mais qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

Constitution de la Chine

Article 22

Aux termes de la Constitution, sont également garantis tous autres droits et libertés des citoyens qui ne sont pas incompatibles avec l'ordre social ou l'intérêt public.

Constitution des Etats-Unis

Neuvième amendement

L'énumération dans la Constitution de certains droits ne devra pas être interprétée comme entraînant la négation ou l'affaiblissement des autres droits conservés par le peuple.

Constitution du Honduras

Article 81

L'énumération des droits et garanties contenus dans la présente Constitution n'excluent pas ceux qui ne sont pas énumérés et qui découlent du principe de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine du gouvernement.

Constitution du Nicaragua

Article 137

L'énumération de droits, pouvoirs et garanties faite par la Constitution n'est pas exclusive des autres droits, pouvoirs et garanties qui appartiennent à la personne humaine ou qui procèdent de la forme républicaine du gouvernement.

4. Protection de l'ordre démocratique

Constitution de la Yougoslavie

Article 43

Dans le but de protéger les libertés civiques et l'organisation démocratique de la République fédérative populaire de Yougoslavie, fixée par la présente Constitution, est considéré comme illégal et punissable, l'usage des droits civiques en vue de changer et de violer l'ordre constitutionnel dans un but antidémocratique.

5. Limitation des pouvoirs de l'exécutif

Constitution de l'Argentine

Article 29

Le Congrès ne peut accorder au pouvoir exécutif national, ni les législatures provinciales aux gouverneurs des provinces, des pouvoirs extraordinaires ni la totalité du pouvoir public, ni leur octroyer des juridictions ou des suprématies en vertu desquelles la vie, l'honneur et la fortune des citoyens argentins seraient à la merci d'un gouvernement ou d'une personne quelconque. Les actes de cette nature sont entachés par eux-mêmes d'une nullité que rien ne peut couvrir et exposent ceux qui les font, les votent ou les approuvent, à la responsabilité et aux peines qui atteignent les traîtres infâmes à la patrie.

Constitution de la Bolivie

Article 38

Ni le Congrès, ni aucune association ou réunion populaire ne peut accorder au pouvoir exécutif des pouvoirs extraordinaires ou la totalité du pouvoir public, ni lui octroyer des prérogatives mettant la vie, l'honneur et les biens des Boliviens à la merci du gouvernement ou d'une personne quelconque.

L'inviolabilité personnelle et les immunités établies par la présente Constitution pour les représentants nationaux ne sont pas suspendues pendant l'état de siège.

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen Article 16

Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.

Constitution du Paraguay Article 16

La Chambre des représentants ne pourra accorder au pouvoir exécutif des pouvoirs extraordinaires en dehors des dispositions de la présente Constitution, ni lui accorder une autorité qui mettrait la vie, l'honneur et la propriété des Paraguayens à la merci du gouvernement ou d'une personne quelconque.

6. Pouvoirs des forces armées

Constitution du Chili Article 22

La force publique doit essentiellement l'obéissance. Aucun corps armé ne peut délibérer.

Article 23

Toute décision adoptée par le Président de la République, la Chambre des députés, le Sénat ou les tribunaux, en présence ou à la demande d'une armée, d'un chef de forces armées ou d'un rassemblement populaire qui, en armes ou non, s'insurge contre les autorités, est nulle de plein droit et ne peut produire aucun effet.

Constitution du Costa-Rica Article 22

La force militaire est subordonnée au pouvoir civil, elle est essentiellement obéissante et ne doit jamais délibérer.

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen Article 12

La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Constitution du Honduras Article 55

La police de la sûreté ne pourra être confiée qu'aux autorités civiles.

7. Responsabilité personnelle des fonctionnaires

Constitution de la Chine

Article 9

Aucune personne ne peut être mise en accusation devant un tribunal militaire, sauf celles qui sont en service militaire actif.

Article 18

Tous les citoyens jouissent du droit de se présenter aux examens publics et de remplir des postes dans les administrations et services publics.

Article 24

Tout fonctionnaire qui, en violation de la loi, porte atteinte aux libertés ou aux droits de toute autre personne, est passible de poursuites en vertu des dispositions du code criminel et du code civil, sans parler des mesures disciplinaires prévues par la loi. La personne lésée dans ses droits peut, conformément à la loi, réclamer à l'Etat une compensation pour les dommages encourus.

Constitution de la Colombie

Article 21

En cas d'infraction manifeste à un précepte constitutionnel au détriment d'une personne quelconque, l'agent qui la commet est responsable alors même qu'il aurait reçu l'ordre d'agir ainsi. Cette disposition n'atteint pas les militaires en service. En ce qui les concerne, la responsabilité incombe uniquement au supérieur qui a donné l'ordre.

Constitution du Costa-Rica

Article 19

Les fonctionnaires publics ne sont pas propriétaires de l'autorité, ils en sont seulement dépositaires. Ils sont soumis aux lois et ne peuvent jamais se considérer comme supérieurs à elles.

France. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Article 15

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Constitution de la Grèce

Article 19

Il n'est pas nécessaire de délivrer une autorisation préalable de l'autorité administrative pour poursuivre les fonctionnaires publics ou municipaux à raison de leurs actes punissables, commis à l'occasion du service, sauf s'il s'agit de Ministres à l'égard desquels des dispositions spéciales sont prises.

Iran. Complément à la loi constitutionnelle

Article 25

Une autorisation n'est pas nécessaire pour poursuivre les fonctionnaires de l'Etat à raison de leurs fautes dans l'exercice de leurs fonctions, sauf en ce qui concerne les Ministres pour lesquels il y aura lieu de se conformer aux lois spéciales édictées à ce sujet.

8. Droit des communautés régionales et locales

Constitution du Danemark

Article 89

Le droit des communes d'administrer librement leurs affaires, sous la surveillance de l'Etat, sera réglé par la loi.

9. Témoignages devant les tribunaux

Constitution du Chili

Article 18

Dans les causes criminelles, l'inculpé ne pourra être contraint de faire des déclarations sous serment relativement à ses propres actes; il en sera de même pour ses ascendants, ses descendants, son conjoint et ses parents jusqu'au troisième degré, et ses alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Constitution de la République Dominicaine

Article 6

12. (c) Nul ne pourra être jugé deux fois pour la même cause ni être obligé de témoigner contre soi-même, ni être condamné à aucune peine, quelle qu'en soit la nature, sans avoir été entendu en audience publique ou sans avoir été cité régulièrement.

Dans les affaires qui, d'après la loi, relèvent de la compétence des juridictions disciplinaires, cette audition en audience publique n'est pas nécessaire.

10. Droits et intérêts acquis

Constitution du Brésil

Article 141

3. La loi ne peut porter atteinte aux droits acquis, aux actes juridiques parfaits ou à l'autorité de la chose jugée.

Constitution de la Colombie

Article 36

La destination des donations entre vifs ou testamentaires faites conformément aux lois dans l'intérêt social ne pourra être modifiée par le législateur. Le gouvernement contrôlera la gestion et le placement de ces donations.

Article 31

Aucune loi instituant un monopole ne s'appliquera avant que les personnes qui, en vertu de cette loi, sont privées de l'exercice d'une industrie licite ne soient entièrement indemnisées. Aucun monopole ne pourra être établi s'il n'assure des rentrées fiscales à l'Etat et n'est institué en vertu d'une loi.

Seuls les privilèges se référant aux inventions utiles et aux voies de communication seront accordés.

Constitution de Cuba

Article 23

Les obligations civiles qui résultent de contrats, d'actes ou d'omissions ne pourront être annulées ni modifiées par le pouvoir législatif ou par le pouvoir exécutif; en conséquence, les lois ne pourront avoir d'effet rétroactif en ce qui concerne lesdites obligations. L'exercice des actions en justice qui découlent de ces obligations pourra être suspendu en cas de crise nationale grave, pour une durée raisonnable, aux conditions énoncées au paragraphe premier de l'article précédent et si la constitutionnalité de cette mesure n'est pas contestée.

11. Droit de port d'armes

Constitution de la Colombie

Article 48

Seul le gouvernement peut introduire, fabriquer ou posséder des munitions ou armes de guerre.

Nul ne pourra porter des armes à l'intérieur des agglomérations sans l'autorisation de l'autorité. Cette autorisation ne pourra pas être donnée dans les cas de réunions politiques, élection ou session d'assemblée ou de corps constitué, soit pour y assister ou y prendre part.

Constitution des Etats-Unis

Deuxième amendement

..... Il ne pourra être porté atteinte au droit du peuple de détenir et de porter des armes.

Troisième amendement

En temps de paix, aucun soldat ne pourra être logé dans une maison sans le consentement du propriétaire; en temps de guerre, il ne pourra l'être que selon les règles prescrites par la loi.

Dixième amendement

Les pouvoirs non délégués aux Etats-Unis par la présente Constitution et non refusés par elle aux Etats, sont réservés respectivement aux Etats ou aux peuples.

Constitution du Honduras

Article 68

Les habitants de la République ont le droit de posséder et de porter des armes en se conformant à la loi.

12. Droit de grève

Constitution de la Colombie

Article 18

Le droit de grève est garanti sauf en ce qui concerne les services publics. La loi réglementera son exercice.

Constitution du Paraguay

Article 17

La grève des fonctionnaires publics ainsi que l'abandon collectif des fonctions dont ils ont la charge sont interdits.

13. Protection de l'enfance et de la maternité

Constitution du Panama

Article 57

La puissance paternelle est l'ensemble des devoirs et des droits des parents à l'égard de leurs enfants.

Les parents sont tenus de nourrir, d'assister, d'éduquer et d'instruire leurs enfants; ceux-ci doivent à leurs parents respect et assistance.

La loi réglementera l'exercice de la puissance paternelle conformément à l'intérêt social et au bien des enfants.

Constitution de l'Uruguay

Article 40

L'entretien et l'éducation des enfants afin de leur permettre d'atteindre leur plein développement physique, intellectuel et social est un devoir et un droit des parents.

La loi prévoira les mesures nécessaires pour la protection de l'enfance et de l'adolescence contre l'abandon physique, intellectuel ou moral des parents et tuteurs et contre l'exploitation et les abus.

Article 42

La loi fixera les mesures destinées à soumettre l'enfance délinquante à un régime spécial au fonctionnement duquel la femme participera.

Constitution de la Yougoslavie

Article 26

5. Les parents ont les mêmes obligations et devoirs envers les enfants nés en dehors du mariage qu'envers les enfants nés du mariage. La situation des enfants nés en dehors du mariage est fixée par la loi.

14. Limitation de la souveraineté nationale

Constitution de la France

Paragraphe 16

Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.

15. Interdiction des guerres de conquête

Constitution de la France

Paragraphe 15

La République Française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des buts de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

16. Les étrangers ne peuvent avoir plus de droits que les nationaux

Constitution de la Bolivie

Article 18

Les ressortissants étrangers ou les entreprises étrangères sont, en ce qui concerne la propriété, dans la même situation que les Boliviens, sans pouvoir en aucun cas invoquer une situation exceptionnelle ni avoir recours à des réclamations diplomatiques sauf le cas de déni de justice.